

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
COURSES DE CHEVAUX

ET LES
PARIS AUX COURSES

ÉTUDE CRITIQUE
SUR
L'ORGANISATION DES COURSES ET LA RÉGLEMENTATION DES PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
Sera soutenu le 25 mai 1899, à 8 heures 1/2.

PAR

HENRI LENOBLE
Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. LARNAUDE, professeur.
Suffragants { *MM. CHAVEGRIN, professeur.*
 { *SALEILLES, professeur.*

PARIS
LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS
Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL
22, rue Soufflot, 22
L. LAROSE, Directeur de la Librairie
1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
COURSES DE CHEVAUX

ET LES
PARIS AUX COURSES

ÉTUDE CRITIQUE

SUR

L'ORGANISATION DES COURSES ET LA RÉGLEMENTATION DES PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 25 mai 1899, à 8 heures 1/2.

PAR

HENRI LENOBLE

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants { MM. CHAVEGRIN, professeur.
SALEILLES, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1899

BIBLIOGRAPHIE

Droit administratif.

- AUCOC. — Conférences sur l'Administration et le droit administratif, 2^e édit. 1882-1886, 3 vol. gr. in-8, t. I^{er}.
- BATBIE. — Traité théorique et pratique de droit public et administratif, 2^e édit., 1883-1893, 9 vol. in-8, t. VII.
- BÉQUET, DUPRÉ et LAFERRIÈRE. — Répertoire du droit administratif, 1882-1899, en cours de publication, t. III, V^o Bêtes.
- BERTHEAU. — Dictionnaire général de droit et de jurisprudence 1890-1899, en cours de publication, V^o Courses de chevaux.
- BLANCHE. — Dictionnaire général de l'administration, 1884-1891, 2 vol. gr. in-8, V^o Haras.
- CABANTOUS et LIÉGEOIS. — Répétitions écrites sur le droit administratif, 6^e édit. 1882, in-8.
- CHAUVEAU (Adolphe). — Principes de compétence et de juridiction administratives, 1841-1844, 3 vol. in-8, t. III.
- UCROCO. — Cours de droit administratif, 7^e édit., 1897-1899, 3 vol. parus, t. I^{er}.
- DUFOR. — Traité général de droit administratif appliqué, 3^e édit., 1868-1870, 8 vol. in-8, t. I^{er}.
- FOUCART. — Éléments de droit public et administratif, 4^e édit., 1856, 3 vol. in-8, t. II.
- LAFERRIÈRE. — Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux, 2^e édit. 1896, 2 vol. gr. in-8.
- MACAREL. — Cours d'administration et de droit administratif, 3^e édit., 1857, 4 vol. in-8, t. II.
- SERRIGNY. — Traité de l'organisation, de la compétence et de la procédure en matière contentieuse administrative, 2^e édit., 1863, 3 vol. in-8, t. III.
- SIMONET. — Traité élémentaire de droit public et administratif, 3^e édit., 1897, in-8.
- TROLLEY. — Traité de la hiérarchie administrative, ou de l'organisation et de

- la compétence des diverses autorités administratives, 3^e édit., 1847-1854, 5 vol. in-8, t. 1^{er}.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale ou répertoire méthodique et alphabétique, de législation, de doctrine et de jurisprudence, 44 vol. in-4 et supplément en 19 vol. in-4, V^o Établissement public, V^o Haras.
- LEBON. — Recueil chronologique des arrêts du Conseil d'État.

Droit civil.

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 5^e édit., 1897, 8 vol. in-8, t. IV.
- BAUDRY-LACANTINIERE. — Précis de droit civil, 6^e édit. 1896-1898, 3 vol. in-8, t. III.
- CHARDON. — Traité du dol et de la fraude en matières civ. et commerc., 1828, 3 vol. in-8, t. III.
- DELVINCOURT. — Cours de Code civil, notes et explications, 5^e édit., 1824, 3 vol. in-4.
- DEMANTE et COLMET de SANTERRE. — Cours analytique du Code civil, 1881-1893, 9 vol. in-8, t. VIII.
- DENIZART. — Collection de décisions nouvelles, édition Camus et Bayard, 1783-1807.
- DURANTON. — Cours de droit français, suivant le Code civil, 4^e édit., 1844, 22 vol. in-8, t. XVIII.
- FENET. — Travaux préparatoires du Code civil, 1836, 15 vol. in-8.
- GUILLOUARD. — Traité des contrats aléatoires, 2^e édit., 1893, 1 vol. in-8.
- GUILLOUARD. — Traité du contrat de société, 2^e édit., 1892, 1 vol. in-8.
- LAROMBIÈRE. — Théorie et pratique des obligations, 1885, 7 vol. in-8, art. 1235.
- LAURENT. — Principes de droit civil français, 5^e édit., 1893, 33 vol. in-8.
- LOISEAU. — OEuvres, édit. Claude Joly 1666, Traité du déguerpissement et délaissement par hypothèque, livre IV, chap. III, n. 566.
- MARCADÉ et PONT. — Explication théorique et pratique du Code Napoléon, 7^e édit., 1872-1884, 13 vol. in-8, t. IV.
- MOURLON. — Répétitions écrites sur le Code Napoléon, 12^e édit., 1885-1892, 3 vol. in-8, t. III.
- PILLETTE. — Revue pratique, t. XIV.
- PONT (Paul). — Commentaire-traité des sociétés civiles et commerciales, 2^e édit., 1880-1884, 2 vol. in-8.
- PONT (Paul). — Commentaire-traité des Petits contrats, 2^e édit., 1877, 2 vol. in-8.
- SOURDAT. — Traité général de la responsabilité, 4^e édit., 1887, 2 vol. in-8.

- TOULLIER. — Droit civil français, suivant l'ordre du Code, 6^e édit., 1844-1848, 14 vol. in-8, t. VI.
- TROPLONG. — Le Droit civil expliqué. Commentaire sur le contrat des sociétés civiles et commerciales, 1843, 2 vol. in-8.
- VAVASSEUR (A.) et JAY (Emile). — Projet de loi sur les sociétés civiles et commerciales, 1865.
- VAVASSEUR. (A.). Un projet de loi sur les sociétés, 1876.
- ROUSSEAU (Rodolphe). — Des Sociétés commerciales, françaises et étrangères, 1878.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale ou Répertoire alphabétique, V^o Action possessoire, V^o Arbitrage, V^o Obligations, V^o Responsabilité.
- FUZIER-HERMANN, CARPENTIER, FRÈREJOUAN DU SAINT. — Répertoire général alphabétique du droit français, 1887-1899, en cours de publication V^o Arbitrage.

Droit pénal.

- BLANCHE et DUTRUC. — Etudes pratiques sur le Code pénal, 2^e édit., 1888-1891, 7 vol. in-8.
- CHAUVEAU (Adolphe) et FAUSTIN-HÉLIE. — Théorie du Code pénal, 6^e édit., 1887, 6 vol. in-8.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique de droit pénal français, 1893, 5 vol. in-8, t. V.
- MORIN. — Répertoire universel et raisonné du droit criminel, etc., 1851, 2 vol. gr. in-8, vo. Jeu.

Jeux. Courses. Paris.

- ANONYME. — Stud-book français. Registre des chevaux de pur-sang importés ou nés en France, publié par ordre du Ministre de l'Agriculture et du Commerce, 1888, tome VIII, (1884-1886), 1890, tome IX, 1887-1889.
- AVENEL (Henri). — La loterie. Historique, critique de l'organisation actuelle. Projet de réorganisation, 1889, in-8.
- BRÉGEAULT. — Les paris aux courses, Journal *La Loi* du 8 décembre 1889.
- CAVAILHON (Edouard). — Les Courses et les Paris, 1885, in-18.
- CHAPUS (Eugène). — Le Turf ou les courses de chevaux en France et en Angleterre, 1853, in-16.
- CHARTON DE MEUR. — Dictionnaire de jurisprudence hippique contenant toute la législation des courses, 1891, 1 vol. in-18.

- CHEVALIER (Emile). — Les jeux et paris (jeux de bourse, courses de chevaux, maisons de jeux, loteries) devant la loi, 1875, 1 vol. in-12.
- CONTADES — (Comte G. de). Bibliographie sportive. Les courses de chevaux en France (1651 à 1890), 1892, in-8.
- CRAFTY. — Paris sportifs. Anciens et nouveaux sports. Texte et dessins par Crafty, 1896, gr. in-8.
- DESAULX (Urbain). — Les chevaux et les courses en France, 1863.
- DOMJEAN (Georges). — La question des paris sur les champs de courses. Les bookmakers et le pari mutuel, 1887, in-8.
- FAUCHER (Paul). — Les paris de courses et les jeux de hasard, 1885, in-8.
- FRÈREJOUAN DU SAINT. — La loi du 2 juin et les bookmakers, *Gazette des Tribunaux* des 15, 16 juin 1891.
- FRÈREJOUAN DU SAINT. — Jeu et pari au point de vue pénal et réglementaire. (Loteries et valeurs à lots. Jeux de bourse. Marchés à terme), 1893, in-8.
- GAYOT (Eugène). — La France chevaline, 1848-1854, 1^{re} partie, institutions hippiques.
- GUICHE (Agénor de Gramont, duc de). — De l'amélioration des races de chevaux en France, 1829, in-8.
- HENRY (Edmond). — Les courses, leur utilité au point de vue de l'agriculture et de l'armée, Caen, 1884, in-8.
- JANOLY (Georges P.). — Du jeu et du pari en droit français, 1882, in-8.
- JEANNERET (Jules-Félix). — Le jeu, le pari et les marchés de bourse.
- JOBBÉ-DUVAL. — Le pari à Rome, 1895, in-8.
- LAFFON (F.). — Le monde des courses. Mœurs actuelles du Turf. Etudes nouvelles et historiques suivies d'un dictionnaire-annuaire, 1896, in-8.
- LALABIE (Paul de). — Un mot sur la vieille guerre contre les Haras et les courses. Aurillac, 1887, in-8.
- LAYA. — Commentaire de la loi sur les courses de chevaux et les paris aux courses. Loi du 2 juin 1891. Lois nouvelles. Revue de législation, 1891.
- MARNE (Olivier de). — Les courses et le cheval de guerre, 1890, in-8.
- MONTENDRE (Comte de). — Des institutions hippiques et de l'élève du cheval dans les principaux Etats de l'Europe, 1840, 3 vol. in-8.
- MUSANY (F.). — L'élevage, l'entraînement et les courses, au point de vue de l'amélioration des chevaux de guerre, 1889, in-8.
- NOEL (C.). — Les paris de courses : historique, fonctionnement, modification nécessaires, 1889, in-8.
- PASSY (Frédéric). — La question des jeux, 1872, in-18.
- POTIER. — Traité du contrat de jeu. (Edition Bugnet), 1847, 10 vol. in-8.
- RENDU. — Le jeu, le pari et les marchés de bourse, 1870, 1 vol. in-8.
- ROUDAUD (Elie). — Etudes sur le cheval pur sang et sur les courses de notre époque, 1876, in-8.
- SAINT-ALBIN (A. de). — Les courses de chevaux en France, 1890, in-8.

- TOUCHSTONE (S. F.). — Les courses en France et à l'étranger, tome 1^{er}. Historique et organisation, 1894, in-8, avec 18 planches.
- TOULOUSE (C.). — Les Courses de chevaux. Commentaire sur l'utilité de leur suppression pour l'amélioration de la race chevaline. Troyes, 1893, in-8.
- VILLA A' ROGGIO. — Guide bleu des Courses, 3^e édit. 1891, in-18.
- VIRMAITRE (Charles). — Les jeux en France, leur législation, leur moralité, 1872, in-16.

Divers.

- CATELLAN. — Arrêts remarquables du parlement de Toulouse, qui contiennent beaucoup de décisions nouvelles sur toutes sortes de matières. Toulouse, 1703, puis 1705 et 1730, 2 vol. in-4.
- GENLIS (Stéphanie Félicité Bucrest de Saint-Albin, comtesse de). — Souvenirs de Félicie, suivis des souvenirs et portraits, par M. le duc de Lévis ; avec avant-propos et notes, par M. F. Barrière, 1857, in-12.
- BÉQUET (Léon). Régime et législation de l'Assistance publique et privée en France, 1885, in-8.
- CLARETIE (Jules). — La vie à Paris, 1880, chap. XIV.
- CROS MAYREVELLE. — Le droit des pauvres sur les spectacles en Europe, 1889, 1 vol. in-8.
- PECTOR (G). — Le Droit des pauvres.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale ou Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence, 44 vol. in-4 et supplément en 19 vol. in-4, V^o Courses de chevaux, V^o Jeu pari.
- FUZIER-HERMANN, CARPENTIER, FRÈREJOUAN DU SAINT. — Répertoire général alphabétique du droit français, 1887-1899 en cours de publication, V^o Courses de chevaux, V^o Jeu et pari.
- LABORI. — Répertoire encyclopédique du droit français, 1889-1897, 12 vol. in-4, V^o Courses de chevaux, V^o Jeu.
- LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE. — V^o Course, § II (courses de chevaux).
- PANDECTES FRANÇAISES. — Nouveau répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence, 1886-1899, en cours de publication, V^o Courses, V^o Jeu.

PREMIÈRE PARTIE

LES

COURSES DE CHEVAUX



ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DES COURSES

SECTION I.

Les courses et l'amélioration de la race chevaline.

Les courses sont très anciennes ; mais, à l'origine, elles étaient organisées beaucoup plus dans un but de stimulation aux exercices physiques, que comme un moyen d'encouragement à l'amélioration de l'espèce chevaline ; les courses à cheval étaient destinées, ainsi que les courses à pied, surtout à développer la force, la souplesse, l'adresse de l'homme. C'est avec ce caractère qu'elles existaient dans l'antiquité, chez les Grecs et chez les Romains, où elles étaient fort en honneur ; elles figuraient au nombre des jeux, et étaient complètement assimilées par les anciens aux divers exercices du stade : la lutte, le disque, la natation, etc...

Sans remonter jusqu'à ces époques reculées, nous nous proposons seulement d'étudier l'organisation des courses de chevaux, telles que nous les voyons pratiquées de nos jours ; et c'est en les envisageant avec la conception moderne, que

nous allons examiner leur institution et leur développement, en vue de l'amélioration de la race chevaline. C'est en Angleterre surtout qu'elles ont été pratiquées dans ce but, et l'histoire des courses, dans ce pays, nous permettra d'apprécier les services qu'elles ont rendus pour la création et la conservation d'une race de « pur sang ».

Principe de la sélection.

Pour bien comprendre l'amélioration hippique ⁽¹⁾, il est nécessaire, avant tout, de remonter à la loi générale qui préside à la conservation des espèces. La nature a assuré leur permanence au moyen de la transmission héréditaire des qualités des individus ; en d'autres termes, les semblables produisent leurs semblables ; mais, d'un autre côté, sous l'influence des agents extérieurs, tels que l'air, les aliments, le sol, etc..., les êtres organisés subissent de profondes modifications, et la diversité des races naît de ces variations du type primitif.

Il résulte de là que si, par suite des conditions au milieu desquelles elle s'est trouvée placée, une race s'est détériorée, il ne s'agit plus, pour la régénérer, que de la croiser avec une race qui se soit maintenue pure ; c'est ce qu'on appelle le système du « pur sang » ; c'est le système qu'adopta l'Angleterre.

Le cheval arabe est, de tous, celui qui, par un privilège qu'expliquent facilement les conditions physiologiques où il a toujours vécu et les soins judicieux donnés à son éducation

(1) Blanche, *Dictionnaire d'Administration*, v^o Haras.

par un peuple dont il est la plus précieuse richesse, a le moins perdu de sa pureté primitive ; c'est à cette race pure que les Anglais demandèrent les éléments de régénération dont ils avaient besoin ; mais ils ne se proposèrent pas de reproduire le cheval arabe en Angleterre ; ce résultat eût été impossible à obtenir, car, outre l'identité du sang, il exige l'identité du milieu ; et il eût été d'ailleurs inutile, le cheval arabe répondant à des besoins différents de ceux auxquels il s'agissait de pourvoir. Le but fut donc seulement de refondre leurs races, au moyen de reproducteurs doués d'un sang plus pur, plus riche, plus énergique, et de créer un cheval nouveau approprié aux divers services qu'on voulait lui demander.

Après avoir créé une telle race, on s'efforça de la développer, en choisissant parmi les produits déjà obtenus ceux qui présentaient les plus sérieuses qualités, en vue de la reproduction, à l'exclusion des autres ; et, ces qualités, le concours seul pouvait les faire ressortir ; les courses furent le moyen d'opérer la sélection.

SECTION II.

Notions historiques.

§ I.

Développement des courses de chevaux en Angleterre.

C'est aux Stuarts que revient l'honneur de la formation de la race pure et du développement des courses de chevaux ⁽¹⁾.

(1) Voy. *La grande encyclopédie*, v^o Course, § II (Courses de chevaux).

Jacques I^{er} qui régna de 1603 à 1625 était un sportsman intelligent et passionné ; il eut le premier l'idée d'aller chercher en Orient des chevaux de qualité supérieure à ceux qu'on trouvait alors en Angleterre, et fit acheter à Constantinople un étalon de prix ; malheureusement ce cheval fut battu dans les épreuves où il parut et cet échec déprécia la race arabe aux yeux des Anglais pour de longues années.

Jacques I^{er} institua des courses en Angleterre, et régularisa leur fonctionnement ; car, dans les anciennes courses qui avaient lieu déjà à Chester, à Stamford, on ne suivait point de règle fixe : on admettait tous les chevaux présentés, sans condition d'âge, on ne tenait aucun compte du poids des cavaliers ; on n'avait pas non plus d'hippodromes pour les faire courir.

En 1607, des courses eurent lieu près d'York, dont le prix était une sonnette d'or, dite sonnette de « Saint-George », analogue à celle qu'on distribuait déjà en 1540 à Chester ; dans cette dernière ville, en 1609, on établit un nouveau prix : on organisa une « poule » : le vainqueur de la course recevait la totalité des engagements versés par tous les concurrents ; on lui remettait, en outre, une sonnette d'argent, mais celle-ci ne lui appartenait point, il devait la remettre, à son tour, l'année suivante, au vainqueur ; c'est seulement plus tard, en 1623, que le maire de la ville, John Brereton, décida que l'acquisition de cette sonnette serait définitive, et que ce prix, d'une valeur de huit à dix livres sterling, serait renouvelé chaque année.

Des courses s'organisèrent régulièrement, dans le comté d'York, dans le Surrey ; quelques-unes mêmes furent patronnées par le roi qui faisait lui-même courir à Epsom ; il

établit une écurie de courses à Newmarket qui fut l'origine la plus ancienne des grands établissements hippiques de cette ville. Des pistes furent tracées, des hippodromes furent établis pour ces courses nouvelles. Bientôt les gentilshommes cessèrent de présenter eux-mêmes leurs chevaux, et les firent monter par des cavaliers de métier dont la supériorité ne tarda pas à se faire sentir ; dès lors, on se mit à former des jockeys, on étudia la préparation des chevaux, en vue de la course ; c'était la création d'une science, d'un art du *turf*.

Avec Charles I^{er} (1625-1649) les progrès continuèrent ; de nouvelles courses annuelles furent établies à Stamford ; le prix consistait en une coupe d'argent ; à partir de ce moment, la coupe tend à être substituée, comme prix, à l'antique sonnette de « Saint-George ».

Les courses de chevaux furent encore favorisées par Cromwell ; mais leur grande prospérité, en Angleterre, date de la restauration de 1660 et du règne de Charles II.

Ce prince constitua un haras modèle où il réunit un grand nombre d'étalons et de juments achetés dans le Levant ; il rétablit l'établissement fondé par Jacques I^{er} à Newmarket ; il alloua des prix royaux dans chacune des principales courses ; celles-ci avaient lieu à Newmarket, Datchet-Mead, Burford Downs. Non seulement, dans ces courses, les conditions des épreuves furent réglées d'une façon plus rigoureuse, mais on s'efforça encore de répartir les réunions les plus importantes de chaque centre sportif, de manière à les placer à différentes époques de l'année. Charles II posséda lui-même une écurie dont les chevaux couraient sous son nom.

Guillaume III (1688-1702) augmenta encore les subventions royales ; c'est sous son règne que furent importés les deux

étalons qui devinrent la souche principale de la race de « pur sang » en Angleterre, Byerly-Turk et Darley-Arabian, dont les produits coururent sous la reine Anne.

En 1703, des courses furent établies à Doncaster ; celles de Newmarket se multiplièrent ; en 1709, York eût ses premières réunions ; en 1710, on y disputa la première coupe d'or offerte par la reine ; elle valait 60 guinées, l'année suivante elle était portée à 100 guinées ; et, à partir de 1721, ces prix royaux de plus en plus importants furent distribués en numéraire.

A cette époque, la période des tâtonnements est terminée ; les courses sont devenues, pour les Anglais, un véritable sport national, et elles comportent déjà une centaine de réunions chaque année.

Formation de la race de « pur sang ». — L'histoire des courses en Angleterre, est inséparable de celle de la race de « pur sang. »

Cette race, dite de « pur sang » (*thoroughbred*), est formée, en vertu des principes que nous avons indiqués⁽¹⁾, de chevaux dont l'origine est toujours un cheval importé d'Orient à la fin du xvii^e siècle ou au commencement du xviii^e, et dont la généalogie détaillée est conservée sur un registre appelé « *stud-book* »⁽²⁾. « La dénomination de chevaux de « pur sang », dit le duc de Guiche, ne s'applique qu'aux chevaux arabes, ou aux chevaux anglais qui, par une filiation non interrompue et sans souillure, tant du côté du père que du côté de la mère, descendent des chevaux arabes importés et naturalisés en Angleterre. L'expression de cheval « pur sang » a donc été

(1) Voy. *suprà*, p. 4.

(2) Voy. *infra*, p. 9.

et doit être exclusivement réservée au cheval arabe ou à sa postérité, sans mélange, naturalisée en Europe ; parce que cette race est devenue comme la race par excellence, comme le type de la perfection, et comme la somme de toutes les améliorations des autres races inférieures » (1).

La race provient essentiellement d'étalons et de poulinières importés des États barbaresques, de Turquie, de Syrie, d'Arabie ou de Perse, dont les principaux sujets furent placés dans les haras royaux.

Le premier qui ait eu des descendants et qui figure sur le livre d'or du « stud-book », est celui qui fut importé de Turquie par Place : et qu'on appela *Place's white turk*. Tous les chevaux de course actuels, tous les étalons et les poulinières qui représentent la race pure, remontent, paraît-il, en ligne masculine directe, à l'un des trois étalons suivants qui peuvent être regardés comme les ancêtres de la race : *Byerly-Turk*, *Darley-Arabian* et *Godolphin-Barb* (ou Arabian).

« *Stud-Book* ». — Cette descendance masculine est constatée à l'aide du « *stud-book* » ; c'est un registre constitué à la fin du XVIII^e siècle, dans le but d'assurer la pureté de la race, et qui n'est autre chose que la réunion, l'ensemble des livres des différents haras, et des certificats généalogiques qui constituent l'état civil des chevaux, une sorte de dictionnaire historique des différentes familles chevalines de pur sang.

Au point de vue de l'amélioration de la race chevaline, les résultats dûs au système généalogique anglais sont incontestables ; la race de pur sang importée en Angleterre y a fait, grâce à ce mode de sélection méthodiquement appliquée,

(1) Guiche (Agénor de Gramont duc de). De l'amélioration des races de chevaux en France.

des progrès considérables ; elle a été pour l'élevage une source de fortune et de prospérité.

Le développement surprenant de cette race est dû à l'application intelligemment combinée de deux pratiques empruntées aux Arabes : relever et conserver exactement la généalogie des bons chevaux, constater leurs qualités à l'aide d'épreuves publiques. L'expérience en a démontré l'efficacité et la nécessité.

C'est grâce à elles que les Arabes ont créé cette race exceptionnelle dont les Européens achetèrent les produits, mais dès qu'on s'écarte de ces règles, la race dégénère.

En Italie, en France, on importa des chevaux arabes, en Espagne cette race fut introduite par les Musulmans : longtemps, on dressa des certificats généalogiques ; quand on eût cessé, il arriva que les alliances avec des races chevalines d'un mérite moins confirmé firent disparaître en peu de temps ces qualités exceptionnelles de la race noble, qu'il avait fallu des siècles pour former.

Au contraire, en Angleterre où les produits arabes importés n'appartenaient même pas tous à la race noble, les résultats furent surprenants.

On dressa, avec le plus grand soin, l'état généalogique des étalons destinés à la reproduction ; on établit un contrôle rigoureux des naissances ; on multiplia, on varia les épreuves, de manière à ne conserver comme reproducteurs que des animaux ayant affirmé des qualités de premier ordre. Grâce à cette patiente sélection, on développa, on fixa ces qualités ; et le succès de ces efforts fut de former une race de pur sang, de beaucoup supérieure à celle dont elle tirait son origine ; il n'y eut plus désormais, pour la conserver intacte, qu'à veiller

à ce qu'aucune intrusion de sang étranger n'en vint altérer les qualités.

§ II.

Développement des courses de chevaux en France.

Il est assez difficile de découvrir quelle a été l'origine des courses de chevaux en France ; disons seulement qu'elle est fort ancienne, puisque des courses de chevaux étaient pratiquées déjà dans la Gaule et qu'on en trouve chez les Bretons d'Armorique vers l'an 500 ; en Bretagne d'ailleurs, les courses furent longtemps en honneur comme un vieil usage national ⁽¹⁾.

Le premier essai d'organisation fut fait, croyons-nous, au xii^e siècle par Archambault de Bourbon, beau-frère de Louis le Gros, dans son propre domainé, mais ces épreuves étaient destinées beaucoup moins à améliorer la race chevaline qu'à satisfaire ses goûts personnels de sport.

Les courses de chevaux, telles que nous les voyons fonctionner aujourd'hui, furent importées d'Angleterre ; elles furent introduites en France avec le cheval de pur sang anglais.

Mais, avant d'étudier le développement de cette institution exotique, il nous paraît intéressant d'indiquer ici les premiers essais de courses nationales qui furent tentés dès le xvi^e siècle. La première course dont il soit fait mention, est rapportée dans le *Journal des Guerres civiles* de Dubuisson-Aubenay ⁽²⁾ : elle eut lieu à Paris le 15 mai 1651, à la suite d'un

(1) Voy. *La grande encyclopédie*, v^o Course § II.

(2) Dubuisson-Aubenay, *Journal des Guerres civiles* (1648-1652), publié par Gustave Saige, édit. 1883, tome II, p. 66.

pari engagé entre le prince d'Harcourt et le duc de Joyeuse ; l'enjeu était, paraît-il, de mille écus ; la course fut faite au bois de Boulogne ; le prince d'Harcourt montait lui-même son cheval ; celui du duc de Joyeuse était monté par Plessis Du Vernet ; le prince fut battu de cent pas.

Jean Buvat, chroniqueur du règne de Louis XV, raconte une autre gageure du même genre entre le marquis de Saillans et le duc de Bourbon ⁽¹⁾ : le marquis de Saillans paria qu'il ferait deux fois la course de la porte Saint-Denis au château de Chantilly, aller et retour, soit quatre fois la distance (environ cinquante lieues) en six heures, avec des chevaux de poste ; il devait avoir fini la seconde épreuve à midi ; il arriva à onze heures trente-trois minutes, ayant employé vingt-sept chevaux, et gagnant son pari avec une avance de vingt-sept minutes ; l'enjeu était de dix milles livres.

La Chronique de l'avocat Barbier ⁽²⁾ qui rapporte également cet exploit en mentionne d'autres analogues :

Le 9 mai 1726, le même marquis de Saillans tint six mille livres contre le duc de Courtanvaux, qu'il viendrait de la grille de Versailles à celle des Invalides, sur le même cheval, en trente minutes ; mais la marquise de Saillans, craignant que l'imprudence de son mari ne lui fit rompre le cou à la descente de Sèvres, lui fit ordonner par le roi de se substituer un valet qui perdit le pari de trente secondes.

En 1754, lord Pascool alla de Fontainebleau à Paris (quatorze lieues) en une heure quarante-huit minutes ; il avait

(1) Jean Buvat, *Journal de la Régence* (1715-1723), édit. Plon, 1865, tome II, p. 411.

(2) Barbier, *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV*, édit. Charpentier, 1866, t. I, p. 229.

parié de parcourir cette distance en deux heures ; le roi avait fait lever tous les obstacles qui auraient pu encombrer la route et plusieurs chevaux avaient été disposés en relais.

Comme on le voit, ces épreuves n'étaient point tant des courses de chevaux que des courses à cheval, véritables tours de force, faisant surtout ressortir l'habileté des cavaliers qui les tentaient.

C'est seulement à l'époque de Louis XVI que furent instituées et organisées, à l'exemple de l'Angleterre, de véritables courses de chevaux ; elles eurent tout de suite un grand succès malgré le peu de mérite des sujets présentés ; cette vogue dura de 1775 à 1783 ; en 1777, une sorte de « jockey-club » se fonda, qui organisa des réunions de printemps et d'automne dans la plaine des Sablons ; des réunions avaient lieu encore à Fontainebleau et à Vincennes ; deux princes du sang, de grands seigneurs, faisaient courir ; c'étaient Monseigneur le comte d'Artois et Monseigneur le duc d'Orléans ; le duc de Lauzun, le marquis de Conflans.... Le *Journal de Paris* ⁽¹⁾ fournit sur les courses du temps des renseignements très complets : il indique les jours de courses avec le programme des épreuves, parfois aussi il publie les résultats ; on trouve encore dans cette feuille le règlement des concours de pouliches et juments pour lesquels le roi avait accordé des prix.

Louis XVI, d'abord hostile aux courses, avait fini par se laisser convaincre de leur raison d'être, par comprendre leur utilité au point de vue de l'élevage et le profit qui pouvait en résulter pour l'État ; et, en 1781, des courses importantes étaient organisées dans le parc de Vincennes entre juments de races française et étrangère.

(1) Premier journal français quotidien fondé en 1777.

Cependant, dès cette époque, les inconvénients des courses s'étaient fait sentir; les paris faisaient fureur; un pamphlet du temps flétrit cette passion et critique l'institution « qui occasionnait l'altération des fortunes et faisait désertier les ouvriers de leurs ateliers »; le comte d'Artois et le duc de Chartres, qui paraissent être les plus gros parieurs, avaient chacun un notaire pour enregistrer leurs gageures (1).

Le premier engouement passé, les courses ne manquèrent pas de détracteurs; on voit déjà formuler les mêmes critiques qu'elles soulèvent encore à plus d'un siècle de distance. Ce n'est guère la peine, dit Mercier (2), que « je me transporte dans la plaine des Sablons, pour voir courir des chevaux efflanqués qui passent comme un trait, tout couverts de sueur au bout de six minutes ». C'est encore un personnage que fait parler Restif de la Bretonne, qui n'aperçoit pas l'utilité immédiate de ces épreuves pour l'armée et la défense nationale : « Comme si, dit cet ignorant, les jambes de leurs coureurs exerçaient les jambes des chevaux de nos postes, de nos dragons et de nos hussards ! »

La Révolution marque un temps d'arrêt dans les courses; toutefois la République en conserva la mode, et les introduisit dans les fêtes organisées au Champs-de-Mars; seulement elles ont changé de caractère; elles sont devenues des jeux imités de l'antique et ne sont plus, à proprement parler, des courses de chevaux, mais des courses à cheval et en char à l'instar

(1) Nous trouvons à ce propos la charmante épigramme suivante : « A la dernière course, dit Mme de Genlis (*Souvenirs de Félicie*, page 136) M. de L. a perdu cent soixante-douze mille livres, M. le comte d'Artois en a gagné cent cinquante mille; le roi a parié un petit écu. C'est une leçon bien douce et de bien bon goût sur la folie à la mode. Mais personne n'en profite ».

(2) Mercier, *Tableau de Paris* t. V. p. 196 à 198.

de celles organisées à Olympie. Il y eut des courses de ce nouveau genre, notamment les 10,23 thermidor an IV et 1^{er} vendémiaire an V. Le Bulletin décadaire de la République Française donne encore le compte rendu de la journée de courses qui eut lieu le 1^{er} vendémiaire an VII; l'un des vainqueurs était un nommé Alexandre Dubost, l'autre était le citoyen Charles Vernet qui s'illustra plus encore comme peintre de chevaux.

Sous le premier Empire, les courses reçurent enfin leur consécration officielle par le décret que rendit Napoléon au camp de Boulogne le 31 août 1805.

Avant cette date, diverses tentatives avaient été faites dans le même but : dès 1770, Bourgelat ⁽¹⁾ avait proclamé et s'était efforcé de démontrer l'utilité des courses pour l'amélioration de la race chevaline, en s'appuyant sur l'exemple du développement pris par cette institution en Angleterre.

Sous le Directoire, un projet d'organisation avait été élaboré, sur le rapport présenté à ce sujet par Eschassériaux jeune au conseil des Cinq-Cents ⁽²⁾, projet ainsi conçu :

« Il y a tous les ans, dans chaque division, trois courses de chevaux, savoir, aux fêtes nationales : du quatorze juillet, du dix août, et de la fondation de la République ; ces courses auront lieu alternativement dans chaque département compris

(1) *Bourgelat* Claude (1742-1799) : Fondateur des écoles vétérinaires et créateur de l'hippiatrique en France ; auteur de nombreux ouvrages sur l'art vétérinaire.

(2) *Eschassériaux* René (1754-1831), fit le 17 frimaire an VI (7 décembre 1897), au conseil des Cinq-cents, une motion d'ordre sur la nécessité de s'occuper des moyens de régénérer les Haras, et présenta à ce sujet un remarquable rapport dans la séance du 28 fructidor an VI, mais le conseil des Cinq-cents n'osa pas adopter le projet.

dans la division, autant que les localités peuvent le permettre ».

Il était établi douze divisions pour toute la France, ce qui faisait trente-six courses par an, pour l'encouragement desquelles l'État donnait cinquante-sept mille six cents francs.

C'est ce projet que reprit Napoléon et qu'il fit aboutir dans le décret du 13 fructidor an XIII (31 août 1805), ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — *Il sera successivement établi des courses de chevaux dans les départements de l'Empire les plus remarquables par la bonté des chevaux qu'on y élève, et des prix seront accordés aux chevaux les plus vites.*

Toutefois, les nombreuses guerres de l'Empire et les multiples préoccupations de l'Empereur ne lui permirent pas de porter aux courses tout l'intérêt qu'elles méritaient, par les services qu'elles étaient appelées à rendre pour la création même du cheval de guerre ; aussi, les progrès de cette institution furent très lents, et ce n'est guère qu'à partir de 1827, que les courses organisées prirent un réel développement.

Après l'Empire, les courses faillirent disparaître, mais elles furent réorganisées en 1819 et, depuis, n'ont cessé de progresser ; le Gouvernement s'en occupe, à partir de cette époque, très activement ; les règlements se multiplient de 1819 à 1847 :

En 1822, la France chevaline fut partagée en deux divisions : celle du nord et celle du midi ; soixante dix-huit mille francs furent affectés aux prix à distribuer par l'État.

Louis XVIII encouragea la fondation de plusieurs établissements pour l'amélioration du cheval de pur sang, notamment des haras de Meudon et de Viroflay. Son frère, le comte d'Artois, devenu Charles X, continua cette œuvre de protec-

tion intelligente qui fut de nouveau interrompue par la révolution de 1830 mais reprise par Louis-Philippe. En 1834, on déterminait la durée des plus longues épreuves. En 1842, on réserva les prix royaux aux seuls chevaux de pur sang inscrits au « *stud-book* » français, registre des naissances créé par une ordonnance de Louis-Philippe du 3 mars 1833 ⁽¹⁾.

Son fils, le duc d'Orléans, fit faire aux courses de chevaux de rapides progrès, et, grâce à lui, elles devinrent un véritable sport français. Il fut membre fondateur de la Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France, société fondée en 1833, dont nous aurons l'occasion de reparler. Disons seulement ici que cette fondation marque une ère nouvelle dans l'histoire des courses de chevaux ; à partir de ce moment, en effet, l'initiative privée va joindre ses efforts à ceux de l'organisation administrative, et augmenter, par son intervention, les encouragements officiels. L'élan était donné : grâce à la Société d'Encouragement, les courses allaient devenir, en France, une institution nationale. Des sociétés nouvelles se sont fondées à son exemple et, en 1845 déjà, plus de cinquante sociétés existaient en province et organisaient à l'envi des courses ou des concours hippiques.

Grâce à ces efforts combinés, des résultats furent obtenus : de 1838 à 1848, tandis que le chiffre des allocations fournies par l'État avait doublé, le nombre des chevaux de courses avait quintuplé, et celui des propriétaires avait décuplé.

Le mouvement s'est continué, et aujourd'hui, l'on peut dire qu'il n'existe pas de département qui n'ait une ou plusieurs sociétés de courses ; on compte, en effet, actuellement en

(1) Voy. Annexes.

France, deux cent soixante-huit hippodromes, donnant six cent quatre-vingt-trois journées de courses.

Ces sociétés s'organisaient librement et sans aucune autorisation, avant la loi de 2 juin 1891 ; néanmoins trois seulement d'entre elles, encore aujourd'hui toutes puissantes, étaient officiellement reconnues ; elles ont joué et elles jouent encore, dans l'organisation des courses de chevaux, un rôle si considérable, qu'il faut indiquer ici brièvement leur origine et leur organisation.

SECTION III

Les sociétés de courses

Les trois plus importantes sociétés dont les efforts ont contribué au développement des courses de chevaux sont :

- 1° La Société d'Encouragement ou Jockey-Club ;
- 2° La Société des Steeple-Chases ;
- 3° La Société d'Encouragement pour l'amélioration du cheval de demi-sang.

Elles ont acquis une situation prépondérante. Néanmoins des sociétés plus modestes ont été formées, surtout en province où elles ont rendu également des services à l'élevage.

§ I.

Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France ou « Jockey-Club ».

La Société d'Encouragement, c'est ainsi que nous la dénommerons par abréviation, et qu'on la désigne d'ailleurs gé-

néralement, fut fondée à la fin de l'année 1833 par un groupe des principaux sportsmen français, désireux de créer en France une race pure qui n'existait pas encore à cette époque et de la développer, en suivant l'exemple et en appliquant les méthodes rationnelles des Anglais. En 1834, cette Société prit le nom plus familier de « *Jockey-Club* » sous lequel elle est encore connue aujourd'hui dans le monde des sports, faisant un premier emprunt à une institution analogue qui fonctionnait avec succès chez nos voisins, le Jockey-Club de Newmarket. Elle avoua immédiatement son but et indiqua les moyens qu'elle se proposait de mettre en œuvre pour y parvenir ⁽¹⁾.

(1) Exposé de principes par lequel la Société d'Encouragement manifesta son existence :

« Les soussignés, frappés de la décadence de plus en plus croissante des races chevalines en France, et jaloux de contribuer, en les relevant, à créer dans ce beau pays un nouvel élément de richesses, se sont réunis pour aviser au moyen d'y parvenir.

« Il ne leur a pas été difficile de constater les causes du mal ; sans les énumérer, une entre autres, méritait leur sérieuse attention. Le manque d'encouragement accordé aux éleveurs du pur sang, réduit depuis longtemps cette industrie à l'inaction et à la stérilité ; et, cependant, rien n'importait plus que de la secourir et de lui donner tous les développements imaginables, car elle seule peut parvenir à doter la France et à l'affranchir enfin un jour du tribut annuel qu'elle paie aux étrangers. C'est donc à la propagation des races pures sur le sol français qu'ont dû tendre particulièrement les efforts des soussignés.

« Depuis longtemps, des théories arbitraires servaient de guide à nos éleveurs ; on avait procédé sans aucun succès à des essais de toute nature, à des combinaisons, à des croisements de tout genre pour améliorer nos races et le Gouvernement n'avait pas été plus heureux que les particuliers dans ses recherches.

« Cependant, la paix, en rendant plus fréquentes nos relations avec l'Angleterre, nous permit d'étudier plus attentivement les principes qui la dirigent dans l'art de produire et d'élever les chevaux ; quelques esprits observateurs que n'arrêtaient pas des routines insensées, ou d'étroites considérations, n'ont pas tardé à acquérir la conviction, que l'immense supériorité de nos voisins d'outre-mer, dans cette branche d'industrie, devait s'attribuer surtout à l'in-

Prenant pour base le type du cheval anglais, qui réalisait une race de pur sang déjà perfectionnée, accomplie, la Société d'Encouragement se proposait de l'affiner encore et de l'améliorer, à l'aide d'une sélection rationnelle analogue à celle qu'avaient pratiquée jusqu'alors, méthodiquement, les Anglais. Le moyen de faire cette sélection, c'était d'organiser des courses ; d'y appeler, d'y intéresser le public ; d'engager le Gouvernement à augmenter la valeur et le nombre des prix ; d'en fonder elle-même. Elle se mit courageusement à l'œuvre et marcha droit au but.

Réunie en comité, la Société d'Encouragement commença par élaborer un règlement des courses rigoureux, excluant, dès l'abord, tout ce qui n'était point produit de race pure, inscrit au stud-book français ou au stud-book anglais. Une pareille prétention, érigée en règle fondamentale, au début, fit

fluence des courses, qui, alimentées par des chevaux de race faisaient refluer continuellement le sang pur dans la circulation et amélioraient de cette manière, de plus en plus, chaque année la population chevaline par l'intervention de ces croisements salutaires.

« Il était tout simple alors, profitant des observations recueillies en Angleterre depuis de longues années, de s'approprier une expérience acquise, en important chez soi des méthodes éprouvées, sans perdre de temps à chercher à faire mieux, car on ne pourrait raisonnablement espérer les surpasser.

« Il y a néanmoins, il faut le croire, bien de la difficulté à déraciner en France certains préjugés, puisque nous sommes forcés de reconnaître que toutes les vieilles préventions contre les procédés anglais et en particulier contre les courses de chevaux ne sont pas encore évanouies.

« Il est facile de voir, en effet, à la modicité des prix de courses fondés par le Gouvernement combien peu l'Administration des haras semble accorder d'importance à ces épreuves, et pourtant il est impossible de le nier, l'opinion publique paraît en progrès sous ce rapport. Il existe un besoin général de donner aux courses une plus grande impulsion ; ce besoin se fait sentir tous les jours davantage et la Société n'est ici que l'organe de toutes les personnes éclairées, en déclarant qu'elle regarde les courses comme le moyen d'amélioration le plus capital qu'on puisse employer. »

bien rire : « Le Jockey-Club, dit un chroniqueur sportif, ressemblait à un aubergiste qui, manquant complètement de voyageurs, en eût profité pour déclarer qu'il ne voulait loger que des notaires ⁽¹⁾.

Mais, plus encore que contre les rieurs qui l'appelaient volontiers la Société de découragement, le Jockey-Club eut à lutter contre le mauvais vouloir, l'entêtement systématique, la rivalité même, de l'Administration des haras qui s'occupait, elle aussi, de l'amélioration de la race chevaline mais par des procédés différents. Convaincue que le principe de la reproduction par le cheval anglais était inutile, et même pernicieux, cette administration préconisait, en effet, l'amélioration par le cheval de « demi-sang » dont nous parlerons plus loin ; elle vit d'un fort mauvais œil naître et grandir la jeune Société concurrente et ne négligea aucune occasion de lui susciter des difficultés. Heureusement le Jockey-Club s'était placé sous le haut patronage de deux princes de la maison royale, les ducs d'Orléans et de Nemours.

Les autres membres fondateurs, au nombre de douze furent :

MM. le comte Caccia, le comte de Cambis, Casimir Delamarre, le comte Anatole Demidoff, Fasquel, Charles Laffitte, Ernest Le Roy, le chevalier de Machado, le prince de la Moskowa, de Normandie, Rieussec et lord Henry Seymour.

Ainsi constitué, dès son origine, le Jockey-Club est demeuré le cercle le plus élégant de Paris : la noblesse et la finance en font partie ; le choix des membres y est très rigoureux et l'admission n'a lieu qu'avec la plus grande cir-

(1) A. de Saint-Albin, *Les courses de chevaux en France*, page 3.

conspection ; l'opposition d'un membre sur six votants suffit pour que le postulant soit écarté.

Mais ce n'est point comme cercle que nous avons à envisager ici le Jockey-Club, c'est comme Société d'Encouragement.

La Société, telle qu'elle est organisée actuellement, a été constituée par acte du 28 décembre 1882, modifiée suivant délibérations du comité des courses des 12 janvier 1888, 27 juin 1891, 1^{er} avril 1892, et 20 mai 1895.

Depuis 1833 jusqu'en 1882, elle n'avait existé, de son propre aveu, « que comme une pure association de fait n'ayant été revêtue d'aucune des formes légales exigées pour la constitution des sociétés ».

Elle se compose de vingt associés ou membres fondateurs, mais elle admet des membres adhérents. Le fonds social, s'élevant à cent mille francs, est représenté par vingt parts d'intérêts dont une est attribuée à chacun des fondateurs.

La Société est purement civile et régie par les articles 1832 et suivants du Code civil, sauf les modifications résultant de ses statuts.

Elle a pour objet :

1^o L'exploitation de la concession faite par la Ville de Paris à la société de fait préexistante, de l'hippodrome de Longchamp ⁽¹⁾ dépendant du bois de Boulogne et comprenant soixante hectares environ de terrain, pour une durée de cinquante années devant expirer le 30 juin 1906, ladite concession faite, suivant acte administratif en date du 24 juin 1856, et prorogée

(1) On écrit Longchamps ou Longchamp. Cette dernière orthographe plus moderne et plus régulière est celle qui est généralement admise aujourd'hui. Larousse, *Dictionnaire universel du XIX^e siècle*.

jusqu'au 31 décembre 1941, suivant autre acte administratif en date du 25 juillet 1891 ⁽¹⁾.

2° L'exploitation des terrains loués à la société de fait préexistante par M. le duc d'Aumale, formant le champ de courses de Chantilly, avec ses dépendances, et comprenant, en outre, diverses routes dans la forêt de Chantilly destinées exclusivement à l'entraînement des chevaux.

3° L'exploitation de toutes autres concessions qui pourraient être obtenues ultérieurement, ayant pour objet l'amélioration des races de chevaux au moyen des courses et l'acquisition ou la prise à bail de tous terrains affectés à cet usage.

Elle est administrée par un comité comprenant les vingt membres fondateurs et dix membres adjoints choisis parmi les adhérents ; ce comité a la direction technique et financière de la Société ; il nomme chaque année, trois commis-

(1). Cette prorogation de bail a été consentie, au lendemain du vote de la loi nouvelle du 2 juin 1891 ; toutefois, le bail pourra être résilié, sur la demande de la Société, si le pari mutuel autorisé par cette loi, venait à être de nouveau interdit. Les conditions imposées à la Société par la Ville sont les suivantes :

1° La Société, dont la gestion antérieure a été approuvée sans réserves, paiera à la Ville de Paris, à partir du 1^{er} janvier 1892, un loyer annuel fixe de 100.000 fr. — 2° La Ville recevra, en outre, sur les recettes perçues à l'entrée de l'hippodrome, un droit variant de 3 à 5 0/0, dont le montant représente à peu près une somme égale (3 0/0, sur les recettes au-dessous de 1.500.000 fr., 4 0/0, sur les recettes jusqu'à 2.000.000 de fr. et 5 0/0, sur les recettes supérieures à 2.000.000 de fr. — 3° L'allocation du Grand prix de Paris sera portée à 200.000 fr., sur laquelle, la Société fournira 150.000 fr. Un autre prix international de 100.000 fr., le prix du conseil municipal, de création récente, et à la charge de la Société, sera couru à la réunion d'automne du bois de Boulogne. Ces deux prix n'en seront pas moins offerts, au nom de la Ville de Paris, la Société devant, par ses statuts, réserver aux chevaux nés en France, la totalité de ses allocations. (Touchstone, *Les courses en France et à l'étranger* t. I, p. 178).

saires pris dans son sein, qui sont chargés d'exécuter ses décisions et de représenter la Société en justice.

Organisation du Comité et du Sous-Comité. — Aux termes du règlement du Jockey-Club relatif aux courses ⁽¹⁾.

Art. 1^{er}. — *Le Comité est composé de vingt membres fondateurs et de dix membres adjoints ; il ne peut délibérer qu'autant que cinq membres, au moins, sont présents. La présence de dix membres est nécessaire pour valider toute délibération dont l'objet intéresse les finances de la Société.*

Art. 2. — *En cas de mort, de démission ou d'incapacité légale d'un des membres fondateurs, il est remplacé par un des membres du Cercle. L'élection est faite au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres fondateurs délibérant au nombre de huit au moins. En cas de partage, il est procédé à un nouveau scrutin à bulletins ouverts, et la voix du Président est prépondérante.*

Art. 3. — *Les fonctions des membres adjoints sont annuelles ; ils sont nommés au commencement de chaque année par les membres fondateurs, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés. Leurs fonctions sont les mêmes que celles des membres fondateurs.*

Art. 4. — *Le Comité représente la Société. Il vote le bud-*

(1) *Règlement de la Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France.* Adopté dans les séances du Comité des courses, des 23 et 26 février et 4 mars 1867, et modifié dans les séances des 11 juin 1877, 2 mars et 9 juin 1880, 21 et 28 février 1881, 16 et 23 décembre 1882, 3 et 20 mars 1883, 11 et 19 février 1885, 14 et 25 mai 1889, 28 février, 11 et 18 mars 1890, 19 et 27 janvier, 24 novembre et 1^{er} décembre 1891, 7, 21 et 28 février, 22 et 29 octobre, 18 novembre et 19 décembre 1892, 18 et 25 janvier 1893, 28 juin et 5 juillet 1894, 27 décembre 1896, 11, 14, 21 et 28 janvier, 1^{er}, 15 et 22 février et 1^{er} mars, 24 juin, 5 juillet, 18 et 25 octobre 1897, 18 et 25 janvier, 28 mai, 7 juin, 19 novembre et 5 décembre 1898.

get de chaque exercice, en recettes et en dépenses, et règle l'emploi des fonds en excédent s'il y en a. Aucune dépense ne peut être faite et aucune valeur appartenant à la Société ne peut être aliénée sans son autorisation.

Il vote le programme des courses de la Société et les conditions de tous les prix donnés par elle.

Tout ce qui concerne les finances de la Société, l'administration de ses propriétés et concessions, et l'organisation des courses, est réglé par les décisions du Comité.

Art. 5. — *Le Comité fait le Code des courses et prend les décisions qui peuvent devenir nécessaires pour l'interpréter, le compléter ou le modifier.*

Toute disposition impliquant un changement ou une addition au Code des courses ou au Règlement particulier de la Société, n'est définitivement votée qu'après deux délibérations du Comité prises à huit jours au moins d'intervalle.

En cas d'urgence, une seule délibération suffit, pourvu qu'elle soit prise, à la majorité des deux tiers des voix, quinze membres au moins étant présents.

Aucune modification au Code des courses ou au Règlement de la Société ne peut avoir d'effet qu'à dater du jour de sa publication au Bulletin officiel.

Art. 6. — *Le Comité décide les questions dont le jugement est déferé par les commissaires des courses de toutes les localités où le Code des courses est en vigueur.*

Dans le cas où le Comité a à délibérer sur l'exclusion absolue ou temporaire d'un propriétaire, d'un entraîneur, d'un jockey ou d'un cheval, cette exclusion ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des voix, et quinze membres au moins étant présents.

Art. 7. — Chaque année, aussitôt après le renouvellement des membres adjoints et avant toute autre nomination, le Comité nomme au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages exprimés, quinze membres au moins étant présents, le Président du Comité des courses. Il est rééligible. Ses fonctions sont de convoquer le Comité et de présider ses séances, et l'assemblée des fondateurs.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Comité et l'assemblée des fondateurs sont présidés par le plus âgé des membres présents au moment de leur constitution.

Le Président convoque le Comité quand il le juge nécessaire, ou sur la demande des commissaires ou de deux membres.

La convocation doit être faite trois jours à l'avance, sauf pour les cas d'urgence.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, les commissaires peuvent convoquer le Comité.

Art. 8. — Le Sous-Comité se compose de six membres : les trois commissaires et trois membres du Comité, dont deux au moins, pris parmi les propriétaires de chevaux.

Les trois membres désignés par le Comité pour former, avec les commissaires, le Sous-Comité, sont soumis à un roulement obligatoire, un des trois sortant chaque année, par ordre d'ancienneté ; le membre sortant ne peut être réintégré dans les mêmes fonctions qu'un an, au moins, après sa sortie. Tout membre du Sous-Comité nommé en remplacement d'un membre sortant autrement que par roulement ne pourra exercer ses fonctions que pendant le temps qui restait à courir pour son prédécesseur.

Au commencement de chaque année, aussitôt après la reddition des comptes de l'exercice précédent, le renouvellement

des membres adjoints et la nomination du Président et des commissaires, le Comité complète le Sous-Comité.

Cette élection est faite au scrutin secret à la simple majorité.

Le Sous-Comité prépare le travail du Comité et étudie toutes les questions qui intéressent la Société de façon à pouvoir donner son avis lorsqu'elles sont soumises au Comité.

Emploi des fonds. — Après le paiement de tous les frais généraux et de toutes les dépenses que le Comité aura jugé convenable de faire, il est attribué cinq pour cent, à titre d'intérêt, à chaque part, soit deux cent cinquante francs.

La Société entendant conserver son caractère d'œuvre nationale, et ses membres ne recherchant l'occasion d'aucun profit, le surplus des bénéfices réalisés doit être porté au fonds de réserve pour être employé ultérieurement, suivant les décisions du Comité, pour le développement de l'objet de la Société et les encouragements de toute nature propres à améliorer la race chevaline en France.

Fidèle à son programme, la Société d'Encouragement distribue, chaque année, des sommes importantes en prix de courses ; elle a ainsi distribué pendant l'année 1898 trois millions quatre-vingt-dix-neuf mille francs (3.099.000 fr.), répartis de la manière suivante :

215 prix à Paris et Chantilly valant ensemble 2.544.000 fr.

108 prix dans les départements représentant 505.000 fr.

17 prix pour chevaux arabes et anglo-arabes,
soit : 50.000 fr. ⁽¹⁾.

(1) Société d'Encouragement. — Récapitulation des prix offerts, en 1898,

§ II.

Société des Steeple-Chases.

Le « *Steeple-Chase* » est une course d'obstacles ; ce mot, d'origine anglaise, qui signifie littéralement « *course au clocher* » devait servir à désigner des courses à travers champs, où les concurrents, prenant pour but un clocher lointain, avaient

à Paris et à Chantilly, ou donnés par la Société d'Encouragement dans les départements :

215	prix à Paris et Chantilly, valant ensemble.....		2,544,000 fr.
9	prix de 1 ^{re} série dans les départements.....	90,000 fr.	} 245,000
13	prix de 2 ^e série d ^e	65,000	
30	prix de 3 ^e série d ^e	90,000	
1	prix hors série à Angoulême.....	2,000	} 260,000
1	— à Avignon.....	2,000	
1	— à Avranches.....	2,000	
1	— à Bernay.....	3,000	
1	— à Bordeaux.....	7,000	
1	— à Boulogne-sur-Mer.....	5,000	
1	— à Cabourg.....	3,000	
1	— à Caen.....	15,000	
1	— à Châteauroux.....	2,000	
1	— à Cherbourg.....	2,000	
1	— à Colombes (Société de Sport de France).....	16,000	
1	— à Compiègne.....	10,000	
1	— à Craon.....	2,000	
1	— à Deauville.....	85,000	
1	— à Dieppe.....	15,000	
1	— à Fontenay-le-Comte.....	2,000	
1	— à Granville.....	2,000	
1	— à La Guerche.....	2,000	
1	— à Laon.....	2,000	
1	— à Libourne.....	2,000	
1	— à Lille.....	6,000	
1	— à Mâcon.....	2,000	
1	— à Marseille (Société Sportive).....	6,000	
1	— à Mont-de-Marsan.....	3,000	
1	— à Montélimar.....	2,000	
1	— au Mont-Saint-Michel.....	2,000	
1	— à Orléans.....	2,000	
1	— à Pau.....	3,000	
1	— à Quimper.....	2,000	
1	— à Rennes.....	2,000	
1	— à Saintes.....	2,000	
1	— à Tarbes.....	3,000	
1	— à Verdun.....	2,000	
1	— à Vernon.....	2,000	
1	— à Vincennes.....	40,000	
17	prix pour chevaux arabes et anglo-arabes :		
	(Grand Prix ; 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e catégorie).....	50,000	
340	TOTAL.....		3,099,000 fr.

à parcourir, pour l'atteindre, des terrains inconnus d'eux et souvent à franchir, pour s'écarter le moins possible de la ligne droite, divers obstacles naturels et imprévus, tels que prés, rivières ou clôtures.

L'origine de ce nom nous indique, par conséquent, que la Société des Steeple-Chases s'occupe, tout particulièrement, des courses à obstacles.

Ces sortes de courses, pratiquées comme elles le sont aujourd'hui, ne remontent pas, en France, à une époque très éloignée : les premières eurent lieu à la Croix-de-Berny et ne suscitèrent pas d'abord un grand enthousiasme ; elles se développèrent surtout en province où elles figurèrent assez régulièrement sur les programmes.

Ce n'est qu'en 1863, que l'Administration des haras d'abord, puis la Société qui doit son nom à cette variété de courses, prirent les mesures nécessaires pour en favoriser le développement.

On relève sur le premier calendrier des courses la liste des membres composant la première Société des Steeples-Chases ;

Président : S. A. le prince Joachim Murat.

Vice-président : Le comte Gustave de Juigné.

Membres fondateurs :

MM. Le comte de Bréon, le comte Amédée des Cars, le baron E. de Caters, Henri Cartier, le baron Jules Finot, le marquis de Galliffet, le comte Gustave de Juigné, Arthur de Lignières, le prince Marc de Beauvau, le vicomte Robert du Manoir, le vicomte de Namur, le général vicomte de Noüe, Paule Rattier, Léonce de Saint-Germain, le vicomte Artus Talon.

Commissaires des courses :

MM. Le comte Amédée des Cars, Arthur de Lignières, et Henri Cartier.

La journée d'inauguration eut lieu à Vincennes et eut un grand retentissement. Tout Paris s'y transporta dans des équipages de luxe, au grand ébahissement de la population du quartier Saint-Antoine qui n'était pas encore familiarisée avec une telle affluence.

La Société des Steeple-Chases commençait à se développer, quand les événements de 1870 vinrent arrêter ses progrès ; la dernière épreuve de « *steeple-chasing* » eut lieu sur l'hippodrome de Vincennes le 6 juin 1870 ; la Société dut même se dissoudre. Elle se reconstitua le 9 mai 1873 et reprit l'œuvre commencée ; mais la tâche était malaisée, à cause surtout du dépérissement qu'avait subi la race chevaline, et aussi de l'appauvrissement de la nation qui avait pour conséquence d'importantes réductions dans le budget, sur le montant des prix à décerner.

Cependant la Société reforma son comité ; son nouveau président, M. le prince de Sagan, obtint du conseil municipal, un terrain dans le bois de Boulogne, qui comprenait l'emplacement actuel du champ de courses d'Auteuil et qui devint l'hippodrome de la Société.

Elle constitue actuellement, aux termes de ses statuts modifiés par les assemblées générales des 24 décembre 1879, 20 juin 1884 et 16 mars 1887, une société anonyme régie par le titre II de la loi du 24 juillet 1867, au capital social de cent mille francs divisés en vingt parts de cinq mille francs chacune ; les premiers souscripteurs des dites vingt parts font de droit partie du Comité des courses ; ces parts sont indivisi-

bles et la Société ne doit pas comprendre plus de vingt membres.

La Société est administrée par le Sous-Comité des courses faisant fonction de Conseil d'administration ; il est composé de sept membres élus par les membres du Comité des courses à la majorité absolue et pour une année ; les membres sortants peuvent être réélus.

Le Sous-comité se réunit au siège social, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ; les délibérations sont prises à la majorité des membres présents au nombre de quatre au moins, elles sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial et signés par tous les membres présents.

Le Sous-Comité a les pouvoirs les plus étendus d'administration : il détermine notamment, chaque année, les sommes allouées aux courses, sans que le Comité des courses, dans le règlement des prix, puisse jamais dépasser la somme fixée définitivement par le Sous-Comité faisant fonction de Conseil d'administration. Il arrête tous travaux et constructions, fait tous marchés et traités. Il représente la Société en justice.

Le Conseil rend, chaque année, ses comptes à l'Assemblée générale composée de tous les actionnaires porteurs d'une part ou admis à faire partie du Comité des courses.

Les premiers souscripteurs des vingt parts, ou leurs successeurs et représentants régulièrement admis par le Conseil d'administration, forment le Comité des courses ; il doit toujours être composé de vingt membres ; s'il se produit une vacance, l'Assemblée générale le complète par l'élection de membres même non actionnaires.

Ce Comité dure autant que la concession et existera même

après la dissolution de la Société. Les membres restent en service jusqu'à leur décès ou leur démission.

Ce Comité décide tout ce qui concerne les courses, fixe les attributions des commissaires, et arrête le programme et le règlement des courses; mais il ne peut s'immiscer dans la gestion administrative et financière de la Société, entièrement soumise au Conseil d'administration.

Organisation du Comité et du Sous-Comité. — Aux termes du règlement de la Société des Steeple-Chases ⁽¹⁾.

Art. 2. — Le Comité est composé de vingt membres fondateurs : il ne peut délibérer qu'autant que cinq membres au moins sont présents.

Art. 3. — En cas de mort ou de démission d'un des membres du Comité, il est remplacé par une personne proposée par le Conseil d'administration des courses d'obstacles. L'élection est faite au scrutin secret, à la majorité des suffrages exprimés.

Art. 4. — Le Comité nomme, chaque année, parmi les membres qui le composent, le Président et un Sous-Comité de sept membres, parmi lesquels seront pris les commissaires.

A défaut du Président, le Comité est présidé par le plus âgé des membres présents

Art. 5. — Le Comité vote le programme des courses de la Société et les conditions de tous les prix donnés par elle.

L'organisation des courses est réglée par les décisions du Comité.

(1) Règlement de la Société des Steeple-Chases de France adopté dans les séances des 28 mars et 9 mai 1873 et modifié dans les séances des 2 et 9 décembre 1883, 20 juin, 30 novembre et 29 décembre 1884, 25 et 27 juin 1886, 16 et 23 décembre 1891, 28 décembre 1892, 7 et 27 janvier, 3 février 1893, 8 janvier, 24 mai, 18 et 26 décembre 1894, 17 et 24 décembre 1895, 28 décembre 1896, et 7 janvier, 4 et 14 décembre 1897.

Art. 6. — *Le Comité fait le Code des Steeple-Chases et prend les décisions qui peuvent devenir nécessaires pour l'interpréter, le compléter ou le modifier.*

Toute disposition impliquant un changement ou une addition au Code des Steeple-Chases, ou au Règlement de la Société, n'est définitivement votée qu'après deux délibérations du Comité, prises à huit jours au moins d'intervalle, et dix membres au moins étant présents.

En cas d'urgence déclarée par le Comité, une seule délibération suffit, pourvu qu'elle soit prise à la majorité des deux tiers des voix, et douze membres au moins étant présents.

Aucune modification au Code des Steeple-Chases, ou au Règlement de la Société, ne peut avoir d'effet qu'à dater du jour de sa publication au Bulletin officiel des Steeple-Chases.

Art. 7. — *Le Comité décide les questions dont le jugement lui est déféré par les commissaires des courses de toutes les localités où le Code des Steeple-Chases est en vigueur.*

Dans le cas où le Comité doit délibérer sur l'exclusion absolue ou temporaire d'un propriétaire, d'un jockey ou d'un cheval, cette exclusion ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des voix, et neuf membres au moins étant présents.

Art. 8. — *Le Comité décide des contestations qui lui sont soumises, lors même qu'elles n'ont pas lieu dans les courses de la Société ; mais il ne le fait qu'autant que la question a rapport aux courses à obstacles, et que les parties s'engagent elles-mêmes à se soumettre à ses décisions.*

Le Règlement de la Société devra seul servir de base aux jugements du Comité, quand même un autre règlement serait adopté dans le lieu où la contestation s'est élevée.

Art. 9. — *Le Président peut réunir le Comité lorsqu'il le juge convenable ; il est tenu de le faire, toutes les fois que quatre membres du Comité en font la demande.*

La convocation doit être faite à domicile, trois jours au moins d'avance. La lettre de convocation doit faire connaître le motif de la réunion.

Pour les questions non prévues, l'urgence pourra toujours être demandée par les commissaires.

Les décisions sont prises à la simple majorité. On procède au scrutin secret, si l'un des membres du Comité le demande.

Dans le cas d'urgence, dont le Président est juge, il peut ordonner la convocation, sans être astreint à aucun délai. En cas d'absence du Président, trois membres du Sous-Comité peuvent faire la convocation, dans les mêmes conditions.

Art. 10. — *Le Comité, au nombre de neuf membres au moins et à la majorité des deux tiers des voix, peut prononcer l'interdiction de monter, d'entraîner et de posséder aucun cheval courant dans les courses de la Société, contre toute personne ayant manqué sur un hippodrome quelconque à celles des prescriptions du présent règlement et de tous règlements émanés du Comité, qui tendent à maintenir la moralité et la loyauté des courses.*

Tout jockey frappé d'interdiction ne peut ni entraîner ni posséder aucun cheval courant dans les courses de la Société.

Le Comité peut également, et dans les mêmes conditions, exclure des courses de la Société, tout cheval ayant été l'instrument des manœuvres frauduleuses et déloyales : cette exclusion entraînera de droit la disqualification du cheval pour la course qui y aura donné lieu, si le fait qui motive cette disqualification s'est passé dans les courses de la Société. Le cheval ainsi

exclu ne pourra ni courir ni être engagé. Toute contravention pourra impliquer, pendant le même temps, l'interdiction de toute personne l'ayant sciemment entraîné, engagé ou monté dans les courses, et la disqualification de tout cheval lui appartenant en tout ou en partie.

Art. 11. — *Le Sous-Comité est chargé de l'inspection des travaux, de l'aménagement du terrain, des tribunes, de la construction des obstacles. Il présente le programme des courses, étudie toutes les questions techniques soumises au Comité et en donne son avis ; il dirige et contrôle le travail du secrétaire, la correspondance, l'organisation des courses, la publication du Bulletin officiel et de l'Annuaire officiel des Steeple-Chases.*

Art. 12. — *Le Sous-Comité proposera, dès le 15 décembre de chaque année, le programme de l'année suivante. Il lui sera fourni, à cette époque, par le Conseil d'administration, l'état des sommes qui pourront être affectées au budget de l'exercice suivant.*

Emploi des fonds. — L'année sociale est close le 31 décembre de chaque année. Les produits doivent être employés d'abord à l'acquit des dépenses et charges de toute nature, au service de l'intérêt des obligations, puis des prix créés par le Conseil d'administration.

Sur le surplus des produits représentant les bénéfices, il est prélevé annuellement trente pour cent, pour porter la réserve à la somme de trois cent mille francs. Elle pourra même être portée à six cent mille francs, mais seulement après avoir obtenu l'autorisation de l'administration de la Ville de Paris.

Dès que la réserve aura atteint le chiffre de trois cent mille francs ou celui de six cent mille francs, si l'autorisation admi-

nistrative a été obtenue, les prélèvements seront suspendus, mais ils seront repris dès que la réserve aura été entamée, jusqu'à ce qu'elle atteigne, de nouveau, le maximum ci-dessus fixé.

Ce prélèvement opéré, ce qui reste sur les produits doit être affecté, ainsi que tous les sociétaires s'y sont obligés, soit à l'augmentation des prix créés, soit à la création de prix nouveaux, soit à l'entretien et aménagement des terrains de courses et tribunes.

La Société des Steeple-Chases, qu'on avait appelé la sœur cadette de la Société d'Encouragement, a grandi ; comme son aînée, elle distribue des sommes importantes en prix de courses ; son budget atteint chaque année un million cent deux mille neuf cent francs répartis entre quarante deux journée de courses : dix-huit au printemps, huit en été, seize en automne.

Courses militaires. — La Société des Steeple-Chases organise chaque année un certain nombre de courses d'obstacles réservées aux chevaux de l'armée, montés par des militaires en activité de service ; elle a élaboré, à cet effet, un règlement spécial qui a reçu l'approbation du Ministre de la guerre ⁽¹⁾ ; et, de l'avis de tous les hommes compétents, cette

(1) *Extrait du règlement sur les courses militaires du 2 février 1892*
Voy. annexes.

Art. 1^{er}. — Les courses dites « militaires » sont celles courues exclusivement par des chevaux inscrits sur les contrôles de l'armée, comme propriété de l'Etat ou comme propriété des officiers, et montés par des officiers ou des sous-officiers en activité de service.

Tout cheval inscrit sur les contrôles de l'armée ne pourra être engagé que dans des courses militaires.

Art. 2. — Aucun prix en argent ne pourra être affecté aux courses militaires.

institution a beaucoup contribué à développer, chez nombre d'officiers, des qualités exceptionnelles de cavaliers, en perfectionnant leurs aptitudes pour le saut des obstacles.

§ III.

Société d'Encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang.

La Société d'Encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang, comme la Société des Steeple-Chases, est d'origine peu ancienne ; elle a été fondée en 1864 à Caen où se trouve encore actuellement son siège social, et réunit les principaux éleveurs de Normandie.

Les fondateurs furent :

M. le marquis de Croix, président.

Les prix consisteront en objets d'art ou d'utilité militaire. Ils devront être exposés pendant la course et remis aux gagnants en présence du commissaire militaire désigné conformément aux prescriptions de l'article 8 du présent règlement.

Le nom de la localité,, celui du prix et la date du jour de la course, seront gravés à l'avance sur l'objet d'art ou d'utilité militaire décerné au gagnant d'un steeple-chase militaire de 2^e ou de 1^{re} série.

Art. 8. — Tout programme comprenant une ou plusieurs courses militaires, devra être soumis à l'approbation du Ministre par la Société qui l'aura établi, dans un délai de deux mois avant la course.

Un commissaire militaire, officier supérieur, ou, à défaut, du grade de capitaine, choisi parmi les plus compétents en matière de courses, sera désigné par l'autorité militaire, pour être adjoint au comité local des courses, dans chaque localité où auront lieu des réunions comprenant une ou plusieurs courses militaires.

Ce commissaire surveillera, sous sa responsabilité, la stricte exécution des prescriptions du présent règlement. Il établira, après la réunion, un rapport qui sera transmis au Ministre par la voie hiérarchique sous le timbre : « Direction de la Cavalerie, Commission des courses militaires. »

Autres membres :

MM. le marquis de Cornulier, le comte de Germiny, le comte d'Osseville, de Basly, Bastard, Brun, Desloges, comte de Montigny, Forcinal, Henri de Saint-Germain.

La Société se propose comme but de développer et d'améliorer le type spécial du cheval de « demi-sang », qui est le véritable cheval de service et de guerre ; cette espèce s'obtient généralement par l'accouplement d'une jument de race quelconque avec un étalon de pur sang, ou bien encore à l'aide de ce qu'on appelle le « croisement à l'envers » c'est-à-dire l'accouplement d'une jument de pur sang avec un étalon de demi-sang ou même de race plus inférieure.

Pour encourager la création de ce produit, la Société organise des courses au trot monté ou attelé sur les hippodromes dont elle a la disposition.

Cette variété de courses est née en Normandie ; elle a été inaugurée pour la première fois à Cherbourg dès 1836 par un inspecteur des Haras, M. Ephrem Houel, dans une réunion d'amateurs de cette ville ; elle s'est développée, plusieurs hippodromes de la région, Caen, Saint-Lô, Rouen, ayant suivi l'exemple de Cherbourg, et elle est aujourd'hui très prospère grâce aux allocations fournies par la Société du demi-sang qui atteignent actuellement un million trois cent mille francs par année, dont la moitié environ est exclusivement attribuée aux produits de demi-sang.

Ces efforts n'ont pas été stériles, ils ont donné à l'industrie du cheval de luxe une grande extension dans toute la région normande.

La Société d'Encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang constituait à l'origine une simple as-

sociation de fait, régie par les statuts élaborés dans l'assemblée des sociétaires du 21 octobre 1864 puis modifiés les 30 juillet 1867 et 14 mars 1879.

L'ancienne Société a été dissoute par l'assemblée générale des sociétaires réunis à Caen le 11 janvier 1897, au nombre de trente qui sont devenus les membres fondateurs de la nouvelle Société constituée pour la continuation sous forme légale de la Société primitive.

Aux termes des nouveaux statuts adoptés par les trente fondateurs les 3 et 12 avril 1897, la Société d'Encouragement du demi-sang substituée dans tous les droits et obligations de l'ancienne, est devenue une société civile régie par les articles 1832 et suivants du Code civil, sauf les modifications résultant des statuts.

Elle a pour objet l'encouragement et l'amélioration du cheval français de « demi-sang » (1) :

1° Au moyen de courses au trot attelé ou monté, et de courses au galop, avec ou sans obstacles, réservées aux chevaux français de demi-sang. Toutefois la Société pourra attribuer un cinquième du total de ses prix annuels à des courses internationales.

2° En organisant, dans le but d'augmenter ses allocations au demi-sang, les courses qu'elle jugera convenable, réservées aux chevaux de pur sang ;

3° En exploitant les concessions et locations de terrains précédemment obtenues par la société de fait, ainsi que toutes autres qu'elle pourrait obtenir.

(1) *Art. 2* des statuts rédigés entre les trente propriétaires y dénommés et M. Charles François Badin ès qualités de liquidateur de l'ancienne société, déposés au rang des minutes de Me Guinat notaire à Caen.

Ces concessions et locations consistent dans :

A. L'hippodrome de Vincennes situé au lieu dit de Gravelles, avec toutes les circonstances et dépendances édifiées sur ce terrain loué à la Société par la Ville de Paris, moyennant une redevance annuelle de deux mille francs, pour vingt-cinq années devant finir le 1^{er} juin 1904, suivant acte administratif enregistré le 13 juin 1879.

B. L'hippodrome de Neuilly-Levallois loué à l'ancienne société par M. Arturo Elizalde propriétaire, pour dix années qui ont commencé à courir le 1^{er} janvier 1895, moyennant un loyer annuel de cinquante mille francs ; et les constructions existantes sur le dit hippodrome concédées par le propriétaire à la Société ou acquises par celle-ci de l'ancienne Société anonyme du « Trotting club » de Paris.

C. L'hippodrome de Caen qui fait l'objet d'une concession accordée chaque année par la Société des courses de Caen.

D. L'hippodrome de Cabourg concédé sans redevance par la Société anonyme des bains de mer de Cabourg, sous l'obligation d'y organiser des courses chaque année.

E. L'hippodrome de Deauville concédé annuellement par la Société des courses de Deauville.

F. Enfin l'hippodrome du Pin qui fait l'objet, chaque année, d'une concession de l'État, dans l'intérêt du cheval de demi-sang.

Le siège social de la Société est à Caen ; la durée est fixée à cinquante années qui doivent prendre fin le 31 décembre 1946.

Elle est purement civile et ne peut distribuer aucun bénéfice, l'excédent de ses recettes sur ses dépenses devant être intégralement, soit porté aux réserves, soit employé en encou-

ragements propres à améliorer le cheval français de demi-sang.

La Société comprend trente membres fondateurs dont l'apport en espèces est représenté par trente parts ne rapportant aucun intérêt ; en dehors des associés fondateurs, la Société admet des membres adhérents payant une cotisation annuelle qui est de deux cent-cinquante francs pour les membres admis depuis 1897. Ceux-ci ne peuvent être inscrits que sur la présentation de deux membres fondateurs et après avoir formulé leur demande par écrit.

L'admission est consacrée par le vote au scrutin secret du Comité des courses.

Organisation du Comité. — Aux termes des statuts de la Société d'Encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang.

Art. 16. — *Les trente membres fondateurs prennent le nom de Comité des courses de la Société.....*

En cas de décès, de démission, d'incapacité légale ou d'exclusion d'un membre du Comité des courses ainsi formé, il sera pourvu à son remplacement par ledit Comité, qui choisira le nouveau membre parmi les membres adhérents.

Toutes les fonctions exercées par les membres de la Société sont gratuites.

Art. 17. — *Le Président et, en son absence, l'un des Vice-Présidents, peuvent réunir le Comité des courses à Caen ou à Paris lorsqu'ils le jugent convenable. Ils sont tenus de le faire toutes les fois que les commissaires des courses ou cinq membres du Comité des courses en font la demande.*

Les convocations sont faites par lettres, et au moins six

jours d'avance, sauf urgence ; la lettre de convocation doit faire connaître le motif de la réunion.

Art. 18. — Les délibérations du Comité des courses sont prises au scrutin secret ; elles ne sont valables qu'autant que six membres sont présents. (Toutefois, s'il s'agit de prononcer ou le changement du siège de la Société ou l'exclusion d'un membre, par suite de disqualification, le nombre des membres présents devra être quinze au minimum.)

En cas de partage des voix, elles auront lieu à bulletin ouvert.

La voix du Président est prépondérante.

Art. 19. — Le Comité des courses nomme pour trois ans le Président et les deux Vice-Présidents de la Société.

Le Comité des courses nomme les membres adhérents.....

Le Comité des courses nomme chaque année trois de ses membres pour remplir les fonctions de commissaires des courses de la Société du demi-sang, qui seront rééligibles.

Il nomme également, s'il le juge utile, pour ses différents hippodromes, des commissaires-adjoints, qui peuvent être pris en dehors des membres fondateurs ou adhérents de la Société.

Le Comité des courses nomme, pour une durée illimitée, un secrétaire général de la Société, pris en dehors de son sein, et dont il fixe le traitement et les indemnités.

Le Comité des courses nomme également le Syndicat des jockeys.

Art. 20. — Le Comité des courses pourra prononcer l'exclusion de toute personne faisant partie de la Société, ou de tout membre adhérent, contre lequel une disqualification aura été prononcée, conformément aux dispositions de l'art. 18 des présents statuts.

Art. 21. — Le Comité des courses présentera chaque année à l'Assemblée générale annuelle des membres adhérents, qui aura lieu dans le courant de janvier, la situation financière de la Société.

Art. 22. — Le Comité des courses dispose des revenus de la Société avec la plus entière liberté. En conséquence, il fait et décide toutes les opérations que la Société a pour objet, toutes acquisitions ou ventes mobilières ou immobilières, toutes constructions et locations actives ou passives, toutes résiliations avec ou sans indemnité, tous échanges, transferts, désistements; il consent toutes quittances, mainslevées de saisie ou inscriptions, le tout avec ou sans paiement; il transige et compromet sur tous les intérêts de la Société; en un mot, il gère les affaires sociales comme le ferait un propriétaire majeur et maître absolu de ses droits.

Le Comité des courses déterminera chaque année les encouragements à donner et le programme général.

Il publiera, chaque année, le programme des courses qui auront lieu sur les divers hippodromes de la Société.

Le Comité des courses distribuera les dons volontaires qui pourront être faits pour les courses, ainsi que les fonds que le Gouvernement, les départements et les villes ou toutes personnes ou corporations pourraient lui remettre à cet effet, et, dans ces cas, il veillera à l'accomplissement des conditions qui pourraient être imposées pour les prix ainsi fondés, en tant qu'elles ne seront pas contraires au règlement, la question d'internationalité réservée.

Le Comité des courses, conformément à l'arrêté ministériel du 16 mars 1866, se prononce souverainement sur les questions dont le jugement lui est déferé par les commissaires de toutes

les Sociétés où le règlement de la Société du demi-sang formant le Code des courses au trot est en vigueur.

En cas d'urgence, il délègue ses pouvoirs aux commissaires des courses.

Le règlement de la Société peut seul servir de base au jugement du Comité.

Toute disposition indiquant un changement ou une addition au Code des courses de la Société n'est définitivement votée qu'après deux délibérations du Comité des courses, prises à huit jours au moins d'intervalle.

En cas d'urgence, une seule délibération suffit, pourvu qu'elle soit prise à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

Aucune modification au Code des courses ne peut avoir d'effet qu'à dater du jour de sa publication au Bulletin officiel des Courses au trot de la Société d'Encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang.

Les procès-verbaux, écrits sur un registre spécial, et les extraits à produire en justice ou avec les tiers, sont signés du Président, ou d'un Vice-Président, ou de l'un des commissaires.

Le Comité est aidé dans l'exercice de ses fonctions par les commissaires qui sont chargés d'exécuter ses décisions.

La Société est représentée en justice par le Président du Comité des courses. Il exerce toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant ⁽¹⁾.

(1) Art. 24 des statuts.

§ IV.

Sociétés diverses.

En province, un grand nombre de Sociétés se sont formées, à l'imitation de ces trois Sociétés principales dont nous venons de parler, et organisent des courses de chevaux ; chacune d'elles emprunte, suivant le but qu'elle se propose, le règlement de l'une des trois Sociétés ; les plus florissantes sont celles de Dieppe, Deauville, Boulogne, Caen, Bordeaux, Marscille, Nice.

Dans la banlieue de Paris, des courses sont également organisées par des Sociétés qui font courir sur les hippodromes dits suburbains ; les principales sont :

La Société de Sport de France, dont nous parlerons tout d'abord, à cause de son caractère particulier qui la distingue des autres Sociétés de courses.

Le but qu'elle se propose n'est point tant d'améliorer la race chevaline, que de développer en France le goût du cheval et les aptitudes physiques pour l'équitation.

Cette Société créée par de jeunes sportsmen organisa dès sa formation, et organise encore actuellement des courses auxquelles prennent part quelques-uns de ses membres, des gentlemen et des officiers.

La première réunion eut lieu en 1882, sur l'hippodrome de la vallée de la Solle, à Fontainebleau, prêté par la Société d'Encouragement ; en 1883, deux autres réunions avaient lieu, et, dès l'année suivante, le budget de la Société lui permettait de distribuer en prix de courses une somme de cinq mille cinq

cents francs. A partir de 1885, grâce aux allocations accordées par les deux puissantes Sociétés : La Société d'Encouragement et surtout la Société des Steeple-Chases, le nombre des réunions s'accrut : il y en eut quatre, puis sept, puis neuf et douze ; en 1892, la Société était déjà prospère ; elle organisa 14 journées de courses, dont une à Fontainebleau et les autres à Achères, et distribua 68.500 francs de prix, pour les courses plates, dont 6.000 francs alloués par la Société d'Encouragement, et 86.000 francs de prix pour les courses d'obstacles, dont 50.000 francs alloués par la Société des Steeple-Chases. En 1893, l'allocation de la Société d'Encouragement ayant été portée à 16.000 francs, la Société de Sport de France s'assura par bail le terrain de Colombes où depuis elle continue, avec l'aide des grandes Sociétés, son œuvre utile qui est d'encourager les courses comme sport national (1).

Les autres Sociétés dont il faut mentionner l'existence sont :

La *Société sportive d'Encouragement*, dont les épreuves sont courues sur l'hippodrome de Maisons-Laffitte exclusivement réservé aux courses plates, sur ceux de Saint-Ouen et d'Enghien réservés aux courses d'obstacles, haies et steeple-chases, et enfin sur celui de La Marche actuellement presque complètement abandonné.

La *Société des courses de Colombes*, ainsi dénommée à cause de l'emplacement de son champ de courses dans la commune de Colombes.

La *Société des courses de Saint-Germain* qui fait courir à Achères ;

(1) S. F. Touchstone, *Les courses en France et à l'étranger*, t. I, p. 125 à 131.

La Société des courses de Compiègne, dont le siège est dans ladite ville.

Ces Sociétés se partagent le calendrier avec la Société d'Encouragement, la Société des Steeple Chases et la Société du demi-sang, et ne laissent pas un seul jour vacant, du 15 février au 15 décembre ; le *turf* ne chôme que soixante jours par an, entre ces deux dates ⁽¹⁾.

SECTION IV

Rôle de l'État

Après avoir montré le but et les efforts des Sociétés, il nous reste à examiner le rôle de l'État.

L'intervention de l'État dans la production chevaline se manifeste sous un double aspect :

(1) Les réunions de courses se répartissent de la manière suivante : (A. de Saint-Albin, *op. cit.*, p. 291).

26	journées à Longchamp.
43	— Auteuil.
43	— Vincennes.
9	— Chantilly.
4	— La Croix-de-Berny.
pour les 3 grandes Sociétés	
63	journées à St-Ouen.
16	— Maisons-Laffitte.
9	— Enghien.
7	— La Marche.
25	— St-Germain.
24	— Colombes.

En nombre indéterminé à Compiègne.

Intervention directe. — L'État agit comme producteur par l'intermédiaire de l'Administration des haras qui est chargée d'acheter des étalons et des poulinières, de les entretenir dans les dépôts de l'État, et de les répartir dans les différents centres, suivant les besoins de l'agriculture.

Intervention indirecte. — L'État a aussi le devoir de surveiller la reproduction de l'espèce chevaline ; à cet effet, il délègue à l'Administration des haras le soin d'examiner les étalons qui appartiennent à des particuliers et sont utilisés comme reproducteurs, de donner, à cet égard, l'approbation ou l'autorisation nécessaires et de distribuer des primes d'encouragement.

Enfin l'État contribue à la fois directement et indirectement à l'amélioration de la race chevaline, en prenant une part très active aux courses de chevaux et aux concours hippiques, en allouant, afin de les encourager, des prix importants.

Pour se rendre compte de ce rôle multiple de l'État, il faut considérer successivement, d'une part, les dispositions prises par le Gouvernement pour le fonctionnement des courses de chevaux, dispositions relatives à leur réglementation et à l'allocation des prix de courses, et, d'autre part, le fonctionnement de l'Administration des haras, sous le double aspect de l'intervention directe et de l'intervention indirecte de l'État. Ces différentes organisations sont inséparables, aussi les verrons-nous souvent régies par les mêmes dispositions.

§ I.

Dispositions réglementaires.

Nous avons déjà indiqué dans l'exposé historique des courses ⁽¹⁾ que c'était seulement en 1805 qu'elles avaient été véritablement organisées par Napoléon I^{er} dans un but utile, en vue de l'amélioration de l'espèce.

Cette organisation fut l'objet d'un décret rendu par l'Empereur au camp de Boulogne le 13 fructidor an XIII (31 août 1805) dont voici le texte intégral ⁽¹⁾.

Art. 1^{er}. — *Il sera successivement établi des courses de chevaux dans les départements de l'Empire les plus remarquables par la bonté des chevaux qu'on y élève, et des prix seront accordés aux chevaux les plus vites.*

Art. 2. — *A dater de l'an XIV des courses auront lieu dans les départements de l'Orne, de la Corrèze, de la Seine, du Morbihan ou des Côtes-du-Nord, de la Sarre et des Hautes-Pyrénées.*

Art. 3. — *Le Ministre de l'Intérieur fera tous les règlements nécessaires et il est chargé de l'exécution du présent décret.*

En vertu des pouvoirs assez vagues qui lui étaient conférés par ce texte, le Ministre accorda à chacun des départements ci-dessus une subvention de cinq mille six cents francs à distribuer, et obtint que le département, ainsi que la ville où devait se tenir la réunion, ajoutassent à cette somme des allocations qui en doubleraient au moins le montant.

(1) Voy. *suprà*, p. 16.

Les pouvoirs du Ministre furent précisés par un autre décret rendu le 4 juillet 1806, sur l'organisation des Haras ⁽¹⁾.

Les dispositions relatives aux courses, contenues dans le décret du 4 juillet 1806 qui a, comme nous le verrons, l'autorité d'une disposition législative ⁽²⁾, sont la base même de leur organisation : les attributions qu'il confère au Ministre de l'Intérieur pourront changer de titulaire, elles seront successivement confiées au Ministre du Commerce ⁽³⁾, puis au Ministre de l'Agriculture, mais elles se référeront toujours à ces deux ordres d'idées :

Publication de règlements pour la *distribution des primes et des prix de courses* ⁽⁴⁾ ;

Publication de règlements pour la *police des courses* ⁽⁵⁾.

Les arrêtés ministériels réglementaires qui ont été pris en vertu de ces pouvoirs sont très nombreux : ce sont ceux des 16 mars 1825, 13 avril 1827, 31 octobre 1832, 2 juin 1834, 5 janvier 1835, 15 janvier 1836, 15 décembre 1837, 26 février et 7 avril 1840, 15 mars 1842, 2 mars 1846, 23 octobre 1847, 26 avril 1849, 28 février et 1^{er} mars 1875, 17 février 1853, deux arrêtés du 30 janvier 1862, 16 mars 1866. 5 novembre 1868, 14 mai 1880, 14 février 1889 et 15 mars 1893 ⁽⁶⁾.

(1) Outre le décret du 4 juillet 1806, les principales dispositions concernant à la fois l'organisation des Haras et le fonctionnement des courses sont les suivantes :

Les ordonnances royales des 16 janvier 1825, 10 décembre 1833, 24 octobre 1840 ; un arrêté du 10 décembre 1848, un décret du 17 juin 1852, un décret du 19 décembre 1860, un arrêté du 30 janvier 1862, celui du 16 mars 1866.

(2) Voy. *infra* p. 88.

(3) Art. 22 de l'ordonnance du 10 décembre 1833.

(4) Art. 26, Décret du 4 juillet 1806.

(5) Art. 27. *ibid.*

(6) Il a été jugé que les arrêtés ministériels rendus à cet égard dans la li-

Un décret rendu le 24 août 1854 a prescrit l'établissement dans la plaine de Longchamp d'un hippodrome affecté aux courses de chevaux.

Un autre décret, rendu la même année, a ouvert sur l'exercice de 1854, un crédit extraordinaire de 1.500.000 francs, destiné à solder la part de l'État dans les frais d'acquisition et d'appropriation de cet hippodrome (1).

1^o *Réglementation et police des courses.*

Les principales règles édictées par les décisions ministérielles ci-dessus énumérées ont été adoptées par les Sociétés de courses les plus importantes, et insérées par elles dans leurs statuts ; aussi, dès 1866 (arrêté ministériel du 16 mars (2)) l'Administration cessa de réglementer elle-même, et se référa purement et simplement, pour l'organisation des différentes variétés de courses, aux règlements appliqués par les trois grandes Sociétés, savoir : pour les courses plates au galop, par la Société d'Encouragement ; pour les courses à obstacles, par la Société des Steeple-Chases ; pour les courses au trot, par la Société d'Encouragement du demi-sang.

L'ensemble de cette réglementation officiellement reconnue a constitué ce que l'on appelle le *Code des courses* dont

mite des pouvoirs des Ministres constituent des actes d'administration non susceptibles de recours contentieux. Conseil d'État, 23 août 1836, *Pandectes françaises chr.* II, 3, 37. Lebon, *Recueil chronologique*, t. VI, p. 413 ; Sirey, 1837. 2. 46.

(1) Voy. *Répertoire gén. alph. du Droit français*, v^o Courses de chevaux, n^o 11 à 14.

(2) Voy. *infra* p. 104.

nous reproduisons ci-après les dispositions générales les plus importantes ⁽¹⁾.

Conditions d'admission. — Ne sont admis à courir, sauf convention contraire, que les chevaux entiers et juments nés en France et qui y ont été élevés jusqu'à l'âge de deux ans ⁽²⁾, inscrits au stud-book français ou anglais, ou bien issus de père et mère dont les noms s'y trouvent insérés.

Il faut en outre que le cheval engagé n'ait point été « *disqualifié* » par l'autorité compétente, en France ou à l'étranger, c'est-à-dire déclaré incapable de courir sur les champs de courses où les règlements des trois grandes Sociétés sont appliqués, soit à la suite de fraudes, soit pour n'avoir point satisfait aux conditions exigées par le règlement des dites Sociétés.

Engagement des chevaux. — Tout engagement doit être fait par le propriétaire du cheval, ou, en son nom, par son mandataire ; si le cheval appartient à plusieurs, celui qui a fait l'engagement est considéré comme seul propriétaire ; les engagements se font par écrit, au lieu et à l'heure indiqués par le programme de chaque course ; après l'heure fixée, ils seraient nuls.

L'engagement doit contenir la désignation exacte du cheval engagé, indiquer son âge, son origine, et les noms des père, mère, grands-pères, grand'mères, etc., dont la généalogie n'est point insérée à l'un des stud-book français ou anglais,

(1) Nous publions intégralement en annexes, le Code des courses de la Société d'Encouragement, le Code des Steeple-Chases et le Code des courses au trot. Voy. annexes.

(2) L'âge des chevaux se compte à partir du 1^{er} janvier qui suit l'année de leur naissance.

à moins que cette désignation n'ait été faite et publiée au Bulletin officiel de l'une des trois Sociétés.

Les commissaires des courses peuvent exiger, sur l'identité du cheval, toutes les justifications qu'ils estiment nécessaires, et refuser l'engagement, si elles ne leur paraissent point suffisantes.

Le cheval qui réunit toutes les conditions du programme d'une course déterminée est dit « *qualifié* » pour y prendre part ; toute objection contre cette qualification doit être faite, à peine de nullité, avant l'heure fixée pour la course ; elle doit être écrite et signée.

Entrées, forfaits. Engagements nuls. — Aucun cheval ne peut courir sans que son entrée ait été payée au moment de son engagement, ou à l'époque fixée. Le chiffre des entrées varie suivant l'importance du prix à disputer (de 25 fr. à 1000 fr. environ), et le montant en est réuni à ce prix pour être distribué avec lui aux gagnants, sauf conditions contraires.

Après l'engagement et le paiement de l'entrée, le propriétaire conserve encore le droit de retirer son cheval en abandonnant sa mise ou en « *déclarant forfait* » avant l'expiration du délai imparti pour faire cette déclaration, dans les courses où elle est admise. Le propriétaire qui déclare forfait retire une partie de l'entrée par lui versée, et abandonne une somme déterminée, à titre d'indemnité ou de dédit, pour le retrait de son engagement ; cette somme constitue ce qu'on appelle le « *forfait* ».

La déclaration par laquelle un cheval est retiré d'une course est irrévocable.

Si la personne sous le nom de laquelle l'engagement a été fait meurt avant l'époque fixée pour le paiement de l'entrée

ou du forfait, l'engagement est annulé ; de même, quand un cheval, qualifié à l'époque de son engagement, a cessé de remplir les conditions exigées, au moment de la course, l'engagement de ce cheval est nul.

Pesage. — Tous les jockeys sont tenus de se faire peser, avant et après la course, en présence des commissaires. Ils doivent se présenter au pesage, à cheval ; s'ils ne le font point, ou si des différences de poids sont relevées, au départ et à l'arrivée, il peut leur être infligé une amende de 50 à 500 francs ; le cheval qu'ils montaient peut aussi être déclaré « *distancé* » par suite de cette irrégularité. Le cheval « *distancé* » perd le rang qu'il a acquis, et n'obtient pas le prix s'il a gagné ; un cheval peut encore être « *distancé* » si son jockey a poussé ou coupé un autre jockey, même involontairement, ou s'il n'a pas suivi exactement la piste tracée.

Commissaires des courses (1). — Le Comité de chacune des Sociétés de courses désigne chaque année parmi ses membres trois commissaires des courses pour représenter la Société.

Ils sont chargés de gérer les affaires de la Société, de régler le budget et de le présenter au Comité dont ils dépendent, d'organiser les courses, de publier le Bulletin officiel et le calendrier des courses de la Société.

Ils élaborent les programmes, reçoivent les engagements, prononcent les sanctions contre les propriétaires ou les jockeys en cas d'inexécution des règlements, surveillent le personnel.

Ils peuvent ajourner les épreuves de jour en jour, mais une course annoncée ne peut être différée plus de quatre jours con-

(1) Voy. sur la nature et le caractère des *Attributions des commissaires des courses*, *infra*, chap. II, section II, § II et section III, § IV.

sécutifs ; après ce délai, la course ne pourrait avoir lieu et les engagements seraient nuls.

Les commissaires jugent toutes les réclamations ou les contestations auxquelles les courses peuvent donner lieu, leurs décisions sont sans appel.

Lorsque l'importance ou la difficulté d'une question leur paraît l'exiger, ils peuvent en déférer le jugement à leur Comité. L'exclusion prononcée par les commissaires contre un propriétaire, un jockey ou un cheval, ne s'applique qu'aux courses de la localité où elle a été prononcée ; l'exclusion absolue ou temporaire prononcée par le Comité est insérée au Bulletin officiel de la Société qu'il représente et s'applique à toutes les courses où le Code des courses est en vigueur.

Les commissaires des courses ne peuvent recevoir aucune rémunération, aucuns jetons de présence ou frais de déplacement. Ils ne peuvent exercer leurs fonctions pour une course dans laquelle ils seraient intéressés.

Indépendamment de l'action disciplinaire exercée par les commissaires, les courses peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux correctionnels, par application de l'article 405 du Code pénal, lorsque des manœuvres frauduleuses ont été commises par les propriétaires ou les jockeys ; c'est ainsi que la Cour de cassation a considéré comme constituant le délit d'escroquerie et de tentative d'escroquerie, le fait, par un propriétaire, de s'être assuré à l'avance le succès d'une course, au moyen d'un concert frauduleux intervenu entre lui et le jockey concurrent auquel il a promis de remettre le prix, et de toucher ensuite : 1° de la Société des courses, le

montant du prix ; 2° des bookmakers, le montant des paris engagés avec eux ⁽¹⁾.

2° Allocation des prix.

A partir de 1866, l'Administration cessa de réglementer le fonctionnement des courses de chevaux et la répartition des prix de courses entre les vainqueurs, se déchargeant de ce soin sur les trois puissantes Sociétés. Néanmoins l'État continua sa participation aux encouragements, par l'allocation chaque année de prix de courses ⁽²⁾.

(1) Ainsi décidé sur le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Lyon du 18 juillet 1895, Journal *La loi* des 19-20 avril 1896.

(2) Voy. Blanche, *Dictionnaire général d'administration*, v° Haras, p. 1258 ; Bertheau, v° Courses de chevaux, n° 27330 ; Bèquet, Dupré et Laferrière, *Répertoire de droit administratif* (1885), t. III, v° Bêtes (courses), n° 236, *Pandectes françaises*, v° Courses de chevaux, n° 57 et suiv.

Prix offerts par le Gouvernement de la République en 1898.

En plus des 50.000 fr. reportés dans l'arrêté du 27 mai 1896, pour courses d'arabes et d'anglo-arabes qualifiés (Calendrier des courses publié par la Société d'Encouragement année 1898).

Agen (Lot-et-Garonne).....	Prix offert.	2.000
Aire-sur-l'Adour (Landes).....	—	600
Aix-les-Bains (Savoie).....	—	1.200
Angers (Maine-et-Loire).....	—	3.000
Angoulême (Charente).....	—	3.000
Arles (Bouches-du-Rhône).....	—	500
Aurillac (Cantal).....	—	1.000
Avranches (Manche).....	—	2.000
Bazas (Gironde).....	—	500
Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne).	—	1.000
Bordeaux (Gironde).....	—	6.500
Boulogne (Pas-de-Calais).....	—	2.000
Brignoles (Var).....	—	1.000
Cabourg (Calvados).....	—	1.500
Caen (Calvados).....	—	8.500

Les prix affectés par le Gouvernement aux courses furent régis jusqu'en 1893, par l'arrêté ministériel en date du 14 février 1889, dont la teneur suit :

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu les arrêtés ministériels des 9 janvier 1865, 1^{er} mars 1875,

Carpentras (Vaucluse).....	Prix offert.	300
Carhaix (Finistère).....	—	500
Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne).....	—	1.000
Castres (Tarn).....	—	1.000
Cazaubon (Gers).....	—	1.000
Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire).....	—	1.500
Compiègne (Oise).....	—	2.500
Corlaix (Côtes-du-Nord).....	—	1.000
Craon (Mayenne).....	—	3.500
Dax (Landes).....	—	500
Deauville (Calvados).....	—	3.500
Dieppe (Seine-Inférieure).....	—	5.000
Dinan (Côtes-du-Nord).....	—	1.000
Grisolles (Tarn-et-Garonne).....	—	1.000
Hyères (Var).....	—	1.000
Lannemezan (Hautes-Pyrénées).....	—	1.600
La Rochefoucauld (Charente).....	—	500
Lille (Nord).....	—	3.000
Limoges (Haute-Vienne).....	—	8.000
Loudéac (Côtes-du-Nord).....	—	500
Lyon (Rhône).....	—	3.500
Marmande (Lot-et-Garonne).....	—	1.900
Marseille (Bouches-du-Rhône).....	—	3.500
Montauban (Tarn-et-Garonne).....	—	2.000
Mont-de-Marsan (Landes).....	—	6.500
Montélimar (Drôme).....	—	800
Morlaix (Finistère).....	—	500
Moulins (Allier).....	—	1.000
Nantes (Loire-Inférieure).....	—	6.500
Niort (Deux-Sèvres).....	—	1.000
Orléans (Loiret).....	—	1.500
Pau. (Basses-Pyrénées).....	—	5.000
Périgueux (Dordogne).....	—	3.500
Pertuis (Vaucluse).....	—	500

6 janvier 1877, 18 janvier 1883, 1^{er} avril 1887 et 10 avril 1888, relatifs aux courses de chevaux.

Arrête :

Art 1^{er}. — Les prix des courses sont divisés en deux catégories : prix classés au règlement, prix non classés.

Chaque année le Ministre détermine la répartition et les conditions relatives aux prix non classés.

L'arrêté du 14 février 1889 répartissait les prix classés en trois groupes : *prix nationaux, prix principaux, prix spéciaux*. Aujourd'hui toute distinction a disparu, il n'existe plus que des prix non classés depuis l'arrêté ministériel du 10 janvier 1895 ainsi conçu :

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu l'arrêté ministériel du 14 février 1889 réglant la répartition et les conditions des prix classés dits nationaux, principaux et spéciaux ;

Peyrehorade (Landes).....	Prix offert.	2.000
Poitiers (Vienne).....	—	2.500
Pompadour (Corrèze).....	—	4.000
Quimper (Finistère).....	—	1.000
Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).....	—	3.000
Saint-Lô (Manche).....	—	1.000
Saint-Malô (Ille-et-Villaine).....	—	500
Saint-Palais (Basses-Pyrénées).....	—	1.000
Saintes (Charente-Inférieure),.....	—	1.000
Samatan Gers.....	—	500
Saumur (Maine-et-Loire).....	—	1.000
Tarbes (Hautes-Pyrénées).....	—	10.500
Toulouse (Haute-Garonne).....	—	6.000
Vic-Bigorre (Hautes-Pyrénées).....	—	1.000
Vichy (Allier).....	—	1.000
Valréas (Vaucluse).....	—	300

Ces prix forment ensemble la somme de cent quarante-six mille deux cents francs (146.200).

Vu l'avis émis par le Conseil supérieur des Haras, dans la séance du 18 novembre 1892 ;

Sur le rapport du directeur des Haras.

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les prix classés dits nationaux, principaux et spéciaux sont supprimés ;

Art. 2. — Le directeur des Haras est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

La loi du 29 mai 1874 a affecté une somme de cinquante mille francs à l'encouragement, par des courses spéciales, de la production d'étalons arabes ou issus d'arabes à la première ou à la seconde génération. Cette somme est distribuée en prix classés par l'arrêté ministériel du 19 juin 1896, dont la teneur suit :

Le Président du Conseil Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi sur les Haras, en date du 29 mai 1874 ;

Vu les arrêtés ministériels en date du 14 mai 1880, du 15 mars 1893, du 17 janvier 1894 et du 19 décembre 1894 ;

Sur la proposition du Directeur des Haras ;

Arrête :

Article premier. — La somme de cinquante mille francs, destinée par la loi du 29 mai 1874 sur les Haras à encourager, par des courses spéciales, l'élevage de reproducteurs arabes ou issus d'arabes, nés et élevés en France, est distribuée en courses plates au galop et répartie en prix classés de la manière suivante :

Prix de 1^{re} classe : 3.000 francs, dont 2.500 francs au premier et 500 francs au second, offerts par le Gouvernement de la République pour poulains entiers et pouliches de toute

espèce, de 3 et 4 ans, nés et élevés en France, comptant au moins 25 % de sang arabe.

Entrée : 50 francs.

Poids : 3 ans, 54 kilogrammes ; 4 ans, 62 kilogrammes.

Un gagnant, dans l'année, en un ou plusieurs prix, d'une somme de 2.000 francs portera 2 kilogrammes ; d'une somme de 4.000 francs, 4 kilogrammes ; d'une somme de 6.000 francs, 6 kilogrammes ; d'une somme de 8.000 francs et au-dessus, 8 kilogrammes. (Surcharges calculées, suivant l'article 6 du Code des courses).

Les arabes purs et les chevaux comptant 50 % ou plus de sang arabe recevront 6 kilogrammes et ne seront passibles d'aucune surcharge.

Distance : 2.400 mètres environ.

Engagements dans un délai de 8 à 12 jours avant la course, au secrétariat de la Société sur l'hippodrome de laquelle le prix sera couru.

Des prix de 1^{re} classe sont donnés à :

Bayonne-Biarritz, Limoges, Maubourguet, Pau, Périgueux.

Prix de 2^e classe : 3.000 francs, dont 2.500 francs au premier et 500 francs au second, offerts par le Gouvernement de la République, pour poulains entiers et pouliches de toute espèce, de 3 et 4 ans, nés et élevés en France, comptant au moins 50 % de sang arabe.

Entrée : 50 francs.

Poids : 3 ans, 54 kilogrammes ; 4 ans, 62 kilogrammes.

Un gagnant, dans l'année, en un ou plusieurs prix, d'une somme de 2.000 francs portera 2 kilogrammes ; d'une somme de 4.000 francs, 4 kilogrammes ; d'une somme de 6.000 francs,

6 kilogrammes ; d'une somme de 8.000 francs et au-dessus, 8 kilogrammes. (Surcharges calculées suivant l'article 6 du Code des courses.)

Les chevaux comptant 75 % de sang arabe recevront 5 kilogrammes ; les arabes purs, 10 kilogrammes.

Distance : 2.400 mètres environ.

Engagements dans un délai de 8 à 12 jours avant la course au secrétariat de la Société sur l'hippodrome de laquelle le prix sera couru.

Des prix de 2^e classe sont donnés à :

Auch, Tarbes, Toulouse.

Prix de 3^e classe : 2.000 francs, dont 1.500 francs au premier, 300 francs au second et 200 francs au troisième, offerts par le Gouvernement de la République, pour poulains entiers et pouliches de toute espèce, de trois ans, nés et élevés en France, comptant au moins 25 % de sang arabe et n'ayant pas gagné, en un ou plusieurs prix, une somme de 15.000 francs.

Entrée : 25 francs.

Poids : 58 kilogrammes.

Un gagnant, en un ou plusieurs prix, d'une somme de 2.000 francs portera 2 kilogrammes ; d'une somme de 4.000 francs, 4 kilogrammes ; d'une somme de 6.000 francs, 6 kilogrammes ; d'une somme de 8.000 francs et au-dessus, 8 kilogrammes. (Surcharges calculées suivant l'article 6 du Code des courses).

Les arabes purs et les chevaux comptant 50 % ou plus de sang arabe recevront 6 kilogrammes et ne seront passibles d'aucune surcharge.

Distance : 2.000 mètres environ.

Engagements dans un délai de 8 à 12 jours avant la course,

au secrétariat de la Société sur l'hippodrome de laquelle le prix sera couru.

Des prix de 3^e classe sont donnés à :

Bayonne-Biarritz, Cadillac, Limoges, Montauban, Mont-de-Marsan, Pau, Tarbes, Toulouse.

Prix de 4^e classe : 2.000 francs, dont 1.500 francs au premier, 300 francs au second et 200 francs au troisième, offerts par le Gouvernement de la République, pour poulains entiers et pouliches de toute espèce, de trois ans, nés et élevés en France, comptant au moins 50 % de sang arabe et n'ayant pas gagné, en un ou plusieurs prix, une somme de 10,000 francs.

Entrée : 25 francs.

Poids : 58 kilogrammes.

Un gagnant, en un ou plusieurs prix, d'une somme de 2.000 francs, portera 2 kilogrammes; d'une somme de 4.000 francs, 4 kilogrammes; d'une somme de 6.000 francs, 6 kilogrammes; d'une somme de 8.000 francs et au-dessus, 8 kilogrammes. (Surcharges calculées suivant l'article 6 du Code des courses).

Les chevaux comptant 75 % de sang arabe recevront 5 kilogrammes; les arabes purs, 10 kilogrammes.

Distance : 2.000 mètres environ.

Engagements dans un délai de 8 à 12 jours avant la course, au secrétariat de la Société sur l'hippodrome de laquelle le prix sera couru.

Des prix de 4^e classe sont donnés à :

Le Dorat, Gramat, Tarbes, Toulouse, Vic-Bigorre.

Art. 2. — Les pouliches porteront 1 kilogr. 500 de moins que le poids indiqué pour les poulains.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires au présent règlement sont rapportées.

Quelle que soit la classe des prix alloués, il n'y a qu'un seul gagnant pour chaque course ; lui seul reçoit donc un prix ⁽¹⁾ ; les sommes attribuées au second ou au troisième soit par une donation spéciale, soit sur les entrées ne sont pas considérées comme des prix.

Le montant des gains se calcule sur la totalité de la somme annoncée comme offerte en prix, sans aucune déduction pour les retenues que le gagnant peut avoir à subir à quelque titre que ce soit, mais on ajoute au prix le montant de toutes les entrées revenant au gagnant, la sienne exceptée ⁽²⁾.

§ II.

Administration des haras.

Les Haras sont des établissements appartenant, soit à l'État, soit à des particuliers, où sont entretenus des étalons et des juments destinés à la reproduction :

1° Notions générales et historiques.

Leur fondation remonte à 1667. Colbert organisa les premiers Haras nationaux, mais, sans bêtes de choix, sous une

(1) Il a été jugé que lorsque le prix a été remis à une personne déclarée vainqueur et que le jury des courses annule ensuite sa décision pour l'attribuer à une autre personne, l'objet indûment livré peut-être revendiqué, soit par l'État, soit par la ville, soit par celui à qui le jury l'a décerné en dernier lieu. Bruxelles, 30 juin 1874, (aff. Denidoff) P. Chr.

(2) Code des courses de la Société d'Encouragement, art. 6.

surveillance tout à fait défectueuse, ces établissements ne donnèrent pas à cette époque de bons résultats.

Une déclaration du roi du 16 mai 1668 ordonna une information sur l'état des Haras ; une enquête fut faite et démontra la nécessité d'acquérir des chevaux entiers ; ceux-ci furent confiés à des particuliers, propriétaires dans certaines provinces favorables à l'élevage, lesquels furent dispensés de certaines charges pour pourvoir à « l'entretienement » des dits étalons ;

Un nouvel arrêt du conseil royal de 1669 établit les Haras dans tout le royaume.

Une ordonnance du 26 juin 1718 régla les haras particuliers : des privilèges considérables (réduction d'impôts, exemptions de charges, etc.) étaient accordés aux « garde-étalons ». Il y eut même abus, ceux-ci étant de grands propriétaires dont les impôts retombaient lourdement sur le peuple.

Un décret des 24 janvier-30 août 1790 disposa que le régime prohibitif des haras était aboli ; c'était la suppression des Haras nationaux. Un autre décret des 12-19 novembre de la même année ordonnait la vente des étalons qui les composaient, autres que ceux que le roi se serait réservés. Enfin, un décret des 19-25 février 1791 supprima du budget du Trésor public toute dépense relative à l'Administration des haras.

Mais, à la suite de réformes aussi radicales, la nécessité se fit bientôt sentir d'améliorer la race chevaline, et de donner, à cet effet, des encouragements aux éleveurs : c'est dans ce but que la loi du 2 germinal an III (22 mars 1795) ordonna l'établissement provisoire des *Dépôts nationaux d'étalons* dans sept départements choisis eu égard à la nature des herbages et à l'espèce des chevaux qu'ils possédaient.

Bien que les principes de cette loi fussent excellents, l'application en fut défectueuse. Le service des Haras fut organisé à nouveau par le décret du 4 juillet 1806 dont nous avons déjà parlé à propos du fonctionnement des courses ; ce décret établissait six Haras, et trente Dépôts d'étalons divisés en six arrondissements et en trois classes ; il instituait deux écoles d'expériences.

Les Haras devaient contenir particulièrement, des étalons étrangers, et les étalons des plus belles races françaises ; les deux tiers étaient français ; on les répartissait, pendant le temps de la monte, dans les divers arrondissements, suivant les besoins.

La surveillance était exercée par six inspecteurs généraux des Haras et dépôts d'étalons, qui devaient les inspecter au moins une fois l'an ; le service ressortissait au ministère de l'Intérieur.

Deux millions étaient affectés annuellement au fonctionnement de ce service : une partie de cet argent était dépensée en prix de courses et en primes accordées, soit aux cultivateurs qui possédaient les plus beaux élèves, soit aux propriétaires d'étalons approuvés par les inspecteurs généraux.

Un décret du 17 mai 1809 institua auprès du Ministre de l'Intérieur, un *Comité central* chargé de s'occuper de tout ce qui était relatif à la propagation des races de chevaux ; c'est l'organisation de ce Comité qui conduisit plus tard à la création du Conseil des Haras.

Diverses ordonnances rendues sous la Restauration (28 mai, 9 juin 1822, 16 janvier, 22 mars 1825, 13 mai 1829) instituèrent un « *directeur des Haras et de l'Agriculture* » et un

Conseil des Haras, composé : du directeur, des inspecteurs généraux, d'un secrétaire.

Sous Louis-Philippe, l'Administration des haras fut rattachée au ministère du Commerce et des Travaux publics.

Les ordonnances des 21 décembre 1833, 13 novembre 1840, introduisirent d'heureuses innovations. On avait compris déjà combien il était utile d'encourager le croisement des races françaises et des races étrangères, imitant ainsi l'exemple de l'Angleterre ; pour favoriser le croisement entre les chevaux de races françaises et ceux de race pure arabe, turque, barbe ou anglaise, des primes furent accordées aux meilleurs produits qui en provenaient.

Une école des Haras fut instituée aux Haras du Pin, pour former les officiers des Haras auxquels un diplôme était délivré à leur sortie.

La généalogie des chevaux de pur-sang fut inscrite et conservée sur un registre spécial, le stud-book, à l'imitation de l'Angleterre.

Sous l'Empire, peu de modifications législatives furent apportées au service des Haras ; toutefois le titre de *Grand Écuyer* fut substitué à celui de *Directeur général*, et il y eut quelques changements dans les chiffres des traitements (Décrets du 17 juin 1852, du 20 octobre 1852, du 2 décembre 1854, 19 décembre 1860, du 7 septembre 1863, du 17 novembre 1865). Le décret du 19 décembre 1860 transporta le service du ministère des Travaux publics et de l'Agriculture, au ministère d'État, véritable révolution qui fit d'une administration jusqu'alors nationale une branche de la Maison de l'Empereur.

A la suite des événements de 1870, le besoin se fit sentir d'augmenter l'action des Haras : l'état de la population che-

valine était lamentable ; les conditions de la production n'étaient plus en rapport avec les besoins généraux du pays et de l'armée en voie de réorganisation. L'attention de l'Assemblée nationale et du Gouvernement fut éveillée ; de leur accord, sortit la loi du 29 mai 1874, qui régit encore actuellement les Haras.

2° Réorganisation des Haras. Loi du 29 mai 1874.

La loi du 29 mai 1874 règle la reconstitution du service de la manière suivante :

Détermination des cadres du personnel.

Réorganisation du Conseil supérieur du Haras.

Rétablissement de l'école des Haras.

Augmentation de l'effectif des étalons de l'État, jusqu'à concurrence de deux mille cinq cents têtes.

Rétablissement de la Jumenterie de Pompadour à l'effectif de soixante poulinières.

Augmentation, à concurrence de un million cinq cent mille francs, des crédits destinés à primer les reproducteurs (étalons et juments poulinières) entre les mains de l'industrie privée ainsi que leurs pouliches et poulains, et allocation d'un crédit spécial de cinquante mille francs applicable aux éprouves de chevaux arabes et anglo-arabes.

Nous ne croyons pas nécessaire de reproduire ici le texte de tous les articles de la loi ; nous indiquons seulement les deux premiers articles, afin de préciser les attributions du personnel de l'Administration des haras, spécialement en ce qui concerne les courses de chevaux ; et nous analysons l'ensemble des

autres dispositions intéressantes pour notre matière, sous la rubrique : *Organisation et fonctionnement du service* ⁽¹⁾.

Détermination des cadres du personnel. — L'Administration supérieure des haras se compose : d'un inspecteur général du service, qui a la direction, de six inspecteurs généraux divisés en deux classes, de vingt-deux directeurs de dépôts et de vingt-deux sous-directeurs de dépôts divisés en trois classes, et du nombre de surveillants nécessaire (art. 1^{er}).

Réorganisation du Conseil supérieur des haras. — Le *Conseil supérieur des haras* est nommé par le Président de la République pour neuf années. Il est composé de vingt-quatre membres, renouvelables par tiers tous les trois ans, et comprenant les divers groupes d'élevage ; les membres sortants peuvent être réélus. Le Conseil se réunit au moins deux fois l'an. Il donne son avis sur le budget des Haras, sur les règlements généraux des concours et des courses, sur la nature et l'importance des encouragements qui se rapportent à la production et à l'élevage et sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Ministre. Il reçoit communication des vœux formulés par les Conseils généraux sur la question chevaline (art. 2). Le procès-verbal de chacune de ses séances est adressé au parlement.

Le Directeur, inspecteur général, a, indépendamment de ses fonctions de chef du service, des attributions spéciales : il visite les établissements et les principaux centres de production et d'élevage ; il préside, quand il le juge convenable, les commissions d'achats et de répartitions ; il préside le Comité consultatif formé par les inspecteurs généraux pour examiner

(1) Voy. *infra* p. 69.

les questions proposées au Conseil supérieur ; il préside également ce Conseil, en l'absence du Ministre ; il assiste, autant que possible, aux courses de chevaux, aux concours et généralement à toutes les réunions hippiques subventionnées de sa circonscription et se consulte avec le préfet pour la préparation des programmes ; il visite les établissements de l'État et aussi les haras des éleveurs, les foires, marchés, etc., et adresse au préfet de chaque département, un rapport annuel sur la situation chevaline, dans sa circonscription.

3° Organisation et fonctionnement du service.

La France est divisée en six arrondissements d'inspection générale comprenant les circonscriptions des vingt-deux dépôts d'étalons.

L'Administration des haras est préposée à la double intervention directe et indirecte de l'État dans la production chevaline ; à cet effet, elle remplit un double rôle : elle est chargée de la direction des étalons reproducteurs appartenant à l'État, et de la surveillance des étalons appartenant à des particuliers.

Étalons appartenant à l'État. — Les étalons appartenant à l'État sont divisés, suivant leur origine, leur conformation et leurs aptitudes, en trois catégories :

1° Étalons de pur-sang.

2° Étalons de demi-sang.

3° Étalons de trait.

Tous les ans, les étalons sont répartis dans diverses stations et mis à la disposition des propriétaires de juments.

La remonte des Dépôts de l'État s'effectue au moyen d'ac-

quisitions faites par des commissions d'inspecteurs généraux, sous la présidence du directeur des Haras, soit en France, soit à l'étranger.

Aucun achat ne peut être fait sans une autorisation du Ministre de l'Agriculture.

Étalons appartenant à des particuliers. — les Étalons appartenant à des particuliers sont ou *approuvés* ou *autorisés*, selon que l'Administration les considère comme capables de reproduire l'espèce, soit en l'améliorant, soit seulement sans la détériorer.

Dans le premier cas, les étalons sont employés sous le contrôle de l'Administration, qui délivre aux propriétaires d'étalons approuvés des registres à souches sur lesquels ils doivent inscrire le prix du saut, le signalement de la jument, l'année de la monte, etc... ; les souches de ce livre sont envoyées après la monte au Ministre et permettent d'allouer des primes aux meilleurs reproducteurs. Les propriétaires d'étalons autorisés n'ont aucunes déclarations ni justifications à faire à l'Administration, et ne reçoivent point de primes.

Les formalités et les conditions à remplir sont les mêmes pour l'approbation et pour l'autorisation ; elles sont accordées, l'une et l'autre, par le Ministre de l'Agriculture, après une épreuve subie sur un hippodrome.

Tout étalon qui n'est ni approuvé ni autorisé par l'Administration des haras ne peut être employé à la monte des juments appartenant à d'autres qu'à son propriétaire, sans être muni d'un certificat constatant qu'il n'est atteint ni de cornage ni de fluxion périodique ⁽¹⁾.

(1) Loi du 14 août 1885.

Ce certificat, valable pour un an, est délivré gratuitement après examen par une commission nommée par le Ministre de l'Agriculture.

En cas d'infraction à ces prescriptions, le propriétaire de l'étalon qui n'a été ni approuvé, ni autorisé, ni muni de certificat, sera puni d'une amende de 50 à 500 francs, et les propriétaires qui auront fait saillir leurs juments seront passibles d'une amende 16 à 50 francs ⁽¹⁾.

Tout propriétaire d'étalon, ayant l'intention de le consacrer à la monte des juments appartenant à d'autres qu'à lui-même, doit en faire la déclaration au préfet ou au sous-préfet de son arrondissement ⁽²⁾.

Les étalons qui rempliront les conditions requises seront munis d'un certificat, après examen d'une commission.

Épreuves et concours d'étalons.

Hors le cas d'acquisitions faites à l'étranger, aucun étalon de pur-sang ou de demi-sang, ne peut être acheté ou approuvé, ou autorisé par l'Administration, s'il n'a subi une épreuve sur l'hippodrome ⁽³⁾.

Pour les chevaux de pur-sang, les courses générales tiennent lieu d'épreuve ⁽⁴⁾ ; mais il a été institué des épreuves spéciales, dites épreuves d'étalons, pour les chevaux de demi-sang âgés de trois et quatre ans ⁽⁵⁾. Néanmoins, malgré l'institution

(1) Voy. en ce sens, un arrêt de la Cour de Toulouse, du 24 novembre 1887. Siréy. 1888. 2. 6.

(2) Arrêté du 12 septembre 1886.

(3) Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 27 mai 1896, art. 1^{er}.

(4) *Ibid.* Art. 3.

(5) *Ibid.* Art. 4.

de ces épreuves spéciales, tout cheval de demi-sang ayant couru soit au galop, soit au trot, sera considéré comme ayant satisfait à la prescription réglementaire, s'il a rempli les conditions exigées par les Codes des courses des trois grandes Sociétés⁽¹⁾. Dans ce cas, les propriétaires peuvent présenter aux inspecteurs généraux chargés de l'achat, de l'approbation ou de l'autorisation, un certificat délivré par les commissaires des hippodromes sur lesquels ces chevaux ont paru, constatant la course ainsi que son époque, la distance et tous les renseignements nécessaires.

Une fois approuvés ou autorisés, les chevaux ne peuvent plus courir ni dans les épreuves d'étalons, ni dans les courses générales⁽²⁾.

SECTION V

Nécessité des courses

La question des courses a toujours été, depuis qu'elles sont pratiquées en France, l'une des plus vivement discutées :

Les partisans de cette institution ont eu à soutenir, pour la faire triompher, des luttes incessantes contre des adversaires intransigeants et, il faut bien le dire, le plus souvent, tout à fait incompetents. Les détracteurs, en effet, si nombreux qu'ils soient, formulent presque toujours à l'encontre des résultats acquis qu'ils ne peuvent méconnaître, des reproches sans

(1) *Ibid.* Art. 9.

(2) Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 27 mai 1896. Art. 10.

(3) *Ibid.* Art. 13.

aucun fondement sérieux, et d'une nature telle qu'ils révèlent d'abord un examen essentiellement superficiel de la question spéciale des courses, ainsi qu'une profonde ignorance des questions qui intéressent généralement l'élevage. C'est la maigreur des coursiers qu'on invoque le plus fréquemment pour nier les qualités du sang pur ; le critérium du fond qu'on doit tirer d'une bête de race, paraît être, pour certaines gens utilitaires à l'excès, l'aptitude à trainer de lourds fardeaux.

Nous verrons ce qu'il faut penser d'arguments de cette sorte.

Sans doute, et, ceux-là même qui défendent les courses ne se le dissimulent point, le fonctionnement de cette institution telle que nous la voyons organisée aujourd'hui, peut présenter des inconvénients graves ; il est possible de trouver des conséquences autrement fâcheuses et de formuler des critiques autrement sérieuses que celles que nous venons d'indiquer et d'en tirer des arguments capables de nous toucher ; nous examinerons ces conséquences, en étudiant la question des paris ⁽¹⁾ ; mais on ne saurait nier leur utilité incontestable et les immenses services qu'elles ont rendus à l'agriculture, au commerce et à l'armée.

Nous n'avons point, quant à nous, la compétence nécessaire pour faire la démonstration de cette utilité, et nous préférons emprunter à la brochure de M. Edmond Henry, les éléments de conviction et les idées personnelles de l'auteur sur la question ⁽²⁾.

« Il n'est personne, dit M. Henry ⁽¹⁾, ayant quelques notions

(1) Voy. *infra*, deuxième partie.

(2) Edmond Henry (Député du Calvados, membre du Conseil supérieur des haras). *Les courses, leur utilité au point de vue de l'agriculture et de l'armée* (Édit. 1884).

en matière d'élevage, qui puisse nier que l'amélioration et le progrès depuis un certain nombre d'années, ne se soient faits par les courses.

« Certains adversaires ne se mettent pas en peine pour trouver des arguments : il les accusent de ne servir, pour le pur-sang, qu'à amincir la race ; ce n'est pas du reste, disent-ils, en faisant courir des chevaux qu'on peut les améliorer ; il est trop facile de répondre : on ne les fait pas courir pour les améliorer, mais bien pour connaître leurs qualités, et pour opérer une sélection, lorsque les meilleurs après avoir résisté à un entraînement sérieux se sont révélés par une série de succès. Ce sont ceux-là, étalons ou juments, qui deviennent des reproducteurs, d'autant plus précieux que les qualités de vitesse et de résistance se transmettent comme les qualités de forme : les courses ne sont pas autre chose qu'une constatation, et un encouragement à mieux élever ⁽²⁾.

(1) Ed. Henry, *op. cit.*, chap. III et IV, p. 12 et suiv.

(2) Dans une circulaire en date du 19 décembre 1819 le Ministre de l'Intérieur s'exprimait ainsi :

« Les courses développent les moyens des chevaux ; elles font ressortir leur mérite par comparaison ; elles éclairent sur leurs qualités et leurs défauts ; elles donnent au vainqueur un nouveau prix. Cette augmentation de valeur, qui est une des suites les plus importantes des sacrifices que fait l'État dans ces circonstances, engage les propriétaires à donner aux dispositions qui précèdent la naissance du cheval de selle, et qui doivent accompagner son éducation, des soins plus attentifs, dont ils entrevoient dans l'avenir le dédommagement ». (*Bulletin officiel*, t. III, p. 539 ; Dalloz, *Répertoire*, v^o Courses de chevaux n^o 523).

Dans une autre instruction, le même Ministre disait :

« Il sera facile de reconnaître dans les dispositions du nouveau règlement (celui du 16 mars 1825) l'esprit qui les a dictées, et l'objet qu'on a eu en vue, savoir : d'exciter une plus grande émulation, d'écarter des concurrences qui ne pourraient être que décourageantes, de soutenir celles qui sont utiles, en offrant cependant, en même temps, des récompenses aux efforts faits pour

« Quant au reproche de maigreur adressé au cheval de pur-sang, il est facile d'en faire justice en comparant quelques semaines après la cessation de l'entraînement un cheval de pur-sang et un de demi-sang.

« Ce sont les courses qui nous ont donné le pur-sang anglais ; ce sont les courses seules qui maintiennent l'élevage de ce précieux cheval, élevage dispendieux s'il en fut, et qui coûterait si cher à l'État, si de grandes Sociétés de courses ne contribuaient pas à le soutenir.

« Je dis sans les courses, pas de pur-sang. En effet, le débouché pour cette race appelée surtout à donner des reproducteurs est tellement restreint, que l'éleveur ordinaire n'a aucun intérêt à en faire l'objet principal de son élevage ; d'abord, tous les produits obtenus ne sont pas également bons, en outre, leur entraînement est très coûteux, et il demande des soins incessants. L'élevage moyen peut bien donner le cheval de troupe et aussi le reproducteur de demi-sang, pour peu que l'État l'encourage à le faire, mais il est impossible de lui demander le pur-sang. Il n'y a donc que deux manières d'obtenir le pur-sang : ou que l'État dépense des sommes considérables à le produire, ou qu'il laisse les courses en développer l'élevage, tout en y intervenant pour sa quote-part.....

« Et ce moyen est encore le plus économique pour lui, car on se demande à combien reviendraient les pur-sang dont certains atteignent déjà le prix de cent cinquante mille francs, si les hippodromes disparaissaient et si l'Angleterre seule était

les combattre et les surmonter ; enfin, de favoriser plus puissamment, et, en ménageant tous les intérêts, la transformation et la propagation des races les plus propres à améliorer l'espèce » (Instruction du 25 mars 1825, *Bulletin officiel*, t. I, p. 347 ; Dalloz, *ibid.*).

appelée du jour au lendemain à fournir des reproducteurs ».

Telles sont les raisons qui militent en faveur du maintien des courses de chevaux ; l'auteur que nous citons apporte, en outre, des arguments non moins probants pour démontrer la nécessité de maintenir également la participation de l'État ⁽¹⁾ :

« Si brillante que soit la Société d'Encouragement, son existence ne présente pas des garanties de durée suffisante pour permettre à l'État de se désintéresser d'encourager l'élevage du pur-sang par des subventions :

« La diminution même du chiffre de ces subventions, si elle était notable, serait de nature à porter un coup terrible aux cent cinquante hippodromes de province qui bénéficient presque exclusivement, de la subvention. S'est-on demandé, en effet, si la Société d'Encouragement ferait pour les sociétés de province ce que l'État refuserait de faire ? Elle pourrait préférer garder son budget pour ses propres hippodromes ; le retrait d'une partie des subventions pourrait donc avoir pour conséquence le retrait des quatre cent cinquante mille francs que la Société d'Encouragement donne en prix de courses plates réparties entre les hippodromes des soixante principales villes de France. S'il en était ainsi, la plupart des sociétés importantes de province, se voyant réduites à donner des prix d'une valeur dérisoire, n'auraient plus qu'à se dissoudre.

« L'industrie chevaline a, plus que toute autre, besoin de garanties à long terme, or, chaque année, le budget remet en cause les subventions.

« Je crois pouvoir affirmer, déclare M. Henry, que si le parlement avait la mauvaise inspiration d'entrer dans cette

(1) Ed. Henry, *op. cit.* chap. 4^{er}, p. 3.

voie, il porterait à l'élevage français un coup dont il ne se relèverait pas : aucun sacrifice nouveau dans l'avenir ne saurait décider les éleveurs à recommencer une seconde tentative d'élevage dispendieux pour aboutir à des résultats incertains. L'éleveur, en effet, engage son argent plusieurs années à l'avance, puisqu'il ne vend ses produits qu'à l'âge de quatre ans, et rien ne pourrait lui rendre la confiance perdue :

« J'affirme de plus que si l'État, en vue d'améliorer ou, tout au moins, de conserver intactes les races de chevaux pour l'armée, a le devoir de faire des sacrifices budgétaires, la partie de la subvention accordée par le ministère de l'Agriculture aux courses de chevaux, exerce en ce moment une influence d'autant plus grande sur les progrès de l'élevage que le prix du cheval de remonte, de l'avis de tous, est reconnu insuffisant ; ce n'est donc pas le bénéfice tiré par l'éleveur de ses rapports avec la remonte qui peut le pousser beaucoup à améliorer la production chevaline.

« La somme consacrée aux courses, pour tout homme qui connaît un peu la question chevaline, est, en réalité, bien peu importante si on la compare aux résultats qu'on en retire.....

« Le Gouvernement a besoin de l'élevage, et l'élevage répondant à l'appel du Gouvernement a mis un certain nombre d'années à s'outiller pour produire ce qu'on lui demandait sur tous les points du territoire français ; il a modifié ses types, employé davantage le pur-sang et le demi-sang, c'est pourquoi, le jour où, sans préparation aucune, on lui enlèverait une partie de ses ressources, où l'on diminuerait brusquement le nombre et la qualité des bons reproducteurs qu'il emploie, on produirait un véritable désastre agricole, en même temps qu'on ferait sortir de France, au grand détriment de notre force mi-

litaire, nombre de poulains entiers et de juments préparés en vue d'une destination spéciale.

« Qu'on ne s'y trompe pas, si l'on supprimait du jour au lendemain le budget des courses, notre cavalerie vaudrait à bref délai cinquante pour cent de moins, quand même on augmenterait notablement le prix des chevaux de remonte et même celui des étalons, car les courses sont un rouage indispensable dans la production ; elles font connaître les meilleurs étalons et les meilleures juments et forcent à mieux élever les chevaux destinés à la reproduction ⁽¹⁾. »

Puisque l'élevage du pur-sang est si dispendieux, objectent quelques adversaires de la subvention allouée par l'État, ne pourrait-on se contenter du cheval de demi-sang qui présente toutes les qualités du cheval de service et de guerre et qui suffit pour répondre à tous les besoins ?

C'est oublier, répondent les partisans des courses ⁽²⁾, ce que le bon sens nous crie, qu'un cheval de demi-sang ne peut jamais valoir qu'en raison directe de la quantité de sang pur qu'il possède. Le pur-sang, en effet, est indispensable pour régénérer sans cesse une espèce qui achève de s'abâtardir et en assurer la conservation. Le maintien d'une race pure s'impose et cette race pure ne peut s'obtenir qu'à l'aide de la sélection par l'hippodrome, sélection qui a un précédent, puisqu'elle a créé la race anglaise et prouvé à tout jamais que les courses, contre lesquelles s'élèvent si sottement certaines gens,

(1) C'est aussi l'opinion de Béquet, Béquet, Dupré et Laferrière. *Répertoire de droit administratif* , 1885, t. III, v^o Bêtes, chap. II, art. 4 (Courses), n^o 233-234.

(2) Paul de Lalaubie, *Un mot sur la vieille guerre contre les Haras et les courses* (Aurillac, 1887) page 13 et suiv.

sont, en somme, le seul critérium logique des qualités essentielles à tout bon reproducteur.

« L'amélioration de la race chevaline par les courses de vitesse est la formule d'une institution dont l'esprit échappe à la majeure partie des foules ; en voici la raison ⁽¹⁾ :

« Le public a toujours des idées très positives et pleines de bon sens au sujet des choses qui touchent à ses intérêts ; les résultats pratiques sont pour lui la meilleure et la plus certaine des définitions ; or, quels sont les résultats pratiques cherchés au moyen des courses ? La supériorité de la production du cheval de service et de guerre, l'abondance et la prospérité de l'élevage français... »

Les courses n'ont point donné tous les résultats qu'on était en droit d'espérer de leur institution chez nous, et c'est pourquoi elles ont été tant décriées : la cause en est que, depuis longtemps, sur nos hippodromes les formes ont emporté le fond.

« L'amélioration de la race chevaline est une admirable doctrine, basée sur des principes générateurs parfaits en théorie, mais ce n'est qu'une étiquette mensongère, si cette doctrine, si ces principes s'éternisent dans la forme sans jamais recevoir leur application pratique ⁽²⁾. »

Cette application, d'après l'auteur que nous citons c'est à l'éleveur qu'il appartient de la réaliser.

Conclusion. — De l'avis des hommes compétents, les courses sont indispensables pour l'amélioration de la race chevaline ; leur utilité se manifeste sous un double aspect :

(1) Olivier de Marne, *Les courses de chevaux et le cheval de guerre*, (édit. 1890), p. 2 et suiv.

(2) O. de Marne, *op. cit.* p. 8 et suiv.

D'une part, elles constituent le seul critérium qui permette de faire une sélection rationnelle, en vue de la reproduction des meilleurs sujets, c'est la raison d'être de leur institution.

En second lieu, leur existence même est un stimulant pour l'élevage, dont les efforts seront récompensés par l'allocation de prix; efforts qui ont toujours pour conséquences une éducation plus complète et des soins plus attentifs donnés aux animaux prenant part aux concours.

Nous avons vu comment les courses, créées par l'État, se sont développées avec ce double caractère, et quels progrès elles ont faits avec l'aide de l'initiative privée, grâce à l'intervention des Sociétés.

Ce n'est point assez de la combinaison de ces efforts, ils resteraient stériles, s'ils n'étaient suivis de ceux de l'éleveur qui, seul, peut réaliser les résultats réellement pratiques sans lesquels les courses ne seraient plus qu'un prétexte à la passion du jeu et mériteraient tous les reproches qu'on leur adresse.

Fournir à l'éleveur les moyens d'obtenir de beaux produits, en mettant à sa disposition des étalons de choix, l'encourager à produire, à conserver aussi et à perfectionner, si possible, l'espèce obtenue, tel est en effet le but élevé et utile de l'institution des courses que se sont efforcés de réaliser parallèlement l'État et les Sociétés.

CHAPITRE II

CONTROLE ET SURVEILLANCE DES COURSES

Nous avons suivi, dans le chapitre premier, l'institution et le développement des courses, en vue de l'amélioration de la race chevaline ; nous avons examiné, d'une façon générale, leur organisation dans ce but, et indiqué les principales conditions de leur fonctionnement d'après les règles établies tant par l'État que par les Sociétés de courses les plus importantes.

Il nous reste encore et surtout à étudier le mode d'application de ces divers règlements dont l'interprétation soulève de nombreuses difficultés ; à dégager, dans l'état actuel de la réglementation des courses, la nature et le caractère juridique de l'autorité compétente pour exercer la surveillance, prononcer les sanctions et connaître des contestations qui naissent à l'occasion des courses de chevaux ; cette étude fait l'objet du chapitre deuxième.

SECTION I

Commissaires des courses.

L'organisation tout entière des courses de chevaux est confiée à des commissaires omnipotents dont nous avons déjà

parlé ; ces commissaires sont nommés par les comités des Sociétés de courses.

Leurs attributions sont nombreuses et variées : ainsi notamment celles des commissaires de la Société d'Encouragement sont les suivantes :

Les commissaires des courses exécutent les décisions du Comité ; ils présentent chaque année le programme des courses ; ils se réunissent à la commission des finances pour arrêter les comptes de l'exercice et le projet de budget.

Ils administrent les propriétés et concessions de la Société, nomment et révoquent les gardes et employés ; ordonnancent les dépenses votées par le Comité ; surveillent la perception des recettes, et présentent, chaque année, un rapport sur leur gestion et la situation générale de la Société.

Ils dirigent et contrôlent le travail du secrétaire, le service financier, la correspondance, l'organisation des courses, et la publication du *Bulletin officiel* et du *Calendrier des courses*.

Les commissaires décident les contestations qui leur sont soumises, lors même qu'elles n'ont pas eu lieu dans les courses de la Société, mais ils ne le font qu'autant que la question a rapport aux courses de chevaux, et que les parties s'engagent à se soumettre à leurs décisions.

Le Code des courses ou le règlement de la Société doit seul servir de base aux jugements des commissaires, quand même un autre règlement serait adopté dans le lieu où la contestation s'est élevée (1).

Outre ces attributions d'ordre général, les commissaires sont plus spécialement chargés, sur les champs de courses de

(1) Règlement de la Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France, art. 11.

la Société à laquelle ils appartiennent, de la police des courses ⁽¹⁾.

Toutes les réclamations ou contestations auxquelles les courses peuvent donner lieu sont jugées par les commissaires. Leurs décisions sont sans appel ⁽²⁾.

L'existence des commissaires des courses est une nécessité, leur présence sur les hippodromes est indispensable pour y maintenir l'ordre et assurer la stricte observation des règlements ; leur rôle n'est point même ainsi limité, les fonctions qui leur sont attribuées par les règlements des trois grandes Sociétés de courses généralement adoptés en France, nous verrons à la suite de quelles circonstances, n'ont pas seulement pour objet d'exercer une surveillance et un contrôle sur les concurrents et le personnel des courses, de prévenir les difficultés ou de constater les abus, leurs pouvoirs sont infiniment plus étendus : c'est l'examen même de ces difficultés qui leur est confié, c'est la sanction des abus commis et constatés qu'ils sont chargés de prononcer, ils sont institués juges en toutes matières relatives aux courses, juges omnipotents et souverains, leurs décisions sont sans appel.

Les pouvoirs que les commissaires des courses tiennent de ces dispositions statutaires sont de deux sortes :

Droit de contrôle. Pouvoir de juridiction.

Le droit de contrôle ne présente rien de bien particulier ou d'exorbitant ; il est inhérent au fonctionnement, à l'organisa-

(1) Code des courses de la Société d'Encouragement art. 74 et suiv. Code des Steeple-Chases art. 61 et suiv. Code des courses au trot art. 3 et suiv. Voy. annexes.

(2) Code des courses de la Société d'Encouragement art. 76. Code des Steeple-Chases art. 63. Code des Courses au trot art. 7.

tion même des concours de toute nature, mais des pouvoirs de juridiction aussi considérables que ceux conférés aux commissaires des courses constituent un caractère propre de l'institution des courses de chevaux et il est intéressant de rechercher quelle est l'origine et quel peut être le caractère d'une compétence aussi anormale et aussi étendue.

SECTION II

Juridiction administrative en matière de courses de chevaux.

Nous avons vu, en retraçant l'histoire des courses de chevaux, comment elles ont été organisées aux différentes époques de leur existence, à l'aide de règlements ou d'arrêtés ministériels rendus, suivant les temps, par le Ministre de l'Intérieur, de l'Agriculture, du Commerce, etc., en un mot par des décisions de l'ordre administratif.

§ I.

Juridiction des maires et des préfets.

Le décret du 4 juillet 1806 qui a réorganisé les courses de chevaux, supprimées à l'époque de la Révolution, puis rétablies par l'Empire, a créé une juridiction spéciale pour connaître des contestations, et de toutes les difficultés qui naîtraient à leur occasion. C'est à l'autorité administrative que fut alors

confié le jugement de ces questions dont l'examen comportait, généralement, l'interprétation de règlements ayant un caractère administratif.

L'article 28 de ce décret ⁽¹⁾ est ainsi conçu :

La connaissance de toutes les difficultés qui pourront naître à cet égard entre les concurrents est réservée exclusivement aux maires des lieux, pour le provisoire, et aux préfets pour la décision définitive, sauf le recours à notre Conseil d'État.

Les mots « à cet égard » se réfèrent aux articles 26 et 27 du même décret :

Art. 26. — *Il (notre Ministre de l'Intérieur) publiera également (des règlements) pour la distribution des primes et des prix de courses.*

Art. 27. — *Il publiera des règlements particuliers pour la police des courses.*

Le préfet était, en effet, le magistrat de l'ordre administratif le plus désigné pour connaître de ces délicates questions et les juger ; de tout temps, il a été investi par les règlements relatifs aux courses de chevaux, du soin de les organiser et de les présider, dans son département.

La décision du préfet est un acte de juridiction contentieuse. — L'examen des questions que soulèvent les courses, soit pour la répartition des primes, chaque année, soit pour la solution des contestations entre les concurrents relativement à l'attribution des prix, soit enfin pour la répression des infractions à la police des courses, aboutit, en définitive, à la solution d'un litige existant soit entre les concurrents entre eux, soit entre les concurrents et l'Administration ; aussi la

(1) Décret du 4 juillet 1806, *Bulletin des lois*, (1806) p. 302.

décision rendue par le préfet à cet égard constitue, à n'en pas douter, un acte de juridiction contentieuse administrative.

D'ailleurs, le décret de 1806, a établi contre la décision rendue un recours devant le Conseil d'État, comme cela aurait eu lieu si cette attribution avait été donnée au conseil de préfecture, auquel cas, son caractère contentieux eût été indiscutable.

Après quelques divergences d'opinions sur le caractère et l'autorité des décisions rendues par le préfet seul, il est aujourd'hui admis par tous les auteurs, du moins en notre matière, que la disposition législative de l'article 28 de ce décret a étendu en conférant cette attribution la compétence contentieuse des préfets ⁽¹⁾.

La décision du maire n'est que provisoire. — Bien que le texte de l'article 28 paraisse établir une juridiction à deux degrés : décision du maire d'abord, décision du préfet ensuite ⁽²⁾, ce texte n'attribue en réalité la connaissance des difficultés énumérées qu'au préfet ; sa décision seule, en effet,

(1) a Voy. en ce sens : Aucoc, *Conférences sur l'Administration et le droit administratif*, 2^e édit., t. Ier, n° 337. Batbie, *Traité théorique et pratique de droit public et administratif* 2^e édit., t. VII, n° 416, p. 442. Dufour, *Traité général de droit administratif* 2^e édit. t. Ier, n° 614, p. 516. Macarel, *Cours de droit administratif* édit. 1844, t. II, p. 813. Serrigny, *Traité de l'organisation, de la compétence et de la procédure en matière administrative*, 2^e édit. t. III, n° 1359, p. 247.

b. M. Dueroçq classe également dans la juridiction contentieuse des maires et des préfets les attributions qui leur sont conférées par le décret de 1806. Dueroçq, *Droit administratif*, t. Ier, n° 442, p. 402.

(2) Trolley attribue la connaissance des décisions rendues par le maire au préfet comme « *juge d'appel* » ; cette expression nous paraît tout à fait inexacte, elle ne répond d'ailleurs pas à l'opinion de son auteur.

Voy. Trolley, *Traité de hiérarchie administrative* édit., 1843, t. Ier, p. 349.

est définitive, non pas en ce sens qu'elle ne serait susceptible d'aucun recours devant le Conseil d'État, (le décret même l'autorise), mais par opposition à celle du maire qui n'est que provisoire ⁽¹⁾. Ce dernier n'est appelé, selon nous, à statuer sur les questions qui lui sont soumises, qu'en l'absence du préfet; la solution du litige donnée par lui, toute provisoire, a un caractère supplétif; elle lui a été conférée par le décret de 1806, dans le but d'assurer toujours, en notre matière, l'examen et la solution des litiges qu'elle comporte par un magistrat de l'ordre administratif ⁽²⁾; mais après que le maire a statué, il appartient toujours au préfet de contrôler l'exactitude de la solution intervenue et de la réformer si elle ne lui paraît point conforme aux règles établies; celui-ci peut modifier cette décision bien qu'elle n'ait été l'objet d'aucun recours de la part des parties intéressées. Le préfet ne nous apparaît donc point comme un juge du second degré, mais bien plutôt comme le seul juge compétent en définitive, puisque la décision du maire est toujours soumise à son contrôle et n'a de validité qu'autant qu'elle a reçu son approbation.

Si donc le préfet était présent et assistait officiellement à une course, c'est lui qui devrait connaître des difficultés qui pourraient s'élever relativement à cette course et les trancher d'une manière définitive; la solution provisoire du maire ne s'expliquerait pas et n'aurait pas à intervenir dans ce cas, il est

(1) Foucart, *Éléments de droit public et administratif*, 3^e édit. t. III, n^o 1885, p. 353 note 1.

(2) « Tout ce que le décret veut, c'est qu'il se rencontre un magistrat sur le lieu même et, s'il désigne le maire, c'est qu'il suppose que le préfet n'est pas là ». Dufour, *Traité général d'administration*, 3^e édit. t. I^{er}, n^o 634.

dessaisi par la présence de son chef, de l'autorité toute supplétive qui lui a été accordée par le décret de 1806 ⁽¹⁾.

Mais, provisoire ou définitive, il ne faut point oublier que la décision du maire ou celle du préfet a toujours un caractère exceptionnel de juridiction contentieuse administrative, comme nous l'avons déjà fait remarquer ; aussi, ne peut-elle intervenir que sur des difficultés se rattachant étroitement aux courses de chevaux et pouvant rentrer dans les termes des articles 26 et 27 du décret, c'est-à-dire relative à l'application des règlements pris par le Ministre ⁽²⁾, soit en vue de l'organisation des courses, soit en vue de l'attribution des prix.

Tel est le système de juridiction établi par le décret fondamental du 4 juillet 1806, décret émané de la souveraineté impériale ayant, par conséquent, la même force, la même autorité qu'une disposition législative. Ce caractère lui est reconnu par la plupart des auteurs ⁽³⁾. M. Trolley qui le prétend inconstitutionnel admet cependant que le silence des autorités constituées a purgé le vice qui l'annulait et qu'il est devenu une véritable loi ⁽⁴⁾.

§ II.

Délégation des pouvoirs des maires et des préfets aux commissaires des courses.

Dans la pratique, la juridiction administrative n'a jamais

(1) En ce sens : Trolley, *op. cit.*, t. II, p. 29, Dufour, *op. cit.*, Foucart, *op. cit.*

(2) Voy. Batbie *op. cit.*, t. VII, n° 446, p. 442.

(3) En ce sens : Aucoc, *op. cit.*, Batbie *op. cit.*, Dufour, *op. cit.*, Serrigny, *op. cit.*, Foucart, *op. cit.*

(4) Trolley, *op. cit.* t. Ier, n° 282.

fonctionné de la manière dont nous venons de la voir instituée : dès le 7 novembre 1806, un arrêté ministériel rendu pour l'exécution du décret confiait à des commissaires des courses nommés par le Ministre, le soin d'examiner et de trancher toutes les contestations relatives aux courses organisées, et depuis lors, tous les arrêtés ministériels qui ont réglementé la matière ont confié également à une commission la solution de toutes les questions soumises par le décret à la juridiction des maires et des préfets.

Les principales dispositions relatives à cette question sont celles de l'arrêté réglementaire rendu par le Ministre de l'Agriculture le 7 avril 1840 ; cet arrêté, après avoir établi une commission spéciale chargée de l'application du règlement, dispose :

Art. 35. — *Toutes contestations relatives au poids ou à la conduite des jockeys, sera jugée aussitôt par la commission. La commission prononcera aussitôt sur les difficultés qui pourront naître entre les concurrents avant et pendant les courses, relatives à l'application des précédentes dispositions.*

Après la signature du procès-verbal, la mission de la commission cesse et elle n'a plus à intervenir dans les difficultés quelles qu'elles soient qui pourraient survenir postérieurement, au sujet de ces concours.

Et celles de l'arrêté réglementaire rendu par le Ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur, de l'Agriculture et du Commerce le 17 février 1853 ⁽¹⁾.

Art. 8. — *Toutes les réclamations ou contestations élevées au sujet des courses sont jugées par les commissaires* ⁽²⁾.

(1) Arrêté du 17 février 1853. *Bull. Min. Intér.* 1853, p. 130.

(2) Pour les prix donnés par le Gouvernement, il y avait dans chaque localité trois commissaires nommés par le Ministre (art. 3 et 4 même arrêté).

Leurs décisions sont sans appel, excepté dans le cas suivant : Lorsque soit avant la course, soit avant la fin du pesage, pour la dernière épreuve de la journée, l'identité ou la qualification d'un cheval est l'objet d'une réclamation fondée sur la fausse désignation de l'animal, les commissaires ont la faculté ou de la juger eux-mêmes ou de déférer la question à la commission centrale des courses ⁽¹⁾. S'ils la jugent eux-mêmes, les parties ont le droit d'appeler de la décision à la commission centrale, sous la condition de notifier aux commissaires de la localité, dans les deux heures qui suivent, leur intention de se pourvoir en revision.

Dans le cas où la réclamation est faite après la fin du pesage pour la dernière épreuve de la journée, les commissaires doivent s'abstenir de prononcer ; la question se trouve donc soumise à la juridiction de la commission centrale.

Cette réglementation soulève deux questions : quelle est la validité de cette attribution de juridiction ? Quel est son effet ?

1° Validité de l'attribution de juridiction déléguée aux commissaires des courses.

La validité d'un arrêté ministériel qui substituerait la compétence des délégués du Ministre à la compétence administrative instituée par un décret est contestée par presque tous les auteurs : seuls, MM. Cabantous et Liégeois paraissent admettre la possibilité de cette substitution ⁽²⁾.

(1) Instituée par l'art. 5 (même arrêté).

(2) Cabantous et Liégeois. *Répétitions de droit administratif*, 4^e édit. (1867), ch. II, n° 633, p. 527.

« Nous n'avons pas compris, disent ces auteurs, dans cette énumération

Nous avons vu ⁽¹⁾ que le décret du 4 juillet 1806, conférait au Ministre de l'Intérieur le droit de publier des règlements pour l'organisation et la police des courses, ainsi que pour l'attribution des prix ; on ne saurait donc contester la légalité et la force des règlements pris par lui en vertu de la délégation écrite dans les articles 25, 26, 27 de ce décret ⁽²⁾ ; mais il y a lieu de se demander si le droit du Ministre peut aller jusqu'à modifier les compétences établies par l'article 28. Si l'on observe avec soin les textes sus rappelés, on peut remarquer que, seuls les articles 25, 26, 27, délèguent au Ministre le droit de réglementer, tandis que l'article 28 qui traite de la compétence, ne contient aucune délégation à cet égard et procède par voie de disposition impérative ⁽³⁾. Il semble donc bien que cet article contienne une réserve implicite, et, dès lors, on ne comprend pas ⁽⁴⁾ comment le Ministre aurait pu, nonobstant cette réserve, se croire autorisé à charger la commission qu'il instituait pour présider à l'organisation et à la police d'une course, de juger toute contestation et de prononcer sur les difficultés qui pourraient naître relativement aux dispositions des règle-

« (des matières soumises à la juridiction contentieuse), le droit dévolu au préfet par l'article 28 du décret de 1806, parce que ce droit appartient aujourd'hui à une commission spéciale. »

M. Bathie, au contraire comprend ce droit dans son énumération « parce que la légalité de l'arrêt ministériel instituant une commission peut être contestée ». Bathie *op. cit.*

(1) Voy. *supra* p. 85.

(2) Dufour, *op. cit.*, 3^e édit., t. 1^{er}, n° 634.

Voy. également en ce sens, *Répertoire gén. alph. du droit français* v° Courses de chevaux, n°s 88 à 113.

(3) M. L. Michoud. Note sous l'arrêt de la cour de Pau du 28 décembre 1891, *Sirey* 1892. 2. 297.

(4) Dufour, *op. cit.*

ments publiés pour la régir ⁽¹⁾. Un simple arrêté ministériel ne saurait en effet rapporter un décret du Gouvernement ⁽²⁾.

D'après la doctrine que nous venons de rapporter, le décret de 1806 serait donc resté en pleine vigueur malgré les arrêtés pris postérieurement par les Ministres qui se sont succédés ; mais, comment concilier la compétence administrative avec le droit de juger conféré dans la suite aux commissaires des courses ? Comment trancher le conflit résultant de cette simultanéité des deux espèces de juridiction ?

La plupart des auteurs constatent la possibilité de ce conflit et se contentent de dénier toute validité aux arrêtés ministériels qui ont organisé les commissions ; quant à la jurisprudence, elle paraît plus soucieuse de tourner la question que de la résoudre.

Il est vrai que le décret de 1806 n'a été abrogé par aucune autre disposition législative, mais nous ne croyons pas devoir en conclure que les arrêtés ministériels subséquents soient dénués de toute efficacité.

2° Effet de l'attribution de juridiction déléguée aux commissaires des courses.

Il nous faut maintenant rechercher quel peut être l'effet de l'attribution de juridiction déléguée aux commissaires des courses.

Nous pensons, avec les auteurs précités, qu'il y a un juge

(1) Voy. Règlement des courses de Caen du 7 avril 1840, art. 35. *supra*, p. 89.

(2) Serrigny, *op. cit.*, t. III, n° 1359. *sic* Bathie, *op. cit.*, n° 446, Trolley, *op. cit.*, n° 282, Aucoc, *op. cit.*, n° 337.

compétent en matière de courses de chevaux, et que ce juge est le préfet ; nous estimons même que lui seul exerce une juridiction en cette matière, car nous n'envisageons point comme une véritable attribution de compétence, le droit de statuer provisoirement, donné au maire ⁽¹⁾. Aussi, nous préoccu-
pons-nous uniquement de la question de savoir si le préfet a perdu son pouvoir ou une partie quelconque de son pouvoir, par suite des droits conférés aux commissaires des courses par le Ministre compétent.

Il importe, avant tout, de bien préciser quels sont ces pouvoirs. Il ressort des arrêtés ministériels réglementaires les plus importants que leurs attributions sont de deux sortes :

Ils sont chargés de l'organisation et de la police des courses.

Ils ont certains droits de juridiction.

Organisation et police des courses. — Les commissaires des courses sont chargés de préparer le programme des courses, qu'ils soumettent à l'approbation du Ministre et de lui donner toute la publicité désirable, de recevoir les engagements, de décider sans appel de leur validité, de fixer l'ordre des courses au moins 24 heures à l'avance ⁽²⁾. Ils prennent les dispositions convenables pour le choix du terrain, le pesage des jockeys, la désignation des juges, etc. ⁽³⁾.

Des attributions de cette nature pouvaient-elles leur être confiées ? Cela ne nous paraît pas douteux. Le droit du Ministre d'élaborer des règlements pour l'organisation et la police des courses, n'est pas hiable ; il est écrit dans le texte

(1) Voy. *suprà* p. 86.

(2) Arrêté réglementaire du 17 février 1853, art. 6.

(3) Arrêté du 17 février 1853, art. 7.

même du décret fondamental de 1806 ⁽¹⁾. Il nous paraît difficile de ne point considérer comme une conséquence nécessaire de ce droit, la faculté pour ledit Ministre de désigner les personnes chargées de pourvoir à l'exécution des règlements pris par lui et de déléguer, à cet effet, une partie de ses pouvoirs à des commissaires de son choix. D'ailleurs, la légalité de cette partie des attributions des commissaires n'est contestée par personne. Il n'en est pas de même des pouvoirs qui leur sont conférés pour connaître des difficultés que soulèverait l'exécution des règlements.

Droit de juridiction. — Toutes les réclamations ou contestations élevées au sujet des courses sont jugées par les commissaires; leurs décisions sont sans appel ⁽²⁾.

Ainsi formulé, le droit de juridiction des commissaires peut bien paraître, au premier abord, exorbitant, illimité, et, dès lors, inconciliable avec les dispositions du décret du 4 juillet 1806, mais nous ne le croyons point absolu.

Il faut bien remarquer, en effet, que ce droit conféré par le Ministre aux commissaires, est un droit exceptionnel qui doit être envisagé de la manière la plus étroite. En dehors des hypothèses strictement prévues, il n'existe pas. L'interprétation de la règle que nous empruntons à l'article 8. de l'arrêté de 1853 et reproduite par les autres arrêtés ministériels relatifs à cette question, est essentiellement restrictive. Or, la place même qu'elle occupe à la suite des pouvoirs d'organisation conférés aux commissaires que nous avons indiqués ci-dessus, nous semble bien indiquer que les réclamations ou contestations

(1) Décret du 4 juillet 1806, art. 27.

(2) Arrêté du 17 février 1853, art. 8.

dont il s'agit, sont uniquement celles relatives aux dispositions prises par les commissaires pour assurer le bon fonctionnement et la police des courses ⁽¹⁾.

La partie finale de la disposition que nous avons examinée pour préciser la nature des pouvoirs des commissaires justifie d'ailleurs notre manière de voir : elle apporte à cette compétence, si absolue en apparence, une exception qui, pour nous, en délimite très nettement la véritable portée :

Si, à l'occasion de la dernière épreuve de la journée, une difficulté vient à s'élever sur l'identité ou la qualification d'un cheval, les commissaires ne sont compétents pour la trancher que sauf recours à une commission centrale organisée par le même arrêté, et leur compétence est encore subordonnée à la condition que la réclamation se soit élevée « avant la fin du pesage » ; après cette opération, la commission est de droit compétente ⁽²⁾.

Cette disposition, en effet, ne contient pas seulement une exception aux règles de la compétence précédemment établies, elle nous indique encore à quel moment prend fin le droit de juridiction des commissaires : leurs pouvoirs cessent avec la dernière épreuve de la journée, aussitôt après la dernière opération du pesage. A compter de ce moment, l'examen des difficultés que soulève cette dernière épreuve est confié à la juridiction d'une commission centrale dont nous aurons à examiner les attributions ⁽³⁾. Mais, pour nous, ce n'est point tant

(1) La remarque suivante, confirme notre opinion en ce sens que le droit des commissaires n'existe pas en dehors des hypothèses prévues ; ainsi l'attribution du prix des courses fait l'objet d'arrêtés spéciaux du Ministre et les difficultés relatives à cette attribution ne rentrent point dans les pouvoirs conférés aux commissaires par la disposition qui nous occupe.

(2) Arrêté du 17 février 1853, art. 8, *in fine*.

(3) Voy. *infra*, p. 96.

dans l'institution de cette commission que consiste l'exception apportée aux règles ordinaires, que dans l'établissement d'un *recours* contre la décision des commissaires, intervenue même avant la fin du pesage, c'est-à-dire dans les délais impartis, cette décision relative à la dernière épreuve n'est plus « *sans appel* ».

Quant à la délimitation des pouvoirs des commissaires, nous estimons que ce serait une erreur de croire qu'elle n'existe que dans le cas particulier prévu, pour la dernière épreuve de la journée. Au lieu de l'envisager comme une dérogation, il nous semble au contraire qu'elle constitue la règle ; et, si l'on considère dans leur ensemble les différentes dispositions qui établissent les pouvoirs des commissaires, cette règle apparaît comme la conséquence du caractère exceptionnel que nous avons déjà signalé de cette juridiction.

D'après la nature même des difficultés qui sont soumises à l'appréciation des commissaires, il est impossible, en effet, d'admettre que leur solution puisse intervenir utilement après coup, une fois l'épreuve courue. Dans un seul cas, celui où il s'agit de l'identité ou de la qualification d'un cheval elle pouvait être différée jusqu'au moment de l'attribution du prix, après la course, et le Ministre a cru devoir prendre, dans ce cas, les dispositions que nous avons indiquées, afin d'empêcher les commissaires d'étendre leur compétence au delà de la limite qu'il a entendu leur assigner, c'est-à-dire au-delà de la dernière course. A cet effet, il a institué une juridiction spéciale, la commission centrale.

Attributions de la commission centrale des courses. — Cette commission est composée de sept membres nommés par le

Ministre (1). Elle juge les réclamations qui lui parviennent en vertu des dispositions ci-dessus (art. 8 de l'arrêté) ; si sa décision implique l'existence d'une fraude, elle peut proposer au Ministre d'exclure des courses, soit complètement, soit pour un temps limité, les personnes qui se seraient rendues coupables de cette fraude ; elle peut également, sur la plainte motivée formée contre un jockey par les commissaires d'une ou de plusieurs localités, proposer au Ministre d'interdire à ce jockey, pendant un temps plus ou moins long, de monter dans les courses du Gouvernement (2).

Les délibérations de la commission ont lieu à la majorité des voix ; la présence de quatre membres suffit pour rendre valables les décisions rendues ; en cas de partage la voix du Président l'emporte (3).

Ainsi, l'interprétation rigoureuse des règlements ministériels nous conduit aux conclusions suivantes : les commissaires ne sont compétents que pour les difficultés dont la solution leur est implicitement confiée, difficultés qui sont toutes du domaine de l'organisation ou de la police des courses ; leur décision ne peut intervenir qu'avant ou pendant la course, après ils seraient incompétents.

La juridiction des commissaires des courses s'exerce sous le contrôle de l'autorité administrative. — Après cette étroite délimitation des droits conférés aux commissaires des courses par les règlements ministériels, il nous reste encore à examiner comment ils les exercent. Ils sont placés sous la surveillance, l'autorité et le contrôle des préfets : il importe en effet, de

(1) Arrêté du 17 févr. 1853, art. 5.

(2) Arrêté du 17 févr. 1853, art. 11.

(3) Arrêté du 17 févr. 1853, art. 12.

remarquer que tous les arrêtés qui ont réglementé la matière des courses ont pris soin, d'abord, d'en confier la présidence au préfet du département. En outre, il est prescrit par les règlements à ces commissaires de dresser des procès-verbaux de toutes les opérations auxquelles ils procèdent dans l'exercice de leurs fonctions ; ces procès-verbaux doivent être transmis dans le délai de 24 heures au préfet du département et doivent être, à la diligence de ce fonctionnaire et dans un semblable délai, adressés au Ministre.

De telle sorte que les fonctions confiées aux commissaires des courses, déjà restreintes dans les limites que nous avons indiquées, au point de vue de la compétence, vont nous apparaître maintenant avec un caractère essentiellement précaire. L'obligation de soumettre à l'autorité supérieure la décision rendue enlève à celle-ci toute autorité ; l'idée de juridiction est incompatible avec une pareille dépendance : les commissaires ne sont pas des juges, ils sont des délégués du Ministre. Celui-ci leur a confié certains pouvoirs ; pour assurer le fonctionnement des courses de chevaux, il leur a permis de trancher sur le champ des difficultés de nature à l'entraver s'il n'y était passé outre immédiatement ; mais l'autorité de leur décision est toute relative, puisqu'elle est soumise au contrôle du préfet d'abord, à la censure du Ministre ensuite.

Il appartient en effet au Ministre de prendre connaissance de toutes les opérations auxquelles donne lieu l'exécution des règlements édictés par lui et de s'assurer que ses prescriptions sont rigoureusement observées ; mais nous ne pensons point, toutefois, que ce droit que le Ministre s'est réservé en matière de courses puisse être considéré comme une modification

apportée par lui aux règles de la compétence. Il n'a pu avoir l'intention de commettre un pareil abus.

Pour assurer l'exécution des règlements, le Ministre a donné aux commissaires le pouvoir de rendre une décision sans appel, à l'égard des parties ; mais cette décision n'est point, pour cela, définitive. Les règlements ministériels exigent qu'elle soit soumise au préfet ; et celui-ci puise dans l'article 28 du décret fondamental du 4 juillet 1806, lequel n'a pas été abrogé, il ne faut pas l'oublier, le droit de réformer cette décision, en dehors de tout appel, toutes les fois qu'il juge à propos d'intervenir ; et, s'il ne la modifie point, il la fait encore sienne par son approbation tacite. La décision des commissaires est donc provisoire comme le serait celle rendue par le maire en vertu du décret de 1806 ⁽¹⁾ ; et, pour nous, le droit de statuer provisoirement ne constitue point une véritable juridiction.

Le préfet demeure donc le juge compétent, en définitive, malgré l'autorité relative accordée aux décisions des commissaires par les arrêtés ministériels. Cette autorité a été acceptée, il est vrai, par les concurrents eux-mêmes : le fait seul d'engager son cheval sur un hippodrome oblige, en effet, le propriétaire qui veut prendre part à la course, à respecter le règlement en vigueur et à remplir toutes les conditions qu'il impose ; dès lors, il se soumet pour l'application de ce règlement à la sanction des commissaires qui y sont désignés ⁽²⁾.

(1) Voy. en ce sens : Chauveau Adolphe, *Principes de compétence et de juridiction administratives*, édit. 1844, n° 1288.

(2) Ainsi décidé : Bruxelles, 30 juin 1834. Dalloz, *Répertoire*, v° Courses de chevaux, n° 5. — Caen, 2 février 1841. *Ibid*, v° Compétence administrative, n° 503, note 1.

Arrêt de la Cour de Caen du 2 février 1841. Espèce : (Marion c. Basly).

Exposé : Le 7 avril 1840, règlement ministériel déclarant qu'il y aura des

Cette acceptation lui interdit de porter son action devant le tribunal civil, en cas de contestations, car les difficultés de cette nature sont de la compétence administrative, mais il

courses à Caen et portant création d'une commission chargée de décider les difficultés qui surviendraient avant ou pendant les courses. — Difficultés entre Basly et Marion. — Admission provisoire du cheval de Marion par la commission. — Marion obtient le prix. — Basly l'assigne devant le Tribunal civil, Marion oppose l'incompétence en invoquant les dispositions du décret du 4 juillet 1806 ; — Jugement ordonnant une expertise. — Appel : La Cour infirme et reconnaît la compétence du préfet, en dehors de la modification apportée par le règlement ministériel de 1840 qui avait substitué une commission.

Voici les considérants de cette décision.

La Cour. — Considérant, en droit, qu'une loi cesse d'être obligatoire seulement lorsque le législateur l'a abrogée par une disposition formelle, ou lorsqu'elle est suivie d'une autre loi qui lui est contraire ; et que, si l'incompétibilité n'est pas absolue, et n'existe que dans quelques points, ce n'est que dans ces points que la nouvelle loi déroge à l'ancienne ;

Considérant que le décret impérial du 4 juillet 1806 qui établit des courses de chevaux en France, réserve exclusivement (art. 28) aux maires pour les décisions provisoires, et aux préfets pour les décisions définitives, sauf recours au Conseil d'État, la connaissance de toutes les difficultés, sans limitation, qui naîtraient entre les concurrents, soit qu'il s'agit, par conséquent, de difficultés survenues, avant, pendant, ou après la course ;

Considérant qu'après plusieurs règlements ministériels qui, pour juger ces difficultés, avaient substitué à l'autorité administrative une commission présidée par le préfet, un dernier règlement fut fait le 7 avril 1840, par le Ministre du Commerce dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés par le décret de 1806 et l'ordonnance du 10 décembre 1833 ; que ce règlement fut porté, avant les courses, à la connaissance des concurrents, et devint leur règle, et qu'il déclare dans les articles 1 et 35, qu'il y aura des courses à Caen les 2, 3, 4 août, et que la commission prononcera sur les difficultés qui pourraient naître entre ces concurrents avant et pendant les courses, mais, qu'après la signature du procès-verbal, la mission de la commission cessera, et qu'elle n'aura pas à intervenir dans les difficultés, quelles qu'elles soient, qui pourraient survenir, postérieurement, au sujet de ces concours ;

Considérant que cette disposition n'abroge pas entièrement l'article 28 du décret de 1806, qu'elle le modifie seulement dans la partie qui donne aux maires et aux préfets le droit de statuer sur les difficultés qui naîtraient entre

reste soumis à la juridiction établie par la loi même, c'est-à-dire à celle du préfet.

De ce que cette juridiction fonctionne par l'intermédiaire des commissaires, elle n'en subsiste pas moins ; le contrôle du préfet s'exerce, en définitive, à propos de chaque décision rendue, laquelle acquiert, par conséquent, la même autorité que si elle émanait de ce magistrat, comme aussi elle est susceptible du même recours devant le Conseil d'État.

En résumé, les arrêtés ministériels qui ont réglementé les courses de chevaux nous paraissent avoir laissé absolument intacte la question de compétence.

D'une part, les limites fixées par ces arrêtés n'existant point dans le décret de 1806, pour tous les cas où les commissaires sont sans pouvoirs il n'est point douteux que la compétence administrative doive être maintenue.

D'autre part, nous nous sommes efforcés de montrer que dans les cas où ils sont autorisés à statuer, les commissaires ne peuvent rendre qu'une décision provisoire, la décision définitive appartenant toujours au préfet.

En conséquence, bien que les arrêtés ministériels déclarent

les concurrents avant et pendant les courses, parce que cette modification est la conséquence nécessaire de la disposition du règlement qui attribue à une commission le pouvoir de juger ces difficultés, mais que, quant aux contestations qui pourraient s'élever postérieurement, et sur lesquelles cette disposition garde le silence, elles ont dû continuer d'être soumises à la juridiction administrative, et sont restées de droit, dans l'attribution qui avait été conférée aux préfets par l'article 28 du décret de 1806 ; qu'il n'y avait, en effet, aucun motif d'enlever à ces magistrats, le droit de prononcer sur ces contestations qui donneront presque toujours lieu d'interpréter les règlements ministériels sur les courses de chevaux, lesquels constituent des actes administratifs.

Considérant, en fait,....

cette décision non susceptible d'appel, il faut entendre seulement par là, ce qui nous paraît plus exact, qu'elle est exécutoire par provision, afin de permettre de passer outre aux difficultés prévues ; mais, par sa nature même, elle serait, comme toute décision émanée du préfet en matière de courses de chevaux, susceptible d'un recours devant le Conseil d'État.

SECTION III

Abstention de l'autorité administrative

Jusqu'en 1866, les courses furent organisées comme nous venons de le voir par le Gouvernement, réglementées par des ordonnances royales pour les dispositions générales, et par des arrêtés ministériels pour le détail ; les commissaires étaient des fonctionnaires délégués du Ministre, appartenant à l'Administration des haras ⁽¹⁾.

§ I.

Arrêté du 16 mars 1866.

En 1866, devant l'extension prise par les courses de chevaux et l'importance des prix alloués grâce à l'intervention et au développement considérable des Sociétés de courses ⁽²⁾, le

(1) Voy. Ordonnances sur les Haras : 40-21 décembre 1833. Duvergier, *Lois, décrets ordonnances, règlements et avis du Conseil d'État*, année 1833 v^o Haras, p. 535 : 24 octobre, 13 novembre 1840. Dalloz, *Répertoire* v^o Haras, p. 44 note 2.

(2) Voy. *supra*, Chap. I, Section III.

général Fleury, alors Grand Écuyer, chargé de la direction des Haras présentait au Ministre de la Maison de l'Empereur, le maréchal Vaillant, un rapport tendant à la réorganisation des courses sur des bases nouvelles.

Jusque-là, le service des Haras avait été chargé d'une façon exclusive, d'organiser les courses de chevaux et d'en surveiller le fonctionnement. Le Grand Écuyer demandait qu'on permit à ce service de s'effacer dans certaines limites, et de restreindre son règlement général aux dispositions purement organiques qui ont pour but de définir le fonctionnement des Sociétés de courses, de fixer leurs attributions qu'il voulait désormais plus étendues, de déterminer leurs rapports avec le Gouvernement.

Nous avons vu comment, à côté de l'ancienne Société d'Encouragement, s'occupant exclusivement de l'élevage du cheval de pur-sang, se sont fondées successivement : la Société des Steeple-Chases, pour l'encouragement du cheval de selle et la Société pour l'amélioration du cheval de demi-sang. Ces trois « sociétés mères, » représentent, dans sa triple acception, l'élevage du cheval en France, et chacune est régie par une règle distincte, œuvre des hommes les plus pratiques et les plus compétents. La transformation proposée par le général Fleury en 1866 consiste, pour l'État, à renoncer à toute juridiction administrative, à se rallier aux règlements de ces trois Sociétés et à en faire le Code général, pour chaque spécialité, sur tous les hippodromes de France.

Cette mesure aurait, suivant lui, pour effet, en unifiant la jurisprudence des courses, d'investir les commissaires du droit de juger désormais toutes les questions sans appel ; toutefois, lorsque l'importance ou la difficulté du litige le comporterait,

ils auraient la faculté d'en déléguer la solution au Comité de l'une des trois Sociétés, suivant la nature des courses.

La commission centrale cesserait d'exister.

Quant à l'administration, elle n'abdiquerait point son autorité, elle ne renoncerait pas à diriger de haut l'institution des courses. Indépendamment du droit naturel d'établir la répartition des fonds et les conditions des prix de l'État, le Grand Écuyer se réserve, en effet, de continuer de nommer les commissaires, de contrôler les programmes, et prétend à conserver une action disciplinaire pour la répression des délits et des fraudes ⁽¹⁾.

A la suite de ce rapport, et conformément aux desiderata qui y sont formulés, fut rendu l'arrêté du 16 mars 1866 qui régit encore actuellement notre matière :

Le Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-arts.

Sur le rapport du Grand Écuyer.

Vu les arrêtés ministériels en date des 15 mars 1842, 26 avril 1849, 24 janvier 1850, 17 février 1853, 30 janvier 1862 et 7 février 1863, relatifs aux courses de chevaux.

Arrête :

Art. 1^{er}. — *La présidence d'honneur des courses de chevaux appartient de droit aux préfets des départements.*

Art 2. — *Les inspecteurs généraux des Haras, les directeurs des dépôts d'étalons et inspecteurs départementaux remplissent les fonctions de commissaires du gouvernement pour les courses ; ils y assistent, les surveillent et en rendent compte au Grand Écuyer. Ils peuvent également faire partie des commissions.*

(1) Voy. Rapport au Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-arts. Annexes.

Art. 3. — *Il y a dans chaque localité trois commissaires des courses.*

Art. 4. — *La nomination des commissaires est faite par le Grand Écuyer. Néanmoins là où il existe des Sociétés de courses, le Grand Écuyer peut déléguer aux dites Sociétés le choix des commissaires.*

Art. 5. — *Les commissaires des courses sont chargés de préparer le programme des courses, de le soumettre à l'approbation du Grand Écuyer, de lui donner toute la publicité désirable, de recevoir les engagements, de décider sans appel de leur validité, de fixer l'ordre des courses lequel devra être publié au moins vingt-quatre heures à l'avance, de surveiller l'exécution des dispositions du règlement.*

Art. 6 — *Les commissaires prennent les dispositions qui leur paraissent convenables pour le terrain des courses, le passage des jockeys, la désignation des juges du départ et de l'arrivée. Dans le cas où deux commissaires sont seuls présents, ils choisissent d'un commun accord un remplaçant pour leur collègue absent. Ils ont d'ailleurs, le droit de déléguer à telle personne qu'ils jugent à propos de désigner, une partie de leurs attributions. Ni les commissaires, ni les personnes auxquelles ils délèguent leurs fonctions ne peuvent les exercer pour une course dans laquelle ils seraient directement ou indirectement intéressés.*

Art. 7. — *Toutes réclamations ou contestations élevées au sujet des courses sont jugées par les commissaires ; leurs décisions sont sans appel. Ils peuvent toujours, lorsqu'ils le jugent convenable, appeler deux personnes compétentes à prendre part à leurs décisions. Néanmoins, lorsque l'importance ou la difficulté de la question leur paraît l'exiger, les commissaires*

peuvent encore en déférer le jugement : pour les courses plates, au Comité de la Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France ; pour les courses à obstacles, au Comité de la Société générale des Steeple-Chases ; pour les courses au trot, au Comité de la Société pour l'amélioration du cheval de demi-sang.

Art. 8. — Il sera dressé par les soins des commissaires locaux, procès-verbal de toutes les opérations. Ce procès-verbal, transmis dans le délai de vingt-quatre heures au préfet du département, sera, à la diligence de ce fonctionnaire et dans un délai semblable, adressé au Grand Écuyer.

Art. 9. — Lorsqu'un jockey, entraîneur ou propriétaire, se trouve sous le coup d'une exclusion ou d'une suspension régulièrement prononcée par une commission locale, le Grand Écuyer peut prononcer contre lui l'interdiction pour un temps plus ou moins long de monter, d'entraîner ou de posséder aucun cheval courant sur les hippodromes français.

Art. 10. — L'arrêté ministériel du 30 janvier 1862 portant règlement général des courses et les titres IV et V de l'arrêté du 7 février 1863 sont abrogés.

En suite de cette suppression, les hippodromes seront régis désormais : pour les courses plates au galop, par le règlement de la Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France ; pour les courses à obstacles, par le règlement de la Société générale des Steeple-Chases ; pour les courses au trot, par celui de la Société pour l'amélioration du cheval français de demi-sang.

Art. 11. — Le Grand Écuyer est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 16 mars 1866.

(Signé) VAILLANT.

Cet arrêté ministériel, destiné, selon le vœu du général Fleury, à assurer l'émancipation des sociétés de courses, à ouvrir et à laisser le champ libre à l'initiative privée, contient une véritable abdication du Ministre au profit du Grand Écuyer.

Désormais seul délégué du Ministre, c'est lui qui exerce tous ses pouvoirs ; les inspecteurs des Haras chargés de la surveillance des courses lui rendent compte de leur mission.

La nomination des commissaires des courses lui appartient, soit qu'il désigne pour remplir ces fonctions, des personnes de son choix, soit qu'il charge de cette désignation le Comité des trois Sociétés organisées et désormais officiellement reconnues.

C'est à son approbation que doit être soumis le programme des courses élaboré par ces commissaires ;

Il prononce les peines disciplinaires en cas de fraude ou de délit ;

C'est à lui, enfin, que doit être adressé, dans les vingt-quatre heures, le procès-verbal de chaque opération, après avoir été transmis au préfet, et par les soins de ce fonctionnaire.

Conséquences de l'arrêté ministériel du 16 mars 1866. — Mais, qu'ils soient nommés directement par le Ministre, ou indirectement par l'intermédiaire du Grand Écuyer, ou plus indirectement encore par le Comité des trois Sociétés de courses, les commissaires n'ont point changé de caractère juridique ; ils demeurent toujours investis de l'autorité ministérielle dont ils sont les officiels représentants ; et cette délégation n'a pu davantage avoir pour effet de modifier la nature de leurs fonctions :

Si l'on compare, en effet, les dispositions de cet arrêté ministériel aux dispositions abrogées, on ne constate entre elles que fort peu de différence :

Le *Grand Écuyer* a remplacé le *Directeur général des Haras*. La commission centrale a disparu ; la compétence des commissions s'en est accrue : c'est à eux que doivent être soumises désormais les questions dont la connaissance avait été précédemment réservée à cette commission, et leurs décisions seront, dès lors, dans tous les cas sans appel, du moins devant ladite commission. C'est là, croyons-nous, toute la satisfaction qu'on puisse donner au vœu formulé par le général Fleury dans son rapport ; car le Ministre a bien pu étendre la compétence des commissaires dans les limites où il avait pu la restreindre par la création d'une commission spéciale, mais il n'a pu, comme nous l'avons déjà remarqué ⁽¹⁾, faire disparaître la compétence administrative législativement établie. Aussi, pour nous, la décision rendue, émanée d'un fonctionnaire délégué de l'Administration et toute provisoire, n'a point cessé de faire partie de la juridiction contentieuse du préfet et, comme telle, elle serait susceptible de recours devant le Conseil d'État.

Qu'a donc fait le Ministre ? Quelle innovation à l'état de choses préexistant a-t-il édictée dans l'arrêté de 1866 ?

L'innovation réside tout entière, selon nous, dans l'article 10 que nous transcrivons de nouveau :

Art. 10 : « L'arrêté ministériel du 30 janvier 1862, portant « règlement général des courses, et les titres IV et V de l'arrêté du 7 février 1863 sont abrogés.

« En suite de cette suppression, les hippodromes seront « régis désormais : pour les courses plates au galop, par le « règlement de la Société d'Encouragement pour l'améliora-

(1) Voy. *suprà*, p. 98.

« tion des races de chevaux en France ; pour les courses à
« obstacles, par le règlement de la Société générale des Stee-
« ple-Chases ; pour les courses au trot, par celui de la Société
« pour l'amélioration du cheval français de demi-sang ».

En quoi consiste la réforme ?

Le Ministre a abrogé les dispositions préexistantes, réglementant la matière, et il leur a substitué une réglementation nouvelle, comme il en avait le pouvoir aux termes des articles 25, 26, 27 du décret du 4 juillet 1806 ; seulement, au lieu d'élaborer lui-même le texte de la règle qu'il se proposait d'établir, il s'est approprié celui qu'avaient adopté les Sociétés dénommées, texte déjà mis en vigueur et appliqué par elles, dès cette époque, sur leurs hippodromes. Ou, plus exactement encore, le Ministre a emprunté les règlements des dites Sociétés, par un renvoi pur et simple à leurs dispositions, et il leur a donné, en promulguant l'arrêté du 11 mars 1866, un caractère officiel. De ce jour, ces règlements d'emprunt ont acquis, du moins pour les courses organisées par l'Administration, la même force, la même autorité, que si le Ministre en avait réuni tous les articles, pour en former la matière même de son arrêté.

Droit des Sociétés de modifier leur règlement. — Mais les Sociétés de courses sont des sociétés privées, nous verrons ⁽¹⁾ que, même depuis 1866, elles ont toujours conservé ce caractère ; les membres de leur Comité ne sont point des fonctionnaires dans la dépendance du Ministre ; les dites Sociétés demeurent donc absolument maîtresses des règlements adoptés par elles et leur Comité a toujours le droit de

(1) Voy. *infra* p. 415 et suiv.

les abroger ou de les modifier à sa guise. Il y a lieu, dès lors, de se demander si la réglementation des courses telle qu'elle a été établie par l'arrêté de 1866 devrait suivre les fluctuations et subir l'incertitude résultant des modifications qui pourraient survenir. C'est là, croyons-nous, une question purement théorique, il ne nous paraît pas qu'elle ait jamais été soulevée dans la pratique.

Il semble bien certain que le Ministre, au moment où il a rendu cet arrêté, n'avait en vue et ne pouvait avoir en vue que les règlements alors existants, de même qu'il ne pouvait se fier qu'aux Sociétés qui fonctionnaient régulièrement. Aussi pourrait-on soutenir que c'est au texte adopté par celles-ci et en vigueur à cette date qu'il a entendu se référer pour la solution des contestations et des difficultés de toute nature relatives aux courses. C'est là une opinion qui aurait pour elle le bon sens et la logique. Elle se justifierait encore par cette considération d'ordre général, qu'une réglementation doit toujours être comprise dans des limites nettement définies : elle ne saurait, en effet, être efficace si son application ne se fait point avec certitude, et, pour produire des résultats utiles, elle doit avoir quelque durée ; en d'autres termes, une bonne règle doit être fixe et non point incessamment variable et changeante. On pourrait ajouter avec autant de raison, que l'autorité investie du pouvoir réglementaire doit, pour le maintien de l'ordre, être aussi soucieuse de la conservation de son droit que de l'observation de ses règlements. Pour toutes ces raisons, il semble au premier abord que le Ministre n'a pas pu avoir la pensée de renoncer à l'exercice de son droit, au point d'abandonner, pour l'avenir, à des sociétés privées,

le soin de régler à leur guise la matière des courses de chevaux.

Le texte de l'article 10 de l'arrêté du 16 mars 1866 détermine les trois règlements qui devront, désormais, régir les hippodromes, pour les courses plates au galop, pour les courses à obstacles, pour les courses au trot ; il indique à quelles Sociétés on devra les emprunter ; mais il n'en précise point la date. Il se concilie néanmoins fort bien avec l'opinion que nous indiquons, car il est permis d'en conclure que les règlements appliqués désormais sont ceux existants à la date de l'arrêté.

Nous voudrions pouvoir nous rallier à cette opinion et trouver dans l'article 10 une règle certaine applicable à la matière des courses ; mais, si le texte ne s'y oppose point, l'esprit qui se dégage de l'ensemble des dispositions ministérielles n'est guère favorable à cette interprétation.

La réforme projetée en 1866, avait, en effet, pour but, le général Fleury l'exprimait en termes formels dans son rapport au Ministre, de faire un nouveau pas dans la voie de l'émancipation des Sociétés, et de favoriser la décentralisation au profit de l'initiative privée, l'intervention administrative ayant cessé, paraît-il, d'être une nécessité. Il ne nous semble point douteux que le Ministre ait partagé cette manière de voir du chef des Haras : il a renoncé, comme nous l'avons déjà montré, au profit du Grand Écuyer, à l'exercice de ses droits de nomination et de contrôle sur les divers agents chargés de l'organisation ou de la surveillance des courses. Cette abdication même nous porte à croire qu'il a entendu renoncer également, au profit des trois Sociétés, à l'exercice de son droit de régler, s'en remettant à l'initiative privée

du soin de prendre les dispositions les plus favorables au bon fonctionnement des courses ; mais, si les dites Sociétés demeurent libres de modifier à leur gré les règlements en vigueur, il ne faut point oublier que le Ministre, de son côté, n'a pu renoncer que momentanément à son droit ; il a toujours la faculté de substituer aux règles édictées par les Sociétés, si elles ne lui agréent point, telles dispositions qu'il lui conviendra d'adopter.

Ainsi, en définitive, l'arrêté ministériel du 16 mars 1866 consacre officiellement la tendance abstentionniste de l'Administration, que nous verrons bientôt renoncer à toute intervention en matière de courses de chevaux ; mais, toutefois, son droit de contrôle est expressément réservé. Ce sont bien les règlements des trois grandes Sociétés qui doivent être appliqués, le Ministre les ayant revêtus de son autorité, mais ce sont des fonctionnaires délégués du Grand Écuyer, délégué lui-même du Ministre, qui sont chargés d'en assurer l'exécution.

§ II.

Disparition de la juridiction administrative.

Nous pensons qu'il en fut ainsi jusqu'en 1870 ; à cette époque, un événement important vint bouleverser le fonctionnement des courses de chevaux tel que nous venons de le voir organisé : la disparition du Grand Écuyer, avec la chute de l'Empire⁽¹⁾. Le 4 septembre 1870 cette charge fut supprimée, et

(1) Sous l'Empire, en effet, une véritable révolution avait été faite dans le service des Haras, par suite de son transfert, du Ministère des Travaux pu-

cette suppression devait avoir pour conséquence de livrer les Sociétés de courses à elles-mêmes : depuis cette époque, elles nomment, effectivement, les commissaires des courses, sans aucune intervention de l'autorité administrative.

Conséquence. — Tant que les commissaires des courses ont été, directement ou indirectement, les délégués du Ministre, on pouvait soutenir, comme nous l'avons fait, que la compétence administrative subsistait avec les attributions de juridiction contentieuse réservées au préfet, sauf le recours devant le Conseil d'État, mais, depuis que les Sociétés de courses élaborent seules leurs règlements et nomment directement les commissaires chargés de leur exécution, sans contrôle, grâce au désintéressement de l'Administration, la situation légale résultant de cet état de fait est extrêmement délicate à préciser :

Nous ne croyons pas que la situation ait changé au point de vue juridique ; la disparition du Grand Écuyer n'a pu avoir pour effet, comme on le dit quelquefois ⁽¹⁾, de rendre caduques les dispositions de l'arrêté de 1866 ; la charge a été supprimée, mais, en réalité, le titre seul a été modifié, la fonction est demeurée : les attributions du Grand Écuyer ont été dévolues en 1870 à un autre personnage, l'Inspecteur général des Haras, d'abord, puis le Directeur de l'Administration des haras de-

blics et de l'Agriculture, au Ministère d'État ; cette simple mutation faisait, en effet, d'une administration nationale une branche de la Maison de l'Empereur, dont l'écurie privée se trouvait substituée à une institution d'utilité générale ; les réclamations étaient telles, qu'après les événements de 1870 une réforme était imminente (Béquet, *op. cit.* v^o Bêtes, n^o 42).

(1) Voy. la note de L. Michoud, Sirey. 1892. 2. 297, et la note de P. Dupuich, Dalloz 1892. 2. 97.

puis la loi du 29 mai 1874; ⁽¹⁾ et, du nombre de ces attributions est le droit de nommer les commissaires ou de déléguer ce soin aux Sociétés de courses. On peut donc, encore aujourd'hui, envisager, en droit, la nomination des commissaires faite directement par les Sociétés, comme le résultat d'une délégation tacite du fonctionnaire ayant la haute direction des Haras, ce qui aurait pour conséquence de maintenir la compétence administrative telle que nous l'avons définie. La plupart des auteurs du moins l'admettent et se contentent de paraphraser le texte de l'arrêté de 1866, en substituant le titre de Directeur des Haras à celui de Grand Écuyer ⁽²⁾. Cependant l'intervention de la juridiction administrative ne pourrait s'expliquer qu'autant qu'il s'agirait de courses organisées par l'Administration ; or, en fait, il n'en existe plus, et la situation de fait est loin d'être simple.

§ III.

Initiative privée des Sociétés de courses.

L'Administration s'étant complètement désintéressée depuis 1870 de l'organisation et du fonctionnement des courses de

(1) Il est à remarquer, en effet, que le titre de Grand Écuyer avait été institué par l'Empire pour désigner le chef suprême des Haras ; les diverses ordonnances rendues sous la Restauration, (28 mai-9 juin 1822, 16 janvier 22 mars 1825, 13 mai 1829), avaient institué un directeur des Haras et de l'Agriculture, ayant les mêmes fonctions, que ce Grand Écuyer (Béquet, *op. cit.* v^o Bêtes, n^o 39).

L'arrêté ministériel du 30 janvier 1862 abrogé en 1866 confiait au Directeur des Haras les attributions conférées au Grand Écuyer en matière de courses.

(2) Voy. Béquet, *op. cit.*, n^o 244.

chevaux, les Sociétés y ont pourvu à sa place et elles ont créé un *modus vivendi* généralement accepté ; elles ont élaboré des statuts que nous avons reproduits ⁽¹⁾, auxquels doivent se soumettre tous ceux qui prennent part aux courses organisées par elles s'ils ne veulent renoncer à faire courir ; et ces statuts, en ce qui concerne les attributions des commissaires des courses, reproduisent les prescriptions édictées naguère par les arrêtés ministériels.

Aux termes de l'article 76 du Code des courses élaboré par la Société d'Encouragement :

« Toutes les réclamations ou contestations auxquelles les courses peuvent donner lieu, sont jugées par les commissaires ; leurs décisions sont sans appel. »

Une clause identique est insérée au Code des Steeple-Chases (article 63) et au Code des courses au trot (article 7) qui régissent les épreuves organisées par les autres Sociétés.

Quelle est la valeur d'une telle clause et quel en est le fondement juridique ?

Avant de procéder à l'examen de cette question, une observation préalable est nécessaire :

Les Sociétés de courses, telles qu'elles sont organisées actuellement, sont des sociétés purement privées ; la jurisprudence leur reconnaît presque unanimement ce caractère. Maîtres de leurs hippodromes, elles ont la libre réglementation et la police de leurs champs de courses ; aussi, abstraction faite des épreuves qui pourraient être organisées par l'Administration, les courses actuelles n'ont-elles rien d'officiel ; les

(1) Voy. *suprà*, chap. I, Section III et Codes des courses annexes.

Sociétés qui les organisent ne sauraient, dès lors, prétendre à une délégation même tacite de l'autorité publique ⁽¹⁾.

(1) Ce caractère leur a été définitivement reconnu par une décision de la Cour d'appel de Paris rendue le 3 juin 1890, en ce qui concerne la plus puissante des trois Sociétés, la *Société d'Encouragement*.

Il s'agissait de savoir si le bulletin dit officiel de cette Société avait un caractère public, et devait dès lors être ouvert à toutes les sociétés soumises au Code des courses élaboré par elle auquel se réfère l'arrêté du 14 mars 1866.

La Cour a décidé que la Société d'Encouragement est maîtresse d'agréer ou de refuser dans son « *Bulletin officiel* » des documents qui lui sont présentés par des particuliers. — En vain prétendrait-on qu'elle y est obligée à raison des dispositions de l'arrêté ministériel du 16 mars 1866 qui a soumis les courses aux codes rédigés par la Société d'Encouragement, ledit arrêté n'ayant pas investi cette Société d'une délégation officielle à l'effet d'exercer en matière de courses un véritable pouvoir réglementaire et la Société étant, par suite, toujours restée maîtresse aussi bien de son règlement que de la rédaction et de la publication de son journal. (Cour de Paris 1^{re} chambre, président M. Périvier, 3 juin 1890, *Gazette du Palais*, 1890, 1. 761).

Cette décision confirmait celle rendue par le Tribunal de la Seine le 9 décembre 1889 dont le jugement très motivé précise la situation faite aux Sociétés de courses par l'arrêté de 1866.

Voici les termes de ce jugement :

Trib. civ. de la Seine, 1^{re} chambre, président M. Thureau, audience du 9 décembre 1889. (*Journal Le Droit* des 9, 10 décembre 1889).

Société hippique d'Encouragement c. Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France.

Le Tribunal :

Attendu que la société civile, dite Société hippique d'Encouragement, ayant projeté de donner sur l'hippodrome de Colombes trois réunions pour des courses plates au galop aux dates des 29 mai, 25 juin et 29 juillet 1889, a demandé l'insertion de ses programmes dans le « *Bulletin officiel des courses de chevaux* ».

Attendu que cette insertion pouvait paraître nécessaire pour que les courses eussent lieu ; qu'en effet, aux termes de l'arrêté ministériel du 16 mars 1866, les hippodromes se trouvent régis, pour les courses plates, par le règlement de la Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France, qui porte en son article 2 § 3 modifié en 1887 :

« Est disqualifié et incapable de courir partout où le présent règlement est en vigueur, tout cheval ayant couru en France dans une réunion publique dont le programme n'a pas été publié au *Bulletin officiel* » ; qu'il est ajouté

Nous croyons donc devoir écarter immédiatement et abso-

que cette insertion n'aura lieu que moyennant certaines justifications qui doivent être faites à la satisfaction du Comité de la Société d'Encouragement.

Attendu que nonobstant les productions faites par la Société hippique à l'appui de sa demande, et même une sommation faite par acte extra-judiciaire en date du 4 avril 1889, l'insertion a été refusée ;

Que les président et membres de la Société hippique ont assigné Madelaine, en qualité de gérant du *Bulletin officiel*, ainsi que le comte de Kergorlay et de Salvete, en qualité de commissaires de la Société d'Encouragement sous le patronage de laquelle est publié le susdit bulletin, pour voir dire : 1^o que Madelaine serait tenu d'insérer les programmes à peine de 100 fr. par jour de retard ; 2^o que tous les défenseurs devraient solidairement payer à la Société hippique 100.000 francs de dommages-intérêts ;

Attendu que le journal dont Madelaine est le gérant a été fondé en 1842 par l'initiative purement privée et sous les auspices de la Société d'Encouragement ; que, malgré sa qualification de « *Bulletin officiel* », il n'a jamais été aux mains de l'Administration ; qu'aucun acte directement émané de l'autorité publique n'a réglementé sa rédaction ni prescrit l'insertion dans ses colonnes d'aucun document public ou privé ; qu'il est donc resté indépendant de toute action gouvernementale, et soumis uniquement aux dispositions légales communes à tous les journaux ;

Attendu que ces organes de publicité sont libres d'agréer ou de refuser l'insertion des documents qui leur sont présentés par les particuliers sauf certains cas spécialement déterminés par les lois sur la presse ;

Attendu que les demandeurs ne se prévalent d'aucune disposition empruntée à cette législation spéciale ; mais qu'ils prétendent que l'arrêté ministériel précité du 16 mars 1866, qui a soumis les courses au Code rédigé par la Société d'Encouragement, a investi cette Société d'une véritable délégation officielle et d'un pouvoir réglementaire ; que lorsqu'en 1887 elle a modifié ce Code et exigé l'insertion des programmes au Bulletin comme condition essentielle de la régularité des courses, elle a enlevé à ce journal son caractère de publication privée, et qu'elle ne peut plus, dès lors, sans porter une véritable atteinte à la liberté de l'industrie, refuser arbitrairement, et sans rendre compte de ses motifs les insertions qui lui sont demandées ;

Attendu que si la Société d'Encouragement était devenue, ainsi qu'il vient d'être allégué, le délégué de l'Administration et se trouvait chargée d'un service public, les modifications qu'elle a pu apporter au Code des courses et le refus qu'elle a opposé à la Société hippique seraient de véritables actes administratifs ; qu'en conséquence le tribunal devrait se reconnaître incompétent pour interpréter ce règlement et pour reviser ce refus ;

lument une opinion contraire qui s'est manifestée dans la juris-

Attendu que la Société défenderesse conteste absolument qu'elle ait été investie d'un caractère public et qu'elle ait agi autrement que comme personne privée ;

Attendu qu'il appartient à la juridiction civile saisie de l'appréciation des actes d'une partie, de rechercher et de constater en quelle qualité cette partie a agi ;

Attendu que des termes précis de l'arrêté du 16 mars 1866, il appert que le Ministre, au lieu d'édicter lui-même une réglementation pour les courses de chevaux, s'est purement et simplement approprié le règlement de la Société d'Encouragement ; que ce document qui ne devait jusque-là son autorité qu'à la compétence reconnue et à l'ascendant volontairement accepté de la Société qui l'avait rédigé, a acquis ainsi le caractère d'un règlement général auquel se trouvaient soumises, même sans y avoir expressément adhéré, toutes les courses autorisées par le Gouvernement ;

Mais attendu que la Société d'Encouragement est restée étrangère à ce fait du prince ; qu'il n'apparaît point qu'elle ait sollicité ni accepté aucune délégation de l'autorité administrative, et qu'elle ait renoncé expressément ou tacitement au droit qu'elle avait de modifier son règlement et de disposer de son bulletin ;

Attendu que l'arrêté précité n'aurait pu lui imposer cette délégation sans qu'elle y consentit ; qu'il n'y a donc pas lieu de recourir à l'autorité administrative pour interpréter cet acte et dire si le Ministre a entendu lui donner la portée que lui prête la Société hippique ;

Attendu que l'intervention de la Société d'Encouragement dans les courses autres que celles qu'elle organise directement est demeurée purement officielle ; qu'elle ne s'est en aucune circonstance substituée au Gouvernement pour la distribution des prix fournis sur les fonds de son budget ; que le versement du montant de quelques-uns de ces prix dans sa caisse, pour être ensuite par elle remis aux gagnants, est un simple acte de complaisance, un mandat spécial et gratuit qui ne transforme point le mandataire en agent du Gouvernement ;

Attendu que, lorsque la Société d'Encouragement a publié le texte du Code des courses avec les modifications que son Comité avait cru devoir y apporter, elle n'a point visé l'arrêté ministériel, et ne s'en est aucunement prévalu pour attribuer à son travail une force obligatoire pour tous ; qu'elle a au contraire maintenu en tête de ce document cette simple mention que « le Code des courses régit toutes les courses pour lesquelles il aura été adopté » ;

Attendu que la réglementation nouvelle introduite par le paragraphe 3 de l'article 2 n'a rien d'abusif, alors que la Société d'Encouragement l'impose à ses

prudence et qui considère encore les commissaires comme des représentants officiels de l'Administration ⁽¹⁾.

Nous ne croyons point pouvoir admettre, comme le font les partisans de cette doctrine, que l'arrêté de 1866 ait eu pour résultat de transférer aux commissaires, délégués de l'ex-Grand Écuyer, tous les pouvoirs de juridiction contentieuse exercés antérieurement par le préfet ; nous pensons au contraire que cet arrêté n'a entendu créer en la personne de ces commissaires

seuls adhérents, et la propose simplement comme modèle aux Sociétés qui veulent s'y soumettre ;

Qu'il n'appartient pas au tribunal d'apprécier les critiques que cette mesure restrictive a provoquées, mais uniquement de constater que la Société d'Encouragement l'a prise dans la limite des droits qu'elle a sur son règlement et sur son bulletin ;

Attendu que, si l'exercice de ces droits crée une entrave pour certaines entreprises de courses auxquelles la Société d'Encouragement refuse la publicité de son bulletin, ce n'est point par le fait de cette Société qui reste maîtresse de cette publication, mais indirectement et par l'effet de l'arrêté ministériel du 16 mars 1866 qui, en s'appropriant le Code des courses, l'a rendu obligatoire pour tous et a ainsi généralisé les effets des prohibitions qu'il peut contenir ;

Attendu que les défenseurs ne sauraient être responsables de ce préjudice indirect ; que pour le faire cesser, s'il y a lieu, la Société hippique doit s'adresser non à la Société d'Encouragement mais à l'autorité administrative, qui, seule, peut dire : 1^o si en donnant la force obligatoire au Code des courses tel qu'il existait en 1866, elle a entendu donner la même force aux modifications que la Société y apporterait ultérieurement ; 2^o si, en raison des inconvénients qu'entraînerait la généralisation de telle ou telle des dispositions de ce Code, il y aurait lieu de retirer, soit à cette disposition, soit à ce Code lui-même la force obligatoire qui lui a été attribuée par l'arrêté précité ;

Par ces motifs,

Déclare la Société hippique d'Encouragement mal fondée en ses demandes, fins et conclusions l'en déboute.

(1) Voy. Jugement du Trib. civ. de Limoges, 27 juin 1895. *Gazette du Palais*, 1895. 2. 175 ; voy. dans le même sens : Jugement du Trib. civ. de Lille, 15 décembre 1887. *Gazette du Palais*, 1888, 2. *Suppl.* p. 12.

que des juges provisoires statuant sous l'autorité et le contrôle de ce dernier ⁽¹⁾.

Mais l'Administration ayant cessé d'organiser des courses officielles n'a plus aucun pouvoir à déléguer, ni expressément, ni tacitement ; l'on ne comprendrait point, en effet, l'intervention du préfet pour statuer sur des difficultés survenues entre simples particuliers. C'est donc à tort, selon nous, que l'on envisage comme une délégation tacite des pouvoirs publics la compétence attribuée aux commissaires des courses par les statuts des Sociétés qui les nomment ⁽²⁾.

§ IV.

Conséquences du caractère privé des Sociétés.

1° *Juridiction conventionnelle des commissaires des courses.*

Il faut admettre comme une conséquence du caractère privé des Sociétés que les statuts élaborés par elles ne s'imposent point de la même façon qu'un règlement émané de l'autorité publique ; ces statuts ne peuvent avoir de valeur qu'autant qu'ils ont été librement acceptés ; il se forme, en effet, entre la Société qui les a édictés et ceux qui les adoptent, une véritable convention synallagmatique qui désormais fait la loi des parties.

La juridiction exercée par les commissaires des courses, en vertu de l'article ci-dessus rapporté des statuts, nous apparaît donc comme une juridiction conventionnelle résultant d'une véritable clause compromissoire.

(1) Voy. *suprà*, p. 407 et suiv.

(2) Jugement du Trib. civ. de Limoges précité.

Clause compromissoire. — Une semblable clause est-elle licite ?

Le droit de renoncer à la juridiction de droit commun pour se soumettre à une juridiction d'élection n'est pas douteux ; il est d'ailleurs formellement consacré par les dispositions de la loi qui organisent l'*Arbitrage* ⁽¹⁾ ; il dépend donc de la volonté des parties de s'en remettre conventionnellement à la décision d'arbitres désignés par elles ; et, bien que la sentence arbitrale soit en principe susceptible de recours ⁽²⁾, elles ont encore le droit de renoncer à l'appel.

Il importe seulement de remarquer, dès à présent, que le principe général de notre législation étant que les parties doivent porter leurs différends devant les tribunaux organisés, ce n'est que par exception qu'elles sont autorisées à recourir à une juridiction conventionnelle.

Il résulte tout d'abord de cette constatation, que les parties devront manifester leur intention, sinon en termes exprès, du moins d'une façon claire et évidente car, dans le doute, il faudrait revenir au droit commun.

A cet égard, la clause des statuts dont nous nous occupons contient une manifestation de volonté suffisamment explicite. Certaines décisions judiciaires en ont conclu que l'acceptation de cette clause avait pour effet de conférer aux commissaires des courses les pouvoirs les plus étendus ; et, se basant sur la convention intervenue, elles ont considéré comme un véritable jugement arbitral la sentence rendue par les commissaires et en ont admis sans réserves la validité.

(1) Code de procédure civile livre 3^e, art. 1003 et suiv.

(2) *Ibid*, art. 1023.

D'après cette jurisprudence, celui qui engage un cheval dans une course se soumet nécessairement à toutes les conditions imposées par le règlement des courses, lequel constitue la loi des parties qui l'ont accepté : il se forme entre les personnes qui prennent part à la course un contrat tacite, d'après lequel chacune d'elles s'en rapporte à l'arbitrage de la commission des courses ; en conséquence, il n'appartient pas aux tribunaux de reviser les décisions rendues souverainement par la commission ⁽¹⁾.

Mais, pour aboutir à cette solution, il faut admettre que la volonté seule des parties suffit pour instituer valablement une juridiction arbitrale, et c'est là une erreur de droit. Une telle opinion ne peut se soutenir en présence des dispositions mêmes du Code de procédure civile qui, en autorisant l'arbitrage dans certains cas, déterminent rigoureusement les conditions auxquelles sont subordonnés les pouvoirs des arbitres, conditions dont l'observation s'impose en effet aux parties, par suite du caractère exceptionnel de la juridiction arbitrale que nous avons déjà indiqué.

La raison en est que la décision rendue par une juridiction

(1) Trib. civ. d'Avignon, 8 mai 1884 (De Primonte c. Société hippique de Cavaillon) *Gazette du Palais*, 1884. 2. 233 ; *Journal Le Droit*, 8 juin 1884. — Trib. civ. de Lyon, 4 mai 1886 (Ronson c. Devel) *Gazette du Palais*, 1886, 2 p. 644. *Pandectes françaises*, 1886. 2. 240. *Moniteur judiciaire* de Lyon, 28 mai 1886. Dalloz, *Répertoire suppl.* v^o Arbitrage, n^o 50. — Trib. civ. de Lille, 15 décembre 1887 (Deguisnes c. Wediez et Reintz) *Gazette du Palais*, 1888. 2. suppl. p. 42 ; *Journal Le Droit*, 31 mai 1888. — Trib. civ. de Sidi-bel-Abbès, 1^{er} mai 1894 *Gazette du Palais*, 1894. 4. 707. Adde : *Gazette du Palais*, tables 1882-87, v^o Courses de chevaux n^{os} 1 et suiv. : Labori, *Répertoire encycl. du droit français*, v^o Courses de chevaux n^{os} 18 et suiv. ; Trib. civ. de Limoges, 27 juin 1895, *Gazette du Palais*, 1895. 2. 175 et sur appel, Cour de Limoges, 23 décembre 1895. *Gazette du Palais*, 1896. 2. 129.

exceptionnellement appelée à statuer, ne saurait présenter, dans aucun cas, pour les parties qui s'y soumettent, les mêmes garanties de justice et d'équité qu'une décision émanant d'un tribunal régulier ; aussi le législateur a-t-il cru devoir régler étroitement l'exercice des attributions conférées par la convention aux juges d'exception ; il a établi à cet effet les règles édictées dans l'article 1006 du Code de procédure : il a exigé que les pouvoirs des arbitres fussent délimités dans le compromis par l'indication de l'objet du litige, et que ces arbitres eux-mêmes y fussent nommément désignés ; de cette façon, les parties peuvent s'engager en connaissance de cause ; les conditions énumérées dans l'article 1006 sont destinées à les prémunir contre le danger d'acquiescer par avance à la solution de contestations éventuelles en ratifiant le choix des juges sans connaître au moment de la convention ni leur honorabilité ni leur capacité ; ces conditions sont prescrites à peine de nullité (1).

La jurisprudence, après avoir admis la validité de la clause compromissoire contraire à ces prescriptions, en prononce aujourd'hui d'une manière constante la nullité (2).

(1) Voy. *Répertoire gén. alph. du droit français*, v^o Arbitrage, n. 320.

(2) Cassation, 10 juillet 1843, Sirey, 1843. 4. 562. — Cass. 2 décembre 1844, Sirey, 45. 1. 79 ; Dalloz, 45. 1. 40. — Cass. 22 mars 1880, Sirey, 1881. 1. 40. — Limoges, 24 novembre 1832, Sirey, 1833. 2. III ; 5 janvier 1839, Sirey, 1839. 2. 228. — Nîmes, 16 mars 1842, Sirey, 1842. 2. 303. — Paris, 9 janvier 1843, Sirey, 1843. 2. 62. — Douai, 30 août 1843, Sirey, 1843. 2. 488. Dalloz, *Répertoire*, v^o Arbitrage, n. 454. — Lyon, 9 juin 1840, Sirey, 1841. 2. 341. — Paris, 31 janvier 1843, Sirey, 1843. 2. 62. — Metz, 31 août 1843, Sirey 1844. 2. 317. — Grenoble, 14 novembre 1843, Sirey, 1844. 2. 58. — Rouen, 4 décembre 1843, Sirey, 1844. 2. 58. — Caen, 20 avril 1844, Sirey, 1844. 2. 318. — Agen, 17 décembre 1844, Dalloz, 1845. 4. 27, n^o 7. — Colmar, 28 novembre 1849, Sirey, 1851. 2. 331. — Paris, 23 juillet 1852,

Nullité de la clause compromissaire. — Or, si l'on examine à ce point de vue la clause d'où l'on prétend faire découler la juridiction arbitrale des commissaires des courses dans les règlements en vigueur, on est amené à constater que cette clause ne contient qu'une indication vague et générale, attribuant compétence aux dits commissaires au sujet de toutes les contestations, sans préciser aucune des difficultés innombrables et de toute nature qui peuvent se présenter, et qu'elle désigne imparfaitement les arbitres en déclarant que des commissaires qui ne sont même point dénommés avant la course rempliront ces fonctions.

C'est l'opinion admise par la Cour de cassation, dans une espèce absolument identique à celle des courses de chevaux, où il s'agissait d'interpréter la clause compromissaire insérée au règlement d'une course de régates ⁽¹⁾.

Dalloz, 1854. 2. 102; Cassation 24 mai 1860, Dalloz, 1860. 1. 243. — Cass. req., 15 juillet 1879, Sirey, 1879. 1. 364. — Amiens, 10 juin 1881, Sirey, 1882. 2. 212, Dalloz, 1882. 2. 164. *Sic.* Boitard et Colmet Daage. *Leçons de procédure civile*, t. II, n° 1184. Dalloz, *Répertoire* v° Arbitrage. *Répertoire gén. alph. du droit français*, v° Arbitrage, n° 315 et suiv.

(1) Cassation req., 28 juin 1886 (Henu et Hargreaves c. Comité des régates internationales de Nice) *Gazette du Palais*, 1886, 2. 641.

Cette décision qui confirme un arrêt de la Cour d'Aix ci-après rapporté, peut se résumer de la manière suivante :

Le contrat par lequel une ville s'engage à décerner des prix aux vainqueurs de courses par elle organisées, imposant à chacune des parties des obligations réciproques, constitue non pas un contrat de bienfaisance, mais un contrat commutatif et à titre onéreux.

Par suite, une clause de ce contrat portant que les décisions du Comité des courses, sur la désignation des vainqueurs, seront définitives et sans appel, constitue non pas la condition licite que le donateur appose valablement à sa libéralité, mais une clause compromissaire, soumise aux prescriptions des articles 1003 et suivants du Code de procédure civile.

Une décision du Comité des courses ne saurait acquiescer, en pareil cas, l'au-

Au surplus, il faut remarquer que les décisions prises par les commissaires des courses de chevaux contre les proprié-

torité de la chose jugée, que si toutes les prescriptions desdits articles 1003 et suivants ont été remplies.

Adde : Aix, 18 décembre 1884 (Henu et Hargreaves c. Comité des régates internationales de Nice), *Gazette du Palais*, 1885, 1. 651.

Cour d'appel d'Aix (1^{re} ch.) 18 décembre 1884 président M. Bessat.

La compétence des tribunaux et leur organisation étant d'ordre public, il ne peut y être dérogé que dans les cas prévus et dans les conditions déterminées par la loi. A cet égard l'engagement implicite de se soumettre d'avance et sans appel aux décisions d'un comité (spécialement d'un comité de régates), d'accepter sa juridiction et de renoncer à celle des tribunaux, ne saurait être considéré comme désignation suffisante des arbitres et, par suite, ne peut tenir lieu de compromis régulier.

Et la note anonyme suivante sous cette décision :

« Nous éprouverions quelque hésitation à considérer comme contenant une désignation insuffisante du nom des arbitres et de l'objet du litige, l'engagement de s'en référer pleinement au jugement d'un comité de courses, pour le résultat de l'épreuve. Il a été souvent jugé qu'il n'est pas indispensable de faire connaître nominativement les personnes qu'on entend choisir pour arbitres : le compromis, notamment, qui désigne pour arbitres une chambre de notaires, satisfait suffisamment au vœu de la loi.

Paris, 14 janvier 1843 Sirey, 1845. 2. 196. Dalloz, 1844. 4. 30 ; *Journal du Palais*, 1843, 1. 231. *

« Cette jurisprudence est, suivant nous, parfaitement juridique, et se fonde sur l'intention présumée du législateur, qui voit avec faveur l'institution de l'arbitrage.

* Or, les concurrents, en se présentant au point de départ, et en prenant part à la course, se soumettent, d'avance, au règlement, connaissent les membres du comité qui seront chargés de statuer, et, par suite, acceptent leur décision, par le fait seul de leur engagement. De plus, il est entendu que toutes les contestations que pourront faire naître les péripéties de ladite course seront soumises aux commissaires, dont le nom et la personnalité sont connus de tous ; n'est-ce pas là une désignation suffisante, et de l'arbitre, et de l'objet du litige ?

« Dans tous les cas, aujourd'hui que les courses sont entrées dans les mœurs et se vulgarisent chaque jour davantage sous toutes les formes, il peut sembler dangereux d'en entraver l'essor en soumettant les juges et les concurrents à des obligations incompatibles avec le but même que les uns et les au-

taires ou les jockeys sont, le plus souvent, de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de ceux auxquels elles s'appliquent ; ce sont là des matières sur lesquelles on ne peut compromettre ⁽⁴⁾.

2° Compétence des tribunaux civils.

Les tribunaux civils ont le droit d'apprécier la validité de la clause compromissaire insérée aux règlements des Sociétés de

tres se proposent d'atteindre, sous peine de voir les tribunaux saisis des mille réclamations que font journellement entendre les concurrents moins favorisés par le sort. Il faudrait s'incliner devant la loi, si la loi était formelle, mais le doute est permis. »

Dans une matière analogue, celle des sociétés de secours mutuels, dont les statuts confèrent également, soit à des comités, soit à l'assemblée générale, des pouvoirs très étendus relativement aux décisions à prendre à l'égard des membres des dites sociétés, comme, par exemple, de prononcer en dernier ressort leur exclusion ou leur suspension, la même opinion que celle que nous soutenons a prévalu.

Malgré quelques divergences basées sur la convention des parties (conf. Montpellier 25 février 1888, Sirey, 1890. 2. 76. — Bordeaux, 22 février 1889, (Sirey, 1890. 2. 150, *Journal du Palais*, 1889. 1. 849), la jurisprudence a annulé la clause des statuts comme compromissaire par dérogation à l'article 1006 de Code de procédure et a admis la compétence exclusive des tribunaux civils pour examiner le litige, conformément au droit commun.

Toulouse, 14 janvier 1889, Sirey, 1890. 2. 231 et la note ; Dalloz, 1890. 2. 135. — Rennes, 30 octobre 1889, Sirey, 1891. 1. 41. — Agen, 12 mars 1891, Sirey, 1891. 2. 216. — Rouen, 24 mai 1891, Sirey, 1892. 2. 20.

La Cour de cassation précise davantage encore le principe de la matière, en déclarant que les tribunaux sont compétents pour examiner, « par interprétation des clauses des statuts, » si l'exclusion d'un membre d'une société de secours mutuels a été, ou non, régulièrement prononcée.

Cassation req., 25 mars 1891 (Gobin c. Société de secours mutuels de Couéron). Sirey, 1891. 1. 164 ; Dalloz, 1891. 1. 544.

(4) En ce sens arrêt de la Cour de Pau du 28 décembre 1891. Sirey, 1892. 2. 297 et la note.

courses et d'annuler les décisions des commissaires, par application des dispositions du Code de procédure. Mais, la nullité prononcée, quelle doit être la solution donnée au litige pendant entre les parties ?

L'annulation de la décision, en effet, ne donnera point satisfaction aux intéressés ; les propriétaires ou les jockeys qui auront été l'objet de mesures injustement prises contre eux, à raison de prétendues irrégularités commises, seront, le plus souvent, désireux de faire proclamer par la justice leur loyauté mise en cause, après examen et appréciation des faits litigieux ; la question se pose donc de savoir si les juges civils pourront examiner le fond du débat.

En précisant les attributions des commissaires, nous avons eu l'occasion de constater que leurs fonctions avaient un double objet : prendre des dispositions réglementaires pour assurer le fonctionnement et la police des courses, statuer sur les difficultés qui naissent à leur occasion.

En ce qui concerne l'application des dispositions réglementaires par eux édictées, le caractère privé de l'institution nous porte à croire que l'autorité des commissaires, dans cet ordre d'idées, est absolue : le règlement fait la loi des parties qui l'ont accepté ; aucun tribunal ne serait compétent pour apprécier la décision prise dans la limite des statuts ⁽¹⁾.

Quant aux difficultés dont l'examen leur est confié, elles rentrent dans les attributions contentieuses qui constituent la clause compromissoire. Nous avons écarté pour résoudre les contestations de cette nature, d'une part, la compétence

(1) Voy. notamment en ce sens, Trib. civ. Seine, 17 juillet 1894. *Gazette du Palais* 1894, 2. 224.

administrative, les courses n'ayant plus actuellement de caractère officiel et, d'autre part, la compétence attribuée aux commissaires par une clause dont nous contestons la validité ; c'est donc à cet égard surtout qu'il convient de préciser le droit d'appréciation des tribunaux civils et la mesure dans laquelle il pourra s'exercer :

Deux principes d'ordre général s'imposent avant toute discussion :

Il faut admettre d'abord que la circonstance qu'un tribunal aurait prononcé la nullité de la clause compromissaire insérée aux statuts n'en vicierait en aucune façon les autres dispositions ; la conséquence que nous en tirons, c'est que cette nullité n'a point empêché la convention de se former entre la Société qui a élaboré le règlement et les personnes qui l'ont accepté, convention tacite qui a pu résulter du seul engagement de prendre part à la course. Ce principe n'est contesté par personne, en ce qui concerne l'application des règles générales de l'arbitrage, et il est admis, plus spécialement en notre matière, par la jurisprudence :

Le second principe sur lequel il ne saurait y avoir doute, c'est que cette convention fait la loi des parties. C'est donc au règlement qu'il faudra recourir pour trancher les difficultés de toute nature, qu'elles soient relatives à l'allocation des prix et aux contestations qu'elle soulève entre les concurrents, ou bien à l'application des pénalités prévues pour les cas de fraude ou d'irrégularité, pénalités qui intéressent toujours gravement l'honneur et la considération.

Il convient déjà de signaler une mesure que les tribunaux seront impuissants à faire rapporter, c'est l'exclusion temporaire ou définitive des hippodromes prononcée pour l'avenir.

Comme nous l'avons remarqué, en effet, les Sociétés, ayant un caractère privé, sont maîtresses de leur champ de courses et peuvent en écarter les personnes qui ne leur agréent point : la convention qui intervient au moment de l'engagement ne peut se former que du consentement réciproque des parties ; les tribunaux n'ont aucune action sur ce consentement, leur droit d'intervention ne peut exister que pour l'interprétation ou l'application de la convention déjà née.

Leur rôle est dès lors facile à dégager, il suffit, pour cela, de se rappeler les principes généraux du droit : ils auront à apprécier les conditions adoptées par les parties en cause, et à rechercher si ces conditions ont été rigoureusement observées de part et d'autre ; au cas d'inobservation du contrat, ils alloueront à celle des parties dont les droits auront été méconnus des dommages et intérêts.

Il est encore un point intéressant à élucider :

Contre qui sera prononcée la condamnation à des dommages et intérêts ? — Contre la Société, ou contre les commissaires des courses ?

Nous savons déjà que les commissaires des courses, par la nature même de leurs fonctions, sont chargés de représenter la Société qui les nomme dans ses rapports avec les personnes prenant part aux courses ; ils rendent compte de leur mission au Comité, ils sont, en d'autres termes, les mandataires de la Société et c'est en cette qualité qu'ils agissent. Ils reçoivent les engagements des chevaux ; c'est donc par leur entremise que se forme le contrat tacite qui lie la Société et les propriétaires, contrat qu'il s'agit de faire respecter.

Aussi, n'hésite-t-on pas à décider que c'est contre la Société et non contre les commissaires que doit être formée la de-

mande en dommages-intérêts et prononcée, s'il y a lieu, la condamnation pour inobservation du règlement.

Nous partageons cette manière de voir, en ce sens que nous estimons qu'il est rationnel d'appliquer à notre matière les règles du mandat.

Est-ce à dire que la responsabilité des commissaires des courses ne pourra jamais être engagée ? Elle pourrait résulter, par exemple, d'un fait personnel, tel qu'un délit ou un quasi-délit ⁽¹⁾.

L'opinion qui consacre l'irresponsabilité des commissaires a été admise en jurisprudence, par cette considération qu'un quasi-délit ne peut être la cause d'une obligation qu'en l'absence d'une convention, et que le contrat tacite intervenu entre le propriétaire qui engage son cheval et la Société dont les commissaires sont les mandataires ferait obstacle à l'application de l'article 1382, lequel suppose qu'il n'existe aucun lien contractuel.

Nous ne pouvons accepter une semblable doctrine formulée dans des termes aussi absolus. Sans doute, cette formule est exacte en droit ⁽²⁾ ; elle est en outre conforme au fait, puisque nous admettons l'existence de la convention et l'existence du mandat ; mais est-il moins exact d'en tirer comme conclusion que c'est précisément parce qu'il s'est formé une convention entre le propriétaire du cheval et la Société des courses, que c'est parce qu'un mandat a été donné par cette Société à des commissaires, qu'il n'existe aucun lien d'obligation entre le propriétaire, l'un des contractants, et la commission, manda-

(1) Code civil art. 1382-1383.

(2) Dalloz, *Répertoire*, v^o Obligation, n^o 684, et v^o Responsabilité, n^o 2 ; Aubry et Rau, *Cours du droit civil français*, 4^e édit. t. IV, § 446.

taire de l'autre ? Est-il moins exact, dès lors, de soutenir qu'en l'absence de ce lien ladite commission a pu s'obliger par son fait, délit ou quasi-délit ?

Ce sont bien les principes du mandat qu'il s'agit d'appliquer ici, mais ces principes conduisent-ils nécessairement à la solution admise par la jurisprudence ? Il est constant que, pour tout ce qui résulte de l'exécution du mandat, le demandeur n'a d'action que contre le mandant, c'est-à-dire ici la Société, et non contre le mandataire, c'est-à-dire ici la commission ⁽¹⁾. Seulement, cette règle qui décharge le mandataire de toute responsabilité comporte, il y faut prendre garde, une exception : c'est, aux termes de l'article 1907 du Code civil, dans le cas où le mandataire « s'y est personnellement soumis » ; et l'hypothèse la plus saillante n'est-elle point celle du délit ou du quasi-délit ? Dans ce cas, dit un arrêt récent de la Cour de cassation, le mandataire est tenu personnellement de réparer le dommage qu'il a causé par sa faute ⁽²⁾ ; et, ce n'est là que la consécration d'une très ancienne jurisprudence à laquelle la doctrine s'est associée ⁽³⁾.

Admettre les termes de la décision ci-dessus indiquée ce serait admettre qu'un mandataire, contrairement à ces principes, ne peut jamais être tenu personnellement, eût-il commis quelque lourde faute ; ce serait la négation de l'article 1997 du Code civil ; aussi, croyons-nous, qu'on ne peut conclure abso-

(1) Voy. Dalloz, *Répertoire*, v^o Mandat, nos 303 et suiv.

(2) Cassation civ., 25 juin 1889, Dalloz, 1890. 4. 151.

(3) Sourdat, *Traité de la Responsabilité*, t. II, n^o 908 ; Laurent, *Principes de droit civil*, t. XX, n^o 449 ; Dalloz, *Répertoire* v^o Responsabilité, n^o 52 et 90. Cassation req. 9 janvier 1833. Dalloz, *Répertoire* v^o Action possessoire, n^o 584 ; — Cassation civ. rejet., 5 novembre 1877. Dalloz, 1880. 4. 79.

lument, soit à la responsabilité de la Société, soit à celle des commissaires.

C'est une question de fait qu'il appartiendra au juge d'apprécier, que celle de savoir si la décision des commissaires, rendue en observation des règlements et dans les limites du mandat qu'ils tiennent de la Société, ne peut engager que celle-ci, ou si, au contraire, l'idée de mandat étant écartée par suite de la violation des dits règlements, les commissaires n'ont point commis quelque faute dont ils devraient personnellement la réparation.

Cette interprétation a été admise par le Tribunal de Pau qui a jugé que la convention qui existe sous forme de règlement entre la Société des courses et les propriétaires de chevaux ou leurs jockeys fait la loi des parties. Obligatoire pour elles toutes, elle doit notamment être respectée par les commissaires des courses. Par suite, ils sont en faute et engagent leur responsabilité, lorsque, contrairement à ce règlement, ils ouvrent une enquête et rendent une décision de blâme et d'avertissement au jockey et au propriétaire, décision constituant une véritable peine disciplinaire, alors que les délais sont expirés, qu'ils ont déjà réglé la course dont il s'agit, et qu'ils reconnaissent d'ailleurs ultérieurement dans une seconde décision, qu'il n'y a eu aucune preuve de manœuvre coupable. (Code civil art. 1134 et 1382) ⁽¹⁾.

(1) Trib. civ. de Pau, 11 juin 1891 (Lahens c. Commissaires des courses de Pau). Sirey, 1892, 2. 297 ; Dalloz 1892, 2. 97. *Pandectes françaises*. 1892, 2. 150.

Attendu que le tribunal n'est pas saisi de la question de savoir si des commissaires des courses ont qualité et pouvoir pour prononcer contre les propriétaires de chevaux des peines disciplinaires et pour rendre des décisions irrévocables et non susceptibles de recours ;

Bien que cette décision ait été réformée en appel par un arrêt de la cour de Pau du 28 décembre 1891 écartant, dans

Que Lahens leur concède qu'ils ont une juridiction conventionnelle résultant des termes des statuts qui régissent les courses ; mais qu'il dit que toute convention crée des devoirs réciproques,

et que si les commissaires ont agi contrairement à ces règles,

ils ont commis une faute qui engage leur responsabilité.

Attendu qu'à la course du Prix des Pavillons, les juges de la course qui étaient les commissaires eux-mêmes n'élevèrent aucune critique, et qu'au contraire ils rendirent définitive cette course en classant les chevaux et en allouant les prix ;

Attendu qu'on peut dire que les commissaires avaient, quant à cette course, épuisé leurs pouvoirs, car ils avaient tout réglé ;

Attendu, cependant, qu'après la course ils firent accueil à une plainte ;

Attendu que le règlement de la Société des Steeple-Chases de France est le code que la Société des courses de Pau a adopté ;

Attendu que l'article 37 de ce règlement fixe les délais dans lesquels les réclamations doivent être faites à peine de nullité ; et que le § 1^{er} de cet article porte « . . . avant la fin du pesage des cavaliers ayant pris part à la course » ;

Attendu qu'aucune réclamation ne fût faite avant la fin du pesage, et que, postérieurement, il n'en pouvait être fait aucune, à peine de nullité ;

Attendu, cependant, que, depuis la course, les commissaires ont accueilli une réclamation . . . qu'ils ont, par là, commis une infraction au règlement qui était leur loi, comme ils entendent qu'il fait la loi des autres ;

Attendu qu'ils ne peuvent prétendre qu'émanant d'un membre du Comité, la plainte pourrait être reçue, et qu'eux-mêmes pouvaient agir d'office en tout état de cause ; car, s'il en était ainsi, il faudrait qu'ils eussent le pouvoir de revenir sur la course, ce qui n'est pas ; qu'en effet les résultats de la course une fois proclamés, sont acquis irrévocablement ;

Attendu qu'il ne peut être méconnu que, pour leur décision du 30 janvier les commissaires des courses s'étaient départis des règles de procédure posées dans leur propre code, et que, de plus, ils avaient frappé d'un blâme Lahens et son jockey, tout en reconnaissant qu'il n'y avait pas preuve d'irrégularité ni de fraude ;

Attendu qu'il était de simple bon sens que cette décision, si irrégulièrement

l'espèce, la responsabilité des commissaires des courses qui avaient agi comme simples mandataires de la Société, la Cour a, du moins, maintenu formellement le principe de l'existence

et si négligemment qu'elle eût été rendue, fût définitive pour les juges qui l'avaient prononcée ;

Attendu qu'après la course du Grand prix de Pau, ces mêmes juges qui constatent que la course a été de tous points régulière de la part du jockey à qui il avait été donné, par Lahens, des instructions de tous points semblables à celles du 29 janvier, se saisissant de nouveau d'office du litige déjà par eux jugé, et, sans procéder à aucune nouvelle instruction, sans avertir Lahens et son jockey qu'ils veulent juger une seconde fois pour le même fait, rendent une sentence de disqualification qu'ils négligent même de faire notifier aux intéressés ;

Attendu qu'aucun article des statuts ne leur donnait le droit de se saisir une seconde fois de la connaissance d'un litige par eux déjà jugé ; qu'ils ne peuvent, du reste, être juges de revision de leurs propres sentences, ce qui serait contraire à toutes les règles de juridiction, et que, s'ils prétendent que leurs décisions ne doivent être susceptibles d'aucun recours, ils ne doivent pas être les premiers à méconnaître ce principe posé par eux, en appelant eux-mêmes de leur première décision, devant qui ? devant eux-mêmes ;

Attendu que, s'ils sont les gardiens du bon renom de leur hippodrome, les commissaires des courses le sont aussi de la considération et de la réputation des propriétaires de chevaux qui viennent se mettre sous leur protection ; que c'est donc avec la plus grande circonspection qu'ils doivent se prononcer sur les imputations de fraude qui peuvent être dirigées contre ces propriétaires ;

Attendu que les commissaires des courses de Pau ont manqué à cette circonspection à l'égard de Lahens et qu'ils ont été en faute ; ils ont été en faute en ne respectant pas eux-mêmes la convention qu'ils disent avoir existé entre eux et Lahens, en ce que, contrairement à cette convention, ils ont ouvert une instruction et rendu une décision après les délais ; ils ont été en faute en infligeant, sous forme d'avertissement, un blâme, tout en reconnaissant qu'il n'y avait aucune preuve de manœuvre coupable ; ils ont été en faute, en se faisant eux-mêmes, sans y être autorisés ni par la loi ni par la convention, des juges de revision de leur première sentence, qui, cependant, devait avoir pour eux le caractère de chose définitivement jugée.

Attendu que l'article 1382 Code civil.

d'un contrat synallagmatique intervenu entre la Société et le propriétaire, contrat dont la violation par les commissaires doit avoir pour conséquence d'engager la responsabilité de la Société qui leur a délégué ses pouvoirs ⁽¹⁾.

(1) Cour de Pau, 28 décembre 1891, (*Lamothe d'Incamps c. De Lahens*). Sirey, 1892. 2. 297 ; Dalloz 1892. 2. 97.

D'après les termes de cet arrêt. Les commissaires des courses, chargés par les règlements des Sociétés de courses de juger les contestations qui peuvent s'élever à leur occasion, ne peuvent être considérés comme des juges investis d'un pouvoir de juridiction même disciplinaire, la qualité de juges ne leur étant conférée par aucun texte, et ne pouvant en aucun cas résulter de conventions privées.

Bien que le règlement de la Société de courses soit accepté par les propriétaires, les commissaires ne peuvent pas davantage être considérés comme des arbitres, les articles 1004 et 1006 du Code de procédure civile exigeant, à peine de nullité, que le compromis énumère les difficultés sur lesquelles portera l'arbitrage, et que ces difficultés puissent faire l'objet d'un compromis (Code de procédure art. 1004, 1006).

Il se forme entre la Société de courses et le propriétaire qui fait courir, un véritable contrat synallagmatique, qui engendre des obligations réciproques, le propriétaire s'engageant à payer ses entrées et à observer strictement les clauses du règlement, et la Société s'obligeant à lui donner l'accès de l'hippodrome, à appliquer loyalement les dispositions de règlement et à lui décerner les prix qu'il aura mérités (Code civil, art. 1102.)

Si le propriétaire croit avoir à se plaindre d'une décision rendue par les commissaires, et spécialement d'une peine prononcée par eux (la disqualification à vie), il peut agir contre la Société dont les commissaires sont les représentants, et lui demander des dommages-intérêts, en invoquant la violation du contrat synallagmatique intervenu entre la Société et lui et les dispositions de l'article 1184 du Code civil.

Mais il ne peut baser son action sur l'article 1382, un quasi-délit n'étant une cause d'obligation qu'en l'absence d'une convention (Code civil, art. 1146 et suiv., art. 1382).

... Ni diriger son action contre les commissaires eux-mêmes, ceux-ci étant simplement les mandataires de la Société (Code civil art. 1382, 1992, 1998).

Vainement, pour actionner directement les commissaires en dommages-intérêts, le propriétaire prétendrait que, dans les sentences par eux rendues et par lesquelles ils l'avaient d'abord averti, puis disqualifié à vie, ils auraient violé : 1^o les règles de la chose jugée ; 2^o les droits de la défense ; 3^o le principe qui interdit aux juges de reviser leurs jugements ; les commissaires des

L'intervention des juges civils qui se déclarent compétents pour interpréter les règlements des Sociétés de courses et apprécier l'application qui en a été faite par les commissaires, amoindrit considérablement l'autorité des décisions rendues par ces derniers « sans appel ». Aussi les Sociétés, dans l'impossibilité de se soustraire d'une façon absolue à la juridiction de droit commun, ont-elles édicté contre les propriétaires récalcitrants qui refusent d'acquiescer aux sentences souveraines des commissaires, et, dans le but de les leur imposer indirectement, la peine rigoureuse de l'exclusion, pour l'avenir, de tous les hippodromes.

Cette mesure fait l'objet d'un article additionnel inséré dans les éditions les plus récentes du Code des courses (1).

courses n'exerçant aucun pouvoir juridictionnel, n'ont pu, par leurs sentences, porter atteinte à des principes qui ne s'imposent qu'aux juges.

En tous cas, le propriétaire ne saurait, alors qu'il ne demande pas la nullité des sentences rendues par les commissaires, et même qu'il y acquiesce, réclamer des dommages-intérêts en se fondant sur les fautes commises par les commissaires dans l'exercice de leur prétendue juridiction.

Adde: Trib. civ. de Caen, 4 décembre 1893, *Gazette des Tribunaux* du 29 décembre 1893.

(1) Code des courses de la Société d'Encouragement, édit. 1^{er} janvier 1899. Art. 77 *bis*. Toute personne qui aura refusé de se soumettre à la juridiction telle qu'elle est établie par les articles 76 et 77 du Code des courses, soit des commissaires, soit du Comité de la Société d'Encouragement, soit des autres autorités désignées au dernier paragraphe de l'article 77 ou qui n'exécutera pas leurs décisions, sera exclue de toutes les courses régies par ce Code.

Adde: Code des courses au trot, édit. 1^{er} janvier 1899, art. 8 *bis*. Annexes.

CHAPITRE III

OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX SOCIÉTÉS DE COURSES PAR LA LOI DU 2 JUIN 1891

Avant la loi du 2 juin 1891, les Sociétés de courses n'étaient soumises à aucune réglementation. Les décrets ou arrêtés ministériels dont les courses ont fait l'objet depuis leur création jusqu'à l'époque actuelle visent, en effet, presque exclusivement, l'organisation technique (fonctionnement des épreuves, allocation des prix de courses), sans soumettre à aucune surveillance les Sociétés qui exploitent les hippodromes où les courses ont lieu. Celles-ci pouvaient donc se former librement, s'organiser sans autorisation préalable et fonctionner sans aucun contrôle de l'Administration.

C'est ce que constate le Ministre de l'Agriculture, dans l'exposé des motifs de la loi nouvelle ⁽¹⁾.

(1) Séance du 12 mars 1891, *Débats parlementaires*, Chambre des députés, *Journal officiel*, 1891, p. 582.

SECTION I

Objet de la loi.

La liberté laissée aux Sociétés avait entraîné des abus et fait naître de graves inconvénients que le Ministre signalait à la Chambre des députés en ces termes :

« De nombreux champs de courses qui ne reçoivent pas de prix du Gouvernement ont pu s'ouvrir et s'exploiter sans approbation ni contrôle de l'Administration supérieure. La plupart des Sociétés qui exploitent ces hippodromes sont loin de consacrer exclusivement leurs ressources à l'œuvre d'intérêt général qui a servi de prétexte à leur création, et les courses qu'elles organisent n'ont aucune utilité réelle pour le perfectionnement de nos races de chevaux de trait et de guerre.

« Le nombre des journées de courses à Paris et dans la banlieue en est arrivé à atteindre le chiffre exorbitant de trois cent quinze en une seule année.

« C'est à cette situation qui a largement contribué au développement de la passion du jeu qu'il importe de mettre fin. »

D'autre part, le rapporteur de la loi, M. Riotteau déclarait qu'il avait été frappé des chiffres statistiques soumis à la commission ⁽¹⁾ ; il y a relevé, en effet, « que, pour cent-six réunions données en 1890, sur les hippodromes d'Auteuil, Longchamp et Vincennes, le chiffre moyen de paris, par tête, à été de

(1) *Débats parlementaires*, Chambre des députés, *Journ. off.*, 1894, p. 826.

quatre-vingt-dix francs au pesage et aux tribunes, et de sept francs sur la pelouse ; sur les hippodromes des courses dites suburbaines le nombre des réunions a été en 1890, de cent soixante-dix, et le chiffre moyen de paris, par tête, s'est élevé à cent cinquante-quatre francs au pesage et trente-deux francs sur la pelouse. »

Aussi l'honorable rapporteur, tout en constatant les services rendus à l'élevage par certaines Sociétés, ne craint-il point de dénoncer celles qui ne voient dans les courses qu'une exploitation industrielle (1).

« C'est ainsi, déclarait-il, qu'à côté des Sociétés fondées, soit à Paris, soit en province, soit même dans la banlieue, dans le but exclusif d'améliorer la race chevaline, et qui consacrent à cette œuvre l'intégralité de leurs ressources, sans profit personnel pour aucun de leurs membres, se sont constituées, sous le nom de Sociétés de courses, de véritables entreprises industrielles. Quelques-unes de ces entreprises n'ont vu surtout dans les courses de chevaux qu'un genre de spectacle, d'autant plus fructueux à exploiter qu'à l'intérêt de la course s'ajoute l'attrait puissant du jeu.

« Nous ne nions pas, ajoutait le rapporteur, qu'elles n'aient fait la part de l'élevage dans leurs bénéfices ; mais si, par ce côté, elles sont utiles à la race chevaline, on peut contester les services que sont susceptibles de lui rendre les épreuves organisées sur leurs hippodromes.

« Il est trop évident, que sur certains de ces hippodromes, la course n'est souvent que le prétexte. Le nombre des réunions a pris des proportions considérables.

(1) *Débats parlementaires*, Chambre des députés, *Journ. off.*, 1891, p. 582 et suiv.

« M. le Ministre de l'Agriculture estime avec raison que l'élevage n'est pas réellement intéressé à ce développement abusif des courses ; il y voit la cause principale de l'accroissement constant du nombre des parieurs et de la passion du jeu ; votre commission partage en grande majorité l'avis du Gouvernement. Elle estime, avec lui, qu'il importe de ne plus tolérer désormais que les courses de chevaux organisées exclusivement en vue de l'amélioration de la race chevaline, et de ne pas permettre aux Sociétés de courses de se transformer en entreprises industrielles. »

Le moyen de remédier à cet état de choses, nous le trouvons indiqué dans l'exposé des motifs de M. le Ministre de l'Agriculture (4).

« Pour arriver à ce but, il y a lieu : 1° de soumettre l'ouverture des champs de courses au régime de l'autorisation préalable ; 2° d'interdire aux Sociétés fondées en vue de la création et de l'exploitation d'un champ de courses, tout partage entre associés, ou toute attribution à des tiers, de bénéfices ou de gains, sous quelque forme que ce soit.

« A cet effet, toute Société de courses doit soumettre ses statuts sociaux à l'approbation du Ministre de l'Agriculture, qui rendra sa décision après avis du conseil supérieur des Haras. Ce conseil, composé des hommes les plus experts dans toutes les questions qui intéressent la race chevaline, est parfaitement placé pour reconnaître les services que telle Société de courses peut rendre à l'élevage, et pour apprécier si cette Société n'a en vue aucune spéculation financière. »

Enfin, pour s'assurer qu'elles se consacrent exclusivement

(4) *Débats parlementaires*, Chambre des députés, *Journ. off.*, 1891, p. 582 et suiv.

à l'amélioration de la race chevaline, le Ministre était d'avis qu'il y avait lieu de procéder à l'examen et au contrôle du budget annuel de chaque Société.

En conformité des vœux exprimés dans l'exposé de motifs et dans le rapport, fut voté et promulgué le 2 juin 1891 le texte de loi dont les dispositions sont ci-après rapportées :

Loi du 2 juin 1891.

Art. 1^{er}. — *Aucun champ de courses ne peut être ouvert sans l'autorisation du Ministre de l'Agriculture.*

Art. 2. — *Sont seules autorisées les courses de chevaux ayant pour but exclusif l'amélioration des races chevalines et organisées par des Sociétés dont les statuts sociaux auront été approuvés par le Ministre de l'Agriculture, après avis du conseil supérieur des Haras.*

Art. 3. — *Le budget annuel et les comptes de toute Société de courses sont soumis à l'approbation et au contrôle des Ministres de l'Agriculture et des Finances.*

§ I.

Nécessité d'une autorisation pour ouvrir un champ de courses.

Lorsqu'une Société veut ouvrir un champ de courses, cette Société fût-elle déjà créée et autorisée comme société hippique par le préfet du département dans lequel son action doit s'exercer, conformément à la jurisprudence administrative adoptée par le ministère de l'Agriculture pour les associations agricoles dont les Sociétés de courses font partie, elle doit

d'abord faire légitimer son existence en vue de son nouveau but par le Ministre de l'Agriculture ⁽¹⁾.

§ II.

Formalités et conditions de l'autorisation.

A sa demande elle devra joindre : 1° ses statuts, 2° la liste de ses membres, 3° un état ou bilan de ses ressources pécuniaires, lequel doit justifier que l'intérêt annuel des capitaux garantit son existence en permettant de couvrir les dépenses obligatoires (frais généraux et dépenses de matériel ou d'installation).

Cette demande, transmise au Ministre par l'intermédiaire du préfet qui donne son avis, est communiquée à l'Inspecteur général des Haras de la circonscription pour avoir son opinion, puis au conseil supérieur des Haras, sur le rapport duquel le Ministre statue par un arrêté qui est notifié au préfet du département, à l'inspecteur départemental, à l'inspecteur général de la circonscription et à la Société.

Pour obtenir l'autorisation d'ouvrir le champ de courses, la Société adresse au Ministre une autre demande, en y joignant : 1° une copie de l'arrêté qui a autorisé son existence, 2° un plan des lieux où elle se propose d'établir le champ de courses, 3° l'avis du conseil municipal de la commune où le champ de courses doit être établi ; 4° un état indiquant la nature des courses, ainsi que le montant des sommes que la Société se propose d'affecter pour les récompenses à décerner

(1) Voy. *Répertoire gén. alph. du droit français*, v° Courses de chevaux, nos 20 et suiv.

annuellement, 5° l'avis de l'inspecteur départemental des Haras, 6° enfin, s'il y a lieu, le chiffre des subventions promises par le conseil général du département et par le conseil municipal de la commune où le champ de courses doit être établi.

Ladite demande est transmise, comme la précédente, au Ministre par l'intermédiaire du préfet, et les mêmes formalités doivent être remplies. En outre, l'arrêté ministériel qui interviendra doit être notifié au maire de la commune du lieu de l'hippodrome.

Il nous semble qu'aucun doute ne peut exister, après la lecture des passages de l'exposé des motifs et du rapport que nous avons reproduits ⁽¹⁾, sur le sens et la portée des deux premiers articles de la loi de 1891.

Le Ministre ne pourrait donner son autorisation à une Société qui se proposerait de prélever sur ses recettes un bénéfice destiné à être réparti entre ses membres ; aussi la Société devra-t-elle insérer dans ses statuts une clause aux termes de laquelle toutes ses ressources, déduction faite des dépenses du matériel et du personnel nécessaires au fonctionnement du champ de courses et à la constitution d'un fonds normal de réserve, seront exclusivement affectées à la distribution de prix.

C'est là, en effet, une condition essentielle, *sine qua non*, de l'autorisation sollicitée ; le Ministre pourra donc exiger l'insertion de cette clause ; il pourrait, d'autre part, déterminer la mesure dans laquelle ces dépenses et ce fonds de réserve seront prélevés ; il pourrait également fixer, pour chaque Société, le nombre des journées de courses.

(1) Voy. *suprà* p. 138 et suiv.

Le texte de la loi, en effet, est très large à cet égard ; aucune restriction n'est apportée au droit d'autorisation du Ministre en dehors de l'obligation de prendre l'avis du conseil supérieur des Haras ; l'Administration pourra donc exiger des Sociétés de courses l'insertion dans leurs statuts de toutes les conditions qui lui paraîtraient nécessaires ou utiles pour assurer la sincérité du but exclusif qu'elles doivent nécessairement avoir en vue : l'amélioration de la race chevaline ; et les Sociétés qui ne se soumettraient point se verraient refuser l'autorisation d'ouvrir leur champ de courses ⁽¹⁾.

Tous ces points nous paraissent ressortir d'une façon incontestable du texte et des travaux préparatoires de la loi du 2 juin 1891 ⁽²⁾.

(1) Voy. dans le même sens, Laya, *Commentaire de la loi sur les courses de chevaux et les paris aux courses* (La loi du 2 juin 1891). *Lois nouvelles*, 1891, nos 44 et suiv.

(2) Néanmoins il paraît que si le principe de l'interdiction des bénéfices se dégage clairement de l'esprit de la loi, dans la pratique on laisse aux Sociétés de courses une trop grande latitude non pas pour violer directement le principe, mais pour le tourner si elles le veulent.

C'est ce qu'expliquait Monsieur Edmond Blanc, député, dans l'exposé des motifs du projet de loi par lui déposé sur le bureau de la Chambre le 21 novembre 1896 dans les termes suivants :

« Sous réserve en effet, de l'approbation toute platonique et du contrôle de leur budget annuel et de leurs comptes par les Ministres de l'Agriculture et des Finances, elles sont absolument maîtresses de disposer, comme elles l'entendent, de toutes leurs ressources autres que celles provenant du pari mutuel, en les distribuant en prix si elles le veulent, en les employant à des dépenses ou à des travaux qu'elles règlent à leur guise, ou bien encore en les accumulant dans des fonds de réserve qu'elles peuvent grossir indéfiniment.

« Cette situation anormale avait, depuis longtemps, ému un certain nombre de députés et, sur leur demande, l'honorable M. Viger, alors Ministre de l'Agriculture, avait pris l'engagement à la Chambre, l'année dernière, à la séance du 5 décembre, de nommer une commission chargée de l'étude des questions se rattachant à la situation financière des Sociétés de courses.

D'autre part, le Ministre n'aura point à s'immiscer dans la rédaction des programmes et dans tout ce qui concerne l'organisation, la réglementation et le fonctionnement technique

« M. Viger avait dit, en propres termes, à la tribune que cette commission aurait aussi pour mission « de rechercher s'il n'y a pas d'abus dans les prélèvements destinés aux fonds de réserve. »

« Cette commission a été nommée, en effet, et s'est réunie à plusieurs reprises, mais il paraît probable qu'on n'a pas suffisamment élargi, pour elle, les limites de sa compétence, puisque, à en juger par les seules notes officielles communiquées au public, elle ne s'est occupée jusqu'ici que de réglementer d'une façon très sévère les ressources provenant du pari mutuel, laissant aux Sociétés la même latitude que par le passé pour l'emploi de leurs ressources.

« Et pourtant il n'y avait aucune espèce de raison pour établir une distinction entre les différentes espèces de recettes qui ont toutes la même origine : l'argent du public.

« D'autre part, imposer aux Sociétés l'obligation de distribuer en prix ou primes, pendant la durée d'un exercice, toutes les recettes provenant du pari mutuel de l'exercice précédent, tout en les laissant maîtresses de disposer, comme elles l'entendent, des autres recettes, serait risquer de passer à côté du résultat que l'on veut obtenir.

« Les Sociétés ont, en effet, le moyen d'augmenter, de maintenir ou de diminuer par un simple jeu d'écritures la valeur des prix qu'elles distribuent, en affectant à ces prix l'intégralité des ressources du pari mutuel et en diminuant d'une somme égale le prélèvement qu'elles opèrent sur les ressources qui proviennent des entrées à la porte.

« Les Sociétés continuent donc, ainsi, à échapper au contrôle efficace que prescrit la loi, et les intérêts généraux de l'élevage national peuvent en souffrir.

« Il suffirait, pour remédier à cet état de choses, de prendre une série de mesures qui semblent ressortir de l'esprit et du texte même des règlements et de la loi :

« Imposer aux Sociétés l'obligation de tenir leurs statuts sociaux, leur budget annuel et leurs comptes à la disposition des intéressés et du public ;

« Limiter les fonds de réserve à une somme suffisante pour assurer, en cas de crise, le bon fonctionnement des courses ;

« Obliger les Sociétés à distribuer annuellement, en prix et primes aux éleveurs, l'excédent intégral des sommes dépassant les limites fixées pour la réserve.

des courses ; cela ne nous semble pas douteux, bien que le texte adopté ne rapporte point la disposition expresse du projet de loi : « Les Sociétés sont chargées de la police intérieure de leurs hippodromes et du contrôle des transactions et des contrats auxquels peuvent donner lieu les courses de chevaux. »

L'autorisation du Ministre est un acte de juridiction gracieuse. — La Loi n'a pas indiqué de sanction pour faire respecter les prescriptions qu'elle impose aux Sociétés, mais il est de toute évidence que l'autorisation qui peut être refusée avant tout fonctionnement de la Société de courses est essentiellement révocable, et pourrait être rapportée si la Société ne se conformait point strictement aux conditions qui lui ont été imposées par l'Administration.

Le droit d'autorisation étant à la discrétion du Ministre, la décision qui intervient sur la demande formée par une Société de courses constitue un acte d'administration pure. Les actes

« Telles sont les modifications, protectrices des intérêts généraux, qu'il semble nécessaire d'imposer aux Sociétés de courses, et dont le Ministre de l'Agriculture peut facilement assurer l'exécution, puisque la loi lui donne le droit d'accorder ou de refuser à ces Sociétés l'approbation de leurs comptes, et cet autre droit essentiel de ratifier leurs statuts.

« C'est dans cet esprit et pour donner une sanction effective à des modifications rendues nécessaires par l'application défectueuse et incomplète des règlements actuels que j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre la proposition de loi suivante, à titre de paragraphe additionnel à l'article 3 de la loi du 2 juin 1891 sur les courses de chevaux. »

La proposition de loi de M. Edmond Blanc portait cet article unique :

« Les Sociétés de courses ne pourront réaliser aucun bénéfice, et le montant intégral de leurs recettes de toutes sortes, déduction faite des frais d'exploitation, devra être intégralement distribué en prix de courses, primes ou encouragement à l'élevage.

« Les Sociétés de courses seront toutefois autorisées à constituer un fonds de réserve dont le montant sera limité par le Ministre de l'Agriculture. »

administratifs de cette catégorie sont ceux qui, bien que susceptibles de froisser l'intérêt des particuliers, ne portent, en cela, nulle atteinte aux droits acquis à ceux-ci par une loi, un règlement ou un contrat ; ces actes appartiennent à la juridiction gracieuse, et ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux devant le Conseil d'État. La simple faculté de demander l'autorisation, conférée aux Sociétés, ne saurait constituer le droit de l'obtenir ; l'Administration n'a pas à justifier de son refus, n'étant tenue de respecter aucun droit résultant d'une obligation légale, réglementaire ou contractuelle, il lui suffit de répondre : « *jure feci* » (1).

« Lorsqu'au contraire, dit M. Batbie (2), l'acte administratif individuel blesse un droit acquis, alors le recours contentieux est en général admis pour faire cesser cette violation ; ainsi le décret qui accorde une concession est un acte d'administration pure et, par conséquent, inattaquable au contentieux, mais celui qui en prononcerait le retrait donnerait lieu au recours, si la révocation était faite en dehors des cas où elle est admise par la loi. »

En résumé, la conclusion que nous tirons de ces principes c'est que le refus d'autorisation de la part du Ministre ne peut être critiqué par la Société qui l'a vainement sollicité ; au contraire, l'autorisation une fois accordée constitue au profit de la Société qui l'a obtenue un droit acquis dont elle ne peut plus être privée qu'en cas d'infractions graves aux lois et

(1) Ducrocq, *Cours de droit administratif*, t. I, p. 234, Batbie, *Traité théorique et pratique du droit public et administratif*, t. VII, n° 384, Laferrière, *Jurisprudence administrative*, t. II, p. 393 ; Aucoc, *Conférences sur l'Administration et le Droit administratif*, t. I, n° 287, *Répertoire gén. alph. du droit français*, v°. Acte administratif, n° 6.

(2) Batbie, *op. cit.*, t. VII, n° 385.

règlements sur les courses ou aux conditions de l'autorisation et aux règles des statuts. Le retrait sans motif légitime pourrait donner lieu à un recours devant le Conseil d'État ⁽¹⁾.

§ III.

Conditions imposées aux Sociétés qui établissent le pari mutuel sur leurs hippodromes.

Les Sociétés de courses régulièrement autorisées à fonctionner qui établissent sur leurs hippodromes le pari mutuel déclaré licite par la loi sous certaines conditions que nous préciserons dans notre deuxième partie ⁽²⁾, doivent, outre les règles que nous venons d'indiquer, suivre les prescriptions édictées par le décret réglementaire du 7 juillet 1891, dont le texte suit :

Le Président de la République française ⁽³⁾.

Vu la loi du 2 juin 1891, réglementant l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux en France,

Sur la proposition des Ministres de l'Agriculture, de l'Intérieur et des Finances,

Décète :

Article premier. — Les Sociétés de courses autorisées conformément aux articles 1 et 2 de la loi du 2 juin 1891, qui voudront installer le pari mutuel sur leurs champs de courses devront adresser annuellement à cet effet au Ministre de l'Agric-

(1) Voy. *Contrà : Répertoire gén. alph. du droit français*, v^o. Courses de chevaux, n^o 33.

(2) Voy. *infra*, deuxième partie, chapitre II.

(3) *Journal officiel* du 24 juillet 1891.

culture, par l'intermédiaire des préfets des départements dans lesquels existent leurs hippodromes, une demande spéciale d'autorisation qui devra être accompagnée :

1° D'un état certifié conforme des comptes en recette et dépense de l'exercice précédent ;

2° Du budget de la Société pour l'exercice en vue duquel est demandée l'autorisation d'installer le pari mutuel ;

Et 3° d'un relevé des dates des journées de courses prévues pour le même exercice, avec l'indication du nombre de courses par journée.

Art. 2. — Les autorisations de fonctionnement du pari mutuel délivrées par le Ministre de l'Agriculture sont annuelles.

Toutefois, ces autorisations pourront toujours être retirées en cours d'exercice, soit pour cause d'inexécution des prescriptions de la loi du 2 juin 1891 ou des décrets et arrêtés pris en exécution de ladite loi, soit pour des raisons d'ordre public.

L'arrêté d'autorisation fixera pour chaque Société de courses la quotité du prélèvement qu'elle pourra faire sur les recettes brutes du pari mutuel pour ses frais d'administration.

Art. 3. — Il sera prélevé sur la masse des sommes versées au pari mutuel de chaque hippodrome, et avant tout autre prélèvement :

1° 2 0/0 en faveur des œuvres locales de bienfaisance ; le montant de ce prélèvement devra être versé dans un délai de huit jours : à Paris, à la caisse des dépôts et consignations ; et dans les départements, aux caisses des trésoriers-payeurs généraux et receveurs particuliers, préposés de la caisse des dépôts ;

2° 1 0/0 en faveur de l'élevage ; le montant de ce prélèvement devra être versé également dans un délai de huit jours :

à Paris, à la recette centrale des finances ; et dans les départements, à la trésorerie générale.

Un bordereau établi par le président de la Société et visé par le préfet du département sera remis à l'appui de chaque versement.

Art. 4. — Les sommes provenant des prélèvements faits en faveur des œuvres d'assistance seront centralisées à la caisse des dépôts et consignations et inscrites à un chapitre intitulé : « Produits du prélèvement effectué sur le pari mutuel en faveur des œuvres locales de bienfaisance. »

Les fonds recueillis au profit de l'élevage seront centralisés et mentionnés dans les écritures du Trésor à un compte distinct intitulé : « Produits du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage », pour être rattachés au budget du ministère de l'Agriculture dans la forme usitée en matière de fonds de concours.

Art. 5. — Les sommes provenant du prélèvement de 2 0/0 seront administrées et réparties entre les œuvres locales de bienfaisance par les soins d'une commission spéciale qui sera ainsi composée :

Le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de l'Intérieur, présidents ;

Trois sénateurs et trois députés désignés par les Ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur ;

Le vice-président du conseil supérieur de l'assistance publique, vice-président ;

Le directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministère de l'Intérieur ;

Le directeur de l'administration départementale et communale ;

Le directeur général de la comptabilité publique ;

Le chef de service de l'inspection générale des finances ;

Un inspecteur des finances désigné par le Ministre des Finances ;

Le directeur des Haras ;

Deux fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, désignés par le Ministre de l'Agriculture ;

Deux secrétaires désignés l'un par le Ministre de l'Agriculture, l'autre par le Ministre de l'Intérieur.

Le paiement des fonds au profit des œuvres locales de bienfaisance sera effectué, d'après des états de répartition produits à la caisse des dépôts et consignations, par le président de la commission, où, à son défaut, par le vice-président.

Art. 6. — Les Sociétés de courses autorisées en exécution de la loi du 2 juin 1891 et du présent décret sont placées, au point de vue de leur gestion financière et des opérations du pari mutuel, sous la surveillance et le contrôle de l'inspection générale des finances, qui peut se faire représenter les registres, pièces comptables et tous autres documents qu'elle jugera nécessaire aux vérifications ci-dessus visées.

En outre, dans les départements autres que ceux de la Seine et de Seine-et-Oise, les mêmes droits appartiendront aux trésoriers généraux et receveurs des finances.

Art. 7. — La police intérieure des champs de courses sera assurée par les soins du Ministre de l'Intérieur, qui déléguera à ses agents dans tous les départements les pouvoirs nécessaires à cet effet.

Art. 8. — Les Ministres de l'Agriculture, des Finances et de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

L'Administration s'est réservé également sur les finances des Sociétés autorisées un droit de contrôle organisé par le décret du 24 novembre 1896 ainsi conçu :

Le Président de la République Française ⁽¹⁾.

Vu la loi du 2 juin 1891 sur les courses de chevaux en France ;

Vu le décret du 7 juillet suivant, rendu en exécution de ladite loi ;

Vu les délibérations et le rapport de la commission spéciale chargée de l'étude des questions se rattachant à la situation financière des Sociétés de courses et au fonctionnement du pari mutuel ;

Sur la proposition du président du conseil, Ministre de l'Agriculture.

Décète :

TITRE I^{er}

DE LA COMPTABILITÉ DES SOCIÉTÉS DE COURSES

Article premier. — *Les Sociétés, qui, en exécution de la loi et du décret précités, sont autorisées par le Ministre de l'Agriculture à ouvrir un champ de courses doivent établir annuellement leur situation financière (comptes et budgets) de manière à distinguer très nettement leurs ressources propres et les produits résultant du fonctionnement du pari mutuel dans les conditions prévues par la loi du 2 juin 1891.*

A cet effet, chaque Société doit tenir deux comptabilités distinctes :

La première s'appliquant à ses ressources propres, telles que

(1) *Journal officiel* du 7 décembre 1896.

cotisations des sociétaires, recettes aux entrées, intérêts des fonds disponibles, locations et fermages, etc. ;

La seconde comprenant le produit des prélèvements autorisés annuellement par le Ministre de l'Agriculture sur le montant des sommes engagées au pari mutuel.

Art. 2. — *La comptabilité spéciale relative aux produits du pari mutuel comprend :*

1° En recette :

Les prélèvements de 1 et 2 0/0 en faveur de l'élevage et de la bienfaisance ;

Le prélèvement pour les frais ;

Les bonis sur les centimes ;

Les erreurs en gain ;

Les intérêts d'un fonds spécial destiné à faire face aux insuffisances de recettes ;

2° En dépense :

Le versement des prélèvements de 1 et 2 0/0 ;

Les frais spéciaux d'établissement et d'exploitation du pari mutuel, ainsi que la part incombant au pari mutuel dans les dépenses générales du loyer et de police suivant la proportion ci-après : 25 0/0 de l'augmentation du loyer et le montant intégral de l'augmentation des frais de police depuis 1891 ;

Les pertes sur les centimes ;

Les erreurs en moins ;

Le montant des augmentations de prix ou d'allocations quelconques accordées depuis le 1^{er} janvier 1888 ;

Le montant de l'augmentation des subventions accordées à des Sociétés de courses depuis la même époque.

Art. 3. — *S'il ressort de la balance du compte un excédent de recettes, les Sociétés sont autorisées à le consacrer, en tout*

ou partie, à la constitution d'un fonds spécial exclusivement destiné à maintenir, en cas de moins-value, le montant des prix ou allocations quelconques fournies par les produits du pari mutuel.

Art. 4. — Le fonds spécial prévu à l'article 3 ne devra, en aucun cas, dépasser le cinquième de la somme totale annuelle des prix ou allocations que les Sociétés doivent inscrire en dépense au compte du pari mutuel.

Art. 5. — Indépendamment de l'emploi ci-dessus autorisé des excédents de recettes du compte du pari mutuel, les reliquats, s'il en existe, pourront être affectés soit à une augmentation de la somme déjà donnée en prix, primes et subventions par les Sociétés, sans qu'il soit besoin d'aucune autorisation administrative, soit à des dépenses telles que constructions de tribunes, travaux de premier établissement ou d'amélioration, acquisition de tout ou partie des hippodromes, etc., mais sous réserve, pour cette catégorie de dépenses, de l'autorisation préalable du Ministres de l'Agriculture et des justifications à produire ultérieurement aux Ministre de l'Agriculture et des Finances.

Art. 6. — Dans le cas où le compte du pari mutuel se solderait en excédent de dépenses et à défaut de disponibilité sur le fonds spécial prévu à l'article 3 du présent décret, les Sociétés sont autorisées à supprimer les prix ou allocations qui ne peuvent être dotés ou à en prélever le montant, en totalité ou en partie, sur leurs ressources propres.

Art. 7. — Les Sociétés qui, à défaut d'excédents suffisants sur les produits du pari mutuel, prélèveraient sur leurs ressources propres les sommes nécessaires pour maintenir tout ou partie des prix ou allocations qui figurent au compte du pari mutuel, ont autorisées, avant toute augmentation nouvelle de leurs

prix ou allocations, à se couvrir des avances ainsi faites sur leurs ressources ordinaires au moyen des excédents de recettes du pari mutuel qui viendraient à se produire au cours des exercices ultérieurs.

Art. 8. — *Les dispositions qui précèdent relativement à l'emploi des excédents du pari mutuel ne sont applicables qu'aux Sociétés pour lesquelles le prélèvement autorisé pour frais d'organisation dépasse 7.000 fr.*

TITRE II

DE L'EMPLOI DES SOMMES PROVENANT DES TICKETS IMPAYÉS

Art. 9. — *Les Sociétés de courses qui affecteront le produit des tickets impayés à l'allocation de secours en faveur du personnel des écuries doivent ouvrir dans leurs écritures un compte spécial intitulé « Caisse de secours du personnel des écuries de courses ».*

Art. 10. — *Le compte spécial prescrit par l'article 9 ci-dessus comprendra :*

Au crédit :

Le montant des tickets définitivement impayés et les recettes accessoires, telles que dons et cotisations ;

Et au débit :

Les secours, les frais spéciaux d'administration et les allocations de la Société en faveur de la caisse de secours des employés d'administration du contrôle et du pari mutuel.

Art. 11. — *Un règlement spécial à chaque caisse de secours déterminera exactement les catégories de personnes auxquelles des secours pourront être alloués. Ce règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de l'Agriculture.*

Art. 12. — *Sous réserve d'un fonds de roulement en espèces, les excédents de recettes du produit des tickets impayés doivent être placés en rentes sur l'État français, obligations de chemins de fer français ou valeurs du Crédit Foncier de France.*

Art. 13. — *Les budgets et les comptes de chaque caisse de secours sont soumis annuellement à l'approbation du Ministre de l'Agriculture.*

Art. 14. — *Le versement du produit annuel des tickets impayés aux caisses de secours cessera lorsque les revenus des fonds capitalisés permettront de faire face aux charges normales.*

Art. 15. — *Une décision ministérielle déterminera pour chaque caisse le chiffre maximum des revenus qui lui sont nécessaires.*

Art. 16. — *Les Sociétés de courses qui ne jugeront pas utile de créer la caisse de secours prévue au titre II du présent décret, et celles dont les caisses de secours auront atteint le maximum qui leur sera assigné, verseront le montant de leurs tickets impayés à la caisse des dépôts et consignations, qui en tiendra un compte spécial.*

Art. 17. — *Le montant des versements faits à la caisse des dépôts et consignations, en exécution de l'article précédent, sera réparti par les soins de la commission spéciale qui siège au ministère de l'Agriculture pour la répartition des fonds du pari mutuel aux œuvres de bienfaisance.*

Art. 18. — *Les dispositions du présent décret seront applicables à dater du 1^{er} janvier 1897.*

Art. 19. — *Le président du conseil, Ministre de l'Agriculture, est chargé de l'exécution du présent décret.*

SECTION II

Conséquences de la loi.

La nécessité d'une autorisation, l'obligation d'employer toutes leurs ressources au profit de l'élevage ou d'une œuvre de bienfaisance, la tutelle administrative imposées aux Sociétés de courses par la loi nouvelle créent à ces dernières une situation tout à fait particulière, de nature à modifier leur condition juridique ; nous allons en voir les conséquences possibles, en examinant les questions qui se sont déjà posées à l'égard des Sociétés en ce qui concerne leur capacité civile, la perception du droit des pauvres sur les recettes des entreprises de spectacles publics, et leur soumission à la contribution de patente.

§ I^{er}

Personnalité juridique des Sociétés de courses.

Nous avons dit qu'il résultait, pour nous, de la loi du 2 juin 1891 l'interdiction absolue pour les Sociétés de courses autorisées de réaliser des bénéfices, en vue de les répartir entre leurs membres. Ces Sociétés ne sauraient donc actuellement être envisagées comme de véritables sociétés civiles régulièrement constituées conformément aux dispositions de l'article 1832 du Code civil ; en effet, il n'y a société, d'après la conception des rédacteurs de ce Code, que quand le but pour-

suivi par les parties est la réalisation d'un gain ou bénéfice (1).

Dès lors, la question se pose de savoir, relativement à la capacité des Sociétés de courses, si elles sont des personnes juridiques pouvant ester en justice par l'intermédiaire de leur président ou de leur Comité d'administration. Cette question se posait, même avant la loi de 1891 et avait été résolue affirmativement par la Cour de cassation (2) ;

D'après la doctrine formulée par la Cour suprême les Sociétés d'Encouragement constituent des associations instituées avec le concours et l'approbation de l'autorité publique, dans un but d'intérêt général distinct de l'intérêt des particuliers qui les composent, et elles peuvent agir ou être actionnées en la personne des membres de leur conseil d'administration, en dehors de toute clause spéciale insérée dans les statuts.

Une nouvelle question s'est posée depuis devant la Cour de cassation, celle de savoir si cette capacité juridique peut constituer au profit des dites Sociétés, une véritable personnalité civile avec toutes ses conséquences entraînant notamment la capacité d'acquérir.

L'affirmative a été soutenue par M. Lyon-Caen : « Rien

(1) Cassation 7 décembre 1880, Sirey, 1881. 1. 244. Dalloz, 1880. 1. 148. — Aix, 20 mars 1873, Sirey, 1875. 2. 102; Dalloz, 1874. 2. 138. — Nancy, 20 janvier 1877 sous Cassation, 19 novembre 1878, Sirey, 1880. 1. 56. Dalloz, 1880. 1. 84. — Troplong, *Du contrat de société civile et commerciale*, t. I, n° 32; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. I, p. 471, § 54, t. VI, p. 311, § 748, note 6; Laurent, *op. cit.*, t. XXVI, n° 486; Vavasseur, *Sociétés civiles et commerciales*, t. I, n° 24; P. Pont, *Commentaire, Traité des sociétés civiles et commerciales*, t. I, n° 69; Guillouard, *Traité du contrat de société*, n° 68; Rousseau, *Des Sociétés commerciales*, t. I, n° 67.

(2) Cassation civ., 30 août 1859. Dalloz, 1859. 1. 365. — Cassation civ., 25 mai 1887 (Chollet c. Société vosgienne d'encouragement pour l'amélioration de la race chevaline), Dalloz, 1887. 1. 289; Sirey, 1888. 1. 161; *Bulletin Cass. civ.* n° 138.

n'autorise, dit-il, dès que la personnalité civile d'une association est reconnue, à lui permettre d'agir en justice par ses administrateurs et à lui refuser le droit d'acquérir des immeubles » (1).

Ainsi, pour cet auteur, la capacité d'ester en justice et la capacité d'acquérir sont inséparables ; la seconde paraît être, pour lui, la conséquence nécessaire de la première.

Cette opinion est contredite par M. le conseiller Cotelle dans son rapport devant la chambre civile de la Cour de cassation, lequel contient à ce sujet un examen très complet des principes généraux du droit en ce qui concerne les personnes morales, et une application de ces principes à notre matière (2) :

« En principe les établissements autres que des sociétés de spéculation lucrative ne jouissent de la personnalité civile qu'autant qu'ils ont été reconnus par l'État (3), sans préjudice de l'autorisation spéciale à laquelle l'article 910 du Code civil subordonne pour eux, dans chaque cas particulier, l'acceptation des libéralités qui leur sont faites. L'article 4 du décret du 21 août 1872 sur le règlement du Conseil d'État range parmi les attributions de ce corps, l'autorisation ou la création de pareils établissements.

« Quelle est la condition légale des associations autres que les sociétés civiles ou de commerce qui n'auront pas reçu une aussi haute sanction, mais seulement l'approbation, peut être même l'appui et les subventions de l'Administration ? La jurisprudence a fait à cet égard des distinctions faciles à saisir :

Les associations de charité, d'étude ou de plaisir, n'exis-

(1) Lyon-Caen. Note sous Cassation, 25 mai 1887, Sirey, 1888. 1. 461.

(2) Voy. Cassation, 2 janvier 1894, Dalloz, 1894, 1. 84 et les notes.

(3) Dalloz, *Répertoire* v^o Etablissement public n^o 4.

tent pas aux yeux de la loi civile⁽¹⁾, et ne sont reçues à procéder en justice que sous le couvert d'un mandat conféré à la personne qui les représente par chacun des intéressés⁽²⁾ ; elles peuvent même constituer un état délictueux aux termes de l'article 292 du Code pénal, et les autorisations qu'elles obtiennent d'un Ministre ou d'un préfet, n'ont pas d'autre effet que celui de les mettre en règle avec la police qui sans cela pourrait les inquiéter⁽³⁾.

« Quand il s'agit d'associations ayant un but d'intérêt public reconnu par l'Administration, qui, non seulement les tolère, mais les approuve, accepte leur concours, quelquefois même leur vient en aide et les accepte comme auxiliaires pour l'accomplissement d'une certaine partie de sa mission légale, ces associations sont ainsi douées, par l'autorisation qu'elles ont obtenue, d'un degré de vitalité qui leur permet de fonctionner dans l'ordre des opérations en vue desquelles elles ont été formées, de passer les contrats, d'assumer les responsabilités, de soutenir les procès auxquels donneront lieu ces opérations, mais cette vitalité relative n'est pas une personnalité civile complète, entraînant la capacité de recevoir des libéralités, capacité qui est le propre des établissements reconnus par l'État et non pas seulement admis à fonctionner par l'Administration.

« Cela résulte, en ce qui concerne les sociétés de secours mutuels, de la loi du 15 juillet 1850 laquelle, distinguant les sociétés libres de celles érigées en établissements d'utilité publique, étend sa protection sur les premières, mais, par

(1) Cassation req., 29 juin 1847, Dalloz 1847. 1. 342.

(2) Cassation civ. 20 novembre 1879, Dalloz 1880. 1. 84.

(3) P. Pont, *op. cit.*, n° 69 ; Guillaouard, *op. cit.*, n° 68.

son article 7 a réservé aux secondes le privilège de recevoir des libéralités (1).

« Cela résulte, pour les congrégations vouées à l'enseignement, d'un arrêt de la chambre civile de la Cour de cassation du 3 juin 1861 (2).

« La loi du 2 juin 1891 (article 2) autorise formellement le fonctionnement des Sociétés de courses qui ont obtenu l'approbation pour leurs statuts du Ministre de l'Agriculture. Permettre à ces Sociétés d'organiser des courses, c'est, virtuellement, les reconnaître capables de passer les contrats de location, de fournitures et autres que nécessite une aussi importante opération, d'assumer la responsabilité des accidents qui peuvent survenir par la faute de leurs agents, d'intenter ou de soutenir les procès qui en sont la conséquence ; c'est là ce qu'à fait l'arrêt de la Cour de cassation du 25 mai 1887 (3) rendu à une époque où les préfets pouvaient être considérés comme investis de l'attribution réservée par la loi de 1891 au Ministre de l'Agriculture ; cet arrêt a rejeté le pourvoi de la Société vosgienne qui, sous le prétexte de son défaut d'existence civile, prétendait se soustraire à une action en responsabilité exercée contre elle par les victimes d'un accident de course ; il a été très bien rendu.

« Aucun effort d'interprétation n'est nécessaire pour reconnaître que cette aptitude à ester en jugement à l'occasion d'un litige né des courses entreprises par la Société n'entraîne

(1) Voy. la note de M. Labbé sous Paris, 25 mars 1881 et Trib. civ. Seine 30 mars 1881 Sirey, 1881.2.249.

(2) Cassation civ., 3 juin 1861, Dalloz 1861.1.218.

(3) Cassation civ., 25 mai 1887, Dalloz 1887.1.289.

point pour celle-ci par voie de conséquence la capacité de recevoir des libéralités.

« C'est dans le même ordre d'idées que, par les arrêts de la Cour de cassation des 30 août 1859 ⁽¹⁾ et 6 juillet 1864 ⁽²⁾, des sociétés d'arrosage pourvues d'autorisations anciennes ont été jugées capables de soutenir des procès qui étaient la conséquence de leur fonctionnement, sans qu'on pût induire de là qu'elles étaient capables de recevoir des libéralités.

« Sur cette question, déjà l'affirmative se déduisait de l'arrêt de 1861, lequel a jugé que l'autorisation de fonctionner accordée à une association, en dehors des conditions légales de reconnaissance des établissements d'utilité publique, n'avait pas eu pour effet d'habiliter cette société à recevoir des libéralités.... La question tranchée à cet égard par l'arrêt de 1861 s'étant élevée de nouveau devant la cour de Toulouse à l'occasion d'un don fait à une congrégation d'hommes autorisée par ordonnance royale comme association charitable, elle a reçu la même solution qui n'a même pas été reprise au nombre des griefs du pourvoi soulevé par cette affaire et rejeté par arrêt de la Cour de Cassation du 5 mai 1879 ⁽³⁾.

« Que les Sociétés dont nous nous occupons reçoivent à titre de subventions de nombreux dons manuels d'argent, ce sont là de ces faits qui, une fois accomplis, ne laissent point de trace pouvant donner lieu à litige, étant couverts par l'article 2279 du Code civil. Cela n'a rien de commun avec les acquisitions d'immeubles qui, pour être à l'abri des revendica-

(1) Dalloz 1859. 4. 365.

(2) Dalloz 1864. 4. 424.

(3) Dalloz 1880. 4. 145.

tions, ont besoin de procéder d'actes réguliers et conformes au droit. »

Sur les conclusions conformes prise par M. l'Avocat général Cruppi, la Cour de cassation, dans un arrêt de principe très important du 2 janvier 1894 ⁽¹⁾ a refusé aux Sociétés de courses la faculté d'acquérir.

La capacité juridique de ces Sociétés, telle qu'elle se dégage des termes de l'arrêt peut être ainsi résumée :

En principe, les associations formées dans un but d'intérêt général, lorsqu'elles ont obtenu l'approbation du pouvoir administratif, trouvent, tant dans la nature de leur objet que dans cette adhésion de l'autorité publique, une individualité propre qui les rend idoines à fonctionner dans l'ordre de l'entreprise déterminée par les statuts et, par suite, à soutenir les procès qui s'y rapportent ; mais elles ne peuvent acquérir ainsi le véritable personnalité civile réservée aux seuls établissements reconnus par l'État, leur permettant d'être gratifiées par testament.

Spécialement, les Sociétés de courses approuvées par l'Administration, mais ne réunissant pas les caractères des sociétés civiles, ne sont capables de recevoir des libéralités par donation ou par testament que dans le cas où elles ont été reconnues d'utilité publique par une loi ou par un décret rendu en conseil d'État.

(1) Voy. Cassation, 2 janvier 1894, Dalloz, 1894, 1. 81, et les notes.

§ II

Perception du droit des pauvres sur les entrées.

Le droit des pauvres a été établi dans un but charitable ; « c'est un impôt sur le plaisir », a dit M. Dupin à l'Assemblée nationale le 12 mars 1851 ; le caractère de cet impôt est celui d'une contribution indirecte ; ce qui le particularise, c'est qu'il a une affectation spéciale, le soulagement des pauvres (1).

Ce droit, dont l'origine est fort ancienne, puisqu'il était déjà perçu sur les représentations des mystères religieux en vertu d'un acte du Parlement de Paris de 1541 et que son application avait été généralisée par un édit de 1669, a été consacré par le législateur de l'an V dans la loi du 7 frimaire d'abord, puis dans celle du 8 thermidor, et réglementé ensuite par le décret du 9 décembre 1809 et la loi du 3 août 1875.

Uniforme au début, le droit n'est plus actuellement le même pour tous les établissements qui y sont soumis ; certains d'entre eux, comme les établissements de spectacles, restent sous l'empire de la loi du 7 frimaire an V et doivent payer seulement un dixième en sus du prix d'entrée ; d'autres, depuis la loi du 8 thermidor an V, doivent abandonner le quart de leur recette brute.

C'est à cette dernière catégorie qu'appartiennent notamment les entreprises de courses de chevaux.

Aux termes de l'article 2 de cette loi, « le même droit d'un décime par franc établi (par l'article 1^{er} et par la loi du 7 fri-

(1) G. Pector, *Le Droit des pauvres*, p. 60.

maire) à l'entrée des bals, des feux d'artifice, des concerts des *courses et exercices de chevaux* et autres fêtes où l'on est admis en payant, est porté au quart de la recette ».

Les réunions sportives peuvent, en effet, rentrer, soit dans les termes « courses et exercices de chevaux », soit dans le terme général de « fêtes publiques » ; il est donc sans intérêt de rechercher si, comme on l'a soutenu ⁽¹⁾, les termes employés par la loi de l'an V visaient exclusivement les cirques fort en vogue à cette époque. Le but évident que s'est proposé le législateur a été de frapper d'une taxe toutes les réunions qui ont le double caractère d'attirer le public et de le faire payer.

Si on examine, en effet, la jurisprudence sur le droit des pauvres, on peut remarquer que ce droit est exigible sur toutes les fêtes ayant le caractère de spectacles, alors même que ces spectacles seraient donnés dans un but exclusif de bienfaisance ⁽²⁾.

Néanmoins, il est fait exception à cette règle, lorsque les réunions ont été données dans un but principal d'intérêt public et que leur caractère de spectacle n'est qu'accessoire. Il a été jugé à cet égard qu'il n'était pas dû sur les entrées de l'exposition universelle de 1855 ⁽³⁾, ni sur celles de l'ascenseur du Trocadéro à l'exposition de 1878 ⁽⁴⁾ ; c'est encore par application de ce principe que le droit n'est pas perçu sur les entrées des concours d'agriculture et d'horticulture, et qu'il a

(1) Conclusions de M. Le Vasseur de Précourt, commissaire du Gouvernement au Conseil d'État, le 5 juin 1891 : *Journal Le Droit* du 6 juin 1891.

(2) Conseil d'État, arrêt du 27 juillet 1883 et arrêt du 20 novembre 1885.

(3) Conseil d'État, arrêt du 7 mai 1857.

(4) Conseil d'État, arrêt du 25 juin 1884.

été décidé qu'il ne peut être réclamé sur les entrées des salons de peinture et sculpture du Palais de l'industrie ⁽¹⁾.

Les courses de chevaux organisées en vue de l'amélioration de la race chevaline peuvent-elles, à ce titre, bénéficier de l'immunité ?

Le Conseil d'État a décidé dans une espèce (Société des courses rouennaises) le 13 juin 1873, que les courses de chevaux organisées de concert avec l'Administration, dans l'intérêt exclusif de l'amélioration de la race chevaline par des sociétés qui affectent à cette destination la totalité de leurs recettes sont exonérées du droit des pauvres ⁽²⁾.

Il a considéré que les courses de cette nature ne pouvaient rentrer dans la pensée du législateur de l'an V, puisque les courses n'existaient pas en France à cette époque, et que, par leur but, elles ne présentent pas le caractère d'un divertissement, mais bien d'un concours sérieux offert par l'Administration ou sous son patronage aux éleveurs, comme un moyen d'encouragement pour l'amélioration de la race chevaline.

Il faut remarquer, toutefois, qu'il résulte de cette décision même que tous les champs de courses ne jouissaient point de cet avantage avant la loi du 2 juin 1891 ; l'arrêté de 1873 exige, à notre avis, pour l'exemption deux conditions : il faut, non seulement que les Sociétés aient été approuvées par l'Administration en raison du but d'utilité générale qu'elles se proposent, mais encore qu'elles affectent à sa réalisation la totalité de leurs recettes. Il convient de se montrer très ri-

(1) Conseil de préfecture, 3 juillet 1880, Conseil d'État, 7 août 1891, Lebon, *Recueil chronologique*, 1891, p. 603.

(2) Conseil d'État, 13 juin 1873, Dalloz 1873, 3. 93. *Adde*, Dalloz, *Répertoire, supplément*, v^o Courses de chevaux, n^o 5.

goureux à cet égard, et de ne point perdre de vue que le principe étant la perception du droit des pauvres il ne faut point étendre l'exception. Ainsi, une société par actions qui affecte une partie de ses recettes au paiement des intérêts à servir aux actionnaires ne saurait se prévaloir de la décision sus indiquée ⁽¹⁾.

Depuis la loi du 2 juin 1891, nul champ de courses ne peut être ouvert, si ce n'est par une Société préalablement autorisée et se proposant pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. En faut-il conclure que désormais les courses de chevaux ainsi organisées sont exemptées de la perception du droit des pauvres ?

Pour le soutenir, on invoque généralement deux arguments : d'une part, l'exception basée sur l'utilité publique admise par la jurisprudence du Conseil d'État, d'autre part, la disposition de la loi nouvelle qui établit en faveur des œuvres d'assistance un prélèvement sur les paris mutuels que les Sociétés autorisées reçoivent sur leurs hippodromes.

Bien que cette opinion paraisse généralement admise ⁽²⁾, nous ne croyons pas pouvoir l'adopter sans réserves :

I. — S'il est vrai que le caractère d'utilité générale des courses de chevaux ait été consacré par la loi du 2 juin 1891, il ne résulte cependant pas de cette loi que les Sociétés autorisées doivent être assimilées complètement à des établissements d'utilité publique ⁽³⁾ ; et, s'il est vrai également que l'auto-

(1) Voy. en ce sens *Conseil de préfecture* de Seine-et-Oise, 18 février 1888, *Journal Le Droit* du 29 février 1888 ; *Pandectes françaises*, 1888. 4. 10, *infra*, p. 470.

(2) Laya, *op. cit.*, n° 49 ; Charton de Meur, *Dictionnaire de jurisprudence hippique*, p. 106 ; *Journal Le Droit* des 6 et 10 juin 1891.

(3) Voy. Cassation, 2 janvier 1894, *supra*, p. 163.

risation dont elles ne peuvent se passer soit subordonnée à la condition que ces Sociétés auront pour but exclusif de leur exploitation l'amélioration de la race chevaline, ce qui signifie qu'elles devront s'interdire toute répartition de bénéfices ou de dividendes entre leurs membres, il ne résulte pas nécessairement et comme une conséquence de cette condition que les dites Sociétés ne puissent servir un intérêt déterminé à leurs actionnaires ou bailleurs de fonds : le loyer des capitaux, comme celui des immeubles nécessaires au fonctionnement des Sociétés, fait partie des frais généraux d'exploitation qu'elles sont en droit de prélever sur les produits avant même de songer aux progrès de l'élevage. Ni le texte, ni l'esprit de la loi nouvelle ne proscrivent la création, avec l'autorisation administrative préalable, de Sociétés qui seraient organisées par actions, dans le but unique d'améliorer l'espèce chevaline. Il faudrait donc, en tous cas, selon nous, même si l'on admet la doctrine formulée par l'arrêt de 1873, appliquer cette jurisprudence du Conseil d'État dans les limites indiquées par ses termes, ce qui n'exonérerait point du moins les Sociétés de cette catégorie ⁽¹⁾.

Mais c'est l'exemption même du droit des pauvres basée sur l'idée d'utilité publique qui est d'une application contestable à l'institution des courses de chevaux. « Cette jurisprudence ne semble pas répondre absolument à la réalité des faits : si la course en elle-même est destinée à constater et à récompenser les efforts faits pour améliorer les races de chevaux, il n'en est pas moins vrai que la très grande majorité des personnes qui entrent dans un champ de courses viennent as-

(1) Conf. par analogie la décision rendue par le Conseil d'État en matière de patente. Conseil d'État, 27 décembre 1895, *infra*, p. 173.

sister à un spectacle d'un genre particulier et qui constitue pour elles un amusement. Or, si on prélevait le droit sur cette recette, non seulement on observerait strictement le texte de la loi qui parle de courses de chevaux sans distinction, mais encore on obéirait à son esprit qui est que le plaisir de celui qui peut payer serve dans une certaine mesure au soulagement de ceux qui souffrent, et l'on ne sacrifierait pas le droit sacré des pauvres aux intérêts peut être fort respectables, mais moins intéressants, des sociétés hippiques ou des amateurs de chevaux ⁽¹⁾ ».

II. — Quant à l'argument tiré du prélèvement sur les paris mutuels prévu par la loi nouvelle, nous l'écartons absolument ; nous considérons comme une fausse interprétation de la loi de conclure de cette disposition à l'exemption du droit des pauvres :

Avant même que le principe en ait été consacré législativement, un prélèvement de 20/0 sur les paris de cette nature était déjà imposé aux Sociétés autorisées à les installer sur leurs hippodromes, par les arrêtés ministériels qui leur conféraient l'autorisation ; ces paris, en effet, ne pouvaient être alors tolérés qu'en les assimilant à des loteries autorisées et devraient pour cette raison avoir un caractère charitable, conformément aux dispositions de la loi du 21 mai 1836 ⁽²⁾ ; et, déjà, des Sociétés avaient essayé d'en tirer argument pour échapper à la perception du droit des pauvres, mais cette prétention, contredite par le Ministre lui-même, avait été écartée par la jurisprudence.

Dans deux lettres adressées au préfet de Seine-et-Oise les

(1) Léon Béquet, *Régime et législation de l'assistance publique*.

(2) Voy. Cros Mayrevieille, *Le Droit des Pauvres en Europe*, chap. V, p. 121.

16 et 23 juillet 1887, le Ministre de l'Intérieur précisait ainsi la portée des arrêtés :

« Ce droit ne procède pas de la même source que le droit des pauvres, et n'est pas destiné à y suppléer : l'un est le résultat d'une sorte de concert intervenu entre certaines Sociétés de courses et mon département, l'autre est fondé sur des lois ou des décrets ayant force de loi.

« L'objet en est différent, comme l'origine : le droit des pauvres est perçu sur les entrées aux spectacles, bals, concerts, danses, courses de chevaux et fêtes publiques de toute nature ; le prélèvement établi en vertu de la réglementation du pari mutuel est perçu sur les recettes brutes produites par les paris engagés. Si aucun pari n'avait lieu, ce prélèvement manquerait d'objet sans que le droit des pauvres perdît nécessairement le sien.

« On constate, ajoutait le Ministre, la même différence dans l'attribution et l'affectation des droits perçus dans les deux cas. Les fonds provenant du pari mutuel sont attribués aux départements que mon ministère se réserve la faculté de désigner, et ils doivent être affectés par ces derniers aux œuvres de bienfaisance qu'ils jugeront utiles. Aux termes du décret du 9 décembre 1809, le droit des pauvres ne peut être attribué et affecté qu'aux hospices et aux bureaux de bienfaisance. »

Conformément à cette interprétation, le conseil de préfecture de Seine-et-Oise décidait qu'une Société sportive par actions, constituée pour l'exploitation d'un champ de courses ne peut se soustraire aux dispositions de la loi du 8 thermidor an V sur le droit des pauvres, en excipant de l'arrêté ministériel qui, en l'autorisant à installer sur ses hippodromes la loterie dite « paris mutuels », l'aurait assujettie à un prélèvement

de 2 0/0 sur le produit des paris, au profit des œuvres d'assistance.

Alors surtout que ledit arrêté réserve les droits des tiers (1).

L'obligation de se soumettre aux prescriptions ministérielles est devenue une obligation légale d'après l'article 5 de la loi du 2 juin 1891, mais il importe de rechercher si cette disposition nouvelle a modifié le caractère et les conditions du prélèvement obligatoire sur les paris mutuels.

A la suite de l'interdiction formelle du pari édictée dans l'article 4, l'article 5 dispose :

« Toutefois, les Sociétés remplissant les conditions prescrites par l'article 2, pourront, en vertu d'une autorisation spéciale et toujours révocable du Ministre de l'Agriculture, et moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage, organiser le pari mutuel sur leurs champs de courses. »

Un décret rendu sur la proposition du Ministre de l'Agriculture déterminera la quotité des prélèvements ci-dessus visés, les formes et les conditions du fonctionnement du pari mutuel » ; et le décret du 7 juillet suivant, dans son article 3, fixait à 2 0/0 le prélèvement en faveur des œuvres locales de bienfaisance, et, dans son article 5, établissait une commission pour répartir les fonds en provenant.

Si l'on rapproche ces textes de la lettre du 16 juillet 1887 ci-dessus rapportée, on constate que si les deux perceptions ont aujourd'hui une même source législative, les différences

(1) Conseil de préfecture de Seine-et-Oise, 18 février 1888, Journal *Le Droit* du 20 février 1888 ; *Pandectes françaises*, 1888. 4. 10.

signalées par le Ministre dans leur objet n'en subsistent pas moins : Le droit des pauvres est perçu sur les entrées, le prélèvement de 20/0 sur les paris engagés. La loi prévoit même le cas de révocation de l'autorisation du pari mutuel, auquel cas le prélèvement disparaissant, il ne serait plus vrai de dire que les courses sont exemptées du droit sur les entrées parce que les pauvres reçoivent une autre compensation. Ces perceptions continuent également de recevoir une destination distincte.

Nous en concluons qu'il est aussi inexact aujourd'hui qu'avant la loi nouvelle de dire que le prélèvement de 20/0 est « un droit des pauvres en quelque sorte rajeuni » (1).

C'est cependant la théorie contraire qui a été admise conformément aux conclusions du ministère public par le Conseil d'État le 12 juin 1891. D'après cette jurisprudence : « les Sociétés de courses organisées dans le but de poursuivre, de concert avec le Gouvernement auquel elles prêtent leur concours, l'œuvre d'intérêt général d'amélioration de la race chevaline, ne rentrent pas dans la catégorie des spectacles ou fêtes pour lesquels les lois du 7 frimaire et du 8 thermidor an V et les lois de finances autorisent la perception du droit des pauvres » (2).

§ III

Contribution de Patente

Le caractère d'utilité publique des Sociétés de courses au-

(1) Conclusions devant le Conseil d'État, Journal *Le Droit* du 6 juin 1891.

(2) Conseil d'État, 12 juin 1891, Journal *Le Droit* du 13 juin 1891,

torisées tel qu'il résulte de la loi du 2 juin 1891 a encore donné naissance à une question nouvelle, celle de savoir si les dites Sociétés sont ou non soumises à la contribution de la patente en conformité de la loi du 15 juillet 1880.

Cette question, d'abord tranchée en faveur des Sociétés par une décision du conseil de préfecture de la Seine du 7 décembre 1892 qui avait pris en considération l'obligation d'utiliser la totalité des ressources à l'encouragement des éleveurs, a été depuis résolue par un arrêt du Conseil d'État du 27 décembre 1895, de la manière suivante :

« Une Société de courses, constituée sous la forme d'une société anonyme, percevant des droits d'entrée et répartissant un intérêt de 5 0/0 à ses actionnaires est imposable à la contribution de patente ⁽¹⁾. »

L'arrêt a été rendu sur le pourvoi de la *Société nouvelle des courses de Nice* contre un arrêté du conseil de préfecture des Alpes-Maritimes rejetant une demande en décharge de la patente, comme « *entrepreneur de courses de chevaux* ».

Dans les conclusions tendant au maintien de ladite patente par lui présentées, M. le commissaire du Gouvernement Tardieu rappelait au Conseil d'État le caractère des Sociétés de courses précisé par la décision de principe du 2 janvier 1894 ⁽²⁾.

L'autorisation qu'leur est donnée n'équivaut pas à une reconnaissance d'utilité publique, eussent-elles même ce caractère les Sociétés de courses seraient encore, d'après M. Tardieu, imposables à la contribution de patente dont il n'est point exclusif ; elles ne sauraient, en tous cas, se prévaloir du but

(1) Lebon, *Recueil chronologique* 1895, p. 865 ; Journal *Le Droit* du 16 janvier 1896.

(2) Voy. *suprà*, p. 163.

d'encouragement qu'elles poursuivent puisque sans cela elles n'existeraient même pas, la loi nouvelle en ayant fait la condition *sine qua non* de l'autorisation administrative.

En adoptant les conclusions de M. le commissaire du Gouvernement, le Conseil d'État semble bien en déduire cette conséquence, que, du moment qu'une Société tire de son exploitation un bénéfice, elle est imposable à la contribution de patente quelle que soit d'ailleurs la destination de ce bénéfice ⁽¹⁾.

(1) Conf., dans le même sens une décision du Conseil d'État du 1^{er} décembre 1882 (Société de tir de Versailles) Lebor, *Recueil chronologique* 1882, p. 969.

DEUXIÈME PARTIE

LES

PARIS AUX COURSES



RÉGLEMENTATION



CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX PARIS SUR LES COURSES DE CHEVAUX

Il n'y a pas de courses de chevaux sans paris, actuellement elles ne peuvent s'en passer, ils sont devenus indispensables, non seulement à leur développement, mais à leur existence même, l'expérience l'a démontré.

A l'origine, le pari intervenait entre deux propriétaires déjà intéressés l'un et l'autre au succès de la course par l'engagement de leurs chevaux, mais, en outre, si pleins de confiance dans les qualités respectives de leurs produits, qu'ils n'hésitaient pas à parier l'un contre l'autre, chacun pour la réussite du sien. Ce genre de paris, inspiré par une louable émulation est absolument licite, nous verrons qu'il est consacré par le législateur et susceptible de donner naissance à une action civile en justice.

Avec le développement des courses de chevaux, la pratique du pari se généralisa rapidement : les jockeys, les entraîneurs, puis leurs amis et bientôt tous les amateurs qui s'intéressaient à ce genre de sport prirent l'habitude de parier ; et, l'attrait du gain aidant, ce qui était d'abord émulation devint un jeu auquel purent, dès lors, participer les personnes même les

plus étrangères à ces exercices ; celles-ci jouèrent au hasard, uniquement pour tenter la chance de gagner, en pariant pour n'importe quel cheval, comme elles auraient pris un numéro à la loterie. La passion de tels joueurs ne pouvait manquer d'être exploitée ; des parieurs de profession firent métier de la satisfaire ; des agences se développèrent sur les hippodromes et y organisèrent, comme nous le verrons, une véritable industrie du jeu, en offrant au public diverses combinaisons de paris. Cette exploitation scandaleuse constituait un véritable danger social ; l'Administration s'efforça d'y mettre fin par l'application des dispositions répressives du Code pénal prohibant certains jeux.

Nous allons étudier successivement :

1° La législation du pari au point de vue civil, pour dégager le caractère juridique du contrat qui peut se former à l'occasion des courses de chevaux et l'étendue de l'action qui en assure la sanction civile ;

2° La législation du pari au point de vue répressif, pour déterminer, d'après la nature illicite du délit de jeu seul prévu expressément par la loi, l'étendue de la prohibition et délimiter par une interprétation étroite des dispositions du Code pénal leur application à l'exploitation du pari sur les courses de chevaux.

SECTION I

Législation du pari au point de vue civil.

Le pari est une convention par laquelle des personnes qui diffèrent d'opinion sur un point quelconque conviennent que celles dont l'avis sera reconnu contraire aux faits paieront aux autres une somme ou leur donneront une chose déterminée ⁽¹⁾.

Le pari ne paraît pas avoir fait l'objet de dispositions législatives aussi rigoureuses que le jeu dont il présente cependant la plupart des caractères.

La législation romaine ne le prohiba pas d'une manière absolue ⁽²⁾ il résulte en effet des textes : que le pari était valable en principe, la convention n'étant interdite qu'autant qu'elle intervenait à l'occasion des jeux déclarés illicites par les constitutions ou sénatus-consultes ⁽³⁾ ; il est vrai de dire pourtant, que les textes ont été quelquefois interprétés plus rigoureusement ; quelques auteurs en ont induit qu'il aurait été dans la pensée de la loi de prohiber tous paris autres que ceux qui seraient relatifs à des jeux exceptionnellement autorisés, c'est-à-dire aux jeux propres à développer les forces physiques, mais on a fait justement remarquer que les dis-

(1) Paul Pont, *Petits contrats*, t. I, nos 598 à 602.

(2) *Ibid.* n° 599.

(3) Mornac sur la Loi 3, Digeste de aléatoribus et sur la Loi Sirena, Digeste de præscriptis verbis.

positions de la loi étaient toutes relatives, que le législateur, en s'occupant du jeu, lequel est une occasion fréquente de paris avait été amené à valider le pari fait à l'occasion de certains jeux, sans se préoccuper de l'idée de statuer sur la validité du pari en général ⁽¹⁾.

Dans notre ancienne législation française, les mêmes idées avaient prévalu : on ne trouve pas davantage de dispositions précises sur le pari ; aussi certains auteurs, appliquant cette même interprétation restrictive, ne tenaient la convention pour valable qu'autant qu'elle se référait à des jeux propres à développer les forces physiques ; mais l'opinion commune était contraire et voyait dans le pari une convention parfaitement valable toutes les fois que les causes n'en étaient pas immorales ou contraires à la loi ⁽²⁾, et plusieurs arrêts consacraient cette doctrine ⁽³⁾.

Du reste, les formes étaient, dans l'ancien droit et dans le droit romain, les mêmes que celles qu'on retrouve encore aujourd'hui dans l'usage : ainsi, on déposait la somme ou l'objet du pari aux mains d'une tierce personne et la convention prenait dans ce cas le nom de gageure parce qu'elle était accompagnée de la consignation du gage, deux autres formes

(1) Pillette, *Revue pratique*, t. XIV, p. 479 et suiv.

(2) Voy. Loiseau, *Déguerpissement* liv. IV, chap. III, n° 45. Voyez également Denizart, v° Gageure ; Chardon, *Dol et fraude*, t. III, n° 566 ;

(3) Catellan (*Arrêts remarquables du parlement de Toulouse*, liv. V, chap. LXI) rapporte l'espèce suivante assez originale : Un curé s'était rendu sur le champ d'un paysan pour percevoir sa dime ; il y eut contestation sur le nombre de gerbes qui avaient été comptées : « Je parie toute ma récolte, dit le paysan que ce n'est que la trentième gerbe. — Et moi, répartit le curé je parie toute la dime qui peut m'être due, que c'est la quarantième ». Le paysan, qui avait eu raison refusa de payer la dime, et le parlement de Toulouse déclara la gageure bonne.

étaient usitées : l'une était la *sponsio* des Romains, les parties se liaient au moyen d'une promesse, l'autre consistait dans la remise par l'une des parties à la partie adverse d'une somme d'argent que celle-ci devait garder si elle gagnait et rendre au double ou au triple si elle perdait.

En résumé, soit en droit romain, soit dans l'ancien droit français, on faisait une différence notable entre le jeu et le pari : le jeu n'existait pas comme contrat, il était illicite et prohibé, à l'exception de certains jeux spécialement désignés, lesquels étaient tolérés ; au contraire le pari était valable en principe et reconnu en justice pourvu que, dans sa cause ou dans son objet, il ne fût pas contraire à la loi, à la morale ou à l'honnêteté publique.

On a essayé de justifier cette différence, en disant que le pari ne présentait pas les mêmes dangers que le jeu ⁽¹⁾, mais, en définitive, le pari participe de tous les vices du jeu : il peut tout comme celui-ci être une cause d'entraînement et de ruine ; à aucun titre il ne méritait d'être traité avec plus de faveur. C'est ce qu'ont pensé les rédacteurs de nos codes : ils ont laissé de côté les distinctions de l'ancien droit sur ce point, et, faisant une assimilation complète entre le jeu et le pari, ils ont placé les deux conventions sur la même ligne en les confondant dans des dispositions communes à l'une et à l'autre :

(1) Scarria cité par Troplong, nos 88 et 94.

§ I.

Règle : Contrat dépourvu d'action.

Le pari est rangé par le législateur de 1804 avec le jeu au nombre des contrats aléatoires (article 1964 du Code civil) ⁽¹⁾.

On peut le définir, à ce point de vue, une convention aux termes de laquelle chacune des parties s'engage vis-à-vis des autres à payer une somme d'argent déterminée, suivant que tel fait ou tel événement incertain ou inconnu d'elles, sur l'existence ou la possibilité duquel elles sont en désaccord, sera reconnu exister ou viendra à se réaliser. Le pari ainsi défini est un contrat consensuel, synallagmatique, aléatoire et commutatif :

C'est tout d'abord un contrat, le texte du Code civil le dit en termes formels, et un contrat productif de certaines obligations ⁽²⁾ : s'il est vrai, en effet, que la loi refuse géné-

(1) *Code civil, art. 1964* : Le contrat aléatoire est une convention réciproque dont les effets, quant aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain. — Tels sont, — Le contrat d'assurance, — Le prêt à grosse aventure, — Le jeu et le pari. — Le contrat de rente viagère. — Les deux premiers sont régis par les lois maritimes.

(2) C'est une question controversée que celle de savoir quelle est la nature des obligations qui résultent du contrat de jeu ou du pari :

D'après une première opinion, l'obligation serait illicite, elle aurait une cause honteuse comme dans la loi romaine, tellement injuste, qu'elle ne saurait exister ni comme obligation civile, ni même comme obligation naturelle ; c'est l'idée formulée dans les termes de l'article 188 de l'ordonnance de janvier 1629 ; c'est aussi la pensée exprimée lors de la discussion de notre texte par plusieurs orateurs qui ont présenté le jeu et le pari, non seulement comme indignes de produire une action en justice, mais encore comme

ralement toute action au gagnant, il convient de remarquer, d'une part, qu'il existe des cas, notamment en notre matière, où l'action est accordée pour réclamer le montant du pari, et, d'autre part, que le paiement une fois effectué ne donne jamais lieu à répétition.

n'affectant des contrats que la figure et le maintien et n'ayant droit, au fond, à aucune des protections accordées par la loi aux conventions ordinaires. (Voir l'exposé des motifs de Portalis, Fenet, *Travaux préparatoires du Code civil*, t. XIV, p. 539, 540, 542 ; les discours de Siméon et Duveyrier *ibid.*, p. 550 et 558.)

Dans une deuxième opinion qui a pour elle l'autorité de Pothier, et basée sur certains passages des travaux préparatoires, on dit que l'obligation n'est pas illicite, puisqu'elle peut produire un certain effet (article 1967) ; elle serait simplement naturelle ; l'obligation naturelle, en effet, « est celle que le législateur, après lui avoir refusé l'efficacité ordinaire, parce qu'elle se trouve sous le coup d'une présomption générale d'inexistence ou d'invalidité, arrive à sanctionner ensuite, parce qu'une exécution libre, une novation volontaire, ou quelque autre acte d'où résulte l'aveu de la valeur réelle de la dette vient prouver au législateur que sa présomption était en défaut pour ce cas particulier ». (Marcadé, *Explication du Code Napoléon* t. IV, n° 669). C'est la meilleure manière de concilier les articles 1965 et 1967 du Code civil ; cette opinion est la plus généralement admise dans la doctrine. Voy. Pothier, *Contrat de Jeu*, nos 52 et suiv. Delvincourt, *Cours de Code civil*, t. II, notes et explications page 117, p. 452, t. III, notes et explications page 204, p. 418 ; Toullier, *Droit civil*, t. VI, nos 381 et 382 ; Massé et Vergé sur Zachariæ, t. III p. 345 et 346, notes ; Marcadé, *op. cit.* ; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, art. 1235, n° 6 ; Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, 4^e édit., t. VI, § 297, p. 6, note 7 et § 386, p. 374, note 2 ; Demante et Colmet de Santerre, *Cours analytique du droit civil*, t. VIII, n° 178 bis I ; Laurent, *Principes de droit civil*, t. XXVII, n° 494.

Quant à l'objection naissant de l'article 1967 qui fait produire un effet à l'obligation en refusant au perdant l'action en répétition de ce qu'il a volontairement payé, on y répond, dans cette théorie, d'une part, en disant qu'il n'y a point là un véritable paiement, et d'autre part, en appliquant au perdant qui a enfreint la loi la maxime *nemo auditur turpitudinem suam allegans* (voy. en ce sens : Duranton, *Cours de droit français* ; t. X, n° 370 ; Mourlon, *Répétitions sur le Code Napoléon*, 5^e édit., t. III, p. 429 et 430 ; Dalloz, *Répertoire*, v° Jeu n° 33 ; Taulier, t. VI, p. 493).

Le pari est un contrat *consensuel*, en ce sens qu'il se forme par le seul consentement des parties, sans qu'il soit nécessaire de rédiger un écrit ;

C'est un contrat *synallagmatique*, puisque chacune des parties s'oblige à payer à l'autre, en cas de perte, le montant de l'enjeu convenu ;

C'est un contrat *aléatoire*, puisque le résultat, gain pour l'un des parieurs, perte pour l'autre, dépend d'un événement incertain ;

C'est enfin un contrat *commutatif*, puisque, comme le fait remarquer Pothier ⁽¹⁾, « quoique le gagnant reçoive la somme convenue sans rien donner à la place, il ne la reçoit pas néanmoins gratuitement, il la reçoit comme le prix du risque qu'il a couru de donner pareille somme à l'autre si l'autre eût été le gagnant. »

En principe, le législateur de 1804 s'est refusé à sanctionner la légalité du pari par une action utile en justice ; aux termes de l'article 1965 du Code civil :

La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari...

Néanmoins, *dans aucun cas le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie* (article 1967).

Enfin M. Paul Pont (*Petits contrats*, t. I, n° 603) soutient que l'obligation qui résulte de la convention de jeu n'est pas seulement naturelle, mais une véritable obligation civile, puisque l'article 1964 a fait de cette convention un contrat aléatoire qu'il place sur la même ligne que le contrat d'assurances et le contrat de rente viagère ; (voy, dans le même sens : Pillette, *Revue pratique*, t. LI, p. 441).

(1) Pothier, *Contrat de Jeu*, nos 1 et 2.

Des considérations d'ordre divers ont fait édicter cette prohibition de l'action de jeu ; on les trouve développées dans les travaux préparatoires de la manière suivante :

Le législateur a refusé de reconnaître le contrat de jeu comme source légale d'une obligation, et, ce qui est relatif au jeu s'applique par identité de motifs au pari :

1^o parce que, au point de vue exclusivement et strictement juridique, le jeu constitue une obligation sans cause :

« Nous savons, dit Portalis dans l'exposé des motifs, que les événements incertains sont une matière licite à contrat, et que les espérances et les risques peuvent recevoir un prix ; mais nous savons aussi qu'il faut quelque chose de plus solide et de plus réel que le desir bizarre de s'abandonner aux caprices de la fortune, pour fonder des causes sérieuses d'obligation entre les hommes ; or, il est une grande différence entre un contrat qui dépend d'un événement incertain et celui qui n'a pour cause que l'incertitude d'un événement : l'assurance, par exemple, le prêt à la grosse aventure, dépendent d'un événement incertain, mais l'incertitude n'est pas le seul motif du contrat, au lieu que les obligations contractées au jeu n'ont d'autres mobiles que le desir et l'espoir du gain » ;

2^o parce que, au point de vue économique, le jeu ne procure au perdant aucune compensation en échange de ce qu'il donne et ne fournit à la société aucun enrichissement.

« Ce desir et cet espoir ne supposent aucune réciprocité de service : chaque joueur n'espère que de sa fortune et ne se repose que sur le malheur d'autrui ; à la différence des contrats ordinaires qui rapprochent les hommes, les promesses contractées au jeu les divisent et les isolent ; »

3^o parce que, au point de vue social, et aussi dans l'intérêt du

joueur lui-même, il importe de ne point favoriser le développement d'une passion qui enfante les plus graves désordres :

« Comment tolérer dans une société bien ordonnée, dit le tribun Siméon, que les citoyens mettent leur fortune au hasard d'un coup de dé, qu'une épouse, des enfants, voient s'évanouir en une heure toutes leurs ressources et leurs espérances, avec le patrimoine d'un mari ou d'un père dissipateur ? »

« Le jeu, ajoute Duveyrier, le jeu proprement dit, ce ministre aveugle et forcené du hasard, qui place entre deux hommes sur un tas d'or la plus épouvantable alternative, le bonheur ou l'adversité, la fortune ou la misère, le délire de la joie ou du désespoir qui dévore la substance des épouses et des enfants, qui tarit toutes les sources de la tendresse, de l'amour, de l'amitié, de la reconnaissance, de la probité qui engendre, alimente, exalte, justifie toutes les passions, tous les vices, tous les excès, et qui n'a pour remplacer tout ce qu'il engloutit que des poisons ou des poignards ; ce monstre antisocial, bien qu'il affecte la figure et le maintien d'un contrat, ne mérite pas, sans doute, la protection que la loi doit aux conventions ordinaires. »

C'est pour cette triple raison, que le législateur a permis au perdant d'opposer ce qu'on appelle l'exception de jeu à l'action dirigée contre lui par le gagnant pour réclamer le montant d'une dette de jeu ou le paiement d'un pari.

§ II.

Exception : Paris dont l'exécution peut-être réclamée en justice.

La loi n'accorde aucune action, telle est la règle ; elle reçoit

une importante exception, aux termes de l'article 1966 du Code civil :

Les jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à pied ou à cheval, les courses de chariot, le jeu de paume et autres jeux de même nature, qui tiennent à l'adresse ou à l'exercice du corps, sont exceptés de la disposition précédente.

Les courses de chevaux étant comprises dans cette énumération, pour déterminer les conditions civiles des paris qui nous occupent, ce n'est point tant la règle que l'exception que nous aurons à examiner.

Nous avons à nous demander tout d'abord quel est, d'une façon générale, le fondement de l'exception établie par le législateur relativement aux paris engagés à l'occasion des jeux d'adresse qui en font l'objet.

1° Paris engagés à l'occasion des jeux d'adresse.

« Ces sortes de jeux sont utiles, dit Portalis, on les a peut-être trop négligés dans nos temps modernes. On conçoit que des citoyens qui jouent à un jeu d'adresse ou d'exercice, peuvent, pour soutenir entre eux l'émulation et l'intérêt, stipuler un prix pour le plus adroit ou le mieux exercé. »

« Ils développent les forces ⁽¹⁾, ils délassent le corps, ils préparent de bons soldats, des agriculteurs vigoureux, des marins adroits et intrépides, ils sont dignes d'encouragement. »

Telle est la pensée qui a animé le législateur, aussi n'a-t-il

(1) Troplong, *Contrats aléatoires*, n° 48.

point cru devoir donner une énumération limitative des jeux sanctionnés par une action, laissant au juge le soin d'apprécier ceux qui tiennent « à l'adresse et à l'exercice du corps » et peuvent, à ce titre, rentrer dans l'exception de l'article 1966. Il convient, toutefois, de remarquer ici qu'aux termes de cet article une double condition est exigée, et qu'il ne suffirait point qu'un jeu fût exclusivement un jeu d'adresse où l'intelligence et l'habileté du joueur décideraient seules du résultat pour rendre l'action recevable, si ce jeu n'avait en même temps pour objet de favoriser le développement des forces physiques ⁽¹⁾.

L'article 1966 *in fine* apporte à l'exercice de l'action civile, dans les cas où elle est accordée, une importante restriction :

Néanmoins le tribunal peut rejeter la demande quand la somme lui paraît excessive.

Dans quel cas la somme engagée est-elle raisonnable, dans quel cas est elle excessive ? C'est là une question de pur fait soumise, d'après les circonstances, au pouvoir d'appréciation des juges du fond ⁽²⁾. Mais ceux-ci ne pourraient pas se contenter de réduire la demande : le caractère excessif du risque auquel les parties se seraient exposées donne, en effet, à la convention même une base immorale, la cupidité ; si le gain est immodéré, il devient illicite parce que, dès lors, la cause d'un tel gain cesse d'être proportionnée à l'objet qui doit le produire ; la convention tout entière devra être anéantie ; le

(1) En ce sens : Laurent, t. XXVII, p. 217, n° 498. Janoly, *Jeu et Pari*, p. 30 ; Frèrejouan du Saint, *Jeu et Pari*, n° 10.

Contrà, Troplong, *op. cit.*, n° 50. Conf. Rapport de Siméon, Locré t. VII p. 349 et discours de Duveyrier, *ibid.*, p. 355.

(2) Frèrejouan du Saint, *op. cit.*, n° 15.

législateur a fait de la modération du jeu une condition de recevabilité de l'action ⁽¹⁾.

2° Paris engagés à l'occasion des courses de chevaux.

Nous avons à faire à l'espèce particulière de paris qui nous occupe l'application des principes généraux que nous venons d'exposer.

Une première observation est nécessaire : nous avons indiqué que le fondement de l'exception établie pour sanctionner par une action les paris engagés dans les cas prévus par l'article 1966 était l'intérêt général que présentait le développement des forces physiques de la nation. C'est à ce titre que les *courses à cheval* figurent dans l'énonciation du texte, mais, en ce qui concerne les *courses de chevaux*, il faut aller plus loin : elles ne constituent point seulement un jeu d'adresse ayant pour objet de développer les forces physiques du cavalier, elles présentent encore un autre intérêt d'ordre général aussi important pour la prospérité nationale que le premier sinon davantage, l'amélioration de la race chevaline.

Cette considération a pu échapper au législateur de 1804 qui ne connaissait point encore l'institution des courses de chevaux telle que nous l'avons vu organiser seulement en 1805 ⁽²⁾ dans le but de renouveler, d'améliorer l'espèce, caractère nouveau avec lequel l'institution a grandi, et dont les dispositions législatives qui ont suivi se sont manifestement

(1) Portalis, Exposé des motifs, Loqué, t. VII p. 343. Poitiers, 4 mai 1810. Laurent, *op. cit.*, n° 499 ; Troplong, *op. cit.*, nos 619, 620 ; *Répertoire. gén. alph. du droit français*, v° Jeu et Pari, nos 70, 71.

(2) Voy. *suprà*, première partie.

inspirées : des encouragements de toute nature ont été donnés à l'élevage pour réaliser ce but et l'idée a pris un tel développement qu'il est à peine question aujourd'hui, sauf pour quelques épreuves réservées à l'armée, des qualités du cavalier ; tout l'effort porte actuellement sur le développement des qualités les plus sérieuses du cheval et les courses sont devenues un moyen de les apprécier, pour faire des sujets les mieux doués des reproducteurs de premier ordre.

C'est une raison de plus qui légitime l'exception en notre matière, aussi, pour l'interprétation de l'article 1966 et son application à l'institution actuelle des courses de chevaux pensons-nous qu'il ne faut point perdre de vue la double considération que nous venons de préciser, laquelle est absolument conforme à l'esprit de la loi, car l'État est intéressé au développement de la puissance industrielle et agricole du pays autant qu'au développement des forces physiques des citoyens.

Exercice de l'action.

D'une façon générale, il semble résulter des termes mêmes de l'article 1966 du Code civil que les personnes auxquelles appartient l'action sont celles qui, prenant part directement et personnellement au jeu, ont engagé entre elles un pari ; l'application de ce principe aux courses de chevaux telles qu'elles se pratiquent actuellement soulève une première question ;

A qui la loi accorde-t-elle l'action civile : au jockey qui monte le cheval et dont l'habileté assure l'avantage de la

course, ou au propriétaire de ce cheval, dont l'effort contribue à l'amélioration de la race chevaline ?

Deux opinions ont été formulées dans la doctrine :

L'une, se basant sur ce que le législateur de 1804 s'est préoccupé surtout de favoriser les exercices du corps, reconnaît au jockey seul le droit de réclamer en justice le montant du pari qu'il aurait engagé contre un concurrent, car c'est lui et non le propriétaire qui participe au jeu de course ⁽¹⁾.

D'après l'autre opinion, le propriétaire du cheval aurait une action en justice, à l'exception du jockey ⁽²⁾ ; on soutient pour l'établir que dans ces sortes de jeux ce n'est pas seulement le fait, l'exercice de la course que la loi favorise, mais « la transplantation et la propagation des races de chevaux les plus propres à améliorer l'espèce » ⁽³⁾ et l'on dit : le même motif qui a fait attribuer par l'État et les communes des primes aux propriétaires et éleveurs des chevaux vainqueurs, à l'exclusion des jockeys, doit leur faire attribuer également le droit exclusif à l'action née d'un pari engagé dans ces conditions. Nous n'apercevons point, quant à nous, cette identité de motif : l'allocation de primes et prix de courses à l'agriculture pour encourager l'élevage du cheval, nous paraît être une chose, et la disposition de l'article 1966 du Code civil en être une autre :

Nous ferons la même critique à chacune des deux opi-

(1) En ce sens Laurent, t. XXVIII, n° 200 — [Cet auteur va même plus loin et opinerait volontiers à exclure les courses de chevaux de l'exception, celles-ci n'ayant rien de commun avec l'article 1966, puisqu'ici ce n'est pas même le jockey qui s'exerce au jeu, mais le cheval.]

(2) Voy. Mourlon, t. III, p. 423, n° 10774 ; Pont, *op. cit.* t. I n° 613 ; Pillette, *Revue pratique*, t. XV, p. 232 et suiv.

(3) Circulaire ministérielle du 16 mai 1825.

nions : l'une et l'autre est trop restrictive. Celle-ci prétend appliquer l'article 1966 en laissant complètement de côté l'idée première qui a inspiré le législateur de 1804, c'est-à-dire la nécessité de favoriser les exercices physiques, pour ne voir que l'idée née postérieurement à cette disposition : l'amélioration de la race chevaline. Celle-là diminue la pensée élevée du législateur et met des bornes à l'intérêt général, en restreignant la portée d'un texte qui n'a rien de limitatif.

Pour nous, le champ d'application de l'article 1966 est plus vaste : l'action civile a été accordée en raison de cette considération que l'intérêt général, que le bien public sont au-dessus de l'intérêt particulier des joueurs, et au-dessus même de l'immoralité du jeu ; cette action est donc recevable toutes les fois qu'elle est ainsi justifiée. Elle trouve dans notre matière un double fondement : le développement des forces physiques pour le cavalier, l'amélioration de l'espèce pour le cheval, qui sont également utiles à la prospérité nationale ; et, dès lors, nous pensons que le pari engagé par le propriétaire du cheval rentre dans les termes de l'article 1966 comme celui engagé par le jockey et qu'ils ont l'un et l'autre l'action civile pour en réclamer le montant ⁽¹⁾.

Cette opinion est aujourd'hui généralement admise ; on considère le propriétaire et le jockey comme prenant, l'un et l'autre, une part directe à la course ⁽²⁾.

(1) Voy. en ce sens Frèrejouan du Saint, *op. cit.*, n° 158 ; Laya. *op. cit.*, nos 29 et 30.

(2) La Cour de cassation a rendu en ce sens un arrêt de principe pour délimiter en cette matière l'application des dispositions civiles et des dispositions répressives (Voy. Cassation, ch. crim., 18 juin 1875, et le rapport de M. le conseiller Saint-Luc-Courborieu, Dalloz 1875. 4. 445. Sirey 1875. 4. 386.)

Plus délicate est la seconde question que soulève l'interprétation de notre article :

La disposition s'applique-t-elle exclusivement aux personnes qui participent personnellement au jeu, ou bien peut-elle être étendue à celles qui s'y intéressent en engageant des paris sur le résultat du jeu ?

Bien que cette question puisse se présenter relativement à toute espèce de jeu, c'est surtout à l'occasion des courses de chevaux qu'elle s'est posée et c'est à ce point de vue surtout que nous devons ici l'examiner :

On trouve à cet égard trois opinions divergentes :

Première opinion.—D'après le droit commun, les conventions sont libres entre les parties et engendrent des obligations ; par exception, la convention de jeu ou de pari ne produit ses effets juridiques qu'autant qu'elle a été volontairement exécutée ; la loi n'accorde aucun moyen coercitif ; néanmoins, pour certains jeux qui présentent un caractère d'utilité générale, le législateur a fait disparaître l'exception, et ces jeux sont rentrés dans le droit commun, les conventions à leur égard sont redevenues libres et exécutoires comme toutes autres conventions. La conséquence qui s'en dégage c'est que toute personne qui joue et parie sur le résultat de ces jeux acquiert un droit sanctionné par la loi, sauf cette restriction, que le juge pourrait écarter la demande du gagnant si le chiffre de la dette lui paraissait excessif.

Deuxième opinion. — D'après cette opinion, aussi radicale que la première, mais en sens contraire, le législateur n'aurait

Paul Pont, *Petits contrats*, t. I, n° 613. ; Frèrejouan du Saint, *op. cit.* n° 158 ; Laya, *op. cit.*, n° 30 ; *Répertoire gén. alph. du droit français* ; v° Jeu et Pari ; Dalloz *Répertoire*, v° Jeu ; Labori, *Répertoire encycl. du droit français*, v° Jeu n° 56.

entendu accorder l'action civile qu'aux joueurs eux-mêmes dont la force et l'adresse s'exercent et sont profitables à l'intérêt général du pays, mais non pas aux parieurs qui, simples spectateurs des jeux, exposent à leur occasion des sommes d'argent dans un but de lucre et de spéculation; ceux-là ne servent en rien le bien public et se bornent à s'enrichir ou se ruiner les uns les autres (1).

3^o *Troisième opinion.* — L'action prévue par l'article 1966 est toujours recevable, qu'il s'agisse de personnes ayant pris part aux exercices ou de celles qui ont seulement parié à leur occasion; dans ce système, en effet, ce qui justifie le droit d'action, ce n'est point tant la considération de l'intérêt général, que l'adresse et l'intelligence nécessaires pour prendre au jeu une part directe ou indirecte; la seule condition pour la recevabilité de l'action du gagnant est donc que l'opération dont il poursuit l'exécution ait été pour lui un acte raisonné et intelligent et non point une spéculation de pur hasard (2).

Cette dernière opinion ne serait fondée que si le législateur, en établissant les conditions civiles du jeu et du pari, avait entendu faire une distinction entre les jeux d'adresse et les jeux de pur hasard, pour favoriser le développement des uns et écarter l'immoralité des autres; nous rencontrerons une semblable distinction dans les dispositions répressives applicables à notre matière, mais, au point de vue de la loi civile, nous pensons qu'elle n'existe pas. La grande majorité de la doctrine et la jurisprudence rejettent d'ailleurs cette idée.

(1) P. Pont, *op. cit.*, nos 612, 613.; *Répertoire gén. alph. du droit français*, v^o Jeu et Pari, n^o 587.

(2) Troplong, *Contrats aléatoires* nos. 189 et 190.

En effet, bien qu'elle se rencontre dans les travaux préparatoires ⁽¹⁾, le texte même de l'article 1966 semble l'écarter : cette disposition, il est vrai, n'a aucun caractère limitatif, mais on peut remarquer toutefois qu'on ne voit figurer dans l'énumération, à titre d'exemples des jeux pourvus d'actions, que des exercices propres à développer les forces physiques, et aucun jeu où les combinaisons de l'intelligence aient une part exclusive ou prépondérante ; cette opinion nous paraît donc se rattacher à une idée fausse que se sont faite ses partisans sur le fondement même de l'action civile en paiement d'un pari ⁽²⁾.

Le jeu à propos duquel le pari a été engagé présente-t-il quelque utilité générale ? Telle est la question qu'il faut se poser pour déterminer la recevabilité de l'action de jeu, et c'est encore, croyons-nous, l'intérêt public qui doit servir de base pour en délimiter l'étendue. Les deux autres opinions que nous avons formulées ont fait l'application de ce critérium, mais, en ce qui concerne l'étendue de l'action, elles aboutissent à des conclusions diamétralement opposées.

La deuxième, celle qui restreint, en principe, aux joueurs seuls le bénéfice de l'action en paiement peut paraître au premier abord devoir être adoptée comme étant la théorie la plus conforme aux vues du législateur, la plus profitable à l'ordre social :

Le jeu et le pari sont choses mauvaises en soi, de tous temps honnies, réprouvées, punies même par la loi ; aussi n'est-il point douteux que ce n'est jamais qu'à regret et comme mal-

(1) Rapport de Siméon et discours de Duveyrier précités.

(2) Voy. solution implicite de l'arrêt précité, Cassation, 18 juin 1875

gré lui que le législateur se départit de sa rigueur dans quelques cas exceptionnels qu'il voudrait délimiter de la façon la plus étroite. Incontestablement, le rédacteur du Code civil a eu cette intention et il a éprouvé ce sentiment ; mais encore faut-il se demander s'il a pu suivre sa pensée et réaliser tout son desir ; nous ne le croyons point.

Priver le jeu et le pari de tout caractère légal c'était, en effet, et la première opinion l'a bien vu, heurter un principe fondamental, la liberté des conventions ; il eut été difficile de ne point reconnaître le jeu et le pari comme des contrats, et plus encore de leur refuser, après les avoir reconnus, tout effet juridique. Le législateur a compris cette difficulté, et il s'est visiblement efforcé de concilier avec ce caractère du pari l'idée de prohibition ; ainsi, pour sauvegarder dans la mesure du possible la morale publique, il a omis de sanctionner l'obligation née d'un semblable contrat, mais, d'autre part, il a laissé subsister ce qu'il ne pourrait empêcher de se produire, la réalisation volontaire de cette obligation. Ces explications étaient nécessaires pour faire ressortir les raisons par lesquelles se justifient les deux systèmes qui restent en présence, elles nous conduisent à cette constatation intéressante : dans l'un, on considère le défaut d'action comme la règle et l'exercice de l'action comme l'exception, c'est la solution à laquelle aboutit le deuxième système que nous avons exposé ; dans l'autre, au contraire, l'exécution forcée des obligations est la règle et le refus d'action constitue l'exception.

Cette solution adoptée dans le premier système nous paraît la plus juridique et c'est assurément celle qui convient le mieux aux paris engagés à l'occasion des courses de chevaux.

Vainement, en effet, l'on soutiendrait ici que seules les personnes prenant une part directe au jeu jouissent de l'action civile parce que seules elles contribuent à l'intérêt public, cet argument ne saurait nous toucher lorsqu'il s'agit des courses de chevaux telles qu'elles fonctionnent actuellement car celles-ci ne sauraient exister, ainsi que l'affirmait le législateur de 1891, sans le concours des parieurs ⁽¹⁾.

Cependant la jurisprudence semble considérer « que les paris que la loi a sanctionnés sont uniquement ceux qui interviennent entre personnes prenant part sinon par elles-mêmes, au moins par leurs préposés, aux exercices sur lesquels ces paris sont engagés » ⁽²⁾.

La loi du 2 juin 1891 qui a autorisé le pari aux courses pratiqué dans certaines conditions n'a en aucune façon modifié les rapports des parieurs entre eux au point de vue de l'action civile ⁽³⁾ ; il importe cependant de faire remarquer, dès à présent, que si le pari intervenait dans des conditions prohibées par cette loi il serait illicite, constituerait un délit et ne pourrait, dès lors, faire la base d'une action civile ; nous examinerons ces conditions en étudiant le pari au point de vue répressif.

Signalons enfin une restriction conforme aux règles du droit commun applicables à l'action de jeu dans les cas où elle est accordée : son exercice suppose que le contrat est intervenu entre personnes capables de s'obliger.

(1) *Débats parlementaires*, Chambre des députés, *Journal officiel*, 1891, p. 458, 460.

(2) Trib. civ. Seine, 4 janvier 1893 (Bidault) *Journal Le Droit*, 6 janvier 1893 ; *Gazette du Palais*, 1893. 1. 42 ; *Journal La Loi* 1893, n° 58, Voy. dans le même sens : Paris, 31 décembre 1874 (Oller) Dalloz 1875. 292 Trib. comm. Seine, 2 juin 1893 (Bertheraud) *Journal La Loi*, 21 juin 1893.

(3) Jugement du trib. civ. Seine, 4 janvier 1893, précité.

SECTION II

Législation de pari au point de vue répressif.

Le pari ne fait point l'objet de dispositions particulières de notre Code pénal ; la loi, au contraire, est muette en ce qui concerne sa prohibition ; aussi nous proposons nous de comprendre sous ce titre : « législation du pari au point de vue répressif » l'ensemble des textes qui, proscrivant certains jeux considérés comme dangereux, s'appliquent également aux paris qui naissent à l'occasion des jeux déclarés illicites.

Il existe, en effet, une affinité si étroite entre le jeu et le pari, qu'il est souvent difficile de les distinguer et que l'on peut bien dire que la loi qui régit l'un est aussi la loi de l'autre ; leurs caractères sont identiques : le pari est une espèce de jeu, et le jeu une espèce de pari.

§ I.

Du pari en général.

Le pari ne constitue pas en lui-même une infraction tombant sous le coup de la loi pénale. Pratiqué honnêtement entre deux joueurs de bonne foi, nous avons vu qu'il a tous les caractères d'une convention parfaitement licite. Nous avons précisé, au point de vue de la loi civile, les effets juridiques de cette convention, suivant certaines distinctions entre les jeux à l'occasion desquels elle a été formée, mais il

ne faudrait point conclure de ce que l'obligation née d'un pari peut quelquefois être dépourvue d'action, que le pari lui-même soit, par cela seul, délictueux et reprehensible. Le pari, en effet, n'est punissable qu'autant qu'il a pour objet un jeu défendu par la loi, et le caractère de cette prohibition est tout différent de celui qui sert de base à la distinction établie pour sanctionner l'obligation civile.

1^o Assimilation du pari aux jeux de hasard.

La répression du pari dépendant essentiellement de la nature du jeu à l'occasion duquel il est intervenu, il est nécessaire de préciser aussi nettement que possible les conditions qui rendent le jeu illicite ou permis.

Sous l'empire de la loi romaine, on aurait peut-être pu soutenir ⁽¹⁾ que les paris formés à l'occasion des jeux propres au développement des forces physiques échappaient seuls à la répression, car cette loi prohibait tous les autres jeux ⁽²⁾ ; mais, dans notre ancien droit, on admettait comme licites, à côté des jeux purement physiques, les jeux d'adresse et les jeux dits de commerce, et notre Code pénal a adopté la même théorie :

Aujourd'hui, une seule catégorie de jeux sont punissables : ceux dont le résultat dépend du hasard ; c'est ce qu'expriment les dispositions qui régissent cette matière, les articles 410 et 475 § 5 du Code pénal :

Art. 410. — *Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard, et y auront admis le public, soit librement, soit sur la*

(1) Voy. *suprà* p. 178.

(2) « Ex aliis ubi pro virtute certamen non fit, non licet » Loi 3, Digeste, de aleatoribus.

présentation des intéressés ou affiliés, les banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent francs à six mille francs.

Les coupables pourront être de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code.

Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés.

Art. 475. — Seront punis d'une amende depuis six francs jusqu'à dix francs inclusivement :

.
5° — Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard.

L'examen de ces textes soulève immédiatement une double observation : Les articles 410 et 475 tendent uniquement à la répression des jeux de hasard proprement dits, et encore ne punissent-ils pas les joueurs eux-mêmes, mais seulement, d'une part, ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard, et, d'autre part, ceux qui auront établi ou tenu ces sortes de jeux dans un lieu public ; le premier fait est un délit, le second une contravention. Tenter la voie du sort, même en public, même dans une maison de jeu, n'est une infraction

ni pour celui qui perd ni pour celui qui gagne, mais faire métier du jeu, et fournir aux joueurs l'occasion de se livrer à leur vice, voilà ce qui est dangereux et immoral, voilà ce qui est et doit être puni (1).

En l'absence de textes formels, la jurisprudence a étendu aux paris nés à l'occasion des jeux illicites les dispositions ci-dessus rapportées ; toutefois elle n'a pu procéder à cette extension qu'en restant dans les limites que nous venons d'indiquer ; elle n'atteint donc pas le parieur lui-même, mais seulement celui qui exploite le pari, et encore ne peut-elle le frapper qu'autant que le pari exploité est assimilable à un véritable jeu de hasard.

Une question pourrait se poser ici, celle de savoir ce qu'il faut entendre par jeux de hasard aux termes des articles 410 et 475 du Code pénal. Diverses interprétations ont été données par la doctrine ; la jurisprudence elle-même a varié sur ce point. Néanmoins, si l'on consulte les arrêts, on est autorisé à considérer comme jeux de hasard ceux où la chance prédomine sur les combinaisons de l'intelligence (2).

C'est l'opinion qui a prévalu, nous l'indiquons seulement ici, et nous examinerons à l'occasion des paris sur les courses de chevaux les différents systèmes qui ont été proposés, ainsi que les variations successives de la jurisprudence (3).

Aux jeux de hasard il faut assimiler, comme présentant le même caractère illicite, les opérations dont la réalisation s'effectue par la voie du sort, c'est-à-dire les loteries de toute

(1) Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, édit 1893, t. V, n° 371.

(2) Blanche et Dutruc, *Etudes pratiques sur le Code pénal.*, t. VI, n° 920.

(3) Voy. *infra* § II, 2°.

espèce prohibées tant par l'article 410 du Code pénal que par la loi du 21 mai 1836 dont les dispositions sont les suivantes :

Loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries.

Art. 1^{er}. — *Les loteries de toute espèce sont prohibées.*

Art. 2. — *Sont réputées loteries et interdites comme telles : les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises effectuées par la voie du sort, ou auxquelles auraient été réunis des primes ou autres bénéfices dus au hasard, et généralement, toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort.*

Art. 3. — *La contravention à ces prohibitions sera punie des peines portées à l'article 410 du Code pénal. S'il s'agit de loteries d'immeubles, la confiscation prononcée par ledit article sera remplacée à l'égard du propriétaire de l'immeuble mis en loterie, par une amende qui pourra s'élever jusqu'à la valeur estimative de cet immeuble. En cas de seconde ou ultérieure condamnation, l'emprisonnement et l'amende portés en l'article 410 pourront être élevés au double du maximum. Il pourra, dans tous les cas, être fait application de l'article 463 du Code pénal.*

Art. 4. — *Ces peines seront encourues par les auteurs, entrepreneurs ou agents de loteries françaises ou étrangères, ou des opérations qui leur sont assimilées. Ceux qui auront colporté ou distribué les billets ; ceux qui, par des avis, annonces, affiches, ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître l'existence de ces loteries ou facilité l'émission des billets seront punis des peines portées en l'article 411 du Code pénal ; il sera fait application, s'il y a lieu, des deux dernières dispositions de l'article précédent.*

Art. 5. — *Sont exceptées des dispositions des articles 1 et 2 ci-*

dessus les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, lorsqu'elles auront été autorisées dans les formes qui seront déterminées par des règlements d'administration publique.

L'article 2 de cette loi définit la loterie en cumulant deux procédés législatifs : l'emploi d'une formule générale, l'éclaircissement de cette formule par des exemples. Ce n'est plus, soit l'objet de l'opération, soit sa nature juridique qu'il faut rechercher pour résoudre la question de savoir si l'opération est ou n'est pas une loterie, mais le moyen employé pour en déterminer le bénéficiaire ; la loi de 1836 a eu pour but d'interdire d'une manière absolue dans les transactions civiles ou commerciales la voie du sort comme cause principale d'une attribution de valeur ; ce n'est pas seulement la spéculation prenant le sort pour son unique base qui constitue une loterie, c'est toute spéculation où le sort entre comme un élément de gain ou de perte ⁽¹⁾. C'est là en effet la condition essentielle et caractéristique de la loterie ⁽²⁾.

2^o Répression, pénalités.

I

Comme nous l'avons déjà remarqué ⁽³⁾, la loi ne s'applique qu'aux jeux de hasard ou aux paris ayant ce caractère, et, de plus, elle ne punit point tous les participants au jeu illicite mais seulement les individus qui « tiennent » un jeu de cette

(1) Garraud, *op. cit.*, t. V. p. 412, n° 396.

(2) Frèrejouan du Saint, *Jeu et Pari*, n° 191.

(3) Voy. *suprà* p. 199.

nature ; il y a à cet égard un parrallélisme absolu entre les deux dispositions répressives des articles 410 et 475 du Code pénal ci-dessus rapportées ; le même parrallélisme se retrouve encore dans les conditions d'application de ces textes : l'infraction n'existe, dans l'un et l'autre cas, qu'autant que le public a été librement admis à prendre part au jeu, mais les pénalités édictées diffèrent essentiellement, et, suivant les circonstances, l'infraction constitue tantôt un délit et tantôt une contravention.

Dans quel cas y a-t-il délit ? Dans quel cas y a-t-il contravention ?

En principe, le délit prévu et puni par l'article 410 du Code pénal suppose l'existence d'un établissement d'une certaine durée, une exploitation faite dans un local spécialement aménagé où le public est admis clandestinement et vient en connaissance de cause, dans le but de satisfaire sa passion ; cet établissement constitue en effet la véritable « maison de jeu ». A défaut d'installation matérielle dans l'intérieur d'une maison, si le jeu est offert sur la voie publique, au grand jour, il y a simple contravention et c'est l'article 475 qu'il faut appliquer.

En fait, la délimitation est souvent délicate à établir : l'exploitation du jeu, en effet, n'est pas toujours absolument clandestine, ni exercée tout à fait au grand jour ; il peut arriver que des jeux de hasard soient tenus accessoirement dans des établissements tels que cafés, cabarets ou auberges, ouverts librement au public, mais dont le but essentiel et principal n'est pas l'exploitation de ces jeux.

Devra-t-on, dans ce cas, considérer ces établissements comme des maisons de jeu et appliquer l'article 410 du Code

pénal, ou faudra-t-il seulement leur reconnaître le caractère de lieux publics et considérer les jeux qui s'y tiennent comme illicites aux termes de l'article 475 du même Code ?

La disposition de l'article 475 paraît, au premier abord, exclure la possibilité d'appliquer ici l'article 410 ; les cafés, cabarets ou auberges constituent, en effet, notoirement les « lieux publics » placés par cet article à côté des rues places et chemins où l'exploitation du jeu est prohibée sous peine de contravention, et leur assimilation avec la voie publique s'explique par cette considération que la surveillance peut s'y exercer aisément, la police ayant toujours le droit d'y pénétrer ⁽¹⁾.

Quelques auteurs en ont conclu que l'article 410 n'était applicable que lorsque le jeu était tenu clandestinement dans des maisons particulières, et non lorsqu'il était tenu dans des établissements ostensiblement ouverts au public ⁽²⁾. La Cour de cassation a adopté également ce système dans plusieurs décisions de principe ⁽³⁾.

Mais aujourd'hui l'on admet qu'il y a lieu, pour déterminer la nature de l'infraction, de rechercher le caractère du jeu plutôt que celui de l'établissement où il se tient : l'exploitation a-t-elle un caractère permanent, elle constitue, dès lors un délit ; a-t-elle, au contraire, un caractère passager ou accidentel, elle ne constitue plus qu'une contravention.

(1) Loi des 16-24 août 1790, titre II, art. 3, n° 3 ; loi des 19-22 juillet 1791, titre I, art. 9 et 18 ; décret du 27 septembre 1792 ; loi du 28 germinal an VI, art. 129.

(2) Morin, *Répertoire du droit criminel*, v° Jeu. Chauveau Faustin-Hélie et Villey, *Théorie du Code pénal*, t. V, n° 2320 Garraud, *op. cit.*, t. V, n° 378.

(3) Cassation, 26 mars 1813, *Journal du Palais* 1813, 1. 238. 15 juillet 1826. Dalloz, *Répertoire*, v° Jeu Pari, n° 71 — Cassation, 14 novembre 1840. Sirey, 1841. 1. 95, *Journal du droit criminel* 1841, p. 29. — Cassation, 3 juin 1848, *Bulletin des arrêts criminels*, n° 170.

« La disposition de l'article 410 est générale et absolue, on n'y trouve rien dont on puisse inférer, soit qu'elle exclut les établissements ayant le caractère de lieux publics, soit qu'elle est inapplicable aux aubergistes, cabaretiers ou cafetiers qui tiendraient une maison de jeu de hasard ; l'article 475 § 5 n'a pas dérogé à la généralité de l'article 410 à l'égard des maisons de jeu établies dans les auberges, cafés ou cabarets ; il a pour objet d'atteindre tout jeu de hasard qui, tenu d'une manière passagère ou accidentelle, ne pourrait, par ces motifs, être considéré comme constituant l'établissement d'une maison de jeu, lorsque, d'ailleurs, il est tenu dans un lieu public (1) ».

De cette interprétation donnée par la Cour suprême il résulte que les cafés, auberges ou cabarets peuvent être recherchés, selon les circonstances, ou comme « maisons de jeu » (art. 410), ou comme « lieux publics » (article 475).

II

Non seulement le quantum, mais le caractère même de la peine varie, suivant les circonstances dans lesquelles le jeu a été tenu, le même fait constituant, ainsi que nous l'avons dit, tantôt un délit, tantôt une contravention.

(1) Cassation, 1^{er} août 1861, *Bulletin* n° 169. — *Adde* : Cassation, 12 mai 1843, Sirey 1844. 1. 217. — Cassation, 1^{er} août 1861, Sirey 1862. 1. 107 ; Dalloz, 1861. 1. 454. — Montpellier, 23 janvier 1843, Sirey 1843. 2. 219. — Paris, 6 janvier 1882, Sirey 1882. 2. 124. — Paris, 8 décembre 1884, Sirey, 1886. 2. 124. — Cassation, 7 mai 1885, Sirey 1886. 1. 281. — Cassation, 14 février 1896, *Gazette des Tribunaux*, 24, 25 février 1896. Chauveau, Hélie, Villey, *op. cit.*, t. VI, n° 2834. Blanche, *op. cit.*, t. VII, n° 340 ; Garraud, *op. cit.* t. V, n° 378.

Délit. — L'article 410 prononce deux pénalités principales : un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et une amende de cent à six mille francs et deux pénalités accessoires : l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille mentionnés en l'article 42 du Code pénal, et la confiscation ⁽¹⁾. Cette pénalité accessoire de la confiscation porte sur « tous les fonds ou effets qui sont trouvés exposés au jeu, les meubles, instruments ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux sont garnis et décorés ».

L'article 410 s'appliquerait également, conformément au droit commun, aux complices de ce délit (articles 59 et 60 du Code pénal) sauf la dérogation prévue par l'article 4 § 2 de la loi du 21 mai 1836 sur les loteries : « Ceux qui auront colporté ou distribué les billets ; ceux qui, par des avis, annonces, affiches, ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître l'existence de ces loteries ou facilité l'émission des billets seront punis des peines portées en l'article 411 du Code pénal », c'est-à-dire « d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de cent francs à deux mille francs ».

En outre des pénalités ci-dessus, ceux qui ont été condamnés pour tenir des maisons de jeu sont frappés indirectement et par voie de conséquence de certaines incapacités encourues de plein droit ; c'est ainsi qu'ils se trouvent privés du droit d'exploiter des débits de boissons à consommer sur place pendant cinq années après l'expiration de leur peine, s'ils ont été condamnés pour ce fait à un mois d'emprisonnement

(9) Frèrejouan du Saint, *op. cit.*, n° 123.

au moins, comme aussi du droit de participer à l'exploitation d'un semblable débit en qualité de gérant ou comme auxiliaire de leur conjoint, le tout sous peine d'une amende de seize à deux cents francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois en cas de récidive (articles 6, 7 et 8 de la loi du 17 juillet 1880). De même, ne peuvent participer aux élections pour les chambres de commerce les individus condamnés pour contravention aux lois sur les maisons de jeu, les loteries et les maisons de prêts sur gages (article 619 du Code de commerce encore en vigueur en ce qui concerne les élections pour les chambres de commerce) ; et ceux qui ont été condamnés à l'emprisonnement pour ces mêmes délits sont privés de leur droit d'électeurs même pour les élections au tribunal de commerce (article 2 § 3 de la loi du 8 décembre 1883). De même encore les individus condamnés par application de l'article 410 sont en outre frappés d'incapacité électorale en vertu de l'article 15) § 11 du décret organique du 2 février 1852, lequel n'a été abrogé par la loi organique du 30 novembre 1875 (article 22) qu'en ce qui concerne les condamnés pour contravention à la loi du 21 mai 1836 sur les loteries ⁽¹⁾.

Contravention. — La pénalité édictée par l'article 475 du Code pénal est de six à dix francs d'amende ; à celle-ci vient s'ajouter la confiscation : « Seront saisis et confisqués, les tables, instruments, appareils des jeux ou des loteries établis dans les rues, chemins et voies publiques, ainsi que les denrées, objets ou lots proposés aux joueurs dans le cas de l'article 476 ⁽²⁾ », (article 477 § 1 du Code pénal).

(1) Frèrejouan du Saint, *op. cit.*, n° 433.

(2) Lisez 475, c'est par une erreur évidente que l'article 477 renvoie à l'article

Les individus mentionnés au n° 5 du même article (475) qui seraient repris pour le même fait en état de récidive seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle, et punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 francs à 200 francs (article 478 § 2).

Les contrevenants à l'article 475 sont en outre assimilés aux vagabonds par la loi du 27 mai 1885 sur la relégation (article 4) : « Sont considérés comme gens sans aveu et seront punis des peines édictées contre le vagabondage, tous individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leurs subsistance que du fait de pratiquer ou de faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites ».

§ II.

Des paris aux courses.

Les paris aux courses tombent-ils sous l'application de ces dispositions destinées à réprimer les jeux de hasard et les loteries dont nous venons de préciser la portée ? Telle est la question que nous allons essayer de résoudre en examinant le caractère des paris aux courses sous les différentes formes où ils sont pratiqués.

1° *Diverses espèces de paris.*

I *Pari pour ou contre.*

Les courses de chevaux peuvent donner lieu à deux sortes de paris diamétralement opposées : on peut parier, soit

476 qui prévoit des contraventions absolument étrangères aux jeux (Blanche, *op. cit.*, t. VII, n° 445, p. 542. Frèrejouan du Saint, *op. cit.*, n° 443.)

pour, soit *contre* un cheval déterminé : *pour* lui, quand on parie qu'il arrivera le premier; *contre* lui, quand on parie qu'il n'arrivera pas le premier, ou bien encore, c'est l'hypothèse la plus fréquente, quand on parie qu'un autre cheval arrivera le premier. Ainsi, en engageant une somme d'argent « sur » un cheval que l'on présume devoir gagner la course, on parie *pour* ce cheval et en même temps on parie *contre* tous les autres prenant part à la même course.

Cette sorte de pari *pour* un cheval *contre* les autres est celle que pratiquent la plupart des joueurs, sinon tous, quel que soit d'ailleurs le mode employé par chacun d'eux pour réaliser le gain final qu'ils espèrent.

Le pari se présente en effet sous plusieurs formes :

II Poules.

Le plus simple de tous est la *poule* ou le *pari au chapeau*. On place dans un chapeau autant de numéros qu'il y a de chevaux prenant part à la course; chacun des joueurs verse le même enjeu, généralement très modique (un franc, deux francs), et tire un de ces numéros. Après la course, le total des mises appartient à celui auquel le sort a ainsi attribué le numéro correspondant au cheval gagnant.

Ce jeu, dont le résultat dépend du pur hasard, constitue une véritable loterie qui peut séduire les personnes ne connaissant absolument rien à la valeur relative des chevaux engagés, en leur procurant le moyen de s'intéresser aux courses.

Pratiqué à l'origine entre personnes se connaissant, il fut

bientôt exploité sur les hippodromes par des intermédiaires qui se chargèrent, moyennant un prélèvement, de réunir les joueurs et de centraliser les mises; dès lors le jeu se développa et se perfectionna. Il y a quelques années, des entrepreneurs avaient même organisé des agences de poules dont le matériel était transporté dans de grandes voitures où le tirage se faisait publiquement au moyen d'un mécanisme tournant ⁽¹⁾

La poule des agences ressemble beaucoup à la poule au chapeau. Voici en quoi elle consiste ⁽²⁾ :

« L'agence reçoit les mises des parieurs, elle leur remet un bulletin numéroté, correspondant à autant de séries qu'il y a de chevaux engagés. Lorsque les bulletins sont distribués, on procède à la répartition des chevaux; les numéros assignés à chacun d'eux sont placés dans une urne ou dans une roue,

(1) Description des poules (Rendu : *Le jeu, le pari et les marchés de bourse* p. 144) :

« Ici, deux amis animés d'une pareille ardeur parient entre eux, là, deux voisins, plus loin, des boutiques roulantes offrent à la petite spéculation un séduisant appât : une roue dont les flancs recèlent des numéros, des listes ornées de chiffres, tel est l'attirail de ces spéculations. Alléchés par l'espoir de voir leur enjeu décuplé centuplé même, si la chance est favorable, les parieurs arrivent : ouvriers, bourgeois, ducs et marquis, se pressent autour de ces bureaux improvisés. En échange de son argent, chacun reçoit un ticket numéroté, puis, quand la liste est épuisée, la roue tourne, et, à chaque numéro, le sort attribue un cheval. Chacun des parieurs a son champion; désormais, que les chevaux courent ou n'apparaissent pas même sur la piste, tout est terminé, le sort a parlé; chacun des parieurs pouvait compter sur un des concurrents, si son cheval reste à l'écurie, c'est la fortune qui le veut. La course finie, l'heureux possesseur du billet gagnant vient toucher la masse des mises, sauf une légère mais fort sensible retenue qui s'enfouit dans les flancs de la grosse voiture. Ce sont les *Poules*. »

(2) Rapport de M. le conseiller Saint-Luc-Courborieu. Cassation, 18 juin 1875 (agence Oller) Sirey, 1875.1.386.

et le cheval dont le numéro sort le premier échoit aux parieurs ayant le bulletin n° 1. Le cheval dont le numéro sort le second devient celui des parieurs dont le bulletin porte le n° 2, et ainsi de suite. Les parieurs sur le cheval vainqueur partagent la mise totale au prorata de leur enjeu, sous déduction de 10 pour 100 constituant le bénéfice de l'agence.

« Le tribunal correctionnel de la Seine, par jugement du 8 avril 1869, et la Cour d'appel de Paris, par arrêt du 4 juin de la même année, déclarèrent que les poules qui fonctionnaient ainsi par le tirage au sort devaient être assimilées aux loteries prohibées par la loi de 1836 ».

Depuis, ce genre de pari a cessé d'être exploité et il n'est resté que deux formes de paris aux courses : le pari mutuel et le pari à la cote (1).

(1) Il existe, en effet, bien des manières de parier aux courses ; les joueurs ont imaginé une foule de combinaisons plus ou moins ingénieuses, en vue d'augmenter leurs chances de gains, et dont le résultat est, souvent aussi, par corrélation, d'augmenter leurs pertes, mais toutes ces combinaisons peuvent rentrer dans l'une ou l'autre de ces deux catégories dont elles ne sont que des variétés ; nous indiquerons seulement ici les principales :

Une des plus usitées est le *pari couplé*, dans lequel le parieur *pour* prend deux ou plusieurs chevaux d'une course, avec cette condition que la victoire d'un seul suffit pour lui faire gagner son pari. Cette combinaison se fait le plus souvent quand deux chevaux d'une même écurie prennent part à la même course.

Les bookmakers consentent rarement à *donner* des chevaux couplés. Au pari mutuel, au contraire, c'est la règle : quand deux ou plusieurs chevaux d'une même écurie prennent part à la même course, chacun d'eux ne peut être pris que *couplé* avec l'autre (ou les autres) ; en prenant un cheval on joue pour l'écurie entière.

Le *pari isolé* est celui qui se fait pour un cheval contre un autre, tous les autres chevaux de la course étant négligés et mis en dehors par les parieurs.

Il ne suffit pas, malgré cela, pour que le pari soit gagné que le cheval désigné arrive seulement au but avant l'autre, il faut qu'il gagne le prix sur l'ensemble des concurrents ; pour que le pari soit perdu il est également nécessaire que le cheval *contre* lequel on a parié gagne le prix. Autrement le pari

III *Pari mutuel.*

Le *pari mutuel* est d'importation anglaise (1) ; il fonctionne d'une façon analogue aux poules ou paris au chapeau, dont nous avons indiqué le mécanisme extrêmement simple (2), en ce sens que les sommes versées par les différents joueurs sont centralisées pour être ensuite attribuées en totalité au gagnant ou réparties entre les gagnants s'ils sont plusieurs, au prorata de leurs mises, sous déduction d'un tant pour cent applicable, soit aux frais et à la rémunération de l'intermédiaire, soit à une œuvre de bienfaisance ; nous verrons cependant que le système du pari mutuel est plus perfectionné que celui des poules. Sa supériorité tient surtout à ce qu'il permet au joueur de choisir lui-même le cheval sur lequel il veut placer sa mise, au lieu de s'en remettre au hasard comme cela a lieu pour les poules.

Cette sorte de paris fut d'abord exploitée, tout naturellement,

est nul, car les places respectives de chacun de ces deux chevaux au moment de l'arrivée ne peuvent pas être officiellement constatées.

Un pari qui se fait fréquemment est celui qui consiste à prendre un cheval *placé* premier ou second, dans les courses comprenant cinq à neuf chevaux, premier, deuxième ou troisième, dans les courses de dix chevaux et au-dessus. Pour gagner, il suffit que le cheval soit nommé *placé* à l'arrivée par le juge. La cote du cheval placé est nécessairement plus basse que celle du cheval gagnant, sa probabilité d'arriver second ou troisième étant beaucoup plus forte que celle de gagner la course. Les bookmakers ne pratiquent guère cette sorte de paris, le pari mutuel au contraire l'admet, c'est une de ses grandes attractions et nous étudierons en même temps que son fonctionnement le mode de répartition des gains entre les différents parieurs.

(Villa A'Roggio, Guide bleu des courses, Pratique du pari).

(1) Charton de Meur, *op. cit.*, p. 203.

(2) Voy. *suprà*, p. 210.

par les agences de poules qui fonctionnaient déjà sur les hippodromes, cumulativement avec leurs premières opérations.

Nous empruntons au rapport de M. le conseiller Saint-Luc-Courborieu ⁽³⁾ la description du mécanisme des *paris mutuels simples*, tels qu'ils étaient pratiqués dans ces agences et spécialement dans l'agence dirigée par le sieur Oller :

Pari mutuel simple, dit au totalisateur. — Un tableau exposé aux regards du public indique, dans l'ordre du programme ou du poteau, les noms et les numéros des chevaux qui doivent courir. Le parieur fait une ou plusieurs mises (5 fr., 10 fr., 20 fr.) ⁽⁴⁾ sur le cheval qui lui convient, et chaque mise, par l'effet d'un mécanisme inventé par Oller, se reproduit en chiffres au regard de la colonne dans laquelle figurent le nom et le numéro du cheval qui en a été l'objet. A la partie supérieure de ce tableau se trouve le *totalisateur*, qui, au fur et à mesure des mises diverses, en indique le total. L'agence délivre un bulletin indiquant le cheval choisi et les mises du parieur, qui, si son cheval est vainqueur, partage avec ceux qui ont parié pour le même cheval, dans la proportion de leurs mises respectives, le total des sommes engagées, déduction faite de 10 pour 100 au profit de l'agence.

A côté de ce pari mutuel simple, les agences offraient encore au public deux autres variétés de paris mutuels : 1° le pari mutuel par groupes et chevaux accouplés ; 2° le pari de combinaison. Voici en quoi consistent ces divers paris :

1° *Pari mutuel par groupes.* — Ce pari consiste à classer les chevaux destinés à partir et chacun à son nom. Par

(3) Rapport de M. St-Luc-Courborieu (Cassation 18 juin 1875) précité.

(4) Les paris mutuels se font, en effet, par unités d'égales valeur qui ne peuvent être inférieures à 5 fr.

exemple, sur soixante chevaux, on classe les vingt premiers ; les quarante autres figurent sous le n° 21. Ce groupe n° 21 contient cependant le nom de quarante chevaux parmi lesquels on peut rencontrer un cheval capable de battre les vingt premiers.

Le pari mutuel par chevaux accouplés n'est qu'une variante de ce pari : on groupe quelquefois sous un même numéro tous les chevaux appartenant à un même propriétaire, qui, au dernier moment, choisit celui de ses chevaux qui doit définitivement courir. Le parieur, dans ce cas, parie pour un cheval de l'écurie désignée sous le nom de son propriétaire.

2° *Pari de combinaison.* — Au lieu de parier sur un cheval, comme dans le pari mutuel simple, on opère sur trois courses. On choisit son cheval dans chacune, et on parie que, dans chacune, le cheval choisi gagnera le pari. On parie donc pour trois chevaux.

Le nombre de combinaisons possibles, étant donné le chiffre de dix chevaux différents pour chaque course, est égal au nombre de chevaux de la première course, multiplié par le nombre de chevaux de la seconde ($10 \times 10 = 100$), et au produit multiplié par le nombre de chevaux de la troisième ($100 \times 10 = 1000$). Il peut arriver que la combinaison que le résultat des courses a produite n'ait pas été formulée par les parieurs. En vue de cette éventualité, on peut réunir sous un numéro spécial toutes les combinaisons non formulées, et ceux qui placent leurs espèces sur ce numéro, gagnent les mises déposées par les autres parieurs, si aucune des combinaisons formulées par ces derniers n'est conforme à l'événement.

IV *Pari à la cote.*

Le *pari à la cote* ou *pari individuel* est une convention établie d'après le calcul des probabilités de succès de tous les chevaux engagés dans une même course. La cote est basée sur les chances respectives de chacun des concurrents dont l'évaluation est faite par celui des joueurs qui parie *contre* eux : celui-ci est le « *bookmaker* » ou « *listmen* » (teneur de livre) ; il détermine ainsi le taux auquel il peut « donner » chaque cheval, et il l'offre à ceux qui veulent parier *pour* lui à « tant contre un », ce qui signifie que, d'après son appréciation, le cheval donné a « tant » de chances de perdre contre une seule de gagner. Dans ce pari, l'unité représente l'enjeu du parieur *pour*, et la cote celui du bookmaker ou parieur *contre*.

La cote varie à l'infini, de jour en jour, d'heure en heure, suivant que la probabilité de succès de chaque cheval augmente ou diminue ; les chances se modifient, en effet, d'après certains éléments, toujours les mêmes, savoir : les antécédents du cheval, son état actuel, son entraînement, l'habileté du jockey qui le monte, la nature du terrain, la distance à parcourir, en un mot, d'après un ensemble de circonstances dont il est, sinon facile, du moins possible, avec quelques connaissances sportives, de se rendre un compte assez exact ⁽¹⁾.

Il se peut qu'un cheval ait à lui seul autant de chances de gagner que tous les autres réunis ; on dit alors qu'il est « à *égalité* » (un contre un) ; celui qui parie pour ce cheval reçoit,

(1) Voy. Garraud, note sous Cassation 8 décembre 1888, Dalloz, 1889. 1. 81.

s'il gagne, une somme égale à sa mise qu'il aurait abandonnée s'il avait perdu.

Il se peut aussi que les « probabilités » de ce cheval soient plus fortes que toutes les autres ; « *on paye* » alors *pour le prendre*, ce qui signifie que sa victoire ne rapportera pas au parieur *pour* une somme égale au montant de sa mise, c'est-à-dire à celle qu'il aurait payée en cas d'insuccès, mais seulement le quart, la moitié, les trois quarts de cette mise, suivant les cas.

Enfin le cas le plus ordinaire est celui d'un cheval ayant moins de probabilités de succès que l'ensemble de ses concurrents ; le gagnant recevra alors une somme supérieure à son enjeu, en proportion avec les probabilités du cheval pour lequel il aura parié, suivant l'évaluation faite, comme nous l'avons indiqué, par le bookmaker.

Ce dernier, pariant avec les joueurs contre tous les chevaux, perd donc son pari sur le cheval vainqueur et le gagne sur tous les autres, d'où la nécessité pour lui de calculer le taux des différentes cotes de manière à rétablir l'équilibre.

« Le bookmaker, en définitive, n'est pas autre chose qu'un spéculateur qui opère sur les chevaux comme un boursier opère sur les valeurs financières.

« Son principe essentiel est de gagner toujours, quelque soit le vainqueur de la course. Pour arriver à ce résultat, il lui faut combiner ses paris de façon que la somme qu'il devra payer au gagnant soit toujours inférieure à celle qu'il aura reçue des perdants, cela est possible au moyen du « *chargement* » de la cote :

« Ainsi, par exemple, dans une course composée de cinq chevaux possédant des chances ou probabilités de succès parfaitement égales, il faudrait, pour que les paris faits sur eux

fussent équitables, que la cote respective de chacun d'eux fût 4 contre 1, de façon que le gagnant reçût dans leur intégrité les sommes perdues par les preneurs des autres chevaux. S'il en était ainsi, on comprend que le bénéfice de l'intermédiaire serait nul et son industrie serait impossible. La cote du spéculateur, faiseur de livre, ne peut donc pas être la fraction qui représente la probabilité exacte de chacun des chevaux ; il la « charge » toujours d'une différence en sa faveur. Ainsi, dans l'exemple cité plus haut, la cote de chaque cheval, au lieu d'être 4 contre 1 (cote exacte), sera 3 contre 1, ou peut-être moins. Il est ainsi toujours assuré quel que soit le gagnant, de recevoir 4 et de ne payer que 3, ou moins.

« En réalité, les calculs sont beaucoup plus compliqués dans la pratique et demandent une certaine habitude ; la cote, en effet, n'est jamais la même pour tous les chevaux et cette cote varie d'un moment à l'autre. Toute l'habileté du bookmaker consiste à combiner son livre de façon à profiter de la diversité des cotes et de leurs variations. Le chargement, en somme, représente le bénéfice de son habileté. C'est une prime que lui payent les joueurs qui s'adressent à lui. Il existe plus ou moins fort, dans toutes les cotes. Il est facile de s'en assurer en faisant la somme des probabilités d'une même course. On remarque que, toujours, cette somme est supérieure à l'unité, unité que normalement elle devrait atteindre, sans jamais la dépasser. » ⁽¹⁾

Pour assurer son gain, le bookmaker ne peut pas accepter sans limite tous les paris, il lui faut quelquefois aussi *fermer* son livre, c'est-à-dire refuser les enjeux qu'on lui apporte sur

(1) Villa A'Roggio, *op. cit.*, page 93 et suiv.

des chevaux trop recherchés des preneurs ; en même temps, il améliore légèrement la cote de ceux qui sont négligés, de façon à engager les parieurs, par l'appât d'un gain plus élevé, à les prendre. S'il s'aperçoit qu'il a trop donné un cheval dont le succès possible lui ferait déboursier de grosses sommes, il lui faut immédiatement « *se couvrir* » en prenant un certain nombre de paris inverses.

« Jadis, les bookmakers ne s'écartaient pas de ces règles ; aujourd'hui, la concurrence les oblige à laisser la place à un certain aléa. La cote des favoris est un peu plus avantageuse aux preneurs, et, comme ceux-ci se portent sur eux de préférence, délaissant les autres chevaux, les donneurs se trouvent à découvert ; la victoire du favori sèche leur sacoche, mais, en revanche, sa défaite leur fait gagner la forte somme. La cote n'est plus basée alors sur des calculs mathématiques, mais bien sur des renseignements d'écurie plus ou moins certains, sur les rapports des « *touts* » ⁽¹⁾, sur les « *tuyaux* » ⁽²⁾, sur la tenue du « *betting* » ⁽³⁾, sur la demande plus ou moins abondante, sur le flair spécial, enfin, que doit posséder le bookmaker ⁽⁴⁾. »

La mobilité des cotes, extrêmement variables, comme nous l'avons dit, suivant diverses circonstances, et surtout aux ap-

(1) *Tout* expression anglaise qui correspond à notre mot « Racoleur ». On désigne de ce nom, dans le monde des courses, un espion dont le rôle est de chercher à surprendre des renseignements ignorés du public, sur l'état des chevaux, leur entraînement, etc., etc.

(2) Le *Tuyau* est précisément ce renseignement confidentiel obtenu par l'intermédiaire des *touts* ou à l'aide de toute autre indiscrétion, et qui est confié dans le tuyau de l'oreille.

(3) *Betting* : (Betting-Room), Salon des courses où s'établit la cote.

(4) Villa A'Roggio, *op. cit.*, *ibid.*

proches de la course, a donné naissance à une spéculation analogue à celle qui se pratique à la Bourse des titres sur les fluctuations des rentes. Certains joueurs n'opèrent que sur les différences des cotes. « Ainsi un parieur *pour* place 1.000 francs sur un cheval coté 5 contre 1, non pas en prévision de sa victoire, mais dans l'espérance que le cheval deviendra favori et que sa cote baissera. Si le lendemain ou les jours suivants, selon ses prévisions, on ne donne plus que 3 contre 1, il se trouve dans cette situation : 1.000 francs doivent lui en rapporter 5.000 ; mais, comme la cote a baissé, il peut intervertir son pari et *donner* le cheval qu'il a *pris*, c'est-à-dire jouer *contre* lui à une proportion plus faible (3 contre 1), par exemple pour 4.000 francs contre 1.333 francs. Après cette dernière opération, le parieur n'est plus intéressé que sur une différence, et la course lui rapportera toujours un bénéfice quelle que soit son issue. En effet, si le cheval gagne, il touche 5.000 francs sur le premier pari et paye 4.000 sur le second ; différence en plus ou gain : 1.000 francs. Si le cheval est battu, il touche les 1.333 francs du second pari, et perd son enjeu de 4.000 francs sur le premier ; différence en plus : 333 francs.

« Il pouvait également donner le cheval pour 5.000 francs contre 1.666. Sa victoire, dans ce cas, ne lui rapportait rien, puisqu'il recevait 5.000 francs du premier pari et en payait autant pour le second. L'insuccès du cheval lui donnait, au contraire, 666 francs de bénéfice, [différence entre l'enjeu payé pour le premier pari et celui reçu pour le second. Ou bien encore il plaçait le cheval pour 3.000 francs contre 1.000 francs ce qui lui faisait un bénéfice de 2.000 francs si le cheval était victorieux. S'il était battu, il payait d'une main 1.000 francs et en recevait également 1.000 de l'autre main.

« Cette combinaison que l'on nomme « *arbitrage* » peut se faire le même jour si le cheval est coté sur deux marchés à des taux différents. Il suffit que l'on puisse le prendre à une certaine cote et le donner à une cote plus faible. Mais il faut nécessairement, ou que cette dernière condition se réalise, ou que la cote vienne à baisser après que le joueur a établi son premier pari. Si, au contraire, elle montait, la même combinaison n'aurait pour résultat que d'atténuer la perte en cas d'insuccès du cheval, mais alors le bénéfice, en cas de succès, serait considérablement amoindri, ou nul ⁽¹⁾ ».

V *Pari au livre.*

Le mécanisme du pari à la cote dont nous venons d'indiquer le fonctionnement nécessite, comme on vient de le voir, la tenue rigoureuse d'un livre (*book*) disposé de façon à permettre au donneur de constater à tout moment la proportion des opérations enregistrées et de se rendre compte des chances de gain ou de perte qu'elles lui font courir ; de là le nom de bookmaker qui lui a été donné. Il ne faut point confondre cependant ce pari à la cote avec le *pari* dit *au livre*. On désigne ainsi, spécialement, une variété de paris faits également à la cote, et engagés par le donneur non plus avec des parieurs quelconques mais avec un public spécial de joueurs connus de lui. A ceux-ci, il fait crédit, il leur ouvre un compte sur un registre ou livre *ad hoc*, les portant alternativement créanciers ou débiteurs, suivant le résultat des opérations engagées

(1) Villa A' Roggio, *op. cit.* p. 101 et suiv.

avec eux et dont le règlement se fait par un simple paiement de différences, après la course.

Salon des courses. — Il existe même une véritable Bourse des courses où se pratique exclusivement le *pari* dit *au livre*.

Un arrêté du préfet de police a autorisé, en 1862, la création d'une association connue sous le nom de Salon des courses ou chambre des paris (Betting-Room) ⁽¹⁾. Elle se compose des membres des principaux cercles qui demandent à en faire partie et y sont reçus de droit et d'un certain nombre de parieurs admis sur présentation. Les membres du Salon des courses se réunissent dans les salons du Grand-Hôtel et organisent des paris. La cote des chevaux s'établit, comme celle des valeurs mobilières à la Bourse, selon la loi de l'offre et de la demande. Chaque parieur est muni d'un carnet sur lequel il inscrit ses paris. Les carnets des joueurs se contrôlent l'un par l'autre, ce qui permet à ceux-ci de s'assurer la veille des courses importantes qu'ils sont bien d'accord sur toutes les conditions des paris engagés entre eux, et d'éviter ainsi toutes difficultés ultérieures. La balance des gains et des pertes et les règlements se font dans la semaine qui suit la course ⁽²⁾.

En cas de contestations, le différend est porté devant le Comité, à la juridiction arbitrale duquel tout membre du salon des courses s'engage à se soumettre. Le Comité des courses de la Société d'Encouragement a, par décision du 4 mars 1867, délégué toutes les attributions concernant les paris au Comité du Salon des courses.

(1) Voy. Règlement intérieur du Salon des courses, Annexes.

(2) Charton de Meur *op. cit.* p. 229. Rapport de M. le conseiller Saint-Luc, Courboreiu, Sirey 1875, 1. 386. Villa A' Roggio, *op. cit.* p. 94.

Les paris à la cote s'engageaient tous, il y a quelques années suivant la règle « *courir ou payer* », ce qui signifie que le pari reste bon et valable même si le cheval qui en est l'objet ne court pas ⁽¹⁾. Toutes les fois qu'un cheval ne partait pas, le pari était considéré comme perdu, et le bookmaker conservait la mise du parieur.

Cette pratique donna lieu à des abus et à de véritables fraudes de la part de certains bookmakers indéliçats qui, prévenus à l'avance que tel cheval ne devait pas courir, n'hésitaient pas à le donner à une cote avantageuse pour attirer dans leur sacochel'argent des parieurs sans s'exposer à aucun risque ; ils gagnaient à coup sûr puisqu'ils n'avaient donné qu'un « *cheval mort* ».

Ou bien encore ils payaient des complicités pour faire mettre dans l'impossibilité de courir le cheval sur lequel ils avaient reçu de gros paris ou s'entendaient de compte à demi avec son propriétaire pour le faire retirer.

Cette pratique a été modifiée ; on applique aujourd'hui la règle inverse : en l'absence de toute convention, les paris sont considérés comme *n'étant pas* « *courir ou payer* » aussi, lorsqu'un cheval ne court pas, les enjeux mis sur lui doivent être remboursés, à moins de conventions contraires, ce qui se rencontre rarement et sauf exception pour certaines courses d'un genre particulier. Cette règle est formulée par l'article 23 des règles des paris établis par la Société d'Encouragement ⁽²⁾ de la manière suivante :

(1) Règles des paris établies par la Société d'Encouragement, art. 17. Voy. Annexes.

(2) Voy. Annexes.

Art. 23 — *Sont considérés « courir ou payer » sauf condition contraire : 1° les paris faits sur toutes les courses dont les engagements sont clos six mois à l'avance, et sur tous les handicaps dont le prix, sans les entrées, s'élève à 4.000 francs au moins ; 2° les paris qui dépendent de plusieurs événements.*

Sur toutes les autres courses les paris sont ou ne sont pas « courir ou payer », suivant la convention faite entre les parties, et, en l'absence de toute convention, ils sont considérés comme n'étant pas « courir ou payer ».

2° Application des dispositions relatives aux jeux de hasard.

Nous connaissons le pari aux courses sous toutes ses formes, nous venons d'en voir fonctionner les différentes variétés ; ce qu'il nous faut rechercher maintenant, c'est la mesure dans laquelle ce pari était permis, le régime de tolérance tout au moins auquel il était soumis avant les prohibitions rigoureuses édictées par la loi du 2 juin 1891.

Nous avons déjà dit que la loi pénale était muette en ce qui concerne le pari, nous avons rapporté les seules dispositions répressives applicables en matière de jeux, lesquelles ne prévoient que les jeux de hasard ; nous allons voir comment la jurisprudence a été amenée à étendre ces dispositions par voie d'analogie aux paris qui nous occupent.

A. Application faite par la jurisprudence.

Nous avons signalé, en indiquant le développement du pari aux courses, la rapide extension que prit l'industrie des

intermédiaires, grâce à l'établissement de véritables agences sur les hippodromes où l'accès était libre.

Nous avons vu comment le pari au chapeau, la poule primitive s'étaient perfectionnés pour devenir le pari mutuel avec ses multiples combinaisons ; l'engouement du public pour les courses et l'affluence des parieurs sur les hippodromes devinrent tels, que les pouvoirs publics s'émurent et qu'on dût chercher le moyen de réfréner la passion sans cesse grandissante du jeu.

Son exploitation était une cause de grave désordre et donnait lieu à des abus qu'il était nécessaire de réprimer, mais il était difficile d'atteindre cette sorte de pari, tant à raison de son caractère particulier que des dispositions étroites du Code pénal pour la répression du jeu.

En effet, le pari sur les courses de chevaux, loin de faire l'objet d'aucune mesure de répression, est au contraire encouragé par le législateur qui a vu d'un œil favorable les exercices à l'occasion desquels il est né.

Sous certaines conditions que nous avons indiquées ⁽¹⁾, cette sorte de pari constitue un contrat reconnu par la loi et muni par elle d'une action civile.

Il est incontestable que, dans ces cas, il ne saurait être atteint par la loi répressive ; il existe donc une première catégorie de parieurs dont les opérations sont régulières, valables et licites ; nous avons indiqué, en examinant le pari au point de vue civil, quelles personnes devaient, selon nous, être rangées dans cette catégorie et nous avons signalé les divergen-

(1) Voy. *suprà*, Section I, § II, 2^o.

ces que soulève dans la doctrine et la jurisprudence l'interprétation de l'article 1966 du Code civil.

Bien qu'il soit également très intéressant pour l'interprétation de la loi pénale de tenir compte de la qualité des parieurs et de la validité des paris engagés, nous ne revien- point ici sur les difficultés de cette classification qui devra être faite d'après les règles que nous avons précédemment établies. Ce qu'il faut retenir c'est que toutes les fois que le pari présentera le caractère d'un pacte civil il sera impossible de l'atteindre en vertu des dispositions pénales que nous examinons.

Au surplus, cette catégorie de paris, il faut bien le reconnaître, est extrêmement rare ; ce ne sont point les contrats de cette nature qui sont dangereux et qui deviennent un sujet de scandale pour l'ordre public ; non, le vice qu'il faut atteindre combattre et réduire, c'est la passion néfaste du jeu.

Notre législation pénale antérieure à 1891 ne punit d'ailleurs que le jeu, comme cela résulte des dispositions répressives ci-dessus rapportées des articles 410 et 475 § 5 du Code pénal comme aussi de celles de la loi du 21 mai 1836 (article 4).

L'examen de ces textes nous a permis de constater que, d'une part, ils ne répriment que les jeux de hasard, et que, d'autre part, ils ne s'appliquent qu'à ceux qui « tiennent un jeu de hasard » et fournissent ainsi aux joueurs l'occasion de se livrer à leur vice, tandis qu'ils n'atteignent point les joueurs qui participent au jeu pour leur propre compte.

La jurisprudence qui s'est efforcée d'étendre aux paris qui nous occupent des dispositions d'une application aussi étroite a dû rester dans ces limites ; aussi n'est-ce point le pari lui-

même qu'elle punit, mais son exploitation, et encore ne peut-elle l'atteindre qu'autant qu'il présente, sous les diverses formes où nous l'avons vu fonctionner, les caractères d'une loterie ou d'un jeu de hasard.

Ces caractères sont difficiles à déterminer en l'absence de toute définition de la part du législateur. On n'est point d'accord sur le principe même, c'est-à-dire sur le sens et la portée qu'il convient de donner à l'expression « *jeux de hasard* », d'après le texte des dispositions des articles 410 et 475 § 5 du Code pénal.

Il existe bien, en effet, une catégorie de jeux où le hasard n'a en général aucune place, parce qu'ils constituent surtout des exercices de force ou d'adresse : de ce nombre sont ceux dont parle l'article 1966 du Code civil et pour la sanction desquels il accorde aux joueurs une action en justice ; et une autre catégorie qui comprend ceux qui sont purement de hasard, c'est-à-dire dans lesquels le résultat fortuit qui doit décider du gain de la partie est entièrement indépendant de l'habileté des joueurs ; on peut citer comme exemples : les dés, la bassette, le brelan, le lansquenet, le loto, la roulette, etc⁽⁴⁾.

Entre ceux-ci et les jeux d'adresse la distinction est facile à établir, mais il en est une troisième catégorie, ce sont ceux qui sont mélangés de hasard et d'habileté. La plupart des jeux de cartes sont de ce nombre et il faut également rattacher à ce groupe les différentes variétés de paris sur les courses de chevaux qui ne constituent pas des pactes civils.

Pour déterminer le caractère de ces jeux, d'où dépendra l'application de la loi pénale, il faut rechercher si c'est le

(4) Dalloz, *Répertoire*, v^o Jeu Pari n^o 44 et suiv.

hasard ou l'habileté des joueurs qui a la plus grande part dans le succès et il n'existe pas de critérium suffisamment précis pour permettre de faire cette détermination avec certitude.

Aussi, dans un premier système on a restreint aux seuls jeux de pur hasard, c'est-à-dire où le hasard seul préside, l'application des textes et considéré comme licites tous ceux où l'intelligence joue un rôle plus ou moins actif ⁽¹⁾.

Ce système qui est le plus conforme au principe d'interprétation restrictive qui s'impose en matière pénale fut d'abord suivi par certaines décisions de jurisprudence et affirmé par la Cour de cassation ⁽²⁾ ; toutefois celle-ci ne l'admettait qu'en y apportant un double tempérament : d'une part, elle considérerait qu'un jeu quel qu'il fût pouvait toujours donner lieu à l'application de la loi pénale, lorsqu'il était accompagné de circonstances qui en faisaient un véritable jeu de hasard ⁽³⁾, et, d'autre part, elle reconnaissait à l'autorité municipale le droit d'interdire toute espèce de jeux dans les lieux publics soumis à sa surveillance ⁽⁴⁾.

La faculté d'appréciation des circonstances du jeu devait conduire à l'adoption d'un second système, d'après lequel

(1) Chauveau, Hélie, *Théorie du Code pénal* t. V. n° 2322. Villey, note sous Cassation belge. 1^{er} décembre 1879, Sirey, 1884. 4. 25. Journal du Palais, 1884. 2. 41. Garraud, *op. cit.*, t. V. p. 386.

(2) Cassation crim. rej., 9 novembre 1861, (Lécalard) Dalloz, 1861. 5. 274 ; Dans le même sens : Cassation crim. rej., 8 janvier 1857, (Tille) Dalloz, 1857. 4. 78. — Cassation crim. rej., 18 février 1858 (Lefranc), Dalloz, 1858. 5. 219. — Trib. de Saint-Etienne, 26 novembre 1892, Journal *La Loi* du 2 décembre 1892.

(3) Ainsi décidé pour le jeu d'écarté : Cassation crim. rej., 3 juillet 1852 (Bonnes) Dalloz, 1852. 1. 222.

(4) Cassation crim. rej., 29 décembre 1865 (Pinelli) Dalloz, 1866. 4. 188.

tous les jeux sont répréhensibles et tombent sous le coup de la loi ; il appartient, en conséquence, aux tribunaux de rechercher, dans chaque espèce particulière, si le hasard prédomine sur les combinaisons de l'intelligence. La Cour de cassation qui a posé ce principe en 1863 ⁽¹⁾ s'est rangée définitivement à ce système depuis 1877 et en a fait la plus large application aux paris sur les courses de chevaux ⁽²⁾.

En 1869, le parquet s'avisa de poursuivre les directeurs des agences de poules ou de paris mutuels qui fonctionnaient librement sur les champs de courses et même en dehors des hippodromes en vertu des dispositions du Code pénal réprimant l'exploitation des jeux de hasard et de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries.

Pour obtenir leur condamnation, il fallait établir que les opérations auxquelles ils se livraient étaient de celles prohibées par ces textes :

A l'encontre des poules, dont nous avons expliqué le mécanisme ⁽³⁾, le ministère public n'eut pas de peine à démontrer que, telles qu'elles étaient pratiquées, au moyen du tirage au sort, elles présentaient tous les caractères de la loterie prohibée par la loi ; en effet, aux termes de l'article 2 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries :

« Sont réputées loteries et interdites comme telles : les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises effectuées par la voie du sort, ou auxquelles auraient été réunis des primes ou autres bénéfices dûs au hasard, et généralement,

(1) Cassation crim. rej., 31 juillet 1863 (Chapuis) Sirey, 1863. 4. 551. Dalloz, 1863. 5. 220.

(2) Cassation, 5 janvier 1877. Sirey, 1877. 4. 481.

(3) Voy. *suprà*, p. 210.

toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort. »

Ce fut la théorie consacrée par le jugement du tribunal correctionnel de la Seine le 8 avril 1869 et confirmée par la Cour d'appel de Paris le 8 juin de la même année (1).

Mais, en ce qui concerne les paris mutuels, le tribunal et la Cour estimèrent qu'ils ne constituaient ni des loteries, ni même des jeux de hasard et relaxèrent les prévenus de ce chef.

Ces décisions n'eurent point pour effet de faire disparaître complètement les poules des hippodromes, en revanche, elles furent un encouragement pour le pari mutuel, désormais tenu pour licite. Cette sorte de pari prit un nouvel essor et atteignit alors le plus complet développement qu'il ait jamais eu ; c'est le moment, en effet, où on le voit fonctionner, à l'abri de toutes poursuites, sous les formes les plus diverses.

Mettant à profit la licence sans bornes qui leur était laissée, les intermédiaires accrurent dans des proportions considérables le chiffre de leurs opérations. Grâce à leur ingéniosité et aussi grâce à leur audace, ils offraient en appât à la passion des joueurs cette multitude de combinaisons séduisantes dont nous avons indiqué les plus usitées (2).

Une agence, celle d'Oller, réalisait dans une année, à l'aide des seuls prélèvements exercés sur les paris engagés à ses guichets, plus de cent mille francs de bénéfice net (3).

Le 27 août 1874, cette agence si prospère était déférée au tribunal correctionnel, sous la double inculpation de tenue

(1) Jugement et arrêt précités.

(2) Voy. *suprà* § II.

(3) Rapport de M. Saint-Luc-Courborieu précité.

de maison de jeux de hasard et d'exploitation de loterie prohibée. Cette fois le pari mutuel lui-même n'échappa point aux rigueurs de la jurisprudence ; aux termes du jugement rendu à cette date : « la poule, le pari mutuel simple, ainsi que le pari de combinaison sont des jeux de hasard et constituent des opérations assimilables à la loterie. »

La Cour de Paris confirmait cette doctrine dans son arrêt du 31 décembre 1874, et la Cour de cassation la déclarait conforme à la loi ⁽¹⁾.

Nous avons dit notre opinion en ce qui concerne les poules. Leur assimilation avec la loterie est pleinement justifiée, puisque le sort y joue un rôle prépondérant.

Nous croyons volontiers aussi que dans certaines des combinaisons de pari pratiquées par Oller les chances du sort prédominaient sur les combinaisons de l'intelligence d'une façon suffisamment évidente pour qu'on pût les considérer comme de véritables jeux de hasard .

Mais la jurisprudence que nous analysons va plus loin : elle généralise, en déclarant illicite même le pari mutuel simple.

Pour aboutir à cette solution, elle s'est inspirée des considérations suivantes :

Le but principal de ces paris, c'est la réalisation d'un gain hors de proportion avec la somme engagée, ce qui est l'objectif final des loteries. « Ce n'est ni l'intention de favoriser l'amélioration des races chevalines, ni une pensée sérieuse, ni un travail d'intelligence, ni quoi que ce soit méritant l'intérêt de la loi ou de la justice qui fait agir les joueurs du pari mu-

(1) Trib. corr. Seine, 27 août 1874, Dalloz 1875. 2. 92. — Cour de Paris, 31 décembre 1874, Dalloz, 1875. 2. 93. — Cassation crim., 18 juin 1875, Dalloz, 1875. 4. 445. Sirey 1875. 4. 386.

tuel ; ils n'obéissent qu'à un seul mobile, la passion du jeu, à un seul sentiment, le desir de se procurer un gain. » Et de là on tire la conclusion que « le pari mutuel n'est réellement qu'un jeu de hasard » (1).

Cette affirmation ainsi motivée serait encore insuffisante pour l'application au pari mutuel des dispositions répressives applicables aux jeux illicites ; il faut encore caractériser le délit, en d'autres termes, préciser en quoi le hasard prédomine sur les combinaisons de l'intelligence :

« Le pari mutuel, dit la Cour de Paris, présente cette circonstance particulière que la quotité du gain est indéterminée, et qu'elle peut même varier dans des proportions considérables et tout à fait imprévues pour les joueurs ; en effet, ce gain dépendant du rapport qui existe entre les mises engagées sur le cheval gagnant et les autres mises engagées sur les autres chevaux de la course, il en résulte que, depuis la première mise jusqu'à la dernière, ce rapport change sans cesse et varie au gré du hasard qui amène un plus ou moins grand nombre de joueurs et distribue diversement leurs mises sur les chevaux inscrits sur la pancarte du jeu. Ce risque aléatoire est d'une grande importance, puisqu'il affecte le gain qui est l'objet principal et même l'objet unique que se propose le joueur.

« En outre, dans les courses de chevaux le résultat dépend de causes multiples : si le mérite du cheval est un élément important du succès, il faut tenir compte d'un certain nombre de circonstances fortuites qui ont une influence réelle sur l'issue de la course. Parmi ces circonstances qu'il est impossible

(1) Paris, 31 décembre 1874, arrêt précité

d'énumérer toutes, on peut citer l'état du cheval, l'état du jockey, les conditions du terrain au moment de la course, la place du cheval sur la piste assignée au départ par la voie du sort, enfin telles autres chances également aléatoires qui font qu'un cheval est retardé par un faux pas, qu'il est effrayé, qu'il se dérobe ou perd une partie de ses avantages. »

Ce sont bien là, en effet, les éléments aléatoires du pari mutuel, et même on peut le dire du pari quel qu'il soit engagé à l'occasion des courses de chevaux. Incontestablement, s'il suffisait d'établir que le hasard joue un grand rôle dans le résultat des courses pour démontrer que les paris pratiqués à leur occasion constituent des jeux illicites, aucun pari ne devrait être admis, pas même celui auquel nous avons reconnu le caractère de pacte civil ; en effet, le hasard tient nécessairement une place dans ces sortes de jeux comme aussi dans ces sortes de contrats.

Les éléments relevés par la décision de la Cour constituent l'aléa sans lequel l'opération ne serait plus un pari, mais les conséquences de ces éléments aléatoires peuvent être évitées ou atténuées quand elles ont été prévues ; la part laissée au hasard est souvent réduite au minimum par un autre facteur très important, dont il faut tenir grand compte en pareille matière, c'est le joueur lui-même, le joueur qui choisit suivant son inspiration personnelle le cheval sur lequel il engage son enjeu, le joueur qui est un être raisonnable et intelligent prenant ici la place du sort aveugle qui préside d'ordinaire à la répartition des numéros d'une loterie.

Ce facteur, la jurisprudence ne l'a point négligé. Pour établir solidement sa conviction, elle a pesé « ce que valait la

désignation du cheval par les joueurs » dans les faits soumis à son appréciation.

Et, pour affirmer que le pari mutuel pratiqué dans les conditions ordinaires constitue véritablement un jeu de hasard, la jurisprudence s'appuie sur cette considération de fait « que la foule qui joue le pari mutuel sur les champs de course se compose, en presque totalité, de personnes entièrement étrangères aux connaissances du sport. Si quelques-unes apportent quelque réflexion dans la désignation d'un cheval, c'est moins parce qu'elles se croient supérieures aux autres, que parce qu'en mettant leurs enjeux sur un cheval qui n'est pas recherché, elles courent la chance de faire un gain plus considérable. »

Une jurisprudence nouvelle se trouvait ainsi fixée, les décisions qui ont suivi n'ont fait que la confirmer. Des mesures de répression de plus en plus rigoureuses furent appliquées pour faire disparaître des hippodromes le pari mutuel comme les poules, ou du moins le pari mutuel pratiqué librement et sans contrôle par des intermédiaires dont certes on ne saurait regretter pour la moralité publique la disparition. Mais, si bienfaisante qu'elle nous paraisse dans ses conséquences et à ce point de vue, nous ne croyons cependant pas devoir approuver la théorie générale qui se dégage des décisions ci-dessus rapportées.

Nous avons pris soin d'indiquer au début de notre section deuxième, en rapportant les dispositions pénales applicables aux jeux de hasard, comment avait été élaborée la définition des jeux de cette catégorie, comment, dans l'application de ces dispositions, on avait été amené à prendre pour critérium de la nature délictueuse ou licite des jeux le caractère

prédominant du hasard ou de l'intelligence et à considérer comme illicites ceux dont le résultat était déterminé par le hasard ou par la voie du sort.

Nous acceptons volontiers avec la plupart des auteurs cette interprétation de la loi pénale ; nous admettons même qu'on en étende l'application, par analogie, aux paris sur les courses de chevaux, mais on ne doit point perdre de vue, toutefois, qu'il s'agit ici d'une disposition répressive dont l'interprétation nécessairement étroite n'a point été admise sans avoir été critiquée. Il faut, en conséquence, selon nous, procéder avec une extrême prudence, avec timidité même, pour en faire l'extension à une matière voisine comme celle des paris ; il est essentiel, avant d'appliquer la loi de s'assurer et de constater avec précision que les éléments constitutifs de l'infraction se trouvent bien effectivement réunis.

Le reproche que nous croyons pouvoir formuler contre la jurisprudence qui a considéré le pari mutuel comme un jeu de hasard et lui a fait l'application des dispositions destinées à réprimer cette sorte de jeu, c'est d'avoir fait en cette étroite matière une appréciation beaucoup trop large des éléments constitutifs du délit, lequel ne nous paraît point suffisamment caractérisé pour être puni.

Les motifs qui ont déterminé la jurisprudence sont pour nous tout à fait insuffisants.

Il importe peu, pour l'application de la loi pénale, de savoir si les joueurs se sont proposés comme but l'amélioration de la race chevaline ou la réalisation d'un gain, cette distinction n'a d'intérêt que lorsqu'il s'agit d'établir l'existence de l'obligation civile, et d'en assurer la sanction, ce n'est pas le critérium qui convient ici.

Il n'importe pas davantage que le gain dont la réalisation est poursuivie soit indéterminé au moment où chaque joueur dépose son enjeu et ne puisse être fixé que plus tard, après la réception de toutes les mises sur chaque cheval. Les variations qui résultent du rapport existant entre ces différentes mises, pour la détermination de la valeur attribuée en définitive au gagnant, constituent, en effet, un élément aléatoire qui n'affecte que le gain, mais nullement le pari lui-même ; ce n'est point là un aléa qui puisse avoir une influence quelconque sur le résultat de la course, puisqu'il ne saurait augmenter ou diminuer en rien les chances de succès de chaque cheval.

Or, pour déterminer si le pari engagé sur une course de chevaux présente les caractères d'un jeu de hasard, d'après les principes du droit pénal que nous avons rappelés, c'est le résultat de la course qu'il faut avant tout envisager, car c'est lui qui fait l'objet, et constitue la base même du pari. En admettant que le joueur au pari mutuel dont nous nous occupons se propose pour but unique la réalisation d'un gain, il n'en est pas moins certain que son espoir est fondé exclusivement sur le succès du cheval qu'il a choisi.

Ce succès dépendra d'un certain nombre de circonstances qui constituent les chances plus ou moins nombreuses du cheval d'arriver au but avant ses concurrents, mais, la condition essentielle, la condition *sine qua non* pour la réalisation du gain espéré par le parieur qui a exposé sur lui son enjeu, c'est que ce cheval arrive le premier.

Voilà en réalité la chance que court le joueur et sur laquelle il a engagé le pari ; tous les autres éléments aléatoires, comme la quotité des bénéfices qu'il pourra retirer de l'opération, sont secondaires et dépendent avant tout du succès.

Ce succès est-il un effet du hasard ?

Poser ainsi la question serait provoquer nécessairement une réponse négative, à moins qu'on ne nie ce qui est l'évidence même, que les chevaux soient plus ou moins doués, qu'ils possèdent un certain nombre de qualités ou de défauts dont l'ensemble permet d'attribuer une valeur différente à chacun d'eux, à moins qu'on ne conteste encore que ces qualités et ces défauts soient susceptibles de se modifier par l'éducation, à moins qu'on n'ose soutenir enfin que l'art du dresseur d'abord, l'habileté des cavaliers ensuite ne soient pour rien dans l'accomplissement des difficultés que comporte une épreuve de courses et dans le triomphe final de la lutte.

Mais il ne suffit point de constater ici, comme nous l'avons fait déjà en étudiant le pari au point de vue civil ⁽¹⁾, que le résultat des courses de chevaux, pour aléatoire qu'il soit, ne saurait être considéré comme un simple effet du hasard. Cette constatation, en effet, ne nous donne nullement la solution que nous cherchons. La question à résoudre n'est point tout à fait celle que nous venons de poser, mais celle, plus délicate, de savoir si le pari dont nous nous occupons, engagé à l'occasion des courses de chevaux et dont le gain dépend du résultat incertain de celles-ci, n'est pas une opération confiée au hasard. Il faut donc rechercher si le choix fait par le parieur a été un choix raisonné et intelligent ou si celui-ci a entendu seulement courir un risque de gain ou de perte.

La jurisprudence a cru devoir résoudre cette question par une distinction entre les parieurs éclairés, au courant des habitudes sportives, capables de jouer en pleine connais-

(1) Voy. *suprà*, Section I, § I.

sance de cause et les parieurs ignorants de ces habitudes ; le pari engagé avec les premiers est un jeu licite, celui engagé avec les derniers constitue un jeu de hasard.

La décision précitée du tribunal correctionnel de la Seine ⁽¹⁾ tire même de l'inégalité existant entre les joueurs initiés aux secrets du sport et ceux qui les ignorent, cette conséquence inattendue que « pour les premiers l'événement étant prévu, tandis qu'il est imprévu pour les autres, ce genre de paris est moins un contrat aléatoire qu'un jeu dans lequel les uns ont les atouts dans la main, tandis que les autres n'ont en perspective que la perte inévitable. A ce point de vue ces contrats de paris sont infectés par le dol ».

Nous sommes loin de partager cette manière de voir.

Nous n'apercevons point, tout d'abord, ici les éléments du dol.

Nous ne croyons pas, d'autre part, devoir admettre comme un critérium suffisant du caractère délictueux ou licite des paris dont nous nous occupons, la distinction posée en principe par la jurisprudence.

Tout pari licite suppose, en effet, une contradiction entre deux ou plusieurs personnes qui diffèrent d'opinion sur l'éventualité d'un événement incertain. Chacune d'elles soutenant avoir raison et que son opinion doit prévaloir, promet, si l'événement lui donne tort, de payer aux autres une somme d'argent. Chaque parieur base sa conviction personnelle sur des éléments de probabilité plus ou moins sérieux qui lui font croire qu'il est mieux renseigné que ses contradicteurs ; s'il s'est trompé, ou même s'il s'est laissé induire

(1) Trib. corr Seine, 27 août 1874.

en erreur, par suite de son imprudence ou de son ignorance, peu importe, la somme d'argent qu'il devra payer, son erreur devenue évidente, n'est que la sanction de la légèreté avec laquelle il a affirmé comme certaine une conviction qui ne reposait sur rien.

Le pari sur les courses de chevaux ne constitue pas en lui-même un jeu de hasard, le bon sens l'indique et la jurisprudence le reconnaît, puisque l'événement incertain qui est ici le résultat, le succès de la course, dépend à la fois de circonstances aléatoires et de qualités inhérentes aux concurrents qui y prennent part. Licite quand les parieurs ont pu tenir compte des éléments rationnels de succès des chevaux dans leur appréciation, comment expliquer que ce pari cesse de l'être quand il a été engagé par des parieurs moins familiarisés avec les habitudes des courses ?

Ces derniers, dit-on, sont incapables d'apprécier par eux-mêmes les chances des chevaux sur lesquels ils jouent, ils s'en remettent nécessairement au hasard pour réaliser un gain.

S'il était vrai que le caractère d'un pari doive dépendre de la question de savoir si la conviction du joueur a été plus ou moins fondée, encore faudrait-il pour déclarer illicite une sorte de pari qui ne présente en lui-même rien de délictueux s'attacher à démontrer que les combinaisons de l'intelligence font défaut et que le hasard y joue un rôle prédominant.

Cette démonstration est impossible à faire en notre matière.

Le fait seul tombe sous le sens, à savoir que le parieur a fait choix d'un cheval. Son intention, le mobile qui l'a déterminé dans son choix, échappent à toute investigation.

Ce choix a-t-il été raisonné ? Est-il le résultat de calculs rationnels basés sur des données plus ou moins exactes ? Faut-il l'attribuer aux connaissances spéciales du joueur ? Ou bien, ce dernier, mû seulement par l'espoir d'un gain, a-t-il suivi la chimérique inspiration du hasard ?

Nous l'ignorons ; mais, à quelque mobile qu'ait obéi le joueur, cette constatation matérielle nous frappe, qu'il a choisi un cheval entre tous, qu'il a placé en lui toute sa confiance, à tort ou à raison, l'événement le dira, et qu'il a parié ; c'est lui-même qui a évalué au chiffre plus ou moins élevé de sa mise le cas qu'il fait de la valeur de ce cheval ; et cela suffit, selon nous, pour qu'on ne puisse pas dire *à priori* qu'il a entendu suivre la voie du sort.

C'est un joueur ignorant, ne connaissant rien aux courses de chevaux ; telle est l'objection. Et quand cela serait, cela ne démontre en aucune façon qu'il ait porté son choix sur un cheval déterminé au hasard et sans autre instigation qu'une confiance aveugle dans sa chance.

Dans la réalité, est-il donc impossible de jouer aux courses rationnellement, d'engager un pari qui soit déterminé par les combinaisons de l'intelligence et non basé sur le pur hasard, sans posséder des aptitudes spéciales et sans être un habitué des hippodromes ?

Non certes. Si étranger qu'il soit aux courses, si inexpérimenté qu'on le suppose, celui qui parie pour un cheval se détermine toujours d'après des indications ou des renseignements recueillis soit par lui-même, soit par des personnes auxquelles il attribue une compétence plus sûre que la sienne. Suit-il sa propre inspiration, elle ne lui vient point encore du hasard, elle est généralement basée sur des comparaisons et des dé-

ductions qu'il est loisible à tout joueur de faire grâce à l'infinie variété des documents publiés concernant la valeur respective des chevaux engagés dans chaque épreuve.

Dans ces conditions, il nous paraît impossible de dire que le pari constitue un jeu de hasard, par cela seul qu'il a été engagé par un ignorant.

La jurisprudence qui avait posé ces principes et prohibé le pari mutuel comme illicite avait laissé subsister tout d'abord le pari individuel ou pari à la cote auquel on n'avait pas cru pouvoir attribuer le caractère d'un jeu de hasard.

Il semble bien, en effet, que ce pari ne peut être ainsi envisagé ; car, non seulement, ici, comme dans le pari mutuel, on peut dire que chaque parieur doit, et doit être présumé s'être renseigné, mais il l'est en quelque sorte nécessairement par la cote des chevaux ; l'idée même de la cote semble exclure l'idée de hasard (1).

Qu'est-ce en effet que la cote ? C'est l'évaluation des chances respectives des chevaux dans chaque course (2). Elle est fixée, il est vrai, par le parieur *contre* ou « donneur », c'est-à-dire par le bookmaker, mais elle n'en constitue pas moins une garantie sérieuse pour les joueurs dont l'option n'est pas, dès lors, guidée par le seul effet du hasard (3). Cette cote, en effet, ne dépend pas du caprice pur et simple du bookmaker ; elle est établie sur des données sérieuses, précises, et elle est contrôlée par les appréciations mêmes des diverses agences qui se font concurrence sur l'hippodrome (4).

(1) Note de M. Ed. Villey, sous Cassation, 5 janvier 1877, Sirey. 1877. 1. 481.

(2) Voy. *suprà*, p. 216.

(3) Ed. Villey, *ibid.*

(4) Garraud, note sous Cassation, 8 décembre 1888, Dalloz 1889. 1. 81.

Cependant, les poursuites dirigées contre les agences de paris mutuels avaient eu pour conséquence de transformer le jeu aux courses, et non de le faire disparaître. Après la suppression de ces agences, les parieurs au mutuel portent désormais leurs mises aux donneurs à la cote, et l'industrie des bookmakers entra dans une ère de grande prospérité.

C'était le même public qui venait remplir leur sacoche, après avoir fait la fortune des agences de paris mutuels ; aussi la distinction entre les parieurs éclairés et les ignorants érigée en principe par la jurisprudence pour réprimer le pari mutuel devait trouver aisément ici encore son application.

Il était impossible de méconnaître que le pari à la cote, moins encore que le pari mutuel, ne présentait point en lui-même le caractère d'un jeu illicite, aussi est-ce dans la constatation matérielle des faits et leur appréciation que la jurisprudence dut chercher la solution de la question de droit. Elle admet que, dans certain cas, le pari individuel peut ne pas constituer un jeu de hasard, les indications fournies par la cote respective des chevaux étant, en effet, de nature à déterminer un choix rationnel de la part de certains joueurs ; seulement ces joueurs ne sont pas ceux qui s'adressent généralement au bookmaker, lequel ne se propose nullement d'améliorer la race chevaline, mais uniquement de satisfaire leur passion en l'exploitant à son profit. Après avoir constaté « que ceux qui répondaient à son appel étaient obligés d'accepter ses conditions, sans avoir la capacité ou la possibilité de les contrôler ; que pour ce qui était laissé à leur choix, ils ne cherchaient que l'occasion des chances aléatoires pour réaliser un gain ; qu'étrangers aux habitudes des courses, ne connaissant pas les chevaux qui devaient courir ils n'avaient pas le moyen

d'apprécier personnellement l'aptitude de ces animaux », la jurisprudence a considéré que, « dans de pareils paris, la chance prédominait sur l'adresse et les combinaisons de l'intelligence, ce qui est précisément le caractère des jeux de hasard ». (1)

Ainsi donc, aux termes de la jurisprudence en matière de courses de chevaux, le pari est toujours suspect sous quelque forme qu'on le rencontre. Ce n'est pas, en effet, la nature même du jeu qui détermine le caractère délictueux ou licite de cette sorte de pari, c'est la personnalité des joueurs qu'il faut prendre en considération.

Tous les paris engagés à l'occasion des courses de chevaux supposent bien un choix librement fait par le joueur, choix qui peut être rationnel, réfléchi, déterminé par des combinaisons plus ou moins heureuses de l'intelligence qui viennent restreindre dans une certaine mesure la part laissée au hasard dans la réalisation du gain. Cela est exact, mais cela ne suffit point pour permettre d'envisager le pari aux courses comme ayant un caractère généralement licite. Le choix, en effet, pourra aussi être purement fictif et livré au hasard s'il est fait par un parieur ignorant, les combinaisons de l'intelligence n'ayant d'utilité que pour ceux qui sont à même de recueillir des renseignements et de les contrôler.

Quelle que soit la forme du pari, il constituera donc nécessairement un jeu de hasard toutes les fois qu'il aura été engagé par un joueur ignorant des habitudes des courses.

Malheureusement il est impossible de découvrir le mobile auquel chaque joueur obéit; dès lors, comment établir nette-

(1) Cassation, 5 janvier 1877, Sirey. 1877. 4. 481.

ment la distinction entre les parieurs ignorants et ceux qui sont familiarisés avec les courses de chevaux ? Quelles connaissances spéciales le joueur devra-t-il posséder pour être un familier et avoir des aptitudes suffisantes pour que son choix puisse être considéré comme éclairé et rationnel ? Combien de fois faudra-t-il être allé sur un hippodrome pour devenir un habitué des courses qui s'y pratiquent ? A quoi, en un mot, doit-on reconnaître infailliblement, comme cela est indispensable pour caractériser le délit en déclarant son choix purement fictif, que le joueur au pari mutuel n'entend rien aux courses de chevaux ?

Dans l'impossibilité où elle s'est trouvée de la résoudre, la jurisprudence ne s'est point souciée de cette insurmontable difficulté.

Après avoir posé en principe qu'il existe deux catégories de parieurs, les uns éclairés, les autres ignorants, et que le jeu pratiqué par les premiers est seul licite, la jurisprudence déclare, sans distinguer entre le pari mutuel et le pari à la cote, que le pari est illicite par la seule raison qu'il est à la portée des ignorants.

La conséquence de ce système c'est que, pour échapper à la répression, ceux qui offrent les paris devront démontrer qu'ils ont parié avec des joueurs au courant des habitudes, et capables de se déterminer dans leur choix ⁽¹⁾, doctrine inadmissible qui ne tend à rien moins qu'à annihiler cette règle de

(1) Cassation, 3 décembre, 1888, Dalloz 1889. 1. 81.

Cassation, 5 janvier 1877 et la note de M. Ed. Villey, Sirey, 1877. 1. 481, Dalloz, 1878. 1. 491. — Cassation, 7 mai 1885, *Gazette du palais*, 1885. 2. 495, Sirey 1886. 1. 281. — Paris, 3 août 1887. *Gazette du palais*, 1887. 2. 484. — Lyon, 10 mai 1887, *Gazette du palais*, 1887. 1. 692. — Cassation, 10 décembre 1887, Sirey 1888. 1. 42. *Gazette du palais*, 1888. 1. 52.

droit pénal qui veut que le ministère public fournisse la preuve de l'infraction qu'il poursuit ⁽¹⁾.

En résumé, nous répudions le système adopté par la jurisprudence comme contraire aux règles fondamentales de notre droit pénal à un double point de vue : d'une part, l'interprétation donnée par les décisions ci-dessus rapportées aux dispositions répressives applicables au jeu de hasard pour les étendre au pari sur les courses ne nous paraît point aussi rigoureuse que le comporte cette étroite matière ; il aurait fallu, ce nous semble, caractériser plus nettement le délit ; et, d'autre part, il est inadmissible que ce soin n'incombe point au ministère public ici comme en toute autre espèce et que le fardeau de la preuve se trouve renversé pour être mis à la charge du prévenu ⁽²⁾.

Quant aux pénalités, ce sont celles prévues par les articles 410, et 475 § 5 du Code pénal qui devaient être appliquées, selon les circonstances et conformément aux principes que nous avons précédemment indiqués ⁽³⁾.

Suivant les cas :

1^o Ceux qui tenaient une agence de paris aux courses où le public était librement admis tombaient sous l'application de l'article 410 du Code pénal, comme coupables de tenir une maison de jeu de hasard.

2^o Ceux qui établissaient ou tenaient des agences de paris dans les rues, chemins, places et lieux publics étaient déclarés passibles des peines de l'article 475 du Code pénal.

3^o Quant à ceux qui exploitaient les paris à la poule ou au

(1) En ce sens : Laya, *op. cit.*, n° 37.

(2) En ce sens : Charton de Meur, *op. cit.*, p. 202 et 203.

(3) Voy. *suprà*, Section II, § I, 2^o.

chapeau, ils étaient punis des peines de l'article 410 par application de la loi de 1836 prohibant les loteries ⁽¹⁾.

La jurisprudence, d'ailleurs, s'est montrée excessivement large dans l'application des dispositions répressives, notamment dans l'interprétation de l'article 410 du Code pénal. C'est ainsi que la Cour de cassation a décidé qu'une voiture détéelée stationnant sur l'hippodrome présentait tous les caractères d'une « maison de jeux », alors qu'elle était munie du matériel nécessaire pour recevoir les paris et que de nombreux employés y distribuaient des tickets au public ⁽²⁾.

C'est le caractère permanent du jeu ainsi pratiqué qui a déterminé l'opinion de la Cour suprême.

On pourrait soutenir cependant, avec quelques auteurs ⁽³⁾, que l'article 410 a entendu viser surtout les établissements clandestins et qu'il n'est pas applicable en l'espèce, le public n'étant pas admis à pénétrer dans la voiture, laquelle ressemble dès lors infiniment plus à la tente ouverte sous laquelle le forain abrite sa loterie qu'à une « maison de jeu ».

B. Application faite par l'autorité administrative.

La jurisprudence présentait du moins dans son ensemble une doctrine ayant une certaine unité ; il était loin d'en être ainsi des prescriptions administratives qui étaient souvent en désaccord avec les cours et tribunaux.

Il en était résulté une confusion voisine du chaos. Le parquet,

(1) Frèrejouan du Saint, *op. cit.*, p. 213.

(2) Cassation crim., 5 janvier 1877, Sirey, 1877. 1. 481.

(3) Voy. Chauveau Hélie, *op. cit.*, t. V, n° 285 ; Villey, note sous l'arrêt précité.

en effet, s'inspirant beaucoup plus de la pensée de l'Administration que du texte de la loi, faisait preuve tantôt d'une regrettable faiblesse et tantôt d'une excessive rigueur, suivant que la préfecture de police était elle-même invitée par la direction de la sûreté générale à ouvrir ou à fermer les yeux. De sorte que la pire situation qui puisse se présenter en matière pénale, l'incertitude sur l'étendue des droits de chacun et le caractère contingent de la justice répressive, était devenue sur les champs de courses, depuis plusieurs années, la situation normale⁽¹⁾.

A la suite des décisions qui avaient introduit la distinction fondamentale dont nous avons parlé entre les parieurs éclairés et ceux qui étaient présumés ne pas l'être, l'autorité administrative avait ouvertement toléré l'exercice de l'industrie des bookmakers dans l'enceinte du pesage, sous prétexte que ceux qui y pénétraient possèdent une connaissance plus approfondie des courses, et jouent, par suite, en connaissance de cause. Cette tolérance ne fut pas longue à franchir la barrière qui sépare le pesage de la pelouse, et on put voir des intermédiaires de toute nature envahir les champs de courses et y échanger en toute liberté leurs tickets contre les sommes considérables exposées au jeu par une foule sans cesse croissante⁽²⁾.

Nous empruntons à un auteur que nous avons déjà cité le très intéressant exposé de la situation et des abus qui devaient aboutir à une réglementation législative⁽³⁾ :

Leur clientèle ayant augmenté, « les bookmakers prirent

(1) Frèrejouan Du Saint, *op. cit.*, n° 168, p. 244.

(2) *Repertoire gén. alph. du droit français*, v° Courses de chevaux, n° 629.

(3) Villa A' Roggio *op cit.*, p. 107 et suiv.

l'habitude de se tenir dans un endroit déterminé afin que leurs clients respectifs puissent les retrouver facilement. Cependant parmi les places adoptées par chacun d'eux, les unes étaient bonnes, les autres mauvaises ; elles ne tardèrent pas à être chaudement disputées. Comme il était naturel que la meilleure appartint au premier occupant, on les vit passer la nuit dans les buissons du bois de Boulogne, afin de se trouver les premiers, de grand matin, à la queue des portes d'entrée. Aussitôt après leur ouverture, ils s'élançaient de toute leur vitesse vers l'endroit assigné au betting et le premier arrivé occupait, de fait, sinon de droit, le meilleur emplacement.

Une organisation était à créer. Un sieur Régimbaud la créa. Il planta sur tous les hippodromes des piquets supportant un grand parasol bleu ; au-dessous du parasol il plaça un banc pour surélever le crieur de la cote, un tableau pour afficher les listes, et un pupitre pour inscrire les paris sur le livre. Ce fut tout. L'exploitation fut aussi lucrative que l'installation était sommaire. Les places mises aux enchères se louèrent des prix exorbitants. Le revenu total annuel atteignait ou dépassait un million. Et, malgré les prix énormes de location que payaient les bookmakers, ils n'en faisaient pas moins d'excellentes affaires. M. Laffon assure qu'un bon « piquet » à Longchamp ou à Auteuil rapportait à son locataire quinze ou dix-huit cent mille francs nets, sans compter quatre ou cinq cent mille francs qu'on oubliait de lui payer.

Ces bénéfices prodigieux suscitèrent des envieux à l'heureux propriétaire des piquets. Un nommé Verséjoux fit la proposition suivante au conseil municipal : La Ville est propriétaire du terrain de Longchamp ; un industriel a accaparé une partie de ce terrain pour y planter des piquets qu'il loue aux bookmakers

à très haut prix, et cela sans autorisation et sans payer de redevance. Je demande que cette autorisation me soit accordée, et j'offre, en échange, de payer une redevance annuelle de six cent mille francs.

Cette proposition fut repoussée par la commission du budget à l'examen de laquelle elle avait été soumise, et celle-ci, en outre, proposa au conseil d'interdire les jeux sur toute l'étendue des champs de courses parisiens.

Ceci était grave, et il y eut grand émoi dans le camp des bookmakers. Leur industrie était sérieusement menacée. Un nouveau coup lui fut porté par une lettre adressée au préfet de la Seine par la Société d'Encouragement. On savait que les membres de cette Société, les propriétaires de chevaux de courses, surtout, voyaient d'un mauvais œil l'envahissement des hippodromes dans le but unique d'y parier. Les courses n'étaient plus depuis longtemps qu'un prétexte pour jouer. Les propriétaires se trouvaient souvent lésés par le nombre incalculable de paris faits sur leurs chevaux, car ces paris avaient pour résultat de faire baisser la cote au point qu'ils ne pouvaient plus eux-mêmes rien placer sur eux. Ils étaient unanimes à demander la suppression des paris ou leur réglementation.

M. de la Rochette dans un rapport adressé au ministre de l'Agriculture en 1885 au nom de la commission chargée d'étudier la question des paris et des fraudes, avait déjà demandé la suppression des piquets des bookmakers, ainsi que des paris à la cote, sur les champs de courses, comme dangereux, immoraux, et pouvant vicier la régularité des épreuves ; il profita de l'incident du conseil municipal pour réitérer cette demande de suppression.

Les Sociétés de courses d'Auteuil, de Vincennes et, surtout, les « Suburbains » s'y montrèrent opposés. Pour ces derniers qui ne vivaient que du jeu, c'était une question de vie ou de mort.

Cependant, M. de Sagan, président de la Société des Steeple-Chases, voulait bien reconnaître qu'il convenait de régler le pari et de protéger également et le propriétaire et le public qui apporte aux courses son argent. Le pari mutuel lui paraissait devoir mieux défendre les intérêts de l'un et de l'autre.

Tel était l'état de la question quand le Gouvernement se décida à agir. Le préfet de la Seine fit aux Sociétés de courses de Longchamp, Auteuil et Vincennes, sommation « d'avoir à interdire la pose des piquets et toute l'installation à l'usage des bookmakers sur l'hippodrome loué par la Ville de Paris ».

C'est à ce moment que parut la circulaire du Ministre de l'Intérieur, alors M. Goblet, en date du 16 mars 1887, invitant les préfets à interdire d'une façon formelle et définitive les paris de toute nature engagés sur les champs de courses, sans faire aucune distinction entre le pesage et la pelouse, ou même en dehors des hippodromes et à poursuivre les délinquants devant les tribunaux, en vertu de l'article 410 du Code pénal qui punit la tenue de maisons de jeux de hasard s'ils opéraient avec un matériel d'exploitation (voitures, baraques, pancartes ou piquets) et en vertu de l'article 475 § 5 du même Code s'ils agissaient isolément et sans matériel proprement dit.

Les piquets disparurent des hippodromes, et alors la chasse au bookmaker commença ; la police les traqua partout. mais l'interdiction du jeu sur les hippodromes porta aux courses elles-mêmes une atteinte terrible ; les spectateurs qui ne

viennent aux courses que pour parier désertèrent ; les recettes des sociétés de courses diminuèrent dans des proportions considérables (cinquante pour cent) ; après l'arrêt de la Cour de cassation du 10 décembre 1887, en quatre jours, le chiffre des entrées baissa de plus de cent mille francs ; l'institution même se trouva menacée. Il fallut se rendre à l'évidence : les courses de chevaux ne pouvant exister sans le jeu qui les alimente, des démarches furent faites auprès de l'Administration et celle-ci se relâcha un peu de sa rigueur.

Les courses rendent de grands services à l'élevage ; leur institution intéresse au plus haut degré la richesse agricole et la force militaire du pays. Les sociétés de courses en particulier distribuent des prix qui dépassent six millions de francs, alors que l'État, les départements et les villes ne fournissent ensemble qu'un million (1). Aussi le Ministre de l'Intérieur, d'accord avec les Ministres de l'Agriculture et de la Guerre, accueillit-il favorablement la demande formulée par les sociétés de courses, d'établir sur leurs hippodromes une sorte de jeu pratiqué en Allemagne et en Autriche, qui supprime le bookmaker, joueur de profession. Il était sage et politique de faire la part des passions. Le Ministre de l'Intérieur rendit en 1887 et en 1888 des arrêtés autorisant les principales sociétés de courses à organiser elles-mêmes le pari mutuel, et à le faire fonctionner, moyennant un prélèvement de 20/0 sur la recette brute au profit de l'assistance publique (2).

(1) Voy. le Discours de M. J. Develle, Ministre de l'Agriculture, à la chambre des députés le 28 février 1891, *Débats parlementaires* (chambre des députés) *Journal officiel*, 1891 p. 458.

(2) *Répertoire gén. alph. du droit français*, v^o Courses de chevaux, n^o 631.

Pour proscrire le pari mutuel des hippodromes, nous avons vu que la jurisprudence de la Cour de cassation l'a considéré comme un jeu de hasard et lui a fait l'application des articles 410 et 475 § 5 du Code pénal toutes les fois qu'il était pratiqué avec tout venant, le parieur étant, dans ce cas, présumé ignorant des habitudes sportives. Ainsi caractérisé, cette sorte de pari ne pouvait faire l'objet d'aucune autorisation ; il n'est pas, en effet, au pouvoir de l'Administration de suspendre l'exécution de la loi en permettant la tenue d'un jeu de hasard.

Pour le rétablir au profit des sociétés de courses, l'autorité administrative a donc dû répudier une telle conception du pari mutuel et lui attribuer un caractère différent : elle s'est appuyée, pour légaliser l'autorisation par elle donnée, sur l'article 5 de la loi du 21 mai 1836, lequel est ainsi conçu :

Art. 5. — Sont exceptées des dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus les *loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts* lorsqu'elles auront été autorisées dans les formes qui seront déterminées par des règlements d'administration publique.

En d'autres termes, l'Administration considère le pari mutuel fonctionnant antérieurement sur les hippodromes comme une loterie prohibée par la loi (article 1^{er} et 2) mais susceptible d'être autorisée sous certaines conditions par des arrêtés ministériels (article 5).

L'autorisation ainsi donnée ne peut être valable que si on considère le pari aux courses, alors même qu'il est offert à tous venants, comme n'étant pas un jeu de hasard et, par suite, comme étant uniquement soumis au pouvoir réglementaire de

l'autorité administrative sur la voie publique ou dans les lieux publics.

Le Ministre de l'Intérieur, en autorisant le fonctionnement du pari mutuel dans de certaines conditions, abandonnait ainsi la distinction faite par la jurisprudence, pour rentrer dans la véritable conception juridique, à savoir que le pari aux courses ne peut être assimilé à un jeu de hasard parce qu'il n'est pas engagé à l'occasion d'un jeu ayant ce caractère (1).

Nous avons soutenu avec un jurisconsulte éminent, M. Edmond Villey, que le pari mutuel ne constitue pas un jeu de hasard et nous nous sommes efforcé de démontrer que l'assimilation faite à ce point de vue par la jurisprudence était absolument injustifiée. (2) Nous croyons pouvoir soutenir également en appuyant encore notre théorie des raisons juridiques déduites par ce même jurisconsulte, que le pari mutuel ne présente pas les caractères d'une loterie (3).

Nous avons déjà signalé que telle paraît bien avoir été l'opinion de la Cour de cassation en 1875 et qu'elle était admise par M. le conseiller Saint-Luc-Courborieu dans son rapport précité. L'examen des textes qui régissent la matière vient confirmer pour nous cette opinion.

La loi distingue soigneusement les jeux de hasard et les loteries ; cette distinction est très nettement indiquée dans les articles 410 et 475 § 5 du Code pénal.

Qu'est-ce donc à proprement parler qu'une loterie ?

La loi du 21 mai 1836 dans son article 2 en donne la définition suivante que nous avons déjà reproduite :

(1) Frèrejouan Du Saint, *op. cit.*, n° 168, p. 216.

(2) Voy. *suprà*, p. 234 et suiv.

(3) Note de M. Ed. Villey, Sirey, 1890. 4. 233.

« Sont réputées loteries et interdites comme telles : les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises effectuées par la voie du sort, ou auxquelles auraient été réunies des primes ou autres bénéfices dus au hasard, et, généralement, toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort ».

Ainsi donc, le trait caractéristique de la loterie est *que le gain soit acquis par la voie du sort*.

Ceci posé, nous avons admis sans peine que la poule, le pari au chapeau pouvaient être assimilés à une loterie ; quant au pari qui suppose un choix de la part du joueur, si l'on estime que ce choix n'est aucunement raisonné, qu'il est dicté par le hasard, cette considération pourrait peut-être, bien que nous ne l'admettions pas, expliquer l'attribution qui lui a été faite des caractères d'un jeu de hasard mais il nous paraît impossible qu'on qualifie un pareil pari de loterie. On peut admettre avec la jurisprudence « que le hasard prend la place d'un choix raisonné dans la désignation du cheval » ⁽¹⁾ ; on peut dire que « tout le monde peut apporter sa mise sans engager un pari vis-à-vis d'une personne déterminée et sans qu'il soit besoin d'aptitudes particulières permettant d'apprécier la valeur d'un cheval ».

De tout cela on parviendra à conclure que le pari mutuel est un jeu de hasard, mais jamais que le gain y soit exclusivement attribué par la voie du sort.

Le sort, en effet, n'intervient ni dans la désignation du numéro attribué à chaque parieur, ni dans la désignation du cheval gagnant.

(1) Rouen, 3 août 1889, Sirey, 1890. 2. 101 ; Dalloz, 1890. 2. 253.

Il n'intervient pas dans la désignation du cheval gagnant puisque celle-ci est le résultat d'un concours, à moins qu'on ne veuille soutenir que les qualités du cheval et l'habileté du jockey ne soient pour rien dans le succès des courses, auquel cas tous les paris sans aucune exception constitueraient des jeux de hasard.

Le sort n'intervient pas davantage, et c'est ce qui distingue le pari mutuel de la poule, dans la désignation du numéro attribué au parieur puisque chaque parieur choisit son cheval. Dites, si vous voulez, que c'est un choix aveugle, dites que c'est un choix guidé par le hasard, mais ne dites pas que le gain est acquis par la voie du sort.

Cette interprétation se trouve encore confirmée par l'exception que l'article 5 ci-dessus rapporté de la loi de 1836 apporte à la prohibition édictée ; il serait difficile, en effet, de soutenir que les paris aux courses soient exclusivement destinés à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts.

Quoi qu'il en soit, les décisions ministérielles furent exécutées et le pari mutuel installé sur les champs de courses à l'exclusion de tous autres paris ; mais on avait fait ainsi qu'aggraver le mal : les parieurs affluèrent si nombreux aux agences du pari mutuel que celui-ci se trouva trop à l'étroit sur le champ de courses ; il fit irruption dans la capitale et s'y installa tout à l'aise.

Les intermédiaires, si dangereux pour les joueurs, et que les arrêtés ministériels avaient eu pour but d'écarter, surgirent plus nombreux qu'auparavant et, pour exploiter impunément cette nouvelle forme du pari, ils revêtirent un caractère légal, celui de mandataires ou de commissionnaires au pari mutuel. Ils pouvaient, dès lors, opérer librement, à l'abri de

toute poursuite, et la Cour de cassation devait déclarer légitime l'usage qu'ils faisaient ainsi du contrat de mandat ⁽¹⁾.

Cette jurisprudence était absolument logique et conforme à l'état de choses par elle constaté.

Quel est, en effet, le caractère légal d'une agence qui, moyennant salaire, se met à la disposition des parieurs pour recevoir leurs mises et les verser aux guichets d'une société régulièrement autorisée à faire fonctionner le pari mutuel sur les hippodromes, et, s'il y a lieu, rapporter ensuite aux gagnants le montant de leur bénéfice ?

On voit dans une telle opération l'accomplissement d'un mandat salarié, l'acte d'un commissionnaire se conformant à des instructions données, il paraît difficile d'y voir une infraction pénale ⁽²⁾.

Mais l'extension prise par les agences de cette nature constituait un véritable danger social.

Au nombre de quarante six en 1890 ⁽³⁾, les agences de commission avaient d'innombrables succursales dans tous les coins de Paris et même en province. Dans les cafés, chez les marchands de vins, dans la plupart des établissements ouverts au public se tenaient en permanence des mandataires toujours prêts à recueillir les mises les plus modiques que venaient leur confier les parieurs les moins éclairés pour jouer au pari mutuel.

(1) Cassation crim., 3 mars 1889 (Dumien et Montagnon), Sirey, 1890. 1. 233, Voy. dans le même sens : Trib. corr. Seine 3 août 1888, Dalloz, 1890. 1. 41. — Paris, 30 octobre 1888, Dalloz, 1890, 2. 253. *Gazette du Palais*, 1888, 1. 467. — Rouen, 3 août 1889, Dalloz, 1890, 2. 259, Sirey, 1890, 2. 101.

(2) Rapport. de M. le conseiller de Larouverade, Cassation. crim., 3 mars 1889, Sirey, 1890. 1. 233.

(3) *Journal des Débats* du 28 mars 1890.

Là s'engouffraient chaque jour les économies péniblement amassées par de modestes travailleurs que séduisait l'espoir d'un gain facile et, non seulement l'épargne disparaissait peu à peu, mais encore le salaire quotidien, indispensable à l'existence des ménages et des familles, était détourné de son but pour alimenter les agences.

A la portée de toutes les bourses, quelques-unes de ces officines s'ouvraient jusque dans les échoppes, les kiosques de journaux et acceptaient des paris de un franc ou même de cinquante centimes.

A toute heure, jusqu'à la minute du départ des chevaux sur l'hippodrome, les parieurs venaient, le plus souvent à la hâte, abandonnant momentanément l'ouvrage pour apporter leur enjeu : c'étaient des employés, des artisans, des ouvriers, des ménagères même qui venaient risquer là le souper du mari et des enfants. Des enseignes multicolores et criardes signalaient au passant la présence des bookmakers. Paris avait l'aspect d'un immense tripot.

Cette situation se prolongea jusqu'au moment où le Ministre de l'Intérieur par un arrêté du 2 juin 1890 « interdit de participer au pari par l'entremise de mandataires, au moyen de commissions en dehors du champ de courses.

« En conséquence, toute agence servant d'intermédiaire entre le public et les sociétés de courses devait cesser ses opérations, sous peine d'être poursuivie pour infraction au dit arrêté et à la loi du 21 mai 1836. »

Quelle pouvait être la sanction dont le Ministre menaçait les délinquants en cas d'infraction à cet arrêté ?

Nous ne l'apercevons point, quant à nous, dans le texte de la loi de 1836.

L'Administration a autorisé certaines sociétés de courses à pratiquer le pari mutuel avec le public, c'est-à-dire avec tous venants, sans distinguer entre les parieurs éclairés et les ignorants, et, cela, en vertu de l'article 5 de ladite loi ; il lui faut maintenant être logique avec elle-même :

Ou bien le pari mutuel, par le fait de cette autorisation, a cessé de constituer un jeu de hasard, ainsi que l'a déclaré la Cour de cassation ⁽¹⁾, et, dès lors, il faut bien admettre, comme l'a fait la jurisprudence, la validité du contrat de mandat accepté par les intermédiaires pour jouer au nom de leurs mandants à ce jeu licite. Sans doute, l'autorisation d'organiser le pari mutuel est personnelle aux sociétés qui l'ont obtenue et personne en dehors de celles-ci ne peut légalement tenir une pareille loterie, mais, étant admis que les sociétés autorisées jouissent à cet égard d'un droit exclusif, il importe de remarquer que les agences de commission n'ont point organisé chez elle le pari mutuel et qu'elles justifient, au contraire, avoir exécuté fidèlement leur mandat en portant les sommes à elles confiées aux guichets des sociétés régulièrement autorisées ; en agissant ainsi, elles n'ont commis aucune infraction punissable ⁽²⁾.

Ou bien le pari mutuel constitue un jeu de hasard ainsi que le voulait la doctrine de la Cour de cassation répudiée par l'autorité administrative et l'infraction alors tombe sous l'application des articles 410 et 475 § 5 du Code pénal, mais alors l'autorisation accordée par l'Administration aurait

(1) Cassation crim., 3 mars 1889, Sirey, 1890, 1. 233.

(2) Voy. Rapport de M. le conseiller de Larouverade, sous Cassation, 3 mars 1889, Sirey, 1890, 1. 233.

dépassé la limite de ses pouvoirs et la répression ne saurait être limitée aux seuls intermédiaires.

De telle sorte que si l'on rapproche l'arrêté du 2 juin 1890 des arrêtés ministériels qui ont autorisé le fonctionnement du pari mutuel, on constate que cette sorte de pari apparaît comme une loterie dont le caractère délictueux prévu par la loi de 1836 a disparu par l'effet de l'autorisation administrative ; en conséquence, la violation des arrêtés qui contiennent les conditions de cette autorisation pourrait bien entraîner pour les délinquants l'application des mesures prévues par la loi de 1836 pour les loteries non autorisées. Quant à l'arrêté ministériel du 2 juin 1890, il a été pris en dehors de cette autorisation, en vertu des pouvoirs de régler toute espèce de jeu public que confère à l'autorité administrative la loi du 5 avril 1884 ; et la sanction de l'infraction à un tel arrêté ne peut être que celle prévue par l'article 471 § 13 du Code pénal, qui en fait une contravention de simple police.

Aucune autre sanction n'était possible ; aussi lorsque les parquets s'avisèrent de poursuivre les individus qui avaient ouvert dans toutes les villes importantes des agences de pari mutuel, les tribunaux rendirent des décisions absolument contradictoires et tandis que la Cour de cassation reconnaissait implicitement la validité des opérations des commissionnaires au pari mutuel, des tribunaux et des Cours d'appel jugeaient que ces opérations étaient illicites et allaient même jusqu'à décider que le pari mutuel organisé par les sociétés sur les champs de courses avec l'autorisation du Ministre de l'Intérieur basée sur la loi de 1836 était absolument illégal (4).

(4) Laya, *op. cit.*, n° 38.

En résumé, l'autorisation accordée aux sociétés de courses, l'interdiction prononcée contre les intermédiaires sont des mesures arbitraires que le ministre a dû prendre successivement, poussé par les circonstances ; il en est résulté une situation que pouvait seule régulariser l'intervention du législateur.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DE LA LOI DU 2 JUIN 1891 POUR LA RÉPRESSION DES PARIS AUX COURSES.

Une loi s'imposait pour préciser le caractère du pari aux courses et déterminer les conditions de son fonctionnement ; l'intervention du législateur fut provoquée par un incident que nous avons déjà signalé ⁽¹⁾.

Plusieurs sociétés de courses avaient été autorisées par les arrêtés ministériels que nous avons indiqués à organiser le pari mutuel sur leurs hippodromes, moyennant un prélèvement de 20/0 au profit de l'assistance publique.

En 1891, les prélèvements opérés sur les recettes du pari mutuel s'élevaient à la somme de quatre millions cent onze mille francs qui avaient été déposés dans les caisses du Crédit foncier et le Ministre de l'Intérieur crut devoir demander aux chambres de réglementer la répartition d'une somme aussi importante.

Ce fut l'objet du premier projet de loi déposé, concernant :
« la centralisation et le mode de répartition des fonds provenant des prélèvements sur le pari mutuel »

Au cours de la discussion, la Chambre se montra fort hostile

(1) V. *suprà*, première partie, chapitre III.

à l'institution même du pari aux courses⁽¹⁾; le projet fut vivement attaqué par MM. de Lamarzelle, Roche et Michou; il fut défendu par M. Develle, Ministre de l'Agriculture, et par M. de Kerjégu, rapporteur de la commission, qui firent très justement observer que les courses étaient indispensables pour la richesse agricole et militaire du pays et qu'elles ne pouvaient exister sans la tolérance du pari. Devant la répugnance de la Chambre à réglementer le jeu, le Ministre de l'Intérieur fit la déclaration suivante :

« Vous ne voulez pas qu'on joue, on ne jouera pas : et sans m'attarder aux distinctions que faisait tout à l'heure l'honorable M. Goussot, je ne me demanderai pas s'il y a un genre de pari qui exige un effort d'esprit plus considérable que tel autre de la part du parieur.

« C'est affaire de police de faire respecter la loi. Nous agissons en conséquence et nous prendrons immédiatement toutes les mesures nécessaires... quand je serai fixé par un vote, la Chambre peut être tranquille, il n'y aura plus de bookmakers, plus de pari mutuel sur les champs de courses⁽²⁾. »

Et le Ministre de l'Intérieur faisait effectivement disparaître des hippodromes tous les signes extérieurs du pari mutuel et du pari à la cote⁽³⁾. Le seul pari toléré fut le pari individuel et direct fait à terme, sans échange d'argent ni de ticket, qu'aucune jurisprudence n'a atteint jusqu'à ce jour⁽⁴⁾.

(1) *Débats parlementaires*, chambre des députés, *Journal officiel*, 1891, p. 455 à 463.

(2) *Débats parlementaires*, chambre des députés, *Journal officiel*, 1891, p. 463.

(3) Arrêté de mars 1891.

(4) Rapport de M. Riotteau de la Chambre des députés dans la séance du 30 avril 1891, *Journal officiel*, *documents parlementaires*, 1891, p. 825.

Cette mesure radicale causa une vive émotion aussi bien dans le monde du sport que parmi les éleveurs ; la manifestation imposante faite en faveur des courses par les assemblées départementales ⁽¹⁾ amena le dépôt d'un nouveau projet qui est devenu la loi du 2 juin 1891, ayant, cette fois, pour but, comme nous l'allons voir, non plus la répartition des fonds provenant du pari mutuel, mais la répression du pari sur les courses de chevaux d'une façon générale, et la réglementation d'une forme particulière de pari mutuel ⁽²⁾.

Nous avons étudié, dans notre première partie, les dispositions réglementaires de cette loi ⁽³⁾. Il nous reste seulement à en étudier ici les dispositions répressives :

Elles sont contenues dans l'article 4, ainsi conçu :

Art. 4. — *Quiconque aura, en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit, exploité le pari sur les courses de chevaux, en offrant à tous venants de parier ou en pariant avec tous venants, soit directement, soit par intermédiaire, sera passible des peines portées à l'article 410 du Code pénal.*

Seront réputés complices du délit ci-dessus déterminé et punis comme tels : 1° Quiconque aura servi d'intermédiaire pour les paris dont il s'agit, ou aura reçu le dépôt préalable des enjeux ; 2° quiconque aura, en vue des paris à faire, vendu

(1) La manifestation imposante faite en leur faveur par les assemblées départementales, constitue la démonstration la plus éclatante de l'utilité des courses et des tempéraments que le pays tout entier désire voir apporter par le parlement au règlement de la question : 64 Conseils généraux ont émis des vœux favorables, 6 ont émis des vœux défavorables, 12 n'ont pas examiné la question, 4 ont ajourné ou se sont déclarés incompetents » (Rapport de M. Riotteau à la Chambre des députés, p. 829).

(2) V. Laya, *op. cit.*, n° 39.

(3) V. *suprà*, première partie, chapitre III.

des renseignements sur les chances de succès des chevaux engagés; 3° tout propriétaire ou gérant d'établissement public qui aura laissé exploiter le pari dans son établissement.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal seront, dans tous les cas, applicables aux délits prévus par la présente loi.

Cet article fondamental de la loi du 2 juin 1891 contient, en réalité, deux dispositions que nous allons examiner successivement.

Le premier alinéa crée un délit nouveau : l'exploitation du pari aux courses. Le deuxième alinéa établit à l'égard de certains intermédiaires de cette exploitation des règles spéciales de complicité.

§ I

Création d'un délit nouveau.

Pour déterminer avec précision le caractère délictueux du pari aux courses tel qu'il résulte de la loi nouvelle, il est indispensable de rapprocher des dispositions prohibitives de l'article 4 qui constituent la règle, celles précisant les conditions dans lesquelles le pari pourra être autorisé, qui constituent l'exception, et qui font l'objet de l'article 5 combiné avec l'article 2 de la même loi.

On lit en effet dans l'article 5 :

Art. 5. — *Toutefois les sociétés remplissant les conditions prescrites par l'article 2 pourront, en vertu d'une autorisation spéciale et toujours révocable du Ministre de l'Agriculture, et moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage, organiser le pari mutuel sur*

leurs champs de courses, exclusivement, mais sans que cette autorisation puisse infirmer les autres dispositions de l'article 4 :

Ce texte prévoit donc une exception unique à la prohibition générale édictée par la loi, une seule forme de pari peut être autorisé, le pari mutuel, et son fonctionnement est en outre subordonné à l'exécution de conditions rigoureuses.

Quatres conditions sont nécessaires :

1° Il doit être organisé par une société de courses (dont les statuts ont été régulièrement approuvés conformément à l'article 2).

2° Cette société déjà autorisée à organiser des courses de chevaux, doit être, en outre, pourvue d'une autorisation spéciale pour faire fonctionner le pari mutuel.

3° Elle ne doit l'établir que sur ses champs de courses, exclusivement.

4° Elle doit opérer sur les paris engagés un prélèvement affecté à une œuvre de bienfaisance et à l'élevage.

Si ces conditions ne sont pas remplies, le pari mutuel n'est plus le pari déclaré licite par la loi.

Si nous reprenons maintenant les termes de l'article 4, premier alinéa, il va nous être facile de dégager les caractères du délit créé par cette disposition.

Nul, en dehors des sociétés de courses autorisées et organisant le pari mutuel dans les conditions que nous venons d'indiquer, ne peut désormais « *exploiter* » le pari sur les courses de chevaux *en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit*, en pariant « *avec tous venants* ».

Ce que la loi considère comme l'élément essentiel, le fait caractéristique du délit, c'est l'*exploitation* du pari ; son but

a été de faire disparaître l'industrie du jeu ; toutefois, elle ne peut l'atteindre qu'autant qu'elle s'exerce publiquement.

Deux conditions sont donc nécessaires pour que le pari soit punissable, il faut : 1^o une exploitation, 2^o une exploitation publique.

Les travaux préparatoires sont aussi nets et aussi explicites que possible sur le but de la disposition dont nous nous occupons.

Écoutons plutôt le rapporteur de la loi, M. Riotteau :

« L'article 4, dit-il, supprime un des abus les plus considérables et les plus dangereux dans la population, l'abus qui consiste à exploiter le jeu et à créer, dans l'intérieur de Paris ou des autres villes, des agences dont les clients, étant mis en situation de jouer à terme, sont toujours dans la main de ceux qui savent les exploiter, jusqu'à ce qu'ils soient comme une éponge vide dont on ne peut plus rien tirer.

« Nous vous proposons par l'article 4 la suppression de l'exploitation du jeu sous toutes ses formes dans les agences, ce qui est l'une de ses manifestations les plus dangereuses... (1).

M. le Ministre de l'Agriculture tenait le même langage au Sénat :

« Nous avons voulu atteindre l'exploitation du pari, nous avons voulu frapper tous ceux qui, dans un but de lucre personnel, exercent leur action corruptrice, tous les agents provocateurs qui sont répandus sur nos hippodromes et ceux qui ouvrent dans les carrefours, dans la banlieue, sur les boule-

(1) Rapport de M. Riotteau, à la Chambre des députés. *Journal officiel, documents parlementaires*, 1891, p. 882.

vards ces maisons suspectes où va s'engloutir l'épargne des petites gens (1). »

L'ensemble du projet peut se résumer ainsi :

« Suppression du pari public exploité sur les champs de courses et au dehors (2). »

« Suppression rigoureuse de toute agence d'exploitation du pari public aux courses sous quelque forme et en quelque lieu qu'elle fonctionne (3). »

Si l'esprit de la loi apparaît bien nettement, son texte n'est pas moins précis pour démontrer la nécessité d'une double condition pour l'existence de l'infraction :

Ce qui est puni : c'est *l'exploitation*.

1° *Exploitation du pari « en quelque lieu que ce soit ».*

On ne saurait arguer des mots « *en quelque lieu que ce soit* » pour soutenir, comme on l'a fait (4), que le législateur a entendu, punir seulement l'exploitation, sans distinguer si elle était publique ou non ; cette thèse nous paraît absolument erronée. D'une part, les travaux préparatoires que nous venons de rapporter indiquent suffisamment que ces mots visent les cafés et cabarets ou autres lieux ouverts au public où les agences que la loi veut atteindre avaient établi leur siège pour être plus à proximité de la clientèle par elles exploitée. D'autre part, la portée de ces mots se précise si l'on considère que le

(1) *Débats parlementaires*. Sénat, *Journal officiel*, 1891, p. 347.

(2) Rapport de M. Riotteau, *Journal officiel, doc. parlem.*, 1891, p. 829.

(3) *Ibid.*

(4) Voy. *Répertoire gén. alph. du droit français*, v^o Jeu, et Pari, nos. 647 et 648.

pari déclaré délictueux par l'article 4 est celui « *offert à tous venants* », c'est-à-dire à un public ayant libre accès dans le lieu où se tient l'agence ⁽¹⁾.

Si c'est un lieu privé, le pari, même exploité, n'est point délictueux parce que, le public n'y ayant pas accès, le pari n'aura certainement pas été offert « à tous venants », mais seulement aux habitués de la maison. C'est ce qui aurait lieu par exemple dans un cercle où un croupier, une agence même pourrait impunément, selon nous, exploiter toute forme de pari avec les membres du cercle, à la condition toutefois que l'étiquette ne serve point à masquer une véritable maison de jeux de hasard ou une agence publique de paris aux courses.

Dès que les étrangers peuvent y être admis sans contrôle sérieux, moyennant le paiement d'une cotisation modique, le cercle cesse de constituer un lieu privé pour devenir un lieu où le public a librement accès et, dès lors, les jeux qui s'y pratiquent peuvent entraîner l'application de l'article 410 du Code pénal ⁽²⁾, de même que le pari, s'il y est exploité, doit être considéré comme délictueux. C'est ce qui a été jugé, notamment par le tribunal correctionnel de la Seine et par la Cour de Paris, à l'égard d'un établissement dénommé « Syndicat professionnel hippique du sport français », dans lequel, au mépris même des statuts, on admettait à parier des personnes qui n'en faisaient nullement partie.

(1) Voy. dans le même sens Laya, *op. cit.*, n° 43 et Garraud, *op. cit.*, t. V, n° 389.

(2) Voy. Cassation, 24 novembre 1855, Dalloz, 1856, 1. 95, 96.

Adde : Trib. corr. Seine, 14 septembre 1889, journal *La Loi* du 15 septembre 1889. — Paris, 7 juin 1890. — Trib. Seine, 8 juillet 1892. — Paris, 29 novembre 1892, *Gazette du Palais* 1893, 1. 20; Sirey 1892. 2. 204; Dalloz 1894. 2. 5; journal *La Loi*, 1892, n° 1108.

Ainsi, et pour nous résumer, ce qui constitue le délit c'est l'exploitation du pari, mais ce qui caractérise cette exploitation c'est l'offre faite « à tous venants ».

Tel est le critérium qui permet de reconnaître si le pari est public ou non.

2° *Exploitation du pari « sous quelque forme que ce soit ».*

Toutes les variétés de paris : la poule, le pari mutuel simple ou de combinaison, le pari à la cote sont interdits formellement par cette disposition, et constituent un délit dès qu'ils sont exploités en public ; mais, de cette constatation que la loi ne frappe que l'exploitation pratiquée publiquement, il y a lieu de dégager ici d'importantes conséquences.

Il faut remarquer, tout d'abord, que la loi du 2 juin 1891 n'a modifié en rien les dispositions de l'article 1966 du Code civil ; d'où il suit, d'après l'interprétation par nous donnée à cet article ⁽¹⁾, que les propriétaires, les éleveurs, les jockeys pourront toujours engager entre eux des paris absolument licites et pourvus même d'une sanction civile ⁽²⁾.

Elle n'a pas même proscrit le pari individuel engagé entre gens qui se connaissent. On ne rencontre ici, du reste, ni l'un ni l'autre des éléments constitutifs du délit prévu ; d'une part, en effet, on ne peut considérer cette sorte de pari comme une exploitation et, d'autre part, il est impossible de dire qu'il soit offert à tous venants. Au surplus, il n'a jamais été dans la pensée du législateur de l'atteindre.

(1) Voy. *suprà*, p. 186 et suiv.

(2) En ce sens, Frèrejouan du Saint, *op. cit.* Laya, *op. cit.*, n° 54. Paris, 27 juillet 1896, *Gazette du Palais*, 1896. 2. 689.

« Mettons nous d'abord d'accord sur un point, disait M. Bérenger au Sénat. Il y a une chose qui est permise, qui doit toujours l'être, car on ne pourrait la frapper qu'à la condition de porter atteinte à la liberté de l'homme, cette chose, c'est que chacun peut parier comme il l'entend, et suivant le mode qui lui convient. Il ne s'agit pas de mettre aucune entrave à cela, et, à cet égard, les sociétés de courses ont pleine satisfaction : le pari continuera à s'exercer sur les hippodromes. Ce qu'on veut atteindre, c'est seulement une industrie malsaine, souvent malhonnête, qui a pour but, non pas de pratiquer le jeu pour elle-même, mais d'y provoquer les autres et d'en tirer un bénéfice sans s'exposer à ses chances... » (1)

Aucune difficulté ne peut donc s'élever à l'égard des deux sortes de paris que nous venons d'indiquer ; ils restent soumis aux règles que nous avons précédemment admises, c'est-à-dire que les paris engagés par les propriétaires, éleveurs ou jockeys continuent de constituer seuls des pactes civils sanctionnés par l'article 1966, tandis que les paris individuels engagés entre sportsmen sont simplement licites, ce qui permet seulement aux parieurs d'échapper à toute répression (2).

Plus délicate est la question, très controversée, de savoir si la loi du 2 juin 1891 a entendu considérer comme illicite, même le *pari au livre* ou si, au contraire, elle l'a épargné.

(1) *Débats parlementaires*, Sénat, *Journal officiel*, 1891, p. 348.

(2) En ce sens : Trib. Seine, 4 janvier 1893, *Journal La Loi*, 1893, n° 58. Paris, 27 juillet 1896 précité.

3^o *Du pari au livre.*

Bien entendu, il ne saurait être question ici du pari au livre engagé entre membres du Salon des courses ⁽¹⁾. C'est là, en effet, une forme de pari individuel qui, comme nous venons de le faire remarquer, échappe incontestablement à toute répression. Le pari dont nous voulons parler est le pari au livre tel qu'il se pratique dans l'enceinte du pesage, où il a toujours été admis et qui fonctionne de la manière suivante : les donneurs au livre notent sur un registre le nom et le domicile des parieurs qui s'adressent à eux et leur ouvrent, pour ainsi dire, un compte auquel ils inscrivent le montant des enjeux engagés par eux dans chaque épreuve avec l'indication du cheval choisi. Le règlement de ces opérations ne se fait pas immédiatement après chaque course, mais seulement à la fin de la journée, quelquefois à domicile, le plus souvent, il est vrai, sur l'hippodrome même, après la séance ; il s'effectue en établissant la balance entre les enjeux inscrits et les gains réalisés, par le paiement d'une différence soit au profit du donneur, soit au profit du client si l'ensemble des opérations faites par ce dernier a été heureux et constitue un bénéfice.

La jurisprudence a toujours considéré comme licite cette sorte de pari lorsqu'il était pratiqué exclusivement dans l'enceinte du pesage où le public n'a accès que moyennant un prix d'entrée relativement élevé (20 francs), ce qui écarte la masse des petites gens, pour faire place à un public de gros parieurs. Ceux-ci sont des gens aisés, dont la situation peut

(1) Voy. *suprà*, p. 223.

faire présumer qu'ils sont au courant du fonctionnement des courses, qu'ils se sont renseignés sur la valeur respective des chevaux engagés et de leurs cavaliers, en tous cas, qu'ils ont été en mesure d'apprécier les qualités des uns et des autres, les circonstances qui peuvent augmenter ou diminuer leurs chances de succès et de se procurer, enfin, toutes les indications utiles pour ne point livrer au hasard le gros enjeu qu'ils viennent risquer sur le cheval de leur choix. Ces parieurs sont, en outre, mieux placés que ceux de la pelouse pour suivre tous les détails de la course et contrôler la sincérité des épreuves.

Dans cette enceinte, parmi ce public, les donneurs au livre ont toujours opéré librement, sinon avec l'autorisation, du moins avec la plus extrême tolérance de l'Administration. On ne saurait dire qu'ils n'engagent de pari qu'avec des personnes de leur connaissance, car, en réalité, ils ne choisissent point les parieurs, ils acceptent tous ceux qui se présentent, sauf à leur demander quelquefois, avant toute opération, et pour leur sécurité personnelle, le versement d'une somme d'argent à titre de garantie.

Dans ces conditions, la question de droit que nous nous proposons d'examiner se ramène à ceci : le fait de parier avec toute personne, mais seulement avec le public spécial du pesage, sans aucun échange d'argent ni de tickets, les opérations devant se régler ultérieurement par le versement de différences, tombe-t-il sous l'application de l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 ?

Nous nous sommes efforcé de démontrer que l'économie générale de la loi de 1891 a été de prohiber « l'exploitation », et « l'exploitation publique » du pari. D'après le texte que

nous avons rapporté, ce qui caractérise une telle exploitation c'est le fait de parier « avec tous venants ».

Ce qu'il nous importe en conséquence de préciser, la solution de notre question en dépend, c'est si le public du passage peut être considéré comme « tous venants ».

Le texte de l'article 4 ne fournit à cet égard aucune indication nette : d'après les termes même de cette disposition, les tribunaux pourraient très légitimement se croire autorisés à distinguer entre ceux qui exploitent le pari aux courses « avec tous venants », comme le dit la loi, et ceux qui l'exploitent avec une certaine catégorie de joueurs qu'ils pourraient présenter comme une clientèle à laquelle un compte est ouvert. On ne peut, en effet, raisonnablement soutenir qu'un book-maker parie « avec tous venants », s'il se borne à inscrire sur son livre les paris de telle ou telle personne appartenant à sa clientèle habituelle qu'il débite ou crédite suivant les résultats de la course ⁽¹⁾.

Si les tribunaux donnaient cette interprétation à la loi on n'aperçoit pas très bien comment la Cour de cassation pourrait, sans torturer le texte et sans aller chercher ailleurs les éléments de sa décision, casser les jugements et arrêts rendus dans ce sens ⁽²⁾.

Il semble bien, en effet, que le pari au livre ne présente point les caractères de l'infraction prévue par l'article 4. La question pourtant s'est présentée devant les tribunaux et cette opinion n'a point prévalu.

Il a été jugé que « la disposition de l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 interdisant l'exploitation du pari sur les courses

(1) Frérejouan Du Saint, *op. cit.*, n° 171, p. 223.

(2) Frérejouan Du Saint, *ibid.*

de chevaux est générale et absolue ; elle ne comporte pas d'autre exception que celle prévue par l'article 5 de ladite loi en faveur du pari mutuel régulièrement autorisé sur les champs de courses ; elle réprime aussi bien les paris dits au livre que le pari dit à la cote, le pari offert dans l'enceinte du pesage que le pari sur la pelouse ; il importe peu que les différences soient réglées immédiatement sur l'hippodrome, ou à terme et à domicile ; la seule condition essentielle pour l'existence du délit est que le pari soit offert à tous venants ; c'est une circonstance de fait soumise à l'appréciation souveraine des tribunaux ⁽¹⁾. »

Il résulte de l'interprétation donnée par la jurisprudence que l'application de l'article 4 est subordonnée à la solution d'une question de fait, celle de savoir si le pari a été ou non offert « à tous venants ».

Cette question est grosse de difficultés. Comment, en effet, distinguer si le pari est fait ou non avec « tous venants », si le donneur a joué avec des parieurs connus de lui ou avec des inconnus, avec des personnes expérimentées ou avec des ignorants ? L'ancienne jurisprudence admettait, pour les paris faits dans l'enceinte du pesage, une présomption de bonne foi ; l'interprète pouvait donc se demander si, le système de la jurisprudence survivant à la loi de 1891, la présomption allait être maintenue. La jurisprudence nouvelle ne l'admet point et considère, dans tous les cas, le pari au livre

(1) Cassation crim., 9 juillet 1896 (Tible) *Journal La Loi* des 49, 20 août 1896. Voy. dans le même sens : Seine, 2 juillet 1891, *Gazette du Palais*, 1891, n° 44, *Gazette des Tribunaux* du 3 juillet 1890. — Paris, 11 août 1891, *id.* n° 258. — Trib. Seine, 31 octobre 1895. — Paris, 13 mars 1896, *Journal La Loi* du 18 avril 1896 ; 20 mai 1896. *Journal La Loi* du 9 juin 1896.

comme illicite ⁽¹⁾. L'arrêt ci-dessus rapporté vient confirmer cette manière de voir et ajouter aux décisions des juridictions de première instance ou d'appel l'autorité de la Cour suprême en faveur de l'application rigoureuse de l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 à toute espèce de paris.

Cette solution ne nous paraît pas, quoiqu'on ait dit ⁽²⁾, absolument conforme au texte de la loi, voyons si du moins, comme on l'a encore soutenu ⁽³⁾, elle est conforme à son esprit :

Il nous faut rechercher quelle a pu être sur ce point l'intention du législateur. Nous savons qu'il s'est proposé de « fixer la jurisprudence qui avait subi quelques incertitudes » sur la matière du pari aux courses ; nous savons aussi que le système adopté par la jurisprudence consistait à distinguer si le pari avait lieu entre personnes familiarisées avec les habitudes des courses ou entre personnes étrangères à leur fonctionnement.

C'est à la suite des arrêts qui avaient introduit cette distinction fondamentale que l'autorité administrative avait ouvertement toléré l'industrie des donneurs au livre dans l'enceinte du pesage, sous prétexte que ceux qui y pénétrèrent possèdent une pratique plus approfondie des courses et jouent en connaissance de cause ⁽⁴⁾.

Quand, après la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 16 mars 1887 qui interdisait toute espèce de pari sur les champs

(1) Voy. notamment en ce sens : Trib. Seine, 2 juillet 1891, Journal *La Loi* du 3 juillet 1891. *Gazette des Tribunaux* du 3 juillet 1891, arrêt précité. *Adde* : Paris, 11 août 1891.

(2) Voy. Rapport de M. Roulier à la Cour de cassation, 9 juillet 1896, Journal *La Loi* des 19, 20 août 1896.

(3) Frèrejouan du Saint, *op. cit.*, n° 171, p. 223.

(4) Frèrejouan du Saint, *op. cit.*, p. 168.

de courses, le pari mutuel fut exceptionnellement autorisé en faveur des sociétés de courses, le pari au livre pratiqué dans l'enceinte du pesage continua de fonctionner à l'exclusion de tous autres parallèlement au pari mutuel et l'ancienne distinction consacrée par la jurisprudence subsista entre le pari au livre et le pari avec tous venants.

Telle était la situation au moment de la confection de la loi. Il faut se demander si le législateur a entendu innover et supprimer toute distinction pour l'avenir.

Il semble bien résulter, au premier abord, d'un passage emprunté pour les besoins de leur thèse par les partisans du système de la jurisprudence au rapport de M. Riotteau devant la Chambre que, dans la pensée de ce dernier, le pari au livre devait être compris dans la prohibition de l'article 4. Le rapporteur de la loi exposait, en effet, la situation de la manière suivante :

« Sous la pression des habitudes du jeu..., le pari au livre s'est transformé et à fini par incarner l'ancien pari à la cote ; les piquets, les listes, les appels ont disparu, mais les « donneurs » les ont remplacés par de grands carnets sur lesquels ils inscrivent le nom et l'adresse du parieur « qu'ils sont censés connaître » et le montant du pari ; l'argent ne s'échange pas pendant les courses comme auparavant, les paris se règlent seulement à la fin de la séance... De l'avis de tous les gens compétents, « la situation est pire » qu'elle n'a jamais été ; la morale n'y a rien gagné ; l'assistance publique y perd d'importants subsides et les sociétés une partie considérable de leurs ressources au grand détriment de l'élevage » (1).

Mais il ressort clairement des termes mêmes de ce rapport que le pari au livre dont parle l'honorable rapporteur de la

loi, qu'il veut proscrire comme dangereux, est un pari au livre dégénéré qui a pris la place et « la clientèle » du pari à la cote et même du pari mutuel. Ce n'est pas le pari au livre primitif intervenant, comme le constate M. Riotteau lui-même, entre personnes appartenant au monde des courses et se connaissant, pratiqué par des parieurs qui sont à même de surveiller leurs intérêts et, au besoin de faire valoir leurs réclamations, celui enfin que la jurisprudence a toujours épargné, et qui devait seul survivre aux dispositions prohibitives prises par M. le Ministre de l'Intérieur après le vote de la Chambre du 28 mars 1891 ⁽¹⁾.

Cette dernière forme de pari au livre n'a rien de commun avec celui dénoncé par le rapporteur de la loi, exploité par les bookmakers déguisés sous le nom de « donneurs au livre » et par des agences établies en dehors des hippodromes qui servent d'intermédiaires entre les parieurs et les bookmakers, en pratiquant la « commission au pari au livre ».

Ces bookmakers, ces agences, cette exploitation que condamne le projet de loi, la jurisprudence ne les avait pas supportés davantage. Comme le faisait remarquer M. de Lamarzelle, au cours de la discussion, « si le pari au livre est devenu le pari de la foule, s'il s'adresse à tout venant, il est bien certain que la Cour de cassation déclarerait son exploitation illicite ⁽²⁾. »

On ne peut donc pas conclure d'une façon absolue de ces seules paroles de M. Riotteau que le législateur a entendu proscrire le système précédemment adopté par la jurisprudence.

(1) Rapport de M. Riotteau, *Journal officiel, Documents parlementaires*, 1891, p. 826.

(2). *Journal officiel, Débats parlementaires*, 1891, p. 884.

L'honorable rapporteur, en effet, indiquait encore très nettement devant la Chambre des députés la portée de l'article 4 dans les termes que nous avons déjà rapportés ⁽¹⁾.

Supprimer l'exploitation du jeu, faire disparaître les agences, tel est le véritable but de la loi, de l'article 4. Quant au pari au livre, il n'en est pas question, il nous semble donc qu'il faille, pour sanctionner son exercice par l'application des dispositions répressives de cet article, et, pour résoudre préalablement la question de fait, comme le veut la Cour de cassation ⁽²⁾, reprendre le système de l'ancienne jurisprudence et distinguer, en conséquence, s'il a lieu entre un donneur et des personnes connues de lui qui doivent être au courant des usages des courses ou si ce pari n'est pas dégénéré en exploitation publique.

Mais nous avons déjà condamné le système précédemment suivi par cette jurisprudence et qui consistait à renverser le fardeau de la preuve pour obliger le prévenu à faire lui-même la démonstration de son innocence ; nous l'admettrions moins encore lorsqu'il s'agit du pari au livre pratiqué dans une enceinte où le public familiarisé avec les courses est en grande majorité. Si une présomption doit être établie, elle doit l'être, selon nous, en faveur du donneur au livre ; au surplus, c'est au ministère public qu'il appartient, d'après le droit commun, et à plus forte raison dans une matière aussi délicate que celle-ci, de dégager avec précision et certitude les éléments de la culpabilité.

On peut admettre cette présomption sans se mettre en contradiction ni avec le texte, ni avec l'esprit de la loi nouvelle

(1) Voy. *suprà*, p. 266.

(2) Arrêt précité.

et, dans l'état actuel des choses, cette interprétation nous paraît la meilleure pour la bonne administration de la justice.

En effet, à l'heure actuelle, il n'y a pas un seul hippodrome où ne fonctionne le pari au livre avec une liberté absolue, sous l'œil bienveillant de l'autorité administrative, dans l'enceinte du pesage ; les exécutions comme celle de Tible sont rares ; l'Administration use à l'égard des boomakers d'une tolérance telle que les intéressés, accoutumés à pratiquer leurs opérations sans inquiétude, en sont arrivés à considérer cet état de choses comme un véritable droit acquis. L'intervention de la police est une surprise qu'ils peuvent, avec quelque apparence de raison, considérer comme une violation de ce droit, car l'Administration leur a donné, pour ainsi dire, par sa paternelle indolence, l'autorisation tacite d'exercer, ne fût-ce que provisoirement, leur industrie et elle ne les a point prévenus du retrait inopiné de cette autorisation, de la prohibition inattendue de ce qui était permis hier et de ce qui le sera sans doute encore demain. Cette intervention est en tous cas injuste parce qu'elle est toujours isolée ; tel donneur opère en liberté, alors que tel autre est inquiété par la police ; c'est le régime de l'arbitraire substitué à celui de la loi.

Si la loi comprend dans la prohibition le pari au livre, comme toute espèce de pari autre que le pari mutuel autorisé par l'article 5, puisque telle est aujourd'hui la solution adoptée par la Cour suprême, il va falloir l'appliquer rigoureusement, faire disparaître impitoyablement tous les bookmakers de tous les hippodromes.

Là est la difficulté. Elle est presque impossible à vaincre, ce qui explique la tolérance de l'Administration, tolérance excessive néanmoins, si l'on admet qu'elle est armée par la loi.

Lors de la présentation à la Chambre des députés du premier projet de réglementation des courses, lequel ne contenait pas encore la prohibition rigoureuse de l'article 4 actuel, mais laissait aux sociétés de courses qui avaient déjà organisé le pari mutuel le soin de réglementer les paris sur les hippodromes, dans la séance du 28 février 1891, M. Develle, le Ministre de l'Agriculture d'alors, exposant le but du projet, faisait à la Chambre, à propos des paris au livre que la jurisprudence considérait comme licites, l'aveu suivant :

« Quand bien même nous les déclarerions contraires à toutes les lois, il nous serait absolument impossible de les atteindre ; il faudrait autant d'agents sur les champs de courses que de promeneurs, écouter toutes les conversations, se mêler à tous les groupes.

le délit, s'il existe, échappe à toute répression, il est insaisissable. , . . .

« Il y a, ajoutait-il, à côté, des parieurs que, dans tous les pays, toutes les législations, tous les règlements ont écarté sans cesse des hippodromes, que la justice a condamnés, et que vous ne devez pas hésiter à poursuivre, ce sont les « parieurs à la cote »

les « bookmakers » puisque tel est leur nom, en dépit des lois et des arrêts de la justice ont reparu sur les hippodromes, M. le garde des sceaux est averti, il est suffisamment armé, il l'affirme, et vous pouvez être assurés qu'il fera respecter la loi (1). »

(1) *Débats parlementaires*. Chambre des députés, *Journal officiel*, 1891, p. 457.

Ainsi, convaincu de ces réelles difficultés, le Ministre de l'Agriculture ne s'engageait pas à les surmonter, il disait encore avec une sage modération dans la séance du 12 mars suivant :

« La surveillance de l'autorité supérieure sera, d'autre part, assez active pour faire respecter la loi, sans toutefois prendre l'initiative de l'interpréter dans un sens rigoureux que la jurisprudence elle-même ne lui attribue pas et qui aurait pour conséquence indirecte la fermeture prochaine de tous les champs de courses » (1).

Ces difficultés, ces inconvénients inévitables de la prohibition rigoureuse de toute espèce de paris, le vote de l'article 4 nouveau ne les a point fait disparaître ; le nombre des parieurs n'a pas diminué, le nombre des agents de surveillance n'a pas été augmenté, et, jusqu'à ce jour, le système de tolérance annoncé par M. le Ministre de l'Agriculture a été largement pratiqué. La jurisprudence le déclare illégal, désormais, le seul pari permis, en dehors du pari mutuel, serait donc le pari individuel entre gens se connaissant, et en mesure de fournir la preuve de la sincérité de leurs relations.

Les donneurs au livre vont-ils disparaître pour cela ? l'événement démontre le contraire.

Le public du pesage, le vrai public des parieurs, les connaisseurs en matière de courses, ceux qui jouent après informations et renseignements pris, après examen de toutes les conditions de l'épreuve et qui risquent sur les probabilités établies par eux de fortes sommes, ceux-là ne consentiront jamais à jouer au « mutuel » où la réussite de leurs combinaisons ne leur donnerait qu'un résultat absolument incertain.

(1) *Débats parlementaires, Journal officiel*, 1891, p. 582.

Jamais ils ne confieront leur enjeu à cette « machine », comme l'appelle M. Riotteau, dont le fonctionnement merveilleux permet d'obtenir entre les joueurs heureux une répartition quasi-automatique des fonds versés, parce que cette répartition est aléatoire, parce que le prorata n'en peut être connu à l'avance, en raison, précisément, du mécanisme du « pari mutuel » qui, sans cela, ne serait plus le « pari mutuel ». Aussi, les joueurs raisonnés ne voudront pas s'aventurer, risquer de forts enjeux pour l'obtention d'un bénéfice peut-être énorme, peut-être illusoire. Il y a là, nécessairement, une chance à courir qui échappe au raisonnement, et trop hasardeuse pour tenter jamais les amateurs véritables qui ne veulent parier que sur des chances rationnelles que leur expérience et leur connaissance des chevaux leur permet d'établir.

Il faut ajouter à cela des inconvénients matériels : l'ennui de stationner jusqu'à dix ou quinze minutes devant un guichet de pari mutuel pour prendre son ticket d'abord, réaliser son gain ensuite, inconvénients qui disparaissent avec le donneur au livre, celui-ci ne réglant que des différences.

Le supprimer, c'est écarter, nous le craignons, le gros public des hippodromes, et, si les courses sont indispensables pour l'élevage, si, d'autre part, comme l'affirmait le rapporteur de la loi, elles ne peuvent fonctionner sans que le public s'y intéresse, c'est-à-dire sans paris, il nous semble assez illogique de créer, comme disait M. de Lamarzelle ⁽¹⁾, un « monopole » au profit du pari mutuel qui sera toujours, pour partie

(1) *Débats parlementaires*, Chambre des députés, *Journal officiel*, 1891, p. 456.

du moins, un jeu de hasard, une loterie, et d'écarter systématiquement par des mesures prohibitives le public qui nous paraît le plus intéressant dans ce monde des courses, les joueurs du pesage qui ne veulent risquer leur enjeu que sur des probabilités réfléchies.

Ces difficultés, ces inconvénients, la force de résistance des donneurs au livre, plus forts que la Cour de cassation, plus forts que les arrêtés parce qu'ils ont pour eux les parieurs, et aussi, il faut bien le dire, la logique ⁽¹⁾, feront peut-être aboutir prochainement une proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre par M. Montaut, député de Seine-et-Marne, tendant à autoriser le pari au livre sur tous les hippodromes et à le réglementer, ⁽²⁾ projet qui donnera peut-être, enfin, satisfaction aux parieurs dont la liberté sera respectée, à l'Administration qui pourra percevoir le même prélèvement que sur le pari mutuel, à la logique en faisant cesser le « monopole de jeu » que donne aux sociétés de courses la loi « bâtarde » de 1891.

Quoi qu'il en soit, cette loi est demeurée en vigueur. De ce qui précède, il faut conclure que, d'une façon générale, l'exploitation en public du pari sur les courses de chevaux constitue le délit prévu par l'article 4 ; et, pour définir aussi nettement que possible cette infraction, telle qu'elle se dégage tant de la loi que de l'interprétation qu'il convient de lui donner, nous dirons que tous les paris quels qu'ils soient (sans même en excepter le pari au livre) tombent sous le coup de la loi, s'ils sont exploités publiquement, c'est-à-dire toutes les fois qu'il résultera des constatations souveraines des juges du fait

(1) Discours de M. De Lamarzelle, *Journal officiel*, 1891, p. 456.

(2) Proposition prise en considération à la séance du 6 avril 1897, *Journal officiel*, Chambre des députés, p. 1092.

qu'un prévenu aura exploité habituellement l'industrie du jeu et qu'il aura été surpris offrant des paris « à tous venants » ⁽¹⁾ ; nous réservons toutefois notre opinion sur la question de savoir si cette expression peut s'appliquer au public spécial du pesage.

La loi n'admet qu'une seule exception à cette règle absolue, en faveur du pari mutuel organisé par les sociétés de courses dans les conditions prévues par l'article 5. Nous avons suffisamment précisé quelles sont ces conditions et indiqué précédemment le fonctionnement du pari mutuel pour n'avoir pas besoin de nous étendre ici d'avantage sur cette exception.

Cette forme de pari étant désormais consacrée par une disposition légale, il n'est plus nécessaire de lui attribuer comme on le faisait d'abord, faussement à notre avis, pour en justifier l'institution, les caractères d'une loterie.

Quant aux autres paris généralement tenus pour illicites ils tombent sous l'application de l'article 410 du Code pénal, c'est dire que la loi nouvelle leur attribue nettement le caractère de jeux de hasard.

La loi du 2 juin 1891 a donc ainsi fait disparaître, en ce qui concerne le pari aux courses, toutes les anciennes distinctions entre les articles 410, 471 et 475 du Code pénal et la loi du 21 mai 1836 sur les loteries. « En quelque lieu » et « sous quelque forme » qu'il soit « exploité », le pari présente désormais un caractère unique et, dans tous les cas, les pénalités prévues par l'article 410 lui sont applicables ⁽²⁾.

L'infraction sanctionnée par cet article constitue, au surplus,

(1) Cass., 9 juillet 1896.

(2) Trib. Seine, 8 juillet 1892. — Paris, 29 novembre 1892. Jugement et arrêt précités.

une contravention matérielle punissable dès que le fait est constaté sans qu'il soit besoin, pour en établir le caractère délictueux, de démontrer l'intention coupable de celui qui l'a accompli.

§ II.

Règles spéciales de complicité.

Le délit ainsi caractérisé existe avec toutes ses conséquences, que le pari soit exploité *directement ou par intermédiaires* ; l'auteur principal, comme les complices sont frappés des mêmes pénalités.

La prohibition édictée par le premier alinéa de l'article 4 eut été une mesure insuffisante et inefficace pour enrayer la passion du jeu en punissant ceux qui la favorisent, si elle n'avait été complétée par des dispositions destinées à atteindre également et à écarter, autant que possible, les auxiliaires si nombreux, si variés, si funestes de cette exploitation ; ce sont eux que le législateur a compris sous la dénomination de complices dans le deuxième alinéa de l'article 4 ainsi conçu :

Art., 4 (deuxième alinéa). — *Seront réputés complices et punis comme tels : 1^o Quiconque aura servi d'intermédiaire pour les paris dont il s'agit, ou aura reçu le dépôt préalable des enjeux ;*

2^o Quiconque aura, en vue des paris à faire, vendu des renseignements sur les chances de succès des chevaux engagés ;

(1) Chauveau, Faust'n-Hélie et Villey, *op. cit.*, t. V, n^o 2323 ; Blanche, *Etudes pratiques sur le Code pénal*, art. 410, n^o 282 ; Laya, *op. cit.*, n^o 51. Frèrejouan du Saint, *op. cit.*, n^o 132.

3° *Tout propriétaire ou gérant d'établissement public qui aura laissé exploiter le pari dans son établissement.*

Les faits énumérés par les paragraphes 1^{er}, 2^e et 3^e qui forment ce dernier alinéa, ne sont autre chose, en eux-mêmes, que des faits *d'aide et assistance* déjà prévus par l'article 60 du Code pénal, et qui constituent, aux termes de cet article, la complicité punissable ; dès lors, il y a lieu de se demander quel a été le but du législateur de 1891 en faisant l'énumération de l'article 4, et, s'il a entendu déroger au droit commun, de rechercher quelle est la portée de cette dérogation.

Tout d'abord, la plupart des auteurs sont d'avis qu'il ne faut pas conclure de cette énumération que le législateur ait voulu dire que seuls les individus qui se seraient rendus coupables des faits spécifiés pourraient être considérés comme complices, l'intention du législateur n'ayant certainement pas été de restreindre, mais bien plutôt d'étendre en cette matière les règles de la complicité ; aussi considèrent-ils cette énumération comme simplement énonciative et non pas comme restrictive du droit commun (1).

Nous pensons également que le droit commun doit s'appliquer ici ; il est de règle, en effet, que les dispositions du Code relatives à la complicité sont applicables à tous les crimes et délits prévus, non seulement par le code pénal, mais encore par des lois pénales particulières, soit antérieures, soit postérieures à ce Code (2) ; cette règle reste en vigueur tant qu'il n'y a pas été dérogé par une disposition distincte et formelle, car, dit la Cour de cassation, « il est de droit naturel et pu-

(1) En ce sens : Garraud, *op. cit.*, t. V, n° 390. Laya, *op. cit.*, n° 58.

(2) *Sic.* Chauveau, Faustin Hélie et Villey, *op. cit.*, t. I, n° 346.

blic que le complice d'un crime ou d'un délit, s'il est coupable soit puni » (1).

Le législateur n'ayant point ici écarté les dispositions du Code pénal sur la complicité, il faut en conclure qu'elles subsistent, sauf, toutefois, les modifications qui peuvent résulter de l'article 4 pour leur application, car nous estimons que cet article constitue une dérogation au droit commun qu'il est nécessaire de préciser.

Les éléments de la complicité légale, telle quelle résulte des articles 60, 61, 62 du Code pénal, sont au nombre de quatre ; il faut : 1° une participation à une infraction, 2° que cette participation soit intentionnelle, 3° que l'infraction à laquelle se rattachent les faits de participation soit qualifiée crime ou délit, 4° que la participation ait été apportée dans les conditions précisées par la loi. Cette participation peut résulter de provocations, d'instructions, de la fourniture d'armes ou autres moyens d'action, enfin de « l'aide et assistance » « apportée avec connaissance dans les faits qui ont facilité l'infraction ou dans ceux qui l'aurent consommée ».

En l'absence d'une disposition formelle, telles sont les règles qu'on doit appliquer rigoureusement ; et, spécialement, si notre article ne contenait aucune dérogation, pour que les intermédiaires du pari aux courses pussent être poursuivis, il faudrait la réunion des éléments essentiels que nous venons d'indiquer.

Il faudrait, d'abord, et dans tous les cas, pour qu'il y ait complicité, un auteur principal de l'infraction créée par la loi nouvelle, sinon connu en fait, du moins dont l'existence légale eût été démontrée par le ministère public et constatée

(1) Cassation, 14 octobre 1826, *ibid.*

par le juge, car il est de règle en droit criminel qu'il ne peut y avoir de déclaration de complicité que d'après une déclaration d'un fait punissable ; il faudrait, en second lieu, apporter la preuve d'une coopération, d'un concert de volontés entre l'auteur principal et le complice et faire la démonstration rigoureuse qu'ils avaient, dans un but commun, participé l'un et l'autre, quoique par des moyens différents, à l'accomplissement du même acte délictueux ; il faudrait enfin établir l'intention coupable ⁽¹⁾.

On aurait dû également apporter pour la réunion des conditions nécessaires la stricte exigence qui est de principe en droit pénal, mais c'eût été permettre aux intermédiaires du pari aux courses d'échapper à toute répression. La loi du 2 juin 1891 serait restée lettre morte, car on aurait vu bientôt disparaître l'auteur principal de l'infraction nouvelle, et se substituer à lui sous des formes multiples, impossible à saisir dans son infinie variété, l'indéfinissable auxiliaire de cette scandaleuse exploitation, triomphant et impuni.

Scrupuleux par état, le magistrat eut toujours été hésitant en face des subtilités du délinquant,

Ainsi, l'intermédiaire visé par le paragraphe premier de l'article 4, qui aurait reçu le dépôt préalable des enjeux, aurait pu, peut-être, en alléguant qu'il n'était qu'un commissionnaire chargé de les déposer aux guichets d'une société de courses régulièrement autorisée, échapper aux coups de la loi ; il aurait pu soutenir victorieusement, dans ce cas, qu'il n'existait point de délit principal, et le ministère public eut été impuissant à l'atteindre comme complice, s'il n'avait apporté

(1) *Sic.* Garraud, *op. cit.*, t. II, n° 238 et suiv.

la preuve bien difficile à établir que les enjeux avaient tourné au profit d'un tiers non autorisé. Cette prétention admise par la jurisprudence antérieure à 1891 qui envisageait le rôle joué par l'intermédiaire comme l'exécution d'un véritable contrat de mandat⁽¹⁾, ne saurait plus l'être aujourd'hui. La Cour de Paris a tranché la question dans un arrêt du 9 décembre 1891, en déclarant que la loi du 2 juin excluait tout intermédiaire, en dehors du champ de courses et des sociétés autorisées, et que celles-ci tomberaient elles-même sous le coup de la loi en employant des courtiers au dehors⁽²⁾.

Mais c'est surtout le marchand de pronostics visé par le paragraphe deuxième qu'il serait impossible de frapper, s'il fallait pour cela établir avant toute poursuite l'existence du délit principal, le « pari avec tous venants », et démontrer ensuite sa participation intentionnelle à ce délit ; une semblable preuve serait le plus souvent, pour ne pas dire toujours, impossible à produire. La vente de pronostics est une industrie qui peut s'exercer isolément, en dehors de toute exploitation directe du pari, sans qu'il y ait entre le marchand de renseignements et le donneur de tickets aucun rapport de quelque nature que ce soit, et, moins encore, une relation d'auteur à complice. S'adressant au seul joueur, le marchand de renseignements ne manquerait pas d'invoquer dans tous les cas son entière bonne foi, et l'ignorance où il demeure de l'usage, régulier ou non, que l'acheteur fera du renseigne-

(1) Cassation, 5 mai 1889, et 7 juin 1889. — Rouen, 3 août 1889, Sirey, 1890. 1. 233, Voy. l'article de M. Brégeault, Journal *La Loi* du 8 décembre 1889.

(2) Paris, 9 décembre 1891, (Lhoest, café Moka), Journal *Le Droit* du 31 décembre 1891. Voir également en ce sens : Frèrejouan du Saint, *op. cit.*, n° 172.

ment vendu. Il avait été jugé déjà antérieurement par le tribunal de la Seine que celui qui vend des renseignements en vue des paris à faire se rend complice des délits prévus par l'article 410 du Code pénal ⁽¹⁾, mais la même chambre avait également rendu une décision en sens contraire le 23 août 1887 ⁽²⁾. La loi du 2 juin 1891 a fait cesser toute incertitude, et la Cour de Paris, dans un arrêt du 8 novembre 1892, a même écarté la fin de non recevoir tirée de ce qu'aucun délit n'avait été relevé ⁽³⁾.

Il y a lieu toutefois d'appliquer la loi avec mesure par cette raison que la mauvaise foi doit seule être recherchée et punie. La plupart des journaux de Paris ont pris l'habitude d'indiquer, les jours de courses, des noms de chevaux qu'ils proposent au choix de leurs lecteurs ; le journal se vend dans la rue et même sur les hippodromes, mais est-ce là vendre un renseignement, aux termes de la loi du 2 juin 1891 ? Nous n'hésitons pas à répondre négativement, une telle rigueur étant assurément très loin de la pensée des auteurs du projet. On peut ajouter que le prix modique du journal qui, en même temps que les renseignements sur les courses, donne une foule d'autres informations ne permet pas de prétendre que le renseignement sur les chances de succès des chevaux soit l'objet principal de la vente ⁽⁴⁾. Il en serait autrement s'il s'agissait d'une feuille éphémère dont le principal objet serait de réaliser des bénéfices par la vente de renseignements de cette nature, ainsi que cela

(1) Trib. corr. Seine (10^e ch.), 16 avril 1889.

(2) Voy. Journal *La Loi* du 25 août 1887 et la note.

(3) Paris, 8 novembre 1892, arrêt précité.

(4) Voy. en ce sens : Laya, *op. cit.*, n^o 61, *Répertoire gén. alph. du droit français*, v^o Jeu et Pari, n^o 662.

a été décidé avec raison à l'égard d'un journal où les appréciations sur les chances des chevaux jouaient un rôle capital; alors que l'article de fond, toujours le même dans les numéros successifs, ne pouvait en motiver l'acquisition (1).

Les mêmes difficultés se présentaient à l'égard du propriétaire ou gérant d'établissement public. Avant la loi de 1891; il eut été difficile de le considérer comme un intermédiaire punissable, comme un complice; il y aurait eu en tous cas incertitude.

L'intention du législateur n'est pas douteuse; il résulte des travaux préparatoires, de la façon la plus évidente, qu'il a voulu frapper tous ces intermédiaires.

« Ce n'est pas sur le champ de courses, dit M. Riotteau, le rapporteur de la loi, que le pari est le plus dangereux, c'est au dehors, lorsque le parieur devient le client de ces agents qui le guettent dans les cafés ou les cabarets, chaque jour plus nombreux, qui vont le chercher dans les antichambres, les ateliers ou les magasins. Il faut également, ajoute-t-il, atteindre ceux qui se font les complices de cette exploitation en leur prêtant leurs établissements » (2). Quant aux marchands de pronostics, le rapporteur les considère comme des « racleurs » qui constituent un danger pour la société et dont la vente de renseignements constitue presque toujours une escroquerie au préjudice de l'acheteur.

Ainsi, l'intention du législateur a été bien certainement d'atteindre tous les intermédiaires du pari; il nous reste à examiner quelles mesures il a prises dans ce but.

(1) Trib. corr. Seine, 24 juin 1892 (Journal *Le Pesage*), Journal *La Loi* du 18 août 1892; Trib. corr. Seine, 5 mai 1896, Journal *La Loi* du 16 juin 1896.

(2) Rapport de M. Riotteau, *documents parlementaires précités*.

Le deuxième alinéa de l'article 4 les qualifie de « complices » et édicte contre eux les peines de la complicité.

On a diversement interprété cette disposition et on est allé jusqu'à dire que « sous la qualification de complices la loi a créé et défini plusieurs incriminations dont les éléments essentiels suffisent pour constituer une infraction punissable ; que, par suite, l'emploi de la qualification de « complices » n'a pas été prise dans un sens propre et technique, et témoigne seulement que, dans la pensée du législateur, les actes dont il s'agit se rattachaient nécessairement au genre de paris et aux entreprises illicites dont la répression était le but principal de la loi » (1).

Une pareille interprétation nous paraît contraire au texte et contraire à l'esprit même de la loi du 2 juin 1891.

Le texte de l'article 4 contient, nous l'avons vu, deux dispositions : le premier alinéa crée un délit nouveau, l'exploitation du pari sur les courses ; le deuxième alinéa établit à l'égard de certains intermédiaires de cette exploitation des règles spéciales de complicité ; il nous semble facile de les concilier avec les dispositions du Code maintenues par le législateur, comme nous le disions plus haut, par cela seul qu'il ne les a pas abrogées, sans qu'il soit nécessaire d'envisager les faits prévus par notre article comme les éléments d'un délit *sui generis*.

Redoutant les difficultés d'application des règles ordinaires dans certains cas, et désireux d'atteindre sûrement les intermédiaires du pari, le législateur a attribué de plein droit aux faits dont il donne l'énumération dans les paragraphes 1, 2 et 3 les caractères de la complicité ; il a ainsi créé entre leur accom-

(1) Cour de Paris, 8 novembre 1892, arrêt précité.

plissement et l'exploitation du pari une relation nécessaire, inévitable, dont la seule constatation des faits visés fait présumer l'existence ; dès lors, dès que ces faits seront constants, il n'y aura pas à rechercher si les éléments du délit de complicité se trouvent réunis, leur auteur sera réputé complice, et il conservera cette qualification, encore qu'il offrit d'apporter la preuve contraire, et qu'il parvint à démontrer sa non participation au délit principal ou son ignorance. Cette réputation qui lui est faite constitue une véritable présomption légale plus forte qu'une preuve, c'est une fiction à laquelle le législateur accorde plus de foi qu'à la vérité même.

Cette présomption rigoureuse dispense le ministère public d'établir l'existence d'un lien entre le fait principal prévu par le premier alinéa de l'article 4 et les faits secondaires prévus par le deuxième alinéa de cet article, mais elle ne saurait en rien modifier le caractère de ces faits, ni en changer la qualification. Ce sont des faits d'*aide* et *assistance* qui constituent une coopération à un délit, coopération quelquefois si lointaine, si indirecte qu'on aurait pu hésiter à considérer les auteurs de ces faits comme des complices, c'est pourquoi le législateur a cru devoir expressément leur attribuer cette qualification et les déclarer punissables, mais il n'existe point d'incrimination nouvelle dans le deuxième alinéa de l'article 4 ; aussi cette idée de coopération, de complicité nous paraît-elle essentielle pour justifier son application et pensons-nous que c'est à tort que la Cour de Paris a déclaré implicitement dans l'arrêt précité, que le mot « *complice* » devait être interprété dans le sens de « *auteur* ou *co-auteur* ».

Cette interprétation est contraire à l'esprit de la loi ; on peut remarquer, en effet, dans les travaux préparatoires que, lors

de la discussion au Sénat⁽¹⁾, M. de Sal avait demandé que ces individus fussent appelés des auteurs ou co-auteurs du délit, et non des complices. Au moment où la proposition s'est produite, l'article 4 était déjà voté intégralement, il n'y fut point donné suite, mais le fait seul que cette modification a été proposée à la rédaction définitive de notre article nous semble justifier notre manière de voir, et indiquer suffisamment que, pendant toute la discussion du projet, il n'avait pas été un seul instant question de considérer les intermédiaires du pari comme les auteurs ou co-auteurs d'un délit *sui generis*, créé de toutes pièces par le deuxième alinéa de l'article 4.

Il nous paraît donc plus juste de s'en tenir au texte de l'article et d'envisager les individus visés par le deuxième alinéa seulement comme des complices du délit créé par le premier alinéa.

Auteurs, co-auteurs, complices, les délinquants sont tous exposés la même pénalité, et pourtant la recherche de la qualification qui convient à chacun d'eux n'est pas une pure question de mots, elle présentera quelquefois un grand intérêt au point de vue de l'application de la loi. Il pourra arriver, en effet, qu'on se trouve en présence d'individus qui ne rentrent point dans la catégorie des intermédiaires visés par l'article 4 ; ceux-ci ne seront donc pas réputés complices.

Il n'échapperont point cependant nécessairement à toute répression, car il ne nous paraît pas douteux que les règles du droit commun non abrogées ne doivent s'appliquer ici et nous croyons qu'il est possible de trouver des cas de compli-

(1) *Débats parlementaires, Sénat, Journal officiel*, 1891, p. 348.

cité de l'exploitation du pari sur les courses, en dehors de la loi du 2 juin 1891, dans la réunion des diverses conditions prévues par le Code pénal. Mais, si l'on admet notre interprétation, cette complicité ne pourra exister qu'autant que les faits qui en constituent les éléments délictueux essentiels se rattacheront à un fait principal constituant lui-même l'infraction prévue par le premier alinéa de l'article 4, puisque, d'après nous, les faits visés par la seconde partie de notre article n'étant eux-mêmes que des faits accessoires d'aide et assistance, c'est-à-dire de complicité, le législateur a donné à leurs auteurs la réputation de complices, et qu'il est de règle qu'on ne peut étendre l'article 60 du Code pénal à toute personne qui a aidé ou facilité un acte de complicité ; les complices de complices ne sont pas punissables ⁽¹⁾.

Si l'on admet, au contraire, l'interprétation donnée à l'article 4 par la Cour de Paris ⁽²⁾, l'*assistance* aux faits visés par le deuxième alinéa, pourra constituer la complicité, ces faits étant envisagés comme des délits *sui generis*, les intermédiaires du pari auteurs de ces délits pourront avoir, eux aussi, des complices.

Le Tribunal de la Seine avait déjà consacré cette dernière solution le 24 juin 1892, sans la justifier d'ailleurs autrement qu'en ces termes : « Tombe sous le coup de la loi du 2 juin 1891, la mise en vente d'une feuille où les appréciations sur les chances de succès des chevaux jouent un rôle capital. En conséquence sont responsables les auteurs et bénéficiaires de la vente du prétendu journal, et les intermédiaires » ⁽³⁾.

(1) Arrêt précité.

(2) Seine, 10^e chambre, 24 juin 1892, (Journal *Le Pesage*), Journal *La Loi* du 18 août 1892.

(3) Voy. en ce sens, Garraud, *op. cit.*, t. II, n^o 256 ; Laya, *op. cit.*, n^o 64.

Cette décision, au surplus, ne se borne point, on le voit, à considérer comme des complices possibles ceux qu'elle appelle les intermédiaires, c'est-à-dire, dans l'espèce, les individus ayant prêté leur assistance à la vente d'un journal délictueux, elle leur attribue cette qualité *de plano* comme une conséquence de la loi du 2 juin 1891, sans préciser les éléments de leur complicité.

On ne saurait donner à l'article 4 une pareille extension car, pour nous, d'une part, il crée une infraction et, d'autre part, il établit une présomption légale de complicité à cette infraction ; ce serait donc violer cette double règle que les peines sont de droit étroit, comme aussi les présomptions légales. Le résultat de cette interprétation serait de faire tomber sous le coup de la loi tous ceux qui auraient participé, de la façon la plus indirecte et la plus inconsciente, à l'accomplissement d'une infraction dont ils pouvaient ne pas même soupçonner l'existence. En effet, si cette jurisprudence devait triompher, il faudrait, dans une espèce comme celle visée, considérer comme intermédiaires punissables : l'imprimeur qui a édité la feuille, le fondeur des caractères d'imprimerie, le marchand de papier, le marchand d'encre sans qui elle n'aurait jamais vu le jour, toute la série des ouvriers typographes par les mains dequels elle aura successivement passé, le colporteur aussi qui aura prêté ses épaules pour la livraison ; ce dernier est un manœuvre ignorant, on l'a chargé d'un ballot, œuvres d'art ou feuilles délictueuses, tout ce qu'il sait de son contenu c'est qu'il pèse, qu'importe, si le ministère public n'a point à rapporter la preuve de sa participation intentionnelle, il devra être puni.

Est-ce là ce qu'a voulu le législateur ? Nous ne le pen-

sons pas, nous nous sommes efforcé de dégager sa pensée, au cours de cette étude, et elle nous semble manifestée assez clairement dans le texte même de l'article 4 pour que l'interprète la doive respecter, avec toute la prudence que commande l'application d'une disposition répressive.

Il a considéré les faits énumérés par les paragraphes 1^{er}, 2^e, 3^e qui forment le deuxième alinéa de cet article comme constituant en eux-mêmes, à eux seuls, une coopération à l'exploitation du pari sur les courses, délictueuse indépendamment de tout autre élément de complicité ; il a en cela apporté une dérogation au droit commun, on n'a pas le droit d'aller au delà de cette énumération et de considérer encore comme des actes de complicité de la dite exploitation tous les faits qui, de près ou de loin, pourraient se rattacher aux faits visés, qui ne sont eux-mêmes que des actes accessoires d'un délit principal.

Il a donné à certains intermédiaires, dont le rôle est nettement caractérisé par l'accomplissement des faits précis et délimités, la réputation de complices, et, créant ainsi à leur égard une présomption, il les a, comme tels, déclarés punissables, mais il n'a point dit que tous ceux qui les auraient *assistés* ou *aides* de leur participation indirecte seraient également poursuivis ; il nous semble, dès lors, que ces derniers auxiliaires sont en dehors de la loi du 2 juin 1891 et qu'il est indispensable pour les atteindre d'établir à leur égard une relation avec un auteur principal, coupable du délit d'exploitation du pari tel qu'il est prévu par le premier alinéa de l'article 4, la relation avec un simple complice étant insuffisante, et de démontrer que les faits à eux reprochés réunissent tous

les éléments constitutifs du délit de complicité dans les termes du droit commun.

Mais, si nous n'admettons point la possibilité d'étendre cette complicité présumée, entraînant *de plano* l'application d'une peine, en dehors des cas prévus et délimités par le texte même de la loi, nous pensons, du moins, que toutes les fois que l'un des faits de complicité énoncés par le deuxième alinéa de l'article 4 se trouvera établi à la charge d'un prévenu, celui-ci ne saurait échapper à la répression en alléguant que le fait auquel il s'est livré n'était pas de nature, s'il avait été accompli directement, à constituer à l'égard de son auteur le délit principal de l'article 4, premier alinéa.

Ainsi, nous croyons, bien que nous considérions le pari au livre pratiqué dans l'enceinte du pesage comme licite, que l'intermédiaire qui aurait prêté son concours dans les conditions prévues par la loi au donneur au livre, serait cependant punissable. La complicité établie par l'article 4, en effet, a une existence propre, elle entraîne l'application de la peine, de plein droit, indépendamment de l'existence même du délit principal ; dès lors, la circonstance que le pari au livre pourrait être pratiqué sans délit est, selon nous, sans influence sur les faits accessoires, tels que la commission au pari au livre ou l'établissement d'une agence de pari au livre dans un café ou autre lieu public ⁽¹⁾. Le caractère licite du fait principal est insuffisant ici pour modifier le caractère présumé délictueux des faits d'assistance. N'avons-nous point vu d'ailleurs que le législateur s'est attaché à réprimer non pas telle ou telle forme

(1) En ce sens, Laya, *op. cit.*, n° 55 et 56. — *Contrà*, Frèrejouan du Saint, *La loi du 2 juin et les bookmakers. Gazette des Tribunaux*, des 15, 16 juin 1891, et *op. cit.* n° 172.

de paris, mais, d'une façon générale, leur exploitation, qu'il a considéré comme essentiellement dangereux les intermédiaires des paris de toute espèce et que ce sont eux surtout qu'il a voulu atteindre.

Les dispositions rigoureuses de l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 qui frappent des pénalités édictées par l'article 410 du Code pénal les auteurs et les complices du délit d'exploitation du pari sur les courses de chevaux peuvent être modérées par l'admission des circonstances atténuantes ; l'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 trouvent en cette matière leur application.

SECTION II

Conséquences de la loi.

La loi du 2 juin 1891 a eu pour effet de mettre fin à l'exploitation scandaleuse du jeu ; son application rigoureuse a fait disparaître le bookmaker sans scrupules que nous avons vu solliciter auparavant jusque dans la rue la passion des joueurs ; elle a chassé au-delà des frontières le marchand de pronostics, agent interlope, désormais réduit à offrir ses précieux renseignements sous forme d'alléchantes réclames par la voie de la presse spéciale des courses.

La loi a ainsi atteint le but en vue duquel elle a été promulguée.

Toutefois, si l'exploitation publique a disparue, la passion du jeu ne paraît pas en avoir été sensiblement amoindrie. Les joueurs ne se sont guère assagis ; on parie encore beaucoup

aux courses, la disparition des agences n'ayant pas diminué le nombre des parieurs, mais seulement transporté la clientèle des bookmakers aux guichets du pari mutuel.

La nécessité de venir jouer en personne sur l'hippodrome a du moins produit deux résultats utiles : d'une part, l'augmentation du nombre des entrées qui en est la conséquence accroît les ressources des sociétés, ce qui leur permet de distribuer en prix de courses ou en allocations de toute nature des sommes importantes qui sont un réel encouragement pour l'amélioration de la race chevaline ; d'autre part, une partie des prélèvements opérés sur les paris mutuels devant être affectée à des œuvres de bienfaisance entre chaque année dans le budget de l'assistance publique pour secourir les pauvres.

L'ensemble des prélèvements de 7 0/0 pour les opérations faites aux guichets du pari mutuel donne environ quinze millions par an, les avantages dont profitent ainsi l'élevage et les institutions de bienfaisance seraient plus grands encore si tous les paris engagés sur l'hippodrome étaient pratiqués à ces guichets. Un jeune député, M. Emile Chauvin s'est inspiré de cette considération, pour demander au Gouvernement, dans la séance de la Chambre des députés du 25 février 1899, la suppression du pari au livre dont la légalité est encore discutée et qui avait été toléré jusqu'à ce jour dans l'enceinte du pesage malgré la jurisprudence. Cette sorte de pari, en effet, n'étant pas prévu par la loi de 1891, des sommes importantes entraient dans la sacoche des bookmakers sans subir aucun prélèvement.

M. le Ministre de l'Intérieur a donné satisfaction à l'honorable député et des mesures très rigoureuses ont été prises sur

les champs de courses par la préfecture de police pour interdire désormais formellement tout pari autre que le pari mutuel.

Nous pensons avec l'honorable M. Chauvin que si le pari au livre est pratiqué dans des conditions prohibées par la loi du 2 juin 1891, il est absolument logique de le proscrire ; mais nous avons signalé déjà la difficulté d'établir à l'encontre des donneurs au livre le fait délictueux d'offrir le pari « à tous venants ».

Cette circonstance peut se rencontrer quand le pari est offert dans l'enceinte du pesage, mais nous ne partageons pas l'avis de M. Chauvin en ce qui concerne le salon des courses. Cette enceinte constitue un cercle essentiellement privé dont tous les membres se connaissent⁽¹⁾ ; les paris qui y sont pratiqués sont des paris individuels, toujours licites, souvent même sanctionnés par les dispositions non abrogées des articles 1965, 1966 du Code civil.

M. Chauvin nous paraît avoir commis une erreur assez commune d'ailleurs qui consiste à envisager dans tous les cas le pari aux courses comme un jeu de hasard et jamais comme un contrat susceptible de se former valablement à l'occasion des courses de chevaux.

Déjà en 1891, le législateur a négligé de faire cette distinction, il ne s'est aucunement préoccupé du pari au livre qui peut, il est vrai, être pratiqué avec tous venants mais qui peut aussi être pratiqué licitement avec des personnes de connaissance et cette omission a soulevé dans la pratique de graves difficultés d'interprétation.

L'application de la loi du 2 juin 1891, telle que la conçoit

(1) Voy. *suprà*, p. 223.

M. Chauvin, aboutit à cette conséquence singulière de permettre le pari qui constitue sous la forme du pari mutuel un jeu de hasard et de le réprimer toutes les fois qu'il présente les caractères d'une convention librement formée.

Nous ne croyons point, au surplus, que la suppression du pari au livre doive profiter au pari mutuel et enrichir le trésor public en élevant notablement le chiffre des prélèvements effectués à son profit. Nous ne partageons pas à cet égard l'optimisme du jeune député. Sans doute, la mesure prise par le Gouvernement a pu avoir pour effet immédiat d'augmenter les recettes encaissées aux guichets du pari mutuel, mais cette augmentation pourrait bien être éphémère et factice. Nous avons déjà indiqué les raisons qui nous portent à croire que jamais les parieurs au livre ne risqueront au hasard, c'est-à-dire au pari mutuel, les enjeux qu'ils exposaient délibérément en jouant avec les donneurs dont la cote leur permettait de calculer rigoureusement leurs chances de succès ⁽¹⁾. Aussi, croyons-nous être plus prêt de la vérité en nous ralliant à l'opinion de quelques autres députés, notamment à celle de M. le vicomte de Montfort estimant qu'il vaudrait mieux organiser à côté du pari mutuel un pari au livre sagement réglementé et soumis aux mêmes prélèvements que celui-ci ⁽²⁾.

Mais cette sage réglementation, le parlement ne paraît pas disposé à l'établir, et le pari au livre qui s'impose pour donner satisfaction aux parieurs sérieux, propriétaires ou sportsmen, les plus intéressants de tous les joueurs, ne devra sans doute son rétablissement qu'à la tolérance de l'Administration si bénévolement accordée jusqu'à ce jour.

(1) Voy. *suprà*, p. 281 et suiv.

(2) Séance du 24 février 1899, *Journal officiel* du 26 février 1899.

Le pari au livre ne peut pas disparaître d'une façon absolue des hippodromes ; s'il ne reprend pas la place qu'il occupait naguère, il y reprendra une place encore prépondérante, en dépit de M. Chauvin, de M. le Ministre de l'Intérieur et des prescriptions de la préfecture de police. Cette sorte de pari, en effet, peut aisément fonctionner dans des conditions tout à fait régulières et licites. D'après la loi, d'après la jurisprudence, « la seule condition essentielle pour qu'il soit illicite est que le pari soit offert à tous venants ».

Les donneurs au livre du pesage sont pour la plupart honorables, les joueurs qui s'adressent à eux habituellement constituent une catégorie spéciale de parieurs, la connaissance ne sera ni longue, ni difficile à faire. Si l'enceinte du pesage est trop vaste pour que les joueurs puissent se particulariser, le betting se resserrera.

Nous ne doutons point que les donneurs au livre puissent s'entendre avec les sociétés de courses pour obtenir, dans l'enceinte même du pesage où le public peut avoir accès moyennant une entrée de vingt francs, un emplacement plus restreint, suffisamment fermé pour n'être plus un lieu public, mais constituer une sorte de cercle privé où seront seules admises sur présentation et moyennant une cotisation annuelle les personnes familiarisées avec les courses de chevaux.

Ce « *club* » des « *listmen* » aura comme adhérents tous les parieurs sérieux qui fréquentent les hippodromes et jouent rationnellement, dédaigneux du pari mutuel qui restera ce qu'il est, une sorte de mécanique où s'engloutissent les mises des ignorants et dont le hasard peut faire sortir un gros lot.

Les deux sortes de paris, l'un et l'autre conformes à la loi pourront dès lors fonctionner simultanément sans se faire tort,

car si les parieurs au livre engagent de plus fortes sommes, les joueurs au pari mutuel seront toujours les plus nombreux puisqu'ils sont la masse de ceux que fascine l'appât de la fortune réalisée sans effort.

Vu par le président de la thèse,
F. LARNAUDE.

Vu par l'assesseur,
GÉRARDIN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

ANNEXES

DOCUMENTS CONCERNANT LES COURSES DE CHEVAUX ET LES PARIS
AUX COURSES



ANNEXES

I

Ordonnance du Roi

Portant établissement d'un registre matricule pour l'inscription des chevaux de race pure existant en France (Stud-Book Français) et institution d'une commission spéciale pour la tenue de ce registre.

Au palais des Tuileries le 3 mars 1833.

Louis-Philippe Roi des Français à tous présents et avenir salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département du commerce et des travaux publics, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Article premier. — Il sera établi au ministère du commerce et des travaux publics un registre-matricule pour l'inscription des chevaux de race pure existant en France.

Art. 2. — Tout propriétaire d'un cheval de race pure pourra obtenir l'inscription de ce cheval au registre-matricule en fournissant les justifications que déterminera la commission créée par l'article suivant.

Art. 3. — Une commission composée de neuf membres, et nommée par nous sera chargée de l'examen des titres produits à l'appui des demandes. Les inscriptions n'auront lieu que sur la proposition qui en sera faite à notre ministre du commerce et des travaux publics par cette commission.

Les fonctions de membres de la commission seront gratuites.

Art. 4. — Les inspecteurs généraux des haras et les agents généraux des remontes pourront, hors le temps de leurs tournées, assister aux séances de la commission ; ils y auront voix consultative.

Art. 5. — Notre ministre secrétaire d'Etat du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

II

Dispositions

Arrêtées par le ministre du commerce sur la proposition de la commission du registre matricule pour l'exécution de l'ordonnance du 3 mars 1833.

Chevaux de race pure.

Seront seuls reconnus de *race pure*, et admis comme tels à l'inscription, les chevaux de pur sang arabes, barbes, turcs et persans dont la généalogie et la qualité de race pure auront été dûment constatées.

Pour établir les droits à l'inscription, il sera fourni à l'appui des demandes savoir :

Justifications exigées pour constater l'origine et la généalogie des chevaux présentés.

Pour les chevaux anglais précédemment importés et pour ceux qui seraient importés ultérieurement, un certificat du dernier possesseur anglais, accompagné, autant que possible, des certificats des possesseurs précédents et de l'éleveur, les dits certificats attestant la généalogie du cheval et sa qualité de race pure, avec son signalement exact, et aussi détaillé qu'il sera possible de l'obtenir. Le certificat du dernier possesseur anglais, devra, en outre, être attesté par le *rédacteur du registre de généalogie de chevaux* (Publisher of the Racing Calendar and general Stud-Book).

Pour les chevaux arabes, barbes, turcs, persans actuellement importés, un certificat de l'agent des haras qui aura acheté le cheval, ou qui aura connaissance positive de son origine, constatant, non seulement son origine, quant au pays d'où il provient, mais encore que le cheval est d'une famille noble, reconnue telle dans le pays. Il sera fait, en outre, un choix sévère entre les chevaux pour lesquels ces justifications pourront être fournies, et l'inscription ne sera définitivement accordée, que pour ceux dont la noblesse et la pureté d'origine auront été, en outre, constatées par la beauté et les qualités de leurs productions.

Indépendamment du certificat de l'agent des haras, tel qu'ils vient d'être spécifié, il sera fourni, *pour les chevaux arabes, barbes, turcs, persans, qui seront importés ultérieurement*, une déclaration du consul de France, attestant la pureté de race, la filiation et la noblesse d'origine du cheval, d'après une enquête faite par le consul ; plus les titres de généalogie qu'il serait possible de se procurer dans le pays. Quelle que soit en apparence, la régularité et l'authenticité des pièces produites, non seulement la commis-

sion mettra la plus grande sévérité dans l'examen de ces justifications, mais encore elle ne se prononcera que d'après sa conviction intime.

Pour les chevaux de race pure nés en France, il sera fourni savoir :

Si le cheval provient d'un étalon royal, un certificat délivré d'après les formes prescrites par l'article 48 du règlement du 13 décembre 1833 (1), par le directeur de l'établissement auquel l'étalon appartenait lors de la saillie de la mère du produit, ledit certificat constatant la saillie de la mère par le dit étalon, avec le signalement exact de l'un et de l'autre, la date et le lieu de la naissance de la production et son signalement.

Si le cheval provient d'un étalon appartenant à un particulier, un certificat du propriétaire de l'étalon, qui constatera la saillie de la jument mère du produit par cet étalon à la suite duquel certificat sera la déclaration signée du propriétaire de la jument, attestée par le maire de la commune, constatant la naissance de la production pour laquelle l'inscription est réclamée, et attestant, en outre, que cette production est bien celle dont il s'agit dans la déclaration du propriétaire de la jument, le tout avec les signalements exacts du père, de la mère, et du produit.

Dans le cas où la filiation soit du père, soit de la mère, ou de l'un et de l'autre n'auraient pas été constatée par leur inscription au stud-book, soit en Angleterre, soit en France, cette filiation devrait, en outre, être prouvée dans les formes qui ont été déterminées ci-dessus pour chacune des deux races.

Vérification de l'identité des chevaux présentés.

La vérification de l'identité des chevaux présentés sera faite par la commission elle-même pour les chevaux qui se trouveront à Paris.

A l'égard des autres, cette vérification sera faite par les inspecteurs généraux des haras et les directeurs des haras et dépôts ; et, dans certains cas, par des commissions spéciales prises parmi les personnes notables du lieu même où la vérification devrait se faire et dont MM. les officiers des haras, feront partie. Les rapports faits par suite des ces vérifications seront remis à la commission avec les autres pièces justificatives.

(1) *Art. 48 du règlement du 13 décembre 1833* : Tout particulier qui aura fait saillir une jument par un étalon royal, sera tenu de faire connaître au chef de la station où la jument aura été saillie, le sexe de la production qu'il aura obtenue. Il consignera, en outre, sur la carte de saillie qui lui aura été délivrée une déclaration constatant cette naissance, avec l'indication de la robe du poulain ou de la pouliche.

Cette déclaration signée de lui, devra être attestée par le maire de la commune, qui la transmettra par l'intermédiaire du préfet ou du sous-préfet au directeur du haras ou dépôt. lequel, après vérification de la carte de saillie, adressera, en échange et par la même voie, au propriétaire de la jument un certificat constatant les faits y énoncés.

Dispositions particulières relatives à la tenue du registre matricule.

Le registre-matricule des chevaux de race pure sera divisé en deux chapitres, l'un pour les chevaux anglais, et l'autre pour les chevaux arabes et leurs dérivés.

Les produits des croisements d'une race avec l'autre suivront, pour l'inscription l'état de la mère, la race du père y sera fidèlement indiquée.

Les chevaux de race pure, livrés à la monte comme tel par le gouvernement seront inscrits les premiers au *Stud-Book* après vérification de leurs titres.

Un second registre-matricule pourra être établi à l'avenir, pour l'inscription des chevaux provenant du croisement des races pures avec d'autres races lorsque ce croisement sera parvenu à un degré qui sera ultérieurement déterminé.

III

Rapport

Adressé A. S. Exc. le Maréchal ministre de la maison de l'Empereur et des Beaux-Arts par S. Exc. Le Grand-écuyer chargé de l'administration des haras.

Monsieur le Ministre,

Le nombre des hippodromes et les allocations qu'ils reçoivent, soit du Gouvernement, soit des sociétés, des villes, des départements, etc., ont doublé depuis cinq ans. Ce développement rapide, si digne d'attention à tous les points de vue, est surtout remarquable en ce qu'il caractérise dans l'histoire des courses une phase d'émancipation. Le zèle des sociétés constituées pour organiser les réunions, l'empressement du public, les ressources pécuniaires et les moyens d'action empruntés à la faveur dont jouit l'institution dans le pays, l'activité née des intérêts divers mis en jeu, la vulgarisation des notions techniques sur les règlements en vigueur et les usages reçus, ont progressivement diminué la nécessité de l'intervention administrative, en augmentant proportionnellement l'importance du rôle rempli par les particuliers et les associations.

Le moment me paraît venu de faire un nouveau pas dans cette voie, et d'accentuer cette tendance de décentralisation au profit de l'initiative privée, qui constitue, d'ailleurs, en matière de courses, le mode de procéder en Angleterre. La situation actuelle permet, suivant moi, au service des Haras de s'effacer dans certaines limites, et de restreindre son règlement général aux dispositions purement organiques, c'est-à-dire à celles qui ont pour but de définir le fonctionnement des sociétés, de fixer leurs attributions désormais plus étendues, de déterminer leurs rapports avec le Gouvernement.

Voici comment s'effectuerait cette transformation. A côté de l'ancienne Société d'Encouragement, s'occupant exclusivement du cheval de pur-sang, dont le critérium est la course plate au galop, se sont fondées récemment deux grandes sociétés vouées à l'amélioration du cheval de service et de guerre ; — l'une : la Société générale des Steeple-Chases, protégeant l'élevage des chevaux de selle au moyen des courses à obstacles ; — l'autre : la Société pour l'amélioration du cheval français de demi-sang, distribuant, sous forme de prix de courses au trot, de généreux encouragements aux chevaux destinés à l'attelage. Ces trois Sociétés mères représentant, dans sa triple acception, l'élevage du cheval en France, et chacune d'elles est régie par une législation distincte, œuvre des hommes les plus pratiques et les plus compétents.

En face de cette situation que l'usage a consacrée depuis longtemps pour le Jockey-Club, et que l'opinion publique est toute prête à accepter pour les deux Sociétés nouvelles, je suis convaincu qu'il n'y aurait aucun inconvénient pour l'État à renoncer à toute juridiction administrative, à se rallier aux règlements des trois Sociétés, lesquels ne diffèrent, d'ailleurs, de ceux des Haras que dans quelques détails, et à en faire le code général pour chaque spécialité, sur tous les hippodromes de France.

La mesure que je propose aurait pour effet, en unifiant la jurisprudence des courses, d'investir les commissaires du droit de juger désormais *toutes les questions sans appel* ; toutefois, lorsque l'importance ou la difficulté du litige le comporterait, il aurait la faculté de le déférer au comité de l'une des trois Sociétés, suivant la nature de la course. La commission centrale, créée par arrêté ministériel pour décider souverainement dans certains cas, cesserait donc d'exister, et la commission du *Stud-Book*, confondue avec la précédente, serait reconstituée séparément.

Ce n'est pas à dire que l'Administration entendrait abdiquer son autorité. En faisant une plus large part à l'initiative individuelle, en suivant le courant actuel des idées économiques, elle ne renoncerait pas à diriger de haut l'institution des courses. Indépendamment du droit naturel d'établir la répartition des fonds et des conditions des prix de l'État, le Grand-Ecuyer continuerait de nommer les commissaires, de contrôler les programmes, et conserverait une action disciplinaire pour la répression des délits et des fraudes.

Si les considérations qui précèdent obtiennent l'agrément de Votre Excellence, je la prierai de vouloir bien signer les deux arrêtés ci-joints.

Le Grand-Écuyer,
Général FLEURY.

Approuvé :
*Le Maréchal de France, ministre
de la Maison de l'Empereur
et des Beaux-Arts,*
VAILLANT.

IV

Code des courses

Et Règlement de la société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France.

Le Code des courses régit toutes les courses pour lesquelles il aura été adopté. Le règlement de la Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France ne s'applique qu'aux courses de la Société.

De la qualification des chevaux

Article premier. — Ne sont admis à courir, sauf conditions contraires, que les chevaux entiers et juments nés et élevés en France jusqu'au 1^{er} juin de leur deuxième année, dont la généalogie est inscrite, soit au *Stud-Book* anglais, soit au *Stud-Book* français, ou qui ne sont issus que d'ancêtres dont les noms s'y trouvent insérés.

Tout cheval qui quitte la France avant d'avoir couru est disqualifié et incapable de courir, à moins que, postérieurement au 1^{er} juin de sa deuxième année, et préalablement à sa sortie de France, son signalement aussi complet que possible ait été établi par un vétérinaire diplômé, certifié par son propriétaire, et déposé au Secrétariat de la Société d'Encouragement.

Est considéré comme élevé dans une région, tout cheval qui n'en est pas sorti avant le 1^{er} juin de sa deuxième année.

Art. 2. — Est disqualifié et incapable de courir partout où le présent règlement est en vigueur :

1^o Tout cheval né en France ayant couru sur le continent dans une course publique :

(1) Adopté dans les séances du Comité des courses, des 11, 14, 18, 22 et 23 février 1867 ; et modifié dans les séances des 14 et 21 mai 1869 ; 25 mars et 1^{er} avril 1870 ; 13 et 20 mars 1872 ; 19 et 27 février 1873 ; 21 juillet et 20 septembre 1875 ; 10 et 20 février, 28 mai et 18 juin 1878 ; 22 et 29 janvier 1879, 8 avril 1881 ; 23 et 30 janvier, 8, 16, 23 et 30 juin 1882 ; 31 janvier et 12 février, 18 mars et 29 avril 1884 ; 11 et 19 février 1885 ; 1^{er} et 8 juillet 1887 ; 6 et 17 mars 1888 ; 6, 14, 28 février et 11 mars 1890 ; 19 et 27 janvier, 2 et 13 mars, 15 et 24 juin, 24 novembre et 1^{er} décembre 1891 ; 12 et 28 février, 3 juin, 22 et 29 octobre, 18 novembre et 19 décembre 1892 ; 18, 25 janvier, 22 février, 25 mars, 24 juin et 1^{er} juillet 1893 ; 28 et 5 juillet 1894, 14, 21, 28 janvier et 2 février 1895 ; 27 décembre 1896 ; 11 janvier, 1^{er}, 15, 22 février, 5 et 20 avril, 3 mai, 18 et 25 octobre 1897 ; 18 et 25 janvier, 28 mai, 7 juin, 19 novembre, 5 décembre 1898.

(Edition du 1^{er} janvier 1899).

- A. Avant le 15 mars ou après le 15 novembre ;
- B. En portant un poids inférieur à 40 kilogrammes ;
- C. Sur une distance inférieure à 1.600 mètres, si la course est un handicap, ou à 800 mètres si la course n'est pas un handicap.

D. A l'âge de deux ans, avant le 1^{er} août, et après cette époque s'il a été engagé plus de trois mois à l'avance, ou si la course est un handicap (1).

2^o Tout cheval déclaré incapable de courir en France par le comité de la Société d'Encouragement, par celui de la Société des Steeple-Chases de France, ou par celui de la Société d'Encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang ; à l'étranger, par les autorités dont les pouvoirs correspondent dans leurs pays respectifs, à ceux de la Société d'Encouragement.

3^o Tout cheval ayant couru en France :

A. Dans une course dont le prix n'est formé que par les entrées payées par les propriétaires des chevaux engagés ;

B. Dans une course dont l'entrée dépasse 5 0/0 de la somme annoncée comme offerte en prix.

C. Dans une réunion publique dont le programme n'a pas été publié au *Bulletin officiel*.

Cette insertion n'a lieu qu'autant qu'il a été justifié, à la satisfaction du comité, et, en cas d'urgence, des commissaires :

Que la réunion est régie par le Code des courses, qu'elle ne fait pas l'objet d'une spéculation, que les excédents de recettes sont entièrement appliqués au maintien et au développement des courses, que les prix annoncés, ne sont, en aucun cas, sujets à réduction au profit du fonds de courses, et que le programme remplit les conditions suivantes :

La proportion des prix offerts pendant le cours d'une année, sur le même hippodrome ou sur plusieurs hippodromes ayant une administration commune, ne pourra dépasser :

(1) Les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 2 ne sont pas applicables :

1^o Aux courses exclusivement réservées aux chevaux de demi-sang ;

2^o Aux courses de hacks et hunters ;

(Jusqu'au 15 mars ne seront considérés comme hacks et hunters que les chevaux de 4 ans et au-dessus qui auront acquis cette qualité en conformité du règlement de la Société de Sport de France, avant le 15 novembre précédent)

3^o Aux Courses pour lesquelles la somme annoncée comme offerte en prix, ne dépasse pas 1.000 fr.

	Pour les sociétés				
	distribuant une somme				
	De 10,000 fr. et moins de 20,000 fr.	de 20,000 fr. et moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr.		Dont un ou plusieurs hippodromes sont situés dans un rayon de 40 kil. de Paris.
Prix à réclamer.	40 0/0	33 0/0	25 0/0	25 0/0	
Handicaps	40 —	33 —	25 —	25 —	
Courses ouvertes aux chevaux de 3 ans et au-des- sus sur une dis- tance inférieure à 2.000 mètres.	40 —	33 —	25 —	25 —	
Courses ouvertes aux chevaux de 2 ans	40 —	33 —	25 —	20 —	
Courses ouvertes aux chevaux nés et élevés hors de France.	25 —	25 —	25 —	20 —	

Sont considérés comme prix à réclamer les prix mixtes dans lesquels le chiffre fixé pour la réclamation la moins élevée, est inférieur à 10.000 fr.

Les proportions ci-dessus ne sont pas applicables aux sociétés qui distribuent une somme inférieure à 10.000 fr.

Pour les sociétés dont un ou plusieurs des hippodromes sont situés dans un rayon de 40 kilomètres de Paris, la somme moyenne distribuée en prix par journée ne sera pas inférieure à 18.000 fr. et le nombre des courses de chaque journée ne dépassera pas six.

Toutefois l'allocation d'une somme moyenne de 18.000 fr. par journée, ne sera pas exigée si tous les prix offerts sur un hippodrome sont exclusivement réservés, soit aux jockeys n'ayant jamais gagné plus de dix courses (plates ou à obstacles), soit à des gentlemen.

Art. 3. — Les chevaux prennent leur âge du 1^{er} janvier de l'année de leur naissance.

Art. 3 bis. — Quand, d'après les intentions des donateurs, les chevaux non tracés peuvent être admis dans un prix, les conditions doivent indiquer qu'il est ouvert aux *chevaux de toute espèce* ; si l'on veut que les hongres puissent le disputer, il faut alors mettre : pour *chevaux entiers, hongres et juments de toute espèce*. On doit ajouter : *et de tous pays*, lorsque les

chevaux étrangers y sont admis. La formule « *tous chevaux* » comprend indifféremment les chevaux entiers, hongres et juments de 2 ans et au-dessus, de toute espèce et de tout pays.

Un cheval né hors de France n'est admis à courir qu'après le dépôt au Secrétariat de la Société d'Encouragement, des deux certificats suivants :

1^o Un certificat constatant le nom, l'origine, l'âge, le sexe, la robe du cheval et les marques distinctives qu'il peut présenter, certificat signé par les autorités du pays où le cheval est né, et dont les pouvoirs correspondent dans leurs pays respectifs, à ceux de la Société d'Encouragement ou par leurs délégués ;

2^o Un certificat constatant l'âge du cheval et délivré par un vétérinaire diplômé en France.

Si un cheval né hors de France a, par suite d'une erreur, été admis à courir sans que les formalités prescrites ci-dessus aient été remplies, il ne peut pas gagner et est disqualifié pour cette course. Toute objection contre la qualification d'un cheval en raison de cette disposition doit être faite, à peine de nullité, dans le délai de dix jours francs à dater de celui de la course.

Ne sont admis à courir, sous la qualification de demi-sang, dans les courses régies par le présent Code, que les chevaux inscrits sur la « *Liste officielle des chevaux désignés de demi-sang* » publiée au *Bulletin officiel* de la Société d'Encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang.

Art. 4. — Un cheval qui n'a pas gagné, est celui qui n'a jamais gagné de course publique, dans aucun pays.

Art. 5. — Toute course dont le gagnant reçoit un prix formé, soit par une donation spéciale, soit par les entrées payées par les propriétaires des chevaux engagés, soit par ces deux moyens réunis, est une course publique.

Le montant d'un prix ne peut être réduit dans le cas où un nombre déterminé de concurrents ne se présente pas au poteau de départ.

Un pari particulier entre deux propriétaires, n'est pas une course publique; mais, s'il y a plus de deux propriétaires ayant engagé des chevaux, la course est considérée comme publique et le gagnant, comme le gagnant d'un prix.

Art. 6. — Il n'y a qu'un seul gagnant pour chaque course. Les sommes attribuées au second ou au troisième, soit par une donation spéciale, soit sur les entrées, ne sont pas considérées comme des prix, même quand le programme de la course leur donnerait ce nom.

Le montant du gain comprend toutes les sommes attribuées au gagnant, déduction faite de son entrée, que ces sommes reviennent ou non au propriétaire du cheval gagnant.

Si un objet d'art ou autre forme le prix ou une partie du prix, il n'entre pas en compte; la somme payable en espèces est seule comptée.

La livre sterling est calculée au change fixe de 25 fr., le florin autrichien, de 2 fr. 40, le mark, de 4 fr. 25, le rouble de 4 fr., la peseta de 4 fr.

Art. 7. — Les chevaux ayant couru ou gagné des courses d'obstacles ne sont pas considérés comme ayant couru ou gagné.

Art. 8. — Lorsque certaines conditions particulières sont exigées pour la qualification des chevaux dans une course, il suffit, pour qu'un cheval soit qualifié, qu'il remplisse ces conditions au moment de la clôture des engagements, sauf conditions contraires.

De l'engagement des chevaux.

Art. 9. — Toute personne qui engage un cheval pour une course se soumet par là même à l'application du Code des courses dans toutes ses dispositions.

Tout engagement doit être fait par le propriétaire du cheval engagé, ou, en son nom, par son mandataire.

Si le cheval appartient à plusieurs propriétaires, s'il a été acheté sous certaines réserves ou loué avec des redevances conditionnelles, il faut, pour qu'il puisse être valablement engagé dans une course, qu'une déclaration (1) conforme ait été déposée auparavant au Secrétariat de la Société d'Encouragement.

Cette déclaration faite par écrit et signée par les intéressés, comporte :

1^o Les conditions précises de l'association ou de la convention quelle qu'elle soit relativement à la part d'intérêt déterminée pour chacun ;

2^o Les attributions, réserves, redevances fixes ou proportionnelles stipulées dans le marché, lorsqu'il s'agit d'une vente ou d'une location ;

3^o La désignation de celui des associés à qui est attribué le pouvoir de faire les engagements et les déclarations de forfait et de toucher les sommes gagnées, tous les associés restant solidairement responsables du paiement des entrées et forfaits. Mais, pour que l'associé ainsi désigné puisse agir *en son nom* comme propriétaire, il faut qu'il ait une part de propriété ou d'intérêt au moins égale à celle d'aucun des autres associés, ou bien qu'il soit constitué associé dirigeant par un acte authentique, autrement il ne peut agir que comme mandataire.

Si l'association vient à cesser ou si pour une raison quelconque la situation

(1) Les déclarations d'associations ne sont pas obligatoires pour les courses de chevaux de demi-sang et de hacks hunters, pour les courses pour lesquelles le prix annoncé ne dépasse pas 1.000 fr., ni pour les journées dont le programme ne comprend que des courses exclusivement réservées aux Gentlemen et des courses militaires.

Les dispositions de l'article 9 du Code des courses relatives aux déclarations d'associations ne sont pas applicables aux courses ouvertes aux chevaux nés et élevés hors de France.

respective des participants se trouve modifiée, la déclaration doit être rectifiée dans ce sens pour que l'engagement d'un cheval fait dans ces nouvelles conditions soit valable.

Toute déclaration est mentionnée au plus prochain numéro du *Bulletin officiel*. Cette mention comprend la date du dépôt de la déclaration, les noms des associés, et, si l'association ne s'étend pas à tous les chevaux d'une même écurie, les noms de ceux qu'elle concerne.

Toute objection contre la qualification d'un cheval, en raison des dispositions qui précèdent, doit être faite, à peine de nullité, avant l'heure fixée pour la course.

Les engagements se font, à peine de nullité, par écrit ou par télégramme, au domicile et à l'heure indiqués par le programme. Tout engagement arrivé après l'heure fixée est nul de plein droit, même dans le cas où le retard serait justifié par des raisons de force majeure.

Art. 10. — Tout engagement doit contenir le sexe, l'âge, la robe et l'origine du cheval engagé. Il faut y consigner les noms des pères, mères, grands-pères, grand-mères des chevaux, etc., en s'arrêtant à ceux de leurs ancêtres qui sont inscrits au *Stud-Book* anglais ou au *Stud-Book* français.

Si la mère du cheval a été couverte par plusieurs étalons, ils doivent tous être nommés.

Art. 11. — Après qu'un cheval a été engagé une seule fois, avec sa désignation, son nom et son origine, dans une course publiée au *Bulletin officiel*, il suffit, pour les engagements subséquents, de le désigner par son nom, même s'il n'a pas couru ; et, si on l'engage en même temps et pour la première fois dans plusieurs courses, il suffit de donner sa désignation exacte et son origine, pour l'un de ces engagements, et son nom seulement pour les autres.

Art. 12. — Un nom n'est acquis à un cheval, qu'autant qu'il a été rendu public. Cette publicité résulte de la mention de ce nom :

Soit au volume du *Stud-Book* ;

Soit au *Bulletin officiel* ;

A. dans l'Avis spécial.

B. dans un engagement.

C. Sur la liste des naissances de produits de pur sang déclarés à l'Administration des haras.

Si un cheval a, dans des mentions différentes reçu plusieurs noms, l'antériorité de date détermine celui qui lui est acquis.

Si l'on veut changer le nom sous lequel un cheval a déjà couru, on doit, dans tous les engagements faits pendant trois mois à dater du premier engagement qui suit ce changement, mentionner à la suite du nouveau nom, celui ou ceux sous lesquels le cheval a déjà couru.

S'il s'agit d'un cheval n'ayant pas couru, mais dont le nom a été rendu public, il suffit de mentionner le changement et de donner le nouveau nom avec l'ancien, dans le premier engagement inséré au *Bulletin officiel*.

Art. 13. — Les commissaires ont, dans tous les cas, la faculté de ne valider les engagements qu'après avoir obtenu, à l'appui de la désignation des chevaux toutes les justifications qu'ils jugent nécessaires.

Art. 14. — Si un cheval est engagé sans être désigné conformément aux règles qui précèdent, et sans que les formalités prescrites par l'article 9 et par l'article 3 *bis*, pour les chevaux nés hors de France, aient été remplies, il est disqualifié; c'est-à-dire qu'il ne peut courir et que son propriétaire doit néanmoins payer le forfait, ou la totalité de la mise, s'il n'y a pas forfait, ou si l'époque où il doit être déclaré est passée.

Art. 15. — Si le cheval a été exactement désigné, et que de cette désignation même il résulte qu'il n'est pas qualifié pour la course dans laquelle on l'engage, l'engagement est nul et le propriétaire ne doit pas d'entrée.

Il en est de même lorsque, pour un prix à réclamer la lettre d'engagement mentionne un prix de vente différent de celui ou de ceux prévus par les conditions de la course.

Art. 16. — Si par suite d'une manœuvre frauduleuse, un cheval court ou est engagé sous une fausse désignation, ce cheval devient incapable de courir ensuite dans aucune course. Son propriétaire doit restituer à qui de droit la valeur de tous les prix qu'il a gagnés en profitant de cette manœuvre, et peut être déclaré incapable de faire courir à l'avenir aucun cheval.

Art. 17. — Tout propriétaire désirant que temporairement ses chevaux ne courent pas sous son nom, peut être autorisé à les mettre sous le nom d'un représentant agréé par le Comité de la Société d'Encouragement, ou, en cas d'urgence, par les commissaires, et inscrit au Secrétariat sur un registre *ad hoc*, mais pendant cette période, ce représentant ne peut faire courir sous son nom d'autres chevaux que ceux appartenant à ce seul propriétaire (1).

Art. 18. — Toute personne ayant souscrit un engagement ne peut ni retirer son nom, ni lui substituer celui d'une autre personne, et reste toujours responsable de la totalité de l'entrée ou du forfait.

Aucun changement d'aucune espèce ne peut être apporté aux engagements après le terme fixé pour les recevoir.

Des déclarations de forfait et des engagements nuls.

Art. 19. — Le droit de retirer un cheval ou de déclarer forfait appartient exclusivement à la personne qui l'a engagé ou à ses représentants. La déclai-

(1) L'usage d'un pseudonyme par un propriétaire étranger est toléré pour les courses ouvertes aux chevaux nés et élevés hors de France, pourvu que ce pseudonyme soit celui sous lequel ses chevaux courent dans son pays.

ration doit, à peine de nullité, être faite par écrit aux commissaires ou à la personne chargée de recevoir les engagements.

Est nul de plein droit, tout retrait ou forfait transmis par télégramme.

Art. 20. — Quand un cheval est vendu avec tout ou partie de ses engagements, le vendeur ne peut plus déclarer forfait ni retirer ce cheval d'aucun des engagements avec lesquels il a été vendu, et ce droit appartient exclusivement à l'acquéreur ou à ses représentants.

Dans le cas de vente à l'amiable, une reconnaissance écrite et signée des deux parties est nécessaire pour constater qu'un cheval a été vendu avec ses engagements. Dans le cas d'une vente publique, les conditions de la vente font foi.

À défaut des preuves spécifiées ci-dessus, un cheval est toujours considéré comme vendu sans ses engagements.

Quand un cheval est vendu sans ses engagements, le vendeur conserve le droit d'en disposer, et il peut accorder ou refuser à l'acquéreur l'autorisation d'en profiter.

Quant le propriétaire d'un cheval réclamé cède à l'acquéreur tout ou partie des engagements de ce cheval, une déclaration écrite et signée des deux parties est nécessaire comme dans le cas d'une vente à l'amiable. Exceptionnellement, cette déclaration pourra être remise avant la course, entre les mains des commissaires.

Art. 21. — La déclaration par laquelle un cheval est retiré d'une course est irrévocable.

Si le cheval pour lequel on a payé forfait ou qui a été retiré par une personne ayant qualité à cet effet est, par suite d'une erreur, admis à courir, il ne peut pas gagner, et est disqualifié pour cette course,

Art. 22. — L'engagement d'un cheval est annulé, si la personne sous le nom de laquelle il a été engagé meurt avant l'époque fixée pour le paiement de l'entrée ou du forfait. Dans les courses où il est stipulé que l'entrée sera représentée par un billet, l'époque du paiement sera considérée comme fixée au jour de la souscription de ce billet.

Art. 23. — L'engagement fait pour un produit à naître, est nul si la jument engagée est vide ; si elle a un produit mort-né ; si elle met bas avant le 1^{er} janvier, ou si elle a plus d'un produit.

L'engagement du produit dans une course avant la date fixée pour la déclaration de naissance ne dispense pas de cette déclaration dans les courses où elle est exigée.

La déclaration de naissance doit être faite par la personne qui a fait l'engagement ou par le cessionnaire de cet engagement.

Art. 24. — Lorsque par dérogation à l'article 8, et par suite de conditions particulières exigées pour la qualification des chevaux dans une course, un

cheval qui était qualifié à l'époque de son engagement cesse de l'être au moment de la course, l'engagement de ce cheval est nul.

Des entrées et forfaits.

Art. 25. — Les entrées sont réunies au prix, sauf conditions contraires.

Aucun prélèvement ne peut être opéré sur les entrées avant que le gagnant ait retiré la sienne.

Lorsque d'après les conditions de la course, une somme sur les entrées doit revenir au second et au troisième cheval, si la totalité des entrées, déduction faite de celle du premier, n'atteint pas les chiffres prévus, il est d'abord pourvu à la part du second et le troisième ne vient en partage que s'il reste une somme disponible.

Art. 26. — Le montant du forfait ou de l'entrée, lorsqu'il n'y a pas de forfait doit être versé au moment de l'engagement.

Dans les courses pour lesquelles les engagements se font un an ou plus d'un an à l'avance, le montant de l'entrée ou du forfait peut être représenté par un billet à ordre sans toutefois qu'il puisse en résulter une responsabilité quelconque à la charge de la Société.

Lorsque les conditions de la course admettent plusieurs forfaits, c'est le forfait le plus élevé qui doit être déposé ou souscrit.

En cas de cession ou de vente, soit aux enchères soit à l'amiable d'un cheval, avant l'échéance du billet à ordre, le montant de ce billet devient exigible à la date de la dite cession ou vente.

Tout engagement qui n'est pas accompagné du montant de l'entrée ou du forfait exigé, peut être refusé.

Si le montant de l'entrée ou du forfait peut être représenté par un billet à ordre, il est accordé un délai de quinze jours pour la remise du dit billet ; si cette remise n'est point effectuée dans le délai indiqué, l'engagement n'est pas validé, mais si le cheval se trouve sous le coup d'une disqualification par application de l'article 14, son propriétaire doit néanmoins le forfait ou la totalité de l'entrée s'il n'y a pas de forfait ou si l'époque où il doit être déclaré est passée.

Art. 27. — Aucun cheval ne peut courir sans que son entrée ait été payée.

Le fonds de course est responsable de l'entrée des chevaux, pour les courses où les Commissaires les auront laissé partir.

Art. 28. — Toute personne ayant plusieurs chevaux engagés dans la même course ne peut en faire partir aucun, tant que les entrées ou forfaits ne sont pas payés pour tous ceux qui bien que ne partant pas, lui appartiennent ou sont engagés sous son nom, ou sous le même nom que le cheval qu'elle fait courir.

Aucun cheval ne peut courir, tant que toutes les entrées ou forfaits dus par son propriétaire ou par la personne qui l'a engagé ne sont pas payés.

Aucun cheval ne peut non plus courir, tant que toutes les sommes dues ou les effets souscrits pour ses engagements ou forfaits ne sont pas payés.

Art. 29. — Le droit d'empêcher un cheval de partir, en vertu des dispositions de l'article précédent, appartient :

Aux gagnants des prix pour lesquels des entrées ou des forfaits sont dus ;

Aux Commissaires ou au Trésorier de la Société pour les courses de laquelle les entrées et les forfaits sont dûs ;

Au Secrétaire de la Société d'Encouragement ;

Au Secrétaire de la Société des Steeple-Chases de France, s'il s'agit d'entrées ou de forfaits dus pour les courses dont le programme a été publié au *Bulletin officiel* de ladite Société ;

Au Secrétaire de la Société d'Encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang, s'il s'agit d'entrées ou de forfaits dus pour des courses dont le programme a été publié au *Bulletin officiel* de ladite Société.

Lorsqu'il s'agit d'entrées ou de forfaits dus à une autre Société, l'opposition doit, pour être valable, être faite la veille de la course avant quatre heures du soir.

Dans tous les cas, elle doit être faite par écrit et signée.

Art. 30. — Si malgré l'opposition régulièrement formée contre lui, un cheval prend part à la course, il ne peut gagner et est disqualifié.

Art. 31. — Quand un cheval a été vendu avec tout ou partie de ses engagements, et que, faute par l'acquéreur d'en payer le montant, le vendeur est obligé de les payer lui-même, il a, jusqu'à ce qu'il soit remboursé le droit de réclamer, contre l'acquéreur et contre le cheval, l'application de l'article 29.

Art. 32. — Quand un propriétaire a été obligé pour faire partir un cheval de payer des entrées ou forfaits dont il n'était pas lui-même débiteur, il a jusqu'à ce qu'il soit remboursé, le droit de réclamer, contre la personne et contre les chevaux dont il a payé les engagements, l'application de l'article 29.

Art. 33. — Les Commissaires peuvent toujours exiger de la personne au nom de laquelle un cheval a été engagé, la justification de sa part d'intérêt ou de propriété dans le dit cheval, et la preuve qu'aucune personne incapable de faire courir n'y est intéressée. Si ces preuves ne sont pas faites à leur satisfaction, ils peuvent déclarer le cheval disqualifié.

Du pesage

Art. 33. bis. — Tout propriétaire engageant un cheval pour la première fois doit déclarer au Secrétaire de la Société d'Encouragement ses couleurs, qui ne peuvent plus être changées sans un nouvel avis. Les jockeys qui se présenteraient avec des couleurs différentes paieraient une amende de *Vingt francs*.

Aucun propriétaire ne peut faire courir sous des couleurs adoptées antérieurement par un autre propriétaire, à moins que ce dernier n'ait cessé de

faire courir en France depuis plus de cinq ans. Toute infraction à cette règle donnera lieu à une amende de *Cent francs*.

Lorsque plusieurs chevaux appartenant au même propriétaire ou à la même association de propriétaires courent dans la même course, ils doivent, sous peine d'être distancés, être inscrits au programme sous le même nom et porter les mêmes couleurs.

Les propriétaires doivent, sous peine d'une amende de *Vingt francs*, distinguer chacun de leurs jockeys par une écharpe de couleur différente.

Art. 34. — A l'heure fixée pour chaque course, la cloche sonne, et si un quart d'heure après tous les jockeys ne sont pas prêts, on peut faire partir ceux qui le sont.

Art. 35. — Tous les jockeys sont tenus de se faire peser avant la course devant les commissaires ou leur délégué, qui constatent le poids de chaque jockey, mais ne sont pas responsables si ce poids n'est pas calculé correctement d'après les conditions de la course.

Art. 35, bis. — Les propriétaires ou leurs représentants doivent déclarer à l'avance, à la personne chargée du pesage, quels sont les chevaux qu'ils veulent faire courir.

Pour chaque course, le délai accordé pour ces déclarations prend fin cinq minutes après qu'a été donné le signal annonçant le commencement du pesage.

Les numéros des chevaux ainsi déclarés comme partants, sont affichés, et l'expiration du délai est indiquée ostensiblement par un signal.

Aucun cheval ne peut prendre part à la course s'il n'a pas été déclaré comme partant, conformément aux prescriptions ci-dessus.

Si un cheval est retiré après avoir été affiché, les commissaires ont le droit d'en demander l'explication au propriétaire ou à son représentant, et, si l'explication n'est pas satisfaisante, ils peuvent le mettre à une amende n'excédant pas *Cinq cents francs*.

Art. 36. — Après la course, les jockeys doivent rester à cheval jusqu'à l'endroit où ils sont pesés ; s'ils descendent avant d'y arriver les chevaux qu'ils montent sont distancés.

Les chevaux doivent être dessellés devant la salle du pesage et y rester jusqu'à ce que leurs jockeys respectifs aient été pesés. Si, pour compléter son poids, un jockey a besoin de recourir à la bride ou à tout autre objet restant encore sur le cheval, il ne doit pas quitter les balances, mais cet appoint ne peut être utilisé valablement que si le cheval est resté à l'endroit où il a été dessellé.

La fin du pesage qui suit la course est indiquée par un signal ; ce signal ne peut être donné que lorsque tous les jockeys, sauf cas de force majeure, sont rentrés au pesage.

Si un jockey est, par suite d'un accident, hors d'état de revenir à cheval jusqu'aux balances, il peut, mais dans ce cas seulement, y être conduit ou porté.

Tout jockey qui ne se présente pas au pesage après la course est mis à une amende n'excédant pas *Cinq cents francs*. Tout jockey dont le poid après la course est inférieur de plus de un kilogramme ou supérieur de deux kilogrammes au poids constaté avant la course, peut être mis à une amende n'excédant pas *Cinq cents francs* et le cheval peut être distancé.

Art. 37. — Tout cheval ayant porté un poids inférieur à celui fixé par les conditions de la course est distancé ; tout cheval appartenant en totalité ou en partie au même propriétaire, peut également être distancé. On peut peser tout ce que porte le cheval, excepté les fers et la cravache.

Art. 38. — Lorsque le poids le plus lourd accepté est inférieur à 62 kilogrammes, dans un handicap ouvert aux chevaux de 3 ans et au-dessus, ou à 60 kilogrammes, dans un handicap où les chevaux de plus de 3 ans ne sont pas admis, il est élevé à ce chiffre et les autres en proportion.

Cette règle n'est pas applicable aux handicaps pour lesquels il n'y a pas d'époque fixée pour la déclaration de forfait ou l'acceptation des poids avant la course.

Après la publication d'un handicap aucun cheval ne peut bénéficier, à quelque titre que ce soit d'une remise de poids quelconque.

Du départ.

Art. 39. — La place des chevaux au départ est tirée au sort avant chaque course, si les Commissaires le jugent utile.

Art. 40. — Quand la personne chargée par les Commissaires de faire partir les chevaux a appelé les jockeys pour prendre leur place, les propriétaires des chevaux qui se présentent au poteau doivent, dès lors, leurs mises entières et ces chevaux sont considérés comme ayant été sous les ordres du juge du départ. Cette personne a seule qualité pour déclarer si un cheval a été ou non sous ses ordres.

Art. 41. — La personne chargée de faire partir les chevaux peut faire ranger les jockeys en ligne en arrière du point de départ, aussi loin qu'elle le juge nécessaire. Il est interdit aux jockeys de prendre le galop avant que le signal de partir soit donné. Les chevaux doivent marcher au pas vers le poteau et partir du pas.

La personne chargée de faire partir les chevaux est juge souverain de la validité du départ.

Art. 42. — Si un jockey désobéit ou cherche à prendre un avantage illicite, les Commissaires peuvent lui imposer une amende et même lui interdire de monter dans les courses de leur Société, pendant le temps qu'ils jugent convenable.

Tout jockey mis à l'amende est incapable de monter, même dans les courses d'une autre Société, tant que cette amende n'est pas payée.

Tout jockey se trouvant sous le coup d'une exclusion ou d'une suspension prononcée par les Commissaires du Jockey-Club anglais, est incapable de monter partout où le présent Code est en vigueur.

Tout cheval monté par un jockey frappé d'exclusion ou de suspension par application du présent article ou des articles 47, 77 et 78 du Code des Courses est distancé de plein droit, pourvu que la réclamation se produise dans un délai de *dix jours*.

Lorsque, par application du présent article, les Commissaires de la Société d'Encouragement frappent un jockey de suspension à l'occasion de leurs courses, ils peuvent étendre cette pénalité aux courses de toutes les Sociétés qui ont adopté le présent Code.

De la course.

Art. 42 bis. — Le temps accordé pour une course ne pourra jamais se prolonger au delà de quinze minutes après que le signal du départ a été donné. Passé ce délai, le prix sera acquis au fonds de course.

Art. 43. — S'il est prouvé qu'un jockey a coupé la ligne suivie par un autre, sans avoir, au moins, deux longueurs d'avance sur lui, qu'il l'a poussé, ou empêché, par un moyen quelconque d'avancer, le cheval que monte ce jockey peut être déclaré distancé, ainsi que tout autre cheval appartenant, en totalité ou en partie, au même propriétaire et courant dans la même course, à moins que la collision n'ait été causée par un troisième cheval ou que le jockey qui en a souffert ne fût lui-même en faute ; mais le fait que cette collision a été involontaire, ou qu'elle n'a pas modifié le résultat de la course, ne constitue, en aucun cas, une excuse valable.

En outre, si les Commissaires reconnaissent que le jockey a agi avec mauvaise intention, ils peuvent le punir conformément aux dispositions de l'article 42.

Art. 44. — Lorsqu'un cheval, en courant, passe en dedans d'un poteau, il est distancé, à moins qu'on ne le fasse retourner et rentrer sur la piste à l'endroit où il en est sorti.

Art. 45. — Si un jockey tombe et que son cheval soit remonté et amené au but par une autre personne, le cheval prend sa place comme si l'accident n'avait pas eu lieu, pourvu qu'il soit reparti de l'endroit où le jockey est tombé.

Art. 46. — Pour qu'un cheval ait gagné, il faut qu'il ait rempli toutes les conditions de la course, quand même aucun concurrent ne se serait présenté.

Dans ce cas, il est passible des surcharges imposées aux gagnants de ce prix.

Si aucun des chevaux n'a rempli les conditions de la course, elle sera re-

courue le même jour. En cas d'impossibilité reconnue par les Commissaires, elle sera annulée.

Art. 47. — Il est interdit de faire partir un ou plusieurs chevaux dans une course, sans avoir l'intention d'essayer de la gagner.

Lorsqu'un propriétaire fait partir plusieurs chevaux dans une course, il reste libre de gagner avec celui qui lui convient.

Tout jockey convaincu d'avoir, dans un but frauduleux, fait battre le cheval qu'il monte, sera puni par les commissaires conformément aux dispositions suivantes :

Tout propriétaire ou tout jockey convaincu d'avoir contrevenu aux dispositions précédentes sera déclaré incapable d'engager, de faire courir ou de monter aucun cheval. Il pourra, en outre, être exclu des locaux affectés au pesage des jockeys ainsi que des terrains d'entraînement appartenant à la Société.

Tout entraîneur convaincu de complicité en pareil cas est passible des mêmes peines.

Tout cheval ayant été l'instrument d'une semblable manœuvre peut être déclaré incapable de courir ensuite dans aucune course.

Du second cheval.

Art. 48. — Lorsque, par suite de la disqualification du cheval arrivé premier, le second se trouve avoir droit au prix, ou lorsque les conditions de la course attribuent au second ou au troisième, soit un prix spécial, soit une somme sur les entrées, et qu'il n'y a pas de cheval placé second ou troisième, l'argent destiné au second ou au troisième fait retour au fonds de course.

Des épreuves nulles.

Art. 49. — Si, dans une course en une seule épreuve, deux ou plusieurs chevaux arrivent les premiers au but, tellement ensemble que le juge ne puisse pas décider lequel a gagné, ces chevaux recourent après la dernière course de la journée. Les autres chevaux sont considérés comme perdants, et prennent leurs places respectives comme si la course avait été terminée la première fois.

Si après que deux ou plusieurs chevaux sont arrivés tête-à-tête pour la seconde place, le cheval placé premier est disqualifié ou distancé par une décision rendue assez à temps pour que l'épreuve puisse être recourue le jour même, les Commissaires ont à décider s'il peut en être ainsi ; autrement, le prix est partagé.

Art. 50. — Si, après que deux ou plusieurs chevaux ont couru une épreuve nulle, leurs propriétaires conviennent de partager le prix, ils partagent aussi l'argent attribué au second et, s'il y a lieu, au troisième ; ces chevaux sont tous alors considérés comme gagnants.

Ils ne sont plus qualifiés pour les courses où le gagnant de ce prix, spéci-

fié par son titre et non par sa valeur, n'est plus qualifié ; mais dans les courses pour lesquelles la qualification dépend de l'importance de la somme gagnée, ils sont qualifiés si le montant de leur part n'est pas égal ou supérieur à la somme fixée par les conditions de ces courses pour entraîner la non qualification.

Ils sont passibles des surcharges imposées au gagnant de ce prix spécifié par son titre et non par sa valeur ; mais, dans les courses pour lesquelles les surcharges sont établies d'après l'importance des sommes gagnées, ils sont considérés comme ayant gagné seulement le montant de leur part.

Lorsque, dans une épreuve nulle, un ou tous les chevaux arrivés premiers ont l'âge de deux ans, cette épreuve ne peut être recourue et les propriétaires sont tenus de partager le prix.

Art. 51. — Si deux ou plusieurs chevaux arrivent ensemble de façon que le juge ne puisse décider qui est second, l'argent attribué au second est partagé entre eux, et s'il y a une somme attribuée au troisième, ils la partagent aussi.

Des courses en partie liée.

Art. 52. — Pour gagner une course en partie liée, un cheval doit gagner deux épreuves, à moins qu'il ne coure seul. Dans ce cas, il suffit qu'il parcoure une seule fois le terrain.

Art. 53. — Un poteau est placé à 100 mètres du but ; les chevaux qui n'ont pas dépassé ce poteau, lorsque le premier cheval dépasse le but, sont distancés et ne peuvent plus courir les épreuves suivantes.

Art. 54. — La place des chevaux au départ est tirée au sort à chaque épreuve, si les Commissaires le jugent utile.

Art. 55. — Si le juge ne peut décider quel est le cheval qui a gagné l'épreuve est nulle, et tous les chevaux peuvent recourir.

Art. 56. — Si deux chevaux gagnent chacun une épreuve, ils peuvent seuls recourir pour la troisième, qui décide de la course.

Art. 57. — Si la course est gagnée en deux épreuves, la place des chevaux est déterminée par celle qu'ils ont eue à la seconde épreuve. S'il y a trois épreuves, le second cheval est celui qui a gagné une épreuve.

Art. 58. — Tout cheval retiré avant que le prix soit gagné est distancé.

Art. 59. — Aucun cheval n'est distancé à la troisième épreuve.

Art. 60. — Dans les courses en partie liée, aucun propriétaire ne peut faire courir plus d'un cheval lui appartenant en totalité ou en partie, quand même les chevaux seraient engagés sous des noms différents.

Sont formellement interdits tous arrangements par lesquels les propriétaires de chevaux partants s'intéresseraient les uns les autres dans leur chance de gagner.

Deux chevaux entraînés dans la même écurie ne peuvent pas courir dans

une course en partie liée, bien qu'ils appartiennent à des propriétaires différents.

Des prix à réclamer ou à vendre au plus offrant.

Art. 61. — Lorsque les conditions d'une course portent que le *gagnant* ou que *tous les chevaux* seront à vendre au plus offrant, tout cheval engagé dans cette course, et n'ayant pas été retiré peut être réclaté *avant la course*, moyennant la somme pour laquelle il a été mis à vendre, augmentée de la valeur du prix. Le cheval ainsi réclaté ne peut pas courir. Mais si son paiement n'est pas effectué immédiatement ou garanti à la satisfaction des Commissaires, la réclamation est nulle et le cheval peut courir.

S'il y a plusieurs réclamations pour le même cheval, les Commissaires ou leur délégué procèdent à un tirage au sort qui décide de la préférence.

Lorsque le cheval n'a pas été payé ou garanti comme il est dit au paragraphe 1^{er} du présent article, s'il y a deux réclamations, il est attribué à la personne qui a fait l'autre réclamation ; s'il y en a plus de deux, il est procédé à un nouveau tirage au sort.

Les propriétaires de chevaux engagés dans la même course et n'ayant pas été retirés, ont seuls le droit de réclamation.

Un propriétaire ne peut pas réclamer lui-même son propre cheval.

Le délai pendant lequel le droit de réclamation peut s'exercer commence *quinze minutes avant l'heure fixée pour la course*, et finit au moment du signal indiquant l'ouverture du pesage. Pendant ce délai, le droit des propriétaires de retirer leurs chevaux est suspendu.

Les chevaux doivent être rendus dans l'enceinte du pesage, *quinze minutes avant l'heure fixée pour la course*. Chacun d'eux peut, dès lors, être réclaté, même s'il est prouvé qu'il en est sorti avant l'expiration de ce délai. Tout cheval dont l'absence est constatée par les Commissaires, sans qu'ils l'aient autorisée, est considéré comme retiré et ne peut plus partir.

Art. 62. — Lorsque les conditions d'une course portent que le *gagnant sera à vendre pour un prix déterminé*, toute personne ayant l'intention de l'acheter peut, dans le *délai d'un quart d'heure*, après le signal indiquant la fin du pesage qui suit la course, remettre aux Commissaires, au juge ou à la personne chargée du pesage, une soumission écrite contenant l'offre d'une somme qui ne peut être inférieure à celle pour laquelle le cheval a été mis à vendre.

Si dans la course, deux ou plusieurs chevaux sont arrivés les premiers au but tellement ensemble que le juge n'a pu décider lequel a gagné et si un des chevaux (ou plusieurs), ayant l'âge de deux ans, l'épreuve ne peut être recourue, la soumission écrite doit contenir l'offre d'une somme qui ne peut être inférieure à celle pour laquelle le cheval a été mis à vendre, augmentée

de la somme nécessaire pour parfaire le montant intégral du prix dont le propriétaire du cheval acheté ne touche que partie.

Le quart d'heure expiré, les lettres sont ouvertes et le gagnant appartient à la personne qui a fait l'offre la plus élevée.

Le paiement du cheval doit être fait immédiatement ou garanti à la satisfaction des Commissaires, faute de quoi l'achat est nul et s'il y a plusieurs soumissions écrites, le gagnant appartient à la personne qui a fait l'offre immédiatement inférieure. Le propriétaire n'a droit qu'à la somme pour laquelle il avait mis son cheval à vendre, augmentée, dans le cas d'une épreuve nulle que le Code n'autorise pas à recourir, de la somme formant le complément du montant du prix et l'excédent, s'il y en a, revient au fonds de course. En cas d'annulation de l'achat par défaut de paiement du cheval, et s'il n'y a pas d'autre soumissionnaire, l'excédent éventuel est toujours dû et aucun cheval appartenant en partie ou en totalité au signataire de la soumission ou engagé en son nom, ne pourra courir tant que cet excédent n'aura pas été payé. L'opposition devra être faite, conformément aux prescriptions de l'article 29.

Art. 63. — Lorsque les conditions d'une course portent que tous les chevaux seront à vendre pour un prix déterminé, toute personne qui désire acheter un ou plusieurs des chevaux ayant pris part à la course, peut, dans le délai d'un quart d'heure après le signal indiquant la fin du pesage qui suit la course, remettre aux Commissaires, au juge ou à la personne chargée du pesage, une soumission écrite contenant l'offre d'une somme qui ne peut être inférieure à celle pour laquelle le cheval a été mis à vendre, augmentée, s'il s'agit d'un cheval placé premier dans une épreuve nulle que le Code n'autorise pas à recourir, de la somme nécessaire pour parfaire le montant intégral du prix dont le propriétaire du cheval acheté ne touche que partie, s'il s'agit d'un cheval autre que le gagnant, de la valeur du prix et de la valeur du prix diminuée de l'allocation attribuée au cheval acheté, si celui-ci a droit à une allocation comme second ou troisième.

Le quart d'heure expiré, les lettres sont ouvertes, et tout cheval, ayant couru, appartient à la personne qui a fait l'offre la plus élevée.

Le paiement de tout cheval acheté doit être fait immédiatement ou garanti à la satisfaction des Commissaires, faute de quoi l'achat est nul et s'il y a plusieurs soumissions écrites pour ce cheval, il appartient à la personne qui a fait l'offre immédiatement inférieure. Le propriétaire n'a droit qu'à la somme pour laquelle il avait mis son cheval à vendre, augmentée, le cas échéant, soit de la valeur du prix, soit du complément de sa valeur, et l'excédent, s'il y en a, revient au fonds de course. En cas d'annulation de l'achat par défaut de paiement du cheval, et s'il n'y a pas d'autre soumissionnaire, l'excédent éventuel est toujours dû et aucun cheval appartenant en partie

ou en totalité au signataire de la soumission ou engagé en son nom, ne pourra courir tant que cet excédent n'aura pas été payé. L'opposition devra être faite conformément aux prescriptions de l'article 29.

Art. 63 bis. — Les chevaux ayant couru des prix à vendre ou à réclamer, devront rester dans l'enceinte du pesage jusqu'à la fin du quart d'heure pendant lequel ils sont à vendre.

Toute infraction à cette règle donnera lieu à une amende n'excédant par *Cent francs*.

Art. 64. — Si le propriétaire d'un cheval vendu refuse de le livrer, après qu'il a été payé, aucun cheval lui appartenant ou engagé sous son nom ne pourra courir tant que le cheval n'aura pas été livré; l'opposition devra être faite conformément aux prescriptions de l'article 29.

Si une objection est faite contre le gagnant ou un des chevaux placés, avant qu'il ait été vendu ou livré, le délai pour la vente ne commence ou la livraison n'a lieu qu'au moment fixé par les commissaires après qu'ils ont rendu leur jugement. Si ce jugement n'a pu être rendu le jour même, une demi-heure au plus tard, après la dernière course il n'est plus procédé à la mise en vente.

Un cheval disqualifié avant l'expiration du délai assigné pour la vente peut néanmoins être acheté pour une somme au moins égale à celle pour laquelle le cheval a été mis à vendre, augmentée de la valeur du prix, alors même qu'il est stipulé que le gagnant seul sera à vendre.

Lorsqu'un cheval est disqualifié après avoir été vendu ou livré, son acquéreur a, suivant le cas, la faculté de refuser d'en prendre livraison, de le renvoyer ou de le garder au même prix que s'il s'agissait d'un autre cheval que le gagnant.

Art. 64 bis. — Si par suite d'une indication erronée du programme des courses, un cheval se trouve avoir été réclaté ou vendu pour un prix inférieur à la somme fixée par les conditions de la course ou indiquée dans la lettre d'engagement, cette réclamation ou cette vente est nulle.

Art. 65. — Tout cheval vendu au plus offrant est considéré, sauf condition contraire, comme vendu sans ses engagements.

Des surcharges et remises de poids.

Art. 66. — Les juments et pouliches portent 1 kil. 1/2 de moins que le poids indiqué pour les chevaux et poulains.

Art. 67. — Quand les conditions d'une course imposent une surcharge, ou accordent une remise de poids, pour avoir gagné ou avoir été battu un certain nombre de fois dans l'année, l'année se compte du 1^{er} janvier précédant le jour de la course.

Art. 68. — Quand les conditions d'une course imposent une surcharge aux

gagnants d'autres courses, cette surcharge est applicable aux chevaux ayant gagné après leur engagement, comme à ceux qui ont gagné auparavant.

Quand une remise de poids est accordée aux chevaux n'ayant pas gagné, ils perdent le droit d'en profiter s'ils gagnent après leur engagement.

Quand les conditions d'une course stipulent une surcharge ou une remise de poids selon que les chevaux ont ou n'ont pas gagné une somme déterminée, cette somme ne s'applique qu'à un seul prix, sauf conditions contraires.

Art. 69. — Les paris particuliers n'imposent aucune surcharge et ne donnent lieu à aucune remise de poids.

Art. 69 bis. — Aucune surcharge ne peut être imposée à un cheval pour avoir été second ou placé dans une course ou pour avoir reçu une somme à ce titre.

Art. 70. — Les surcharges et remises de poids ne peuvent être accumulées ; la plus forte est seule applicable.

Des réclamations et des délais dans lesquels elles doivent être présentées.

Art. 71. — Le droit de réclamer contre un cheval dans une course, appartient exclusivement aux propriétaires des autres chevaux ou à leurs entraîneurs, jockeys et autres représentants.

Les commissaires, le juge et la personne chargée du pesage, ont seuls qualité pour recevoir les réclamations.

Les commissaires peuvent toujours agir d'office.

Art. 72. — Les délais dans lesquels les réclamations doivent être faites, à peine de nullité, sont les suivants :

1^o Avant la course et jusqu'à la fin du pesage qui la précède, pour les réclamations contre : la mesure des distances ; la qualification des chevaux en raison d'infractions aux dispositions de l'article 9 ; la qualification des jockeys, eu égard aux conditions de la course ; le défaut de paiement d'entrées ou de forfaits ; l'insuffisance du poids constaté par le juge, eu égard aux conditions de la course.

2^o Avant que le jockey dont le poids est contesté ait quitté la balance, pour les réclamations contre : l'exactitude matérielle du poids porté par un cheval ;

3^o Avant le signal indiquant la fin du pesage qui suit la course, pour les réclamations contre : les manœuvres illicites des jockeys ; les erreurs de parcours ; toute autre irrégularité ayant eu lieu pendant la course.

4^o Dix jours francs après la course, pour les réclamations contre : la qualification des chevaux (sauf le cas prévu en l'article 9) ; la qualification des propriétaires ; la monte illicite de jockeys exclus ou suspendus ; les erreurs

dans les engagements, et, en général, toutes les réclamations autres que celles spécifiées aux paragraphes ci-dessus.

5^o Six mois après la course, pour les réclamations contre une fraude ayant eu pour résultat l'engagement ou le départ d'un cheval sous une fausse désignation et tombant sous le coup de l'article 16.

Art. 73. — Lorsqu'une objection contre la qualification d'un cheval est faite *avant la course*, la validité de cette qualification doit être prouvée par le propriétaire du cheval. Les commissaires fixent l'époque à laquelle la preuve devra être fournie, et si le cheval arrive premier, l'argent est retenu.

Si, à l'époque fixée, la qualification du cheval n'est pas établie à la satisfaction des commissaires, le prix est remis au propriétaire du second cheval.

Dans le cas où la réclamation contre la qualification d'un cheval est faite *après la course*, les preuves à l'appui doivent être fournies par la personne qui réclame. Les commissaires peuvent exiger du propriétaire du cheval tous les éclaircissements qu'il est en son pouvoir de donner.

Art. 73 bis. — Aussi longtemps qu'il n'a pas été statué sur une objection contre un cheval, la course à l'occasion de laquelle elle s'est produite conserve à son égard tous ses effets.

Des commissaires des courses.

Art. 74. — Les commissaires des courses doivent publier le programme, recevoir les engagements, décider de la qualification des chevaux, veiller au recouvrement des entrées, fixer vingt-quatre heures au moins à l'avance l'heure et l'ordre des courses, prendre les dispositions convenables pour le terrain, le pesage, la désignation des juges du départ et de l'arrivée, et adresser, dans le plus bref délai possible, le compte rendu des courses au Gérant du *Bulletin officiel*.

En cas de nécessité absolue et lorsque des circonstances de force majeure rendent impossible de courir, les commissaires ont le pouvoir de remettre les courses de jour en jour, mais pendant quatre jours consécutifs seulement. Si la réunion comprend plusieurs journées, le programme de la journée ainsi remise est reporté au lendemain, celui du lendemain est reporté au surlendemain et ainsi de suite. S'il est certain que l'impossibilité de courir doit durer plus de quatre jours après la date fixée, les commissaires ont le droit de décider que les courses n'auront pas lieu.

En aucun cas, le fait de la coïncidence de courses quelconques ayant lieu sur un autre hippodrome, ne peut autoriser la remise ou la suppression d'une journée de courses après la clôture des engagements pour un seul des prix dont son programme se compose.

Tous les engagements faits pour des courses dont la date serait reculée de plus de quatre jours sont nuls de plein droit.

Art. 75. — Les commissaires sont au nombre de trois au moins ; ils ne peuvent recevoir aucune rémunération, aucun jeton de présence, ni frais de déplacement. Un commissaire absent ou empêché désigne la personne chargée de le remplacer ; s'il omet de le faire, les commissaires présents pourvoient, d'un commun accord, à cette désignation. Les commissaires ont d'ailleurs le droit de s'adjoindre une ou plusieurs personnes compétentes, et de leur déléguer une partie de leurs attributions.

Les commissaires n'ont, en cette qualité, aucune autorité pour connaître de réclamations ou difficultés relatives aux paris. Ils ne doivent, en aucun cas, se préoccuper ni tenir compte des conséquences qui peuvent résulter de leurs décisions au point de vue des paris.

Ni les commissaires, ni les personnes auxquelles ils délèguent leurs fonctions, ne peuvent les exercer pour une course dans laquelle ils seraient directement ou indirectement intéressés.

Art. 76. — Toutes les réclamations ou contestations auxquelles les courses peuvent donner lieu, sont jugées par les Commissaires. Leurs décisions sont sans appel.

Ils ont le pouvoir de mettre à l'amende, de suspendre ou d'exclure des locaux affectés au pesage et des terrains d'entraînement appartenant à leur Société, tout entraîneur, jockey, ou autre personne placée sous leur contrôle.

Ils peuvent suspendre ou exclure tout jockey convaincu d'avoir parié ou accepté de l'argent, comme présent, d'une personne autre que celle qui l'emploie.

Ils peuvent punir d'une exclusion temporaire, toute personne soumise à leur juridiction, qui aurait exercé sur quiconque remplissant une fonction dans les courses, sur un entraîneur, un jockey ou un homme, d'écurie, une tentative de corruption ayant pour objet d'altérer le résultat d'une course. Si la tentative a été suivie d'effet, le corrupteur et ses complices peuvent être frappés d'une exclusion définitive.

Lorsque la manière de monter d'un jockey leur paraîtra nécessiter un avertissement, cet avertissement sera inséré au *Bulletin officiel*.

Lorsque l'importance ou la difficulté d'une question leur paraît l'exiger, les Commissaires ont la faculté d'en déférer le jugement au Comité de la Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France.

Art. 77. — Lorsqu'en vertu d'un des articles qui précèdent, un propriétaire, un entraîneur, un jockey ou un cheval se trouve frappé d'exclusion par décision des Commissaires, cette exclusion ne s'applique qu'aux courses de leur Société.

L'exclusion temporaire d'un jockey, prononcée par les Commissaires par application des articles 42 et 43 seulement du présent Code, peut être, sur leur demande, étendue par les Commissaires de la Société d'Encouragement à toutes les courses régies par ce Code.

Si les Commissaires le jugent nécessaire, ils ont la faculté de déférer au Comité de la Société d'Encouragement, l'examen des faits qui ont motivé leur décision et l'exclusion absolue ou temporaire prononcée par ce Comité et insérée au *Bulletin officiel*, s'applique à toutes les courses où le présent Code est en vigueur.

Pareille condamnation encourue pour faute contre la discipline ou pour actes frauduleux commis en dehors de la juridiction de la Société d'Encouragement, sera exécutoire partout où le présent Code est en vigueur, si elle a été régulièrement prononcée : en France, par le Comité de la Société des Steeple-Chases de France, ou par celui de la Société d'Encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang ; à l'étranger, par les autorités dont les pouvoirs correspondent, dans leurs pays respectifs, à ceux de la Société d'Encouragement.

Art. 77 bis. — Toute personne qui aura refusé de se soumettre à la juridiction telle qu'elle est établie par les articles 76 et 77 du Code des Courses, soit des Commissaires, soit du Comité de la Société d'Encouragement, soit des autres autorités désignées au dernier paragraphe de l'article 77, ou qui n'exécutera pas leurs décisions, sera exclue de toutes les courses régies par ce Code.

Des jockeys.

Art. 78. — Sont seuls admis à monter dans les courses dont le programme est publié au *Bulletin officiel*.

1^o Les jockeys munis d'une licence délivrée par les Commissaires du Jockey-Club anglais ;

2^o Les jockeys munis d'une licence délivrée par les Commissaires de la Société d'Encouragement ;

3^o Ceux qui n'ont pas encore gagné de course publique. La licence exigée par le paragraphe précédent ne devenant obligatoire pour chaque jockey qu'un mois après le gain de sa première course publique.

Au commencement de chaque année, les Commissaires de la Société d'Encouragement dressent, sur la demande des intéressés, et publient au *Bulletin officiel* la liste des jockeys à qui des licences ont été délivrées.

Pendant le cours de l'année, les Commissaires de la Société d'Encouragement ont la faculté d'agréer et de mettre à la suite de la liste, les jockeys dont l'inscription leur serait demandée. Ils peuvent également retirer à un jockey sa licence et rayer son nom de la liste. Ces additions et ces radiations sont publiées au fur et à mesure au prochain *Bulletin officiel*.

L'inscription sur la liste n'a d'effet que pour l'année où elle a lieu, elle ne préjudicie en rien à l'application des dispositions du présent Code, relatives aux jockeys, notamment des articles 42, 43, 47 et 77.

Tout jockey ayant monté en France, dans une course publique non publiée au *Bulletin officiel* sera rayé de la liste et ne pourra y être rétabli que par une décision des Commissaires de la Société d'Encouragement.*

Les Commissaires de la Société d'Encouragement délivrent aux jockeys qui le désirent un certificat constatant leur inscription.

Tout propriétaire, entraîneur ou jockey qui contreviendrait aux dispositions qui précèdent sera passible d'une amende n'excédant pas *Cinq cents francs* et le cheval qui aura été l'instrument de cette infraction pourra être distancé, à moins qu'il ne s'agisse d'une course pour laquelle la somme annoncée comme offerte en prix ne dépasse pas 1.000 fr. En cas de récidive, le propriétaire sera puni d'une amende de *Deux mille francs* et le cheval sera distancé. Toute réclamation tendant à faire distancer un cheval en raison de semblables infractions, doit être faite, à peine de nullité, dans un délai de *dix jours*.

Lorsqu'un jockey est en même temps entraîneur, il ne peut monter un cheval non entraîné par lui dans une course à laquelle prennent part un ou plusieurs chevaux de son écurie, et si ces chevaux appartiennent à des propriétaires différents, il ne peut en monter aucun.

Tout jockey qui contreviendrait aux dispositions du paragraphe précédent, serait rayé de la liste et ne pourrait y être rétabli que par une décision des Commissaires de la Société d'Encouragement.

Art. 79. — Si un jockey engagé pour un certain temps, ou pour une certaine course, refuse d'exécuter son engagement, les Commissaires de la Société d'Encouragement peuvent lui imposer une amende de *Cent francs à Cinq cents francs*, et lui interdire de monter pendant le temps qu'ils jugent convenable partout où le présent Code est en vigueur.

Art. 80. — Si un jockey monte pour une autre personne sans la permission de son maître, les Commissaires de la Société d'Encouragement peuvent lui appliquer l'amende et l'interdiction ci-dessus, et le propriétaire qui l'a employé ainsi, est, en outre, passible d'une amende de *Cent francs à Mille francs*.

Art. 80 bis. — Un jockey ne peut réclamer, pour prix de sa monte, plus de 120 fr., s'il a gagné, et de 60 fr. s'il n'a pas gagné.

Les sommes qui lui sont dues pour ses montes, quel qu'en soit le prix, doivent lui être payées avant la fin de l'année courante. Passé ce délai, il a le droit de déposer au Secrétariat de la Société d'Encouragement une plainte contre son débiteur. Si les Commissaires de la Société d'Encouragement reconnaissent le bien fondé de la réclamation, ils peuvent, aussi longtemps que le débiteur n'aura pas consigné le montant de sa dette entre les mains du Secrétaire de la Société d'Encouragement, empêcher de courir dans les courses régies par le présent Code, tout cheval lui appartenant en totalité ou en

partie, ou ayant été engagé sous son nom ; l'opposition devra être faite conformément aux prescriptions de l'article 29.

(Ne peuvent réclamer le bénéfice de cette disposition que les jockeys munis d'une licence délivrée conformément aux prescriptions de l'article 78).

Art. 81. — Le produit des amendes infligées en vertu des articles 78, 79 et 80, est versé à la Caisse de Secours des entraîneurs, jockeys et hommes d'écurie de chevaux de courses plates.

Règlement

De la Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France (1).

Du Comité des courses.

Article premier. — Le Comité est composé de vingt membres fondateurs et de dix membres adjoints. Il ne peut délibérer qu'autant que cinq membres au moins sont présents. La présence de dix membres est nécessaire pour valider toute délibération dont l'objet intéresse les finances de la Société.

Art. 2. — En cas de mort, de démission ou d'incapacité légale d'un des membres fondateurs, il est remplacé par un des membres du cercle. L'élection est faite au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres fondateurs, délibérant au nombre de huit au moins. En cas de partage, il est procédé à un nouveau scrutin à bulletins ouverts, et la voix du président est prépondérante.

Art. 3. — Les fonctions des membres adjoints sont annuelles ; ils sont nommés au commencement de chaque année par les membres fondateurs, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés. Leurs fonctions sont les mêmes que celles des membres fondateurs.

Art. 4. — Le Comité représente la Société.

Il vote le budget de chaque exercice, en recettes et en dépenses, et règle l'emploi des fonds en excédent s'il y en a. Aucune dépense ne peut être faite et aucune valeur appartenant à la Société ne peut être aliénée sans son autorisation.

(1) Adopté dans les séances du comité des courses, des 23 et 26 février et 4 mars 1867, et modifié dans les séances des 11 juin 1877, 2 mars et 9 juin 1880, 21 et 28 février 1881, 16 et 23 décembre 1882, 3 et 20 mars 1883 ; 11 et 19 février 1885, 14 et 25 mai 1889 ; 28 février, 11 et 18 mars 1890 ; 19 et 27 janvier, 27 novembre et 1^{er} décembre 1891 ; 7, 21 et 28 février, 22 et 29 octobre, 18 novembre et 19 décembre 1892 ; 18 et 25 janvier 1893 ; 28 juin et 3 juillet 1894 ; 24 décembre 1896 ; 11, 14, 21 et 28 janvier, 1^{er} 15 et 22 février et 1^{er} mars, 24 juin, 5 juillet, 18 et 25 octobre 1897 ; 18 et 25 janvier, 28 mai, 7 juin, 19 novembre et 5 décembre 1898.

Il vote le programme des courses de la Société et les conditions de tous les prix donnés par elle.

Tout ce qui concerne les finances de la Société, l'administration de ses propriétés et concessions, et l'organisation des courses, est réglé par les décisions du Comité.

Art. 5. — Le Comité fait le Code des courses et prend les décisions qui peuvent devenir nécessaires pour l'interpréter, le compléter ou le modifier.

Toute disposition impliquant un changement ou une addition au Code des courses ou au règlement particulier de la société, n'est définitivement votée qu'après deux délibérations du Comité prises à huit jours au moins d'intervalle.

En cas d'urgence, une seule délibération suffit, pourvu qu'elle soit prise à la majorité des deux tiers des voix, quinze membres au moins étant présents.

Aucune modification au Code des courses ou au règlement de la Société, ne peut avoir d'effet qu'à dater du jour de sa publication au *Bulletin officiel*.

Art. 6. — Le Comité décide les questions dont le jugement lui est déferé par les Commissaires des courses de toutes les localités où le Code des courses est en vigueur.

Dans le cas où le Comité a à délibérer sur l'exclusion absolue ou temporaire d'un propriétaire, d'un entraîneur, d'un jockey ou d'un cheval, cette exclusion ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des voix, et quinze membres au moins étant présents.

Du Président.

Art. 7. — Chaque année, aussitôt après le renouvellement des membres adjoints et avant toute autre nomination, le Comité nomme au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages exprimés, quinze membres au moins étant présents, le Président du Comité des Courses. Il est rééligible. Ses fonctions sont de convoquer le Comité et de présider ses séances et l'assemblée des fondateurs.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Comité et l'assemblée des fondateurs sont présidés par le plus âgé des membres présents au moment de leur constitution.

Le Président convoque le comité quand il le juge nécessaire, ou sur la demande des Commissaires ou de deux membres.

La convocation doit être faite trois jours à l'avance, sauf pour les cas d'urgence.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, les commissaires peuvent convoquer le comité.

Du Sous-Comité.

Art. 8. — Le Sous-Comité se compose de six membres : les trois Commissaires et trois membres du Comité, dont deux au moins, pris parmi les propriétaires de chevaux.

Les trois membres désignés par le Comité pour former, avec les Commissaires, le Sous-Comité sont soumis à un roulement obligatoire, un des trois sortant chaque année, par ordre d'ancienneté ; le membre sortant ne peut être réintégré dans les mêmes fonctions qu'un an, au moins, après sa sortie. Tout membre du Sous-Comité nommé en remplacement d'un membre sortant autrement que par roulement ne pourra exercer ses fonctions que pendant le temps qui restait à courir pour son prédécesseur.

Au commencement de chaque année, aussitôt après la reddition des comptes de l'exercice précédent, le renouvellement des membres adjoints et la nomination du Président et des Commissaires, le Comité complète le Sous-Comité.

Cette élection est faite au scrutin secret à la simple majorité.

Le Sous-Comité prépare le travail du Comité et étudie toutes les questions qui intéressent la Société de façon à pouvoir donner son avis lorsqu'elles sont soumises au Comité.

De la Commission des Finances.

Art. 9. — Chaque année, après avoir complété le sous-comité, le comité nomme au scrutin secret et à la simple majorité, les diverses commissions spéciales. Leurs membres sont élus pour un an et rééligibles.

La commission des finances se compose de trois membres ; elle surveille la comptabilité, le contentieux et la trésorerie. Chaque année, elle présente au Comité un rapport sur les comptes sociaux et sur le projet de budget.

Des Commissaires.

Art. 10. — Les Commissaires sont élus pour un an ; ils sont rééligibles deux années de suite seulement, étant soumis à un roulement obligatoire par application duquel, chaque année, un des trois devient inéligible ; pour les deux premières applications de cette disposition, l'ordre de non-rééligibilité est déterminé par le sort, après quoi, il le sera par l'ancienneté ; le Commissaire sortant ne peut être réintégré dans les mêmes fonctions qu'un an au moins après sa sortie. Tout Commissaire nommé en remplacement d'un Commissaire sortant autrement que par roulement, ne pourra exercer ses fonctions que pendant le temps qui restait à courir pour son prédécesseur.

Art. 11. — Les Commissaires des courses exécutent les décisions du comité ; ils présentent chaque année le programme des courses ; ils se réunissent à la commission des finances pour arrêter les comptes de l'exercice et le projet de budget.

Ils administrent les propriétés et concessions de la Société, nomment et révoquent les gardes et employés ; ordonnancent les dépenses votées par le Comité ; surveillent la perception des recettes, et présentent, chaque année, un rapport sur leur gestion et la situation générale de la Société.

Ils dirigent et contrôlent le travail du secrétaire, le service financier, la correspondance, l'organisation des courses, et la publication du *Bulletin officiel* et du *Calendrier des Courses*.

Les Commissaires décident les contestations qui leur sont soumises, lors même qu'elles n'ont pas eu lieu dans les courses de la Société ; mais ils ne le font qu'autant que la question a rapport aux courses de chevaux, et que les parties s'engagent à se soumettre à leurs décisions.

Le Code des courses ou le règlement de la Société doit seul servir de base aux jugements des Commissaires, quand même un autre règlement serait adopté dans le lieu où la contestation s'est élevée.

Dispositions spéciales pour les courses de la Société.

Art. 12. — Tous les prix donnés sur les fonds de la Société sont exclusivement réservés aux *chevaux français de pur sang*.

Art. 13. — Lorsque certains prix provenant de donations spéciales sont ouverts aux chevaux de tout pays, et que les engagements sont reçus à l'étranger aussi bien qu'à Paris, il est dérogé, pour ces prix seulement, à l'article 26 du Code des courses, et les Commissaires sont autorisés à n'exiger, au moment de l'engagement, ni le paiement du forfait, ni la souscription d'un billet.

Art. 14. — Lorsque l'époque fixée pour la clôture d'engagements à faire au Secrétariat de la Société, tombe un jour de courses à Paris ou Chantilly, ces engagements seront valablement reçus sur le terrain de courses, bien que cette faculté ne soit pas mentionnée dans le programme.

Art. 15. — Si l'on fait inscrire pour les courses de la Société ou pour une de celles dont les engagements se font au Secrétariat, un cheval portant le même nom qu'un autre cheval ayant été engagé dans ces courses depuis moins de dix ans, ce nom sera suivi, au *Bulletin officiel* et au programme, d'un numéro 2, 3, etc., suivant le nombre de fois que le cas se sera présenté.

Chaque fois qu'un cheval prendra part à une course sans avoir de nom, son propriétaire paiera une amende de *cinquante francs*.

Art. 16. — Le produit de toutes les amendes perçues aux courses de la Société, est versé à la caisse de secours des entraîneurs, jockeys et hommes d'écurie de chevaux de courses plates.

Des courses de Gentlemen.

Art. 17. — Sont seuls admis à monter dans les courses de Gentlemen régies par le présent règlement ;

1° Les membres du Jockey-Club, des Jockeys-Clubs anglais, belge, autrichien, hongrois, de Berlin, russe et italien, du Cercle Agricole, du Cercle des Chemins de fer, du Cercle de la rue Royale, du Cercle de l'Union, du Sporting-Club, du Cercle de l'Union Artistique, les Officiers de l'Armée française en activité de service, les Officiers des Haras également en activité de service.

2° Les personnes acceptées comme Gentlemen par le comité de la Société des Steeple-Chases de France statuant au scrutin secret ;

3° Les personnes admises sur leur demande et après ballotage par le Comité des courses.

La demande devra être adressée par écrit aux commissaires de la Société d'Encouragement et appuyée par deux commissaires d'une société de courses du département où ces personnes résident ; s'il s'agit d'un étranger, elle devra être appuyée par deux membres du Jockey-Club de son pays d'origine ou de la Société dont les pouvoirs correspondent à ceux de la Société d'Encouragement.

En suite de cette admission par ballottage, on pourra monter dans toutes les courses de Gentlemen régies par le présent règlement, à moins que le Comité n'en décide autrement.

Cette admission n'est valable que pour l'année en cours.

Dans les courses pour lesquelles la somme annoncée comme offerte en prix dépasse 4.000 fr., si une personne monte un cheval en qualité de Gentleman sans remplir les conditions exigées par le présent article, ce cheval sera distancé.

Toute personne qualifiée conformément aux dispositions du présent article et qui sera convaincue d'avoir, à quelque époque et sous quelque forme que ce soit, reçu une rétribution en argent pour sa monte, sera déclarée incapable de monter à l'avenir aucun cheval dans les courses de Gentlemen. Le cheval qui aura été l'instrument de cette infraction sera distancé.

Toute réclamation tendant à faire distancer un cheval en raison des infractions aux dispositions ci-dessus énoncées doit être faite, à peine de nullité, dans un délai de dix jours.

Dispositions relatives aux terrains de courses et d'entraînement de la Société

Art. 18. — Aucune course publique ne peut avoir lieu sur les terrains de la Société qu'avec l'autorisation du Comité, ou, en cas d'urgence, celle des Commissaires.

Cette autorisation n'est accordée qu'à la condition que la recette sera perçue par la Société, la police faite par ses agents, et les courses placées sous l'autorité de ses Commissaires.

Des terrains d'entraînement de Chantilly.

Art. 19. — Ces terrains sont exclusivement affectés à la préparation des

chevaux aptes à courir dans les réunions régies par le Code des courses et, sauf décision contraire, aux chevaux admis à courir dans les réunions régies par le Code des Steeple-Chases.

Art. 20. — Ne sont admis à se servir des terrains de la Société, que les entraîneurs munis d'une autorisation qui leur est délivrée, sur leur demande, par les Commissaires. A l'appui de leur demande, ils doivent fournir un état des chevaux composant leur écurie, avec les noms de leurs propriétaires.

L'autorisation n'est valable que jusqu'au 31 décembre de l'année où elle a été délivrée. Le titulaire est tenu de fournir, le 1^{er} de chaque mois, un état des chevaux entrés dans son écurie pendant le mois précédent. S'il y a de nouveaux propriétaires, une nouvelle autorisation est nécessaire.

Art. 21. — L'autorisation peut être retirée à toute époque par une décision du Comité.

L'entraîneur auquel l'autorisation est retirée ne peut pas se prévaloir du paiement des cotisations établies ci-après pour se soustraire aux conséquences de ce retrait. Il perd immédiatement le droit de se servir des terrains sans pouvoir réclamer aucune indemnité pour les cotisations qu'il peut avoir payées.

Il en est de même dans le cas où l'autorisation, arrivée à son terme, n'est pas renouvelée.

Art. 22. — La cotisation doit être payée au Secrétariat de la Société d'Encouragement, dans le mois qui suivra l'arrivée de chaque cheval ou de son réabonnement. Passé ce délai, la cotisation sera augmentée de 50 %.

Art. 23. — Il peut être défendu de galoper sur les pelouses, lorsque la conservation du terrain rend cette mesure nécessaire. La défense sera affichée, et toute infraction sera punie d'une amende de *Vingt francs*, par cheval ; cette amende est portée à *Cent francs* en cas de récidive dans l'année.

Art. 24. — Les personnes voulant essayer des chevaux sur les pistes gazonnées doivent en prévenir les gardes qui autorisent l'essai si l'état du terrain le permet, ouvrent les chaines et perçoivent une somme de *Vingt francs* pour chaque essai de quatre chevaux au plus, et de *Quarante francs* s'il y a plus de quatre chevaux. Les 1^{er} juin et 1^{er} décembre au plus tard, les sommes dues pour les galops donnés durant le semestre précédent devront être payées au domicile du garde du terrain. Passé ces dates, le montant des sommes dues sera augmenté de 50 %.

Le déplacement des poteaux, l'ouverture ou la rupture des chaines, outre les poursuites que ces délits peuvent motiver sont punis, s'ils ont lieu dans le but de faire galoper des chevaux sur les pistes gazonnées, d'une amende de *Cent francs* par cheval.

Art. 25. — Si un propriétaire ou entraîneur refuse de payer les cotisations ou amendes fixées ci-dessus, tous les chevaux lui appartenant ou faisant par-

tie de son écurie, même ceux pour lesquels il ne serait rien dû, sont exclus des terrains ; et de plus, tout cheval pour lequel il est dû une amende ou une cotisation ne peut, jusqu'à ce qu'elle ait été payée, courir dans les courses de la Société.

Tout cheval frappé d'une semblable exclusion par application du Règlement pour les terrains d'entraînement de la Société des Steeple-Chases de France est, par là même, exclu des terrains et des Courses de la Société.

Art. 26. — Le produit des amendes ci-dessus est affecté aux dépenses d'entretien des terrains d'entraînement.

Des garçons d'écurie.

Art. 27. — Tout garçon qui entre dans une écurie de courses se soumet par là même à l'application du Règlement dans toutes les dispositions qui le concernent, Il lui en est donné connaissance et il signe son adhésion.

Si le garçon est mineur, l'adhésion est signée, après qu'ils ont pris connaissance du Règlement, par ses père et mère, ou tuteur, ou par la personne autorisée par les parents.

Aucun garçon d'écurie ne peut entrer dans une écurie de courses, s'il n'est muni d'une autorisation écrite de se placer, délivrée par son dernier maître, en France ou à l'étranger.

S'il se croit fondé à prétendre que cette autorisation lui est injustement refusée, ou si, par une cause quelconque, il est dans l'impossibilité de se la procurer, il s'adresse aux Syndics, qui peuvent, s'ils le jugent convenable, lui délivrer l'autorisation nécessaire pour se placer.

Tout propriétaire ou entraîneur qui prend à son service un garçon non muni de l'autorisation ci-dessus, est obligé par les Syndics à le renvoyer immédiatement à peine de *Dix francs* par chaque jour de retard, à partir de celui où la décision lui a été notifiée ; il est, en outre, passible d'une amende

Cent cinquante francs et de *Trois cents francs* en cas de récidive.

Lorsqu'un garçon d'écurie se présente pour entrer au service d'un entraîneur, celui-ci doit se mettre aussitôt en rapport avec son dernier maître, afin de s'assurer de son identité et de la valeur de son certificat.

Art. 28. — Les Syndics de Chantilly exercent leur juridiction sur le personnel de toutes les écuries de courses dont les chevaux sont entraînés à Chantilly, de toutes les écuries de courses plates, sauf celles dont les chevaux sont entraînés sur le terrain de la Société des Steeple-Chases de France (Saint-Germain-Achères), enfin de toutes les écuries de courses dont les chevaux sont entraînés, les uns en vue des courses plates, les autres en vue des courses à obstacles.

Ces Syndics sont au nombre de cinq, nommés par le Comité des Courses de la Société, sur la proposition des Commissaires ; leurs fonctions sont an-

nuelles ; ils peuvent être réélus, et le Comité désigne leur Président, qui est chargé de convoquer ses collègues quand il en est requis. La présence de trois Syndics au moins est nécessaires pour qu'une délibération soit valable ; les décisions doivent être consignées sur un registre spécial et signées par les membres présents.

Toute personne convoquée par les Syndics qui, sans excuse valable, transmise au Président du Syndicat, quarante-huit heures au moins avant le jour de la convocation ne se rend pas à cette convocation est passible d'une amende de *Cent francs au moins* et de *Cinq cents francs au plus*. Les Syndics, le cas échéant, peuvent prononcer leur décision, tant en absence que présence des parties.

Art. 29. — Si un propriétaire ou un entraîneur refuse d'exécuter une décision des Commissaires des courses de la Société d'Encouragement ou des Syndics de Chantilly, des Commissaires de la Société des Steeple-Chases de France ou des Syndics de Saint-Germain-Achères, ses chevaux, partout où le Règlement est en vigueur, ne peuvent courir jusqu'à ce que la décision ait été exécutée et l'amende payée.

Art. 30. — Le produit des amendes ci-dessus est versé à la caisse de secours des entraîneurs, jockeys et hommes d'écurie de chevaux de courses plates.

Des galops et essais sur les terrains de Chantilly.

Art. 31. — Le Comité exprime un blâme sévère contre les personnes qui font métier d'épier les essais.

Art. 32. — Aucun entraîneur, jockey ou garçon d'écurie ne peut suivre les galops de chevaux appartenant à d'autres écuries, et s'il est reconnu qu'une infraction à cet article a été commise avec mauvaise intention, les Syndics peuvent le punir d'une amende de *Dix à Cinq cents francs*. En outre, les Commissaires peuvent l'exclure des terrains appartenant à la Société et des locaux affectés au pesage des jockeys sur les hippodromes de la société.

Art. 33. — Les personnes qui veulent essayer des chevaux peuvent requérir le garde du terrain, qui fait éloigner les personnes étrangères de l'endroit fixé pour la fin de l'essai. Tout entraîneur, jockey ou garçon d'écurie qui refuse de s'éloigner peut être puni par les Syndics d'une amende de *Dix à Cinq cents francs* et par les Commissaires conformément aux dispositions de l'article 32. Les propriétaires sont responsables des actes des gens à leur service, et paient les amendes encourues par eux, à moins qu'ils ne préfèrent les renvoyer ; dans ce cas, le nouveau maître chez lequel entrent ces gens devient responsable de l'amende.

Art. 34. — Le produit des amendes ci-dessus est versé à la caisse de secours des entraîneurs, jockeys et hommes d'écurie de chevaux de courses plates.

Décisions du Comité des courses.

« Le comité des courses, considérant la nécessité d'entourer la publication
« des programmes dans le *Bulletin officiel* de toutes les garanties propres
« à assurer leur authenticité et de porter exactement et promptement à la
« connaissance du public les résultats des courses, a pris les décisions suivantes :

« 1^o Aucun programme ne sera inséré au *Bulletin officiel* que sur la
« remise d'une copie certifiée par les commissaires de la localité ;

« 2^o Les formules présentant le compte rendu des courses, certifié par les
« commissaires, devront parvenir au gérant du *Bulletin officiel* dans un
« délai de quatre jours. En cas d'inobservation de cette règle, le programme
« de l'année suivante, au lieu d'être publié gratuitement, sera taxé comme
« annonce, si son insertion est demandée. »

Il est important de rappeler que, sauf mention expresse, tous les prix sont réservés aux *chevaux entiers et juments de pur sang, nés et élevés en France jusqu'au 1^{er} juin de leur deuxième année.*

A moins de date obligée, comme pour les *prix classés* du Gouvernement, si, dans un programme, des engagements sont indiqués à faire au Secrétariat de la Société d'Encouragement à Paris, il est recommandé instamment de les fixer de préférence au mardi, avant quatre heures du soir, mais jamais au dimanche, les bureaux n'étant pas ouverts.

Afin d'éviter toute erreur, il est indispensable que les engagements soient faits, pour chaque prix, sur une feuille séparée.

Pour les publications de poids, quelle que soit leur date, MM. les commissaires sont priés d'adopter, en général, l'heure de *midi*, afin de ne laisser aucune incertitude à l'égard des surcharges imposées aux gagnants après cette publication.

Pour pouvoir être publiés dans le numéro hebdomadaire du *Bulletin officiel*, il faut que les programmes, engagements, poids ou déclarations de forfait parviennent le *jeudi au plus tard*.



TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.....	I
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LES COURSES DE CHEVAUX.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DES COURSES.

Section I. — Les courses et l'amélioration de la race chevaline.

Caractère des courses de chevaux organisées en vue de l'amélioration de l'espèce.....	3
Principe de la sélection (système du pur sang).....	4

Section II. — Notions historiques.

§ I. — <i>Développement des courses de chevaux en Angleterre.</i>	5
Importation de chevaux arabes.....	6
Formation de la race de pur-sang.....	8
Création du <i>Stud-Book</i> . Registre des naissances des chevaux de pur-sang.....	9
§ II. — <i>Développement des courses de chevaux en France..</i>	11
Premiers essais de courses nationales, courses à cheval....	11
Organisation des courses à l'exemple de l'Angleterre.....	13
Premières tentatives de réglementation.....	15
Décret du 13 fructidor an XIII (31 août 1805).....	16

Fondation de la Société d'Encouragement en 1833, point de départ d'une ère nouvelle	17
Section III. — Les sociétés de courses.	
§ I. — <i>Société d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France ou « Jockey-Club »</i>	18
Fondation de la Société en 1833. Exposé de principes par lequel la Société d'Encouragement manifesta son existence.	19
Membres fondateurs	19
Objet de la Société. Amélioration de la race chevaline par l'organisation de courses plates	21
Organisation du Comité et du Sous-Comité	24
Emploi des fonds. Prix offerts par la Société d'Encouragement en 1898	27
§ II. — <i>Société des Steeple-Chases</i>	28
Le Steeple-Chase ou course d'obstacles	28
Membres fondateurs de la première Société des Steeple-Chases	29
Réorganisation de la Société en 1873	30
Objet de la Société. Amélioration de la race chevaline par l'organisation de courses à obstacles	31
Organisation du Comité et du sous-Comité	32
Emploi des fonds	33
Courses militaires. Extrait du règlement du 2 février 1892.	36
§ III. — <i>Société d'Encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang</i>	37
Fondation de la Société, liste des membres fondateurs	37
Objet de la Société. Amélioration de la race du cheval de demi-sang par l'organisation de courses au trot	39
Organisation du Comité	41
§ IV. — <i>Sociétés diverses</i>	43
Principales sociétés de province	45
Société de sport de France. Réunion d'amateurs, sportsmen et officiers	45
Société sportive d'Encouragement	46
Société des courses de Colombes	46
Société des courses de Saint-Germain	46
Société des courses de Compiègne	47
Section IV. — Rôle de l'Etat.	
Intervention directe et indirecte	48

§ I. — <i>Dispositions réglementaires</i>	49
Décret du 13 fructidor an XIII.....	49
Dispositions ministérielles diverses.....	50
1 ^o <i>Réglementation et police des courses</i>	51
Principales dispositions du Code des courses.....	51
Conditions d'admissions des chevaux.....	52
Engagement des chevaux	52
Entrées, forfaits, engagements nuls.....	53
Pesage.....	54
Commissaires des courses. Action disciplinaire. Solution des difficultés	55
2 ^o <i>Allocation des prix</i>	56
Prix offerts par le Gouvernement de la République en 1898.....	56
Arrêté ministériel du 14 février 1889.....	58
Arrêté du 10 janvier 1895.....	58
Arrêté du 19 juin 1896 pour la distribution de la somme de 5.000 fr. affectée par la loi du 29 mai 1874 à l'amélioration des chevaux arabes et anglo-arabes.....	59
§ II. — <i>Administration des Haras</i>	63
1 ^o <i>Notions générales et historiques</i>	63
2 ^o <i>Réorganisation des Haras. Loi du 29 mai 1874</i>	67
Détermination des cadres du personnel.....	68
Réorganisation du conseil supérieur des Haras.....	68
3 ^o <i>Organisation et fonctionnement du service</i>	69
Direction des étalons appartenant à l'Etat, division en 3 caté- gories : Etalons de pur-sang, de demi-sang et de trait. Sur- veillance des étalons appartenant à des particuliers, divi- sion en 2 catégories : étalons approuvés, étalons autorisés.....	69
Organisation des épreuves et concours d'étalons.....	71

Section V. — Nécessité des courses.

Les courses ont fait l'objet de nombreuses critiques.....	73
Sans les courses, pas de pur-sang.....	75
Nécessité de la participation de l'Etat.....	76
Le pur-sang est indispensable pour régénérer l'espèce cheva- line.....	
Conclusion : Concours nécessaire de l'Etat, de l'initiative pri- vée des Sociétés, des efforts de l'éleveur.....	79

CHAPITRE II

CONTROLE ET SURVEILLANCE DES COURSES

Objet du chapitre.....	81
Section I. — Commissaires des courses.	
Attributions générales : règlement intérieur des Sociétés...	82
Police des courses : deux sortes d'attributions : Surveillance.	
Sanction des contestations.....	83
Section II. — Juridiction administrative en matière de Courses de chevaux.	
§ I. — <i>Juridiction des maires et des préfets</i>	84
Organisation de la compétence administrative, décret du 4 juillet 1806.....	85
La décision du préfet est un acte de juridiction gracieuse...	85
La décision du maire n'est que provisoire.....	85
§ II. — <i>Délégation des pouvoirs des maires et des préfets aux commissaires des courses</i>	88
Arrêtés ministériels des 7 novembre 1806, 7 avril 1840, 17 février 1853.....	89
1 ^o <i>Validité de l'attribution de juridiction déléguée aux commissaires des courses</i>	90
2 ^o <i>Effet de l'attribution de juridiction déléguée aux commissaires des courses</i>	92
Organisation et police des courses.....	93
Droit de juridiction, délimitation de leurs pouvoirs.....	94
Attributions de la Commission centrale des courses.....	94
La juridiction des commissaires s'exerce sous le contrôle de l'autorité administrative.....	97
Section III. — Abstention de l'autorité administrative.	
§ I. — <i>Arrêté du 16 mars 1866</i>	102
But : Émanciper les Sociétés de courses.....	103
Dispositions. Organisation des courses d'après les règlements des Sociétés. Nomination des commissaires. Réglementation. Abrogation des dispositions réglementaires antérieures. Surveillance du Grand-Écuyer..	105
Conséquences de l'arrêté ministériel du 16 mars 1866. Re-	

connaissance officielle des 3 grandes Sociétés d'Encouragement, des Steeple-Chases et du Demi-sang (article 10).	107
Droit des Sociétés de modifier leur règlement.....	109
Droit du Ministre de substituer un nouveau règlement a celui des Sociétés.....	112
§ II. — <i>Disparition de la juridiction administrative</i>	112
Suppression de la charge de Grand-Écuyer.....	112
Conséquence : Les Sociétés sont livrées à elles-mêmes....	113
§ III. — <i>Initiative privée des Sociétés de courses</i>	114
Juridiction souveraine attribuée aux commissaires par les règlements des Sociétés.....	115
Les Sociétés ne peuvent plus prétendre à une délégation même tacite de l'autorité publique.....	116
§ IV. — <i>Conséquences du caractère privé des Sociétés</i>	120
1 ^o <i>Juridiction conventionnelle des commissaires des courses</i>	120
Clause compromissoire. Caractères, conditions de validité...	121
Nullité de la clause compromissoire.....	124
2 ^o <i>Compétence des tribunaux civils</i>	126
La Convention fait la loi des parties. Droit d'appréciation des tribunaux relativement à l'application des règlements.	
Sanction : dommages-intérêts.....	128
Contre qui sera prononcée la condamnation à des dommages-intérêts ? Les commissaires peuvent engager en violant la convention, soit leur responsabilité personnelle, soit celle de la Société dont ils sont les mandataires.	

CHAPITRE III

OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX SOCIÉTÉS DE COURSES PAR LA LOI DU 2 JUIN 1891

Section I. — *Objet de la loi.*

Supprimer les abus, empêcher les Sociétés de se transformer en entreprises industrielles, les obliger à s'occuper exclusivement de l'amélioration de la race chevaline	140
Disposition de la loi du 2 juin 1891.....	141
§ I. — <i>Nécessité d'une autorisation pour ouvrir un champ de courses</i>	141
§ II. — <i>Formalités et conditions de l'autorisation</i>	

L'Administration peut imposer aux Sociétés toutes les conditions qui lui paraissent utiles.....	144
L'Autorisation du Ministre est un acte de juridiction gracieuse. Elle peut être refusée ; une fois accordée, elle est révocable. Le refus constitue un acte d'administration pure non susceptible de recours ; le retrait, blessant un droit acquis, peut donner lieu à un recours devant le conseil d'État.....	146
§ III. — <i>Conditions imposées aux Sociétés qui établissent le pari mutuel sur leurs hippodromes</i>	148
Décret du 7 juillet 1891. Demande annuelle au Ministre de l'Agriculture. Nécessité de prélèvements (2 0/0) en faveur des œuvres locales de bienfaisance (1 0/0) en faveur de l'élevage. Répartition des sommes.....	148
Décret du 24 novembre 1896. Organisation d'un contrôle des Sociétés.....	152
Tit. I. Comptabilité des Sociétés..	152
Tit. II. Emploi des sommes provenant des tickets impayés. Caisse de secours en faveur du personnel des écuries...	155
Section II. — Conséquence de la loi.	
§ I. — <i>Personnalité juridique des Sociétés de courses</i>	157
Individualité propre des Sociétés, droit d'ester en justice...	160
Incapacité de recevoir des libéralités, les Sociétés approuvées par l'Administration ne réunissant pas le caractère de sociétés civiles.....	163
A moins qu'elles n'aient été reconnues d'utilité publique...	
§ II. — <i>Perception du droit des pauvres sur les entrées</i> ...	164
Les Sociétés de courses organisées dans le but de poursuivre, de concert avec le Gouvernement auquel elles prêtent leur concours, l'œuvre d'intérêt général d'amélioration de la race chevaline, ne rentrent pas dans la catégorie des spectacles ou fêtes pour lesquels les lois du 7 frimaire et du 8 thermidor an V et les lois de finances autorisent la perception du droit des pauvres.....	164
§ III. — <i>Contribution de patente</i>	172
L'autorisation donnée aux Sociétés n'équivaut pas à une reconnaissance d'utilité publique : les Sociétés eussent-elles mêmes ce caractère, seraient encore imposables à la contribution de patente dont il n'est pas exclusif ; peu importe la destination des bénéfices qu'elles tirent de leur exploitation.....	172

DEUXIÈME PARTIE

LES PARIS AUX COURSES

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX PARIS SUR LES COURSES
DE CHEVAUX

Les paris et les courses.....	177
Objet du chapitre.....	178

Section I. — Législation du pari au point de vue civil.

Caractère du pari	179
§ I. — <i>Règle : Contrat dépourvu d'action</i>	182
Le pari est un contrat consensuel, synallagmatique aléatoire et commutatif.....	182
La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari.....	184
Néanmoins dans aucun cas le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé.....	184
Motifs qui justifient l'exception de jeu.....	185
§ II. — <i>Exception : Paris dont l'exécution peut être réclamée en justice</i>	186
1 ^o <i>Paris engagés à l'occasion des jeux d'adresse</i>	187
Une double condition est exigée, qu'il s'agisse 1 ^o d'un jeu d'adresse ; 2 ^o ayant pour objet de favoriser le développe- ment des forces physiques	187
Néanmoins le Tribunal peut rejeter la demande quand la somme lui paraît excessive.....	188
2 ^o <i>Paris engagés à l'occasion des courses de chevaux</i> ..	189
Double utilité des courses de chevaux : Développement des forces physiques.....	189
Amélioration de la race chevaline.....	189
<i>Exercice de l'action</i> appartenant au propriétaire, au jockey.	190
Extension aux personnes qui s'intéressent aux courses, trois opinions en présence.....	193

Section II. — Législation du pari au point de vue répressif.

Ce titre comprend l'ensemble des textes proscrivant certains jeux qui s'appliquent également aux paris.....	198
§ I. — <i>Du pari en général</i>	198
Le pari ne constitue pas en lui-même une infraction, il n'est punissable qu'autant qu'il a pour objet un jeu défendu par la loi.....	198
1 ^o <i>Assimilation du pari aux jeux de hasard</i>	199
Article 410 du Code pénal. Tenue de maison de jeux de hasard.	199
Art. 475, § 5. Tenue de jeux de hasard sur la voie publique.	200
Loi du 21 mai 1836 portant prohibitions des loteries.....	202
2 ^o <i>Répression, pénalités</i>	203
I. Distinction entre le délit (art. 410) et la contravention (art. 475) au point de vue du quantum de la peine.....	204
II. Même distinction au point de vue du caractère de la peine	206
§ II. — <i>Des paris aux courses</i>	209
1 ^o Diverses espèces de paris.....	209
I. Pari pour ou contre.....	209
II. Poules ou pari au chapeau.....	210
III. Pari mutuel.....	213
Pari mutuel simple, dit au totalisateur.....	214
Variétés du pari mutuel : 1 ^o Pari mutuel par groupes.....	214
2 ^o Pari de combinaison.....	215
IV. Pari à la cote.....	216
Spéculation du bookmaker sur les variations de la cote au moyen du « chargement » de la cote.....	217
V. Pari au livre.....	221
Pari à la cote et à terme.....	221
Salon des courses.....	222
Règle « courir ou payer » suppression.....	223
1 ^o <i>Application des dispositions relatives aux jeux de hasard</i>	224
A. <i>Par la jurisprudence</i>	224
Caractères des jeux de hasard : ce sont ceux où le hasard prédomine sur les combinaisons de l'intelligence.....	227
Répression des poules comme jeux de hasard et loteries prohibées.....	227
Répression du pari mutuel qualifié jeu de hasard parce que le résultat des courses est toujours aléatoire, que les joueurs se proposent la réalisation d'un gain et non d'améliorer la	

race chevaline, qu'enfin ils sont le plus souvent étrangers aux connaissances du sport	228
Motifs insuffisants pour caractériser le délit	234
Distinction arbitraire entre les parieurs éclairés et les joueurs ignorants	238
Un seul fait certain : le choix du cheval	239
Répression du pari à la cote considéré comme jeu de hasard suivant la même distinction	244
Impossibilité de connaître les parieurs éclairés, présomption d'ignorance, le prévenu devra faire la preuve contraire...	244
Critique du système de la jurisprudence, contraire aux règles fondamentales du droit pénal suivantes : Les dispositions répressives sont de droit étroit. La preuve est à la charge du ministère public	245
<i>B. Par l'autorité administrative</i>	246
Incertitude et tolérance administratives	247
Puis suppression absolue des bookmakers, et des paris, circulaire de M. Goblet du 16 mars 1887	250
Atteinte aux intérêts de l'élevage. Nécessité d'y remédier...	251
Autorisation donnée aux Sociétés de courses d'ouvrir le pari mutuel. Sur leurs hippodromes par application de la loi du 21 mai 1836 sur les loteries	252
Cette autorisation est la négation du système adopté par la jurisprudence	253
Le pari mutuel n'est pas plus une loterie qu'un jeu de hasard.	254
Organisation de la commission au pari mutuel, exercice légal du mandat	255
Arrêté du 2 juin 1890 interdisant les commissionnaires, dépourvu de sanction	257
Nécessité d'une loi	260

CHAPITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DE LA LOI DU 2 JUIN 1891 POUR LA RÉPRESSION DES PARIS AUX COURSES

Objet du premier projet de loi déposé : Centralisation et mode de répartitions des fonds provenant du pari mutuel séance ds 28 février 1891. Hostilité de la Chambre, sup-
Lenoble

pression du pari sur toutes ses formes, <i>Loi du 2 juin 1891</i> , article 4.....	261
§ I. — <i>Création d'un délit nouveau</i>	264
En dehors des sociétés spécialement autorisées à organiser le pari, mutuel sur leurs champs de courses exclusivement, moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres loca- les de bienfaisance et de l'élevage (article 5). <i>L'exploit-</i> <i>ation</i> du pari aux courses constitue un délit.....	265
Deux conditions : 1 ^o une exploitation, 2 ^o une exploitation publique.....	266
1 ^o <i>Exploitation en quelque lieu que ce soit</i>	267
Le pari exploité publiquement est celui « offert à tous ve- nants ».....	268
2 ^o <i>Exploitation sous quelque forme que ce soit</i>	269
3 ^o <i>Du pari au livre</i>	271
Pratiqué avec un public spécial Est-il excepté de la prohi- bition ? Doit-il être considéré comme engagé avec tous venants ?.....	272
Difficulté d'établir quand il est pratiqué avec tous venants..	274
La jurisprudence le déclare illicite.....	275
L'administration l'a toléré jusqu'à ce jour.....	279
Cette sorte de pari est le seul qui convienne aux proprié- taires et aux sportsmen.....	281
§ II. — <i>Règles spéciales de complicité</i>	285
Les auxiliaires des délinquants sont réputés complices :	
1 ^o Quiconque aura servi d'intermédiaire, ou aura reçu le dé- pôt des enjeux. 2 ^o Quiconque aura vendu des renseigne- ments. 3 ^o Tout propriétaire ou gérant d'établissement public qui aura laissé exploiter le pari dans son établissement. Cette énumération n'a point abrogé les règles de la compli- cité par aide et assistance du droit commun (Code pénal, art. 60, 61, 62).....	286
Mais seulement supprimé la nécessité d'établir l'existence des éléments légaux de la complicité à l'encontre des inter- médiaires réputés complices.....	291
La présomption établie n'a point changé la qualification des faits.....	293
Les intermédiaires sont complices et non point auteurs ou co-auteurs du délit.....	294
Ceux qui leur prêtent à eux-mêmes assistance sont des com-	

plices de complices et comme tels ne sont point punissables	296
---	-----

Section II. — Conséquences de la loi.

La loi atteint son but : la suppression de l'exploitation scandaleuse du pari.....	299
Elle n'a pas modéré la passion du jeu. Elle a produit deux résultats utiles : Augmentation des recettes des Sociétés sur les entrées. Augmentation des ressources de l'élevage et des pauvres sur les prélèvements du pari mutuel.....	299
Le pari au livre qui a subsisté jusqu'à ce jour est aujourd'hui menacé.....	300
Cette sorte de pari peut être suivant les cas licite ou illicite. Doit-il être toléré, doit-il disparaître, doit-il être réglementé? Le mieux serait de le réglementer car il ne saurait disparaître	301
Peut-être continuera-t-il seulement d'être toléré.....	303
Annexes.....	305



